

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI
26 MAI 2025

Présents :

Mme Marie Christine MARGHEM, Bourgmestre.

M. Benjamin BROTCORNE, Premier échevin.

Mme Coralie LADAVID, M. Vincent LUCAS, Mme Delphine DELAUNOIS, Mme Caroline MITRI, M. Emmanuel VANDECAVEYE, Mme Natacha DUROISIN, Échevins.

Mme Héloïse RENARD, Présidente du CPAS.

M. Philippe ROBERT, M. Paul-Olivier DELANNOIS, Mme Ludivine DEDONDER,

Mme Sylvie LIETAR, M. Vincent BRAECKELAERE, M. Armand BOITE, Mme Laurence BARBAIX, M. Simon LECONTE, M. Grégory DINOIR, M. Guillaume SANDERS,

M. Gwenaël VANZEVEREN, M. Vincent DELRUE, M. Laurent AGACHE, Mme Hélène LELEU, M. Quentin HUART, Mme Manon DESONNIAUX, M. Clément GLORIEUX,

M. Philippe MALICE, M. Johakim CHAJIA, Mme Marie-Christine MASURE, Mme Jennifer BOUCAU, M. Amine MELLOUK, M. Simon PETIT, Mme Emeline PETIT, Mme Blandine MOTTE, Mme Eléonore VAN DEN BOGAERT, M. Thierry VANDEGHINSTE,

Mme Sabine TOMME, M. Philippe BAEGHE, Mme Emma DELBECQ, Conseillers.

M. Pierre-Yves MAYSTADT, Directeur général.

M. Nicolas DESABLIN, Directeur général adjoint.

SEANCE PUBLIQUE

<u>1. Communications.</u>

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** ouvre la séance publique à 19 heures 34 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 22 avril 2025, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Madame la **Bourgmestre** :

"Tout d'abord, nous allons, si vous le voulez bien, commencer ce conseil avec une mise à l'honneur particulière qui explique la présence de certaines personnes que nous connaissons tous bien et depuis des années, à savoir l'Association des guides de la ville de Tournai, qui vient d'obtenir un titre royal. En effet, ce titre a été délivré par le Palais royal sur une demande formelle de l'association, non pas parce qu'elle faisait un caprice, mais parce que ce titre est réservé et a été octroyé sur base de conditions qui ont été considérées comme remplies aux associations sans but lucratif ayant au moins 50 ans d'existence continue. Un avis favorable des autorités locales est requis. Ici, en l'espèce, il a été sollicité par le Gouverneur Tommy LECLERCQ auprès de moi-même. J'ai évidemment déclaré que j'étais tout à fait favorable et j'espère que vous l'êtes également à ce que l'association des guides de la ville de Tournai reçoive cette très haute distinction. L'association trouve son origine en 1973 et a fêté ses 50 ans d'activités en 2023. Sa mission principale est, et reste, la médiation et la valorisation du patrimoine culturel et historique de Tournai. Elle a également pour objectif de maintenir la qualité et la diversité des visites guidées en partenariat avec la Ville, l'office du tourisme, les musées ou toute autre institution et d'assurer ce qu'elle fait avec succès depuis toujours : la formation continue des guides locaux. Dans ces activités concrètes, on trouve l'organisation des visites guidées de la ville, de ces villages, de monuments et de musées. Pour la conduite d'animations et d'événements culturels, la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel du territoire, la ville de Tournai, le collège plus

exactement, propose à l'ensemble du conseil communal de remettre le Grand Potier, distinction symbolique honorant les associations locales ayant atteint 50 ans d'existence et sollicitant le titre royal. Mais avant de remettre à l'association dûment représentée ici, par ses membres ou un grand nombre d'entre eux, je passe la parole à Madame Coralie LADAVID pour quelques mots."

Madame l'Échevine Écolo, **Coralie LADAVID** :

"J'espère que je ne vais pas dire trop de redites, mais de toute façon, cela sera dit autrement et toujours avec autant de coeur. Donc, reconnue royale, l'association des guides de la ville de Tournai a parcouru un long chemin depuis sa création. C'est en 1971 que le conseil communal de Tournai décidait de la création d'une école de guides pour la promotion du patrimoine de la ville et la mise en valeur du tourisme à Tournai. En 1973, après avoir reçu une solide formation, les premiers guides se lancèrent dans la transmission de leur passion pour la ville auprès des visiteurs, quels que soient l'âge et l'origine de ces derniers. Au fil des années et des nouvelles sessions de formation, l'association s'est étoffée pour compter aujourd'hui plus de 30 guides touristiques accompagnant avec enthousiasme nos visiteurs francophones, néerlandophones, anglophones et germanophones. Les guides assurent également des visites de la ville en italien, espagnol et même en langue picarde.

Fidèle aux traditions mais ouverte sur l'avenir, l'Association royale des guides de Tournai s'est adaptée aux besoins des visiteurs. Aussi, ces dernières années, les guides se sont formés à l'accompagnement de personnes à besoins spécifiques, avec des visites adaptées pour les personnes déficientes visuelles, pour les personnes sourdes et malentendantes et pour les personnes présentant une déficience cognitive. Entre les promenades contées en costumes d'époque, les visites sur des thèmes ciblés, la parution de leurs coups de coeur, les guides ne manquent pas d'initiatives et de projets pour faire découvrir la grande histoire de Tournai, mais aussi ses anecdotes, ses aspects insolites et ses lieux insoupçonnés.

Plus récemment durant l'année 2024, le lancement d'une session de formation de nouveaux guides touristiques et culturels, coordonnée par l'association des guides en collaboration avec l'office du tourisme, les conservateurs des musées et l'IFAPME, a rencontré un réel engouement, témoin de l'intérêt porté à notre belle cité des 5 clochers. Acteurs clés de la politique touristique, les guides de Tournai collaborent étroitement avec l'équipe de l'office du tourisme qu'ils rencontrent chaque mois de l'année lors de réunions destinées à développer l'offre touristique. Entre les visites de groupe et les visites guidées pour individuels, les guides répondent présents et s'adaptent aux besoins et demandes des touristes. Après avoir fêté dignement ses 50 années d'existence en 2023, l'association est aujourd'hui reconnue royale. Cette reconnaissance est le fruit d'un travail assidu de personnes qui veillent à la cohésion de l'association et au développement des compétences de ses membres. L'office du tourisme et Madame Karen VAN ERPE se joint à moi pour vous féliciter et vous remercier chaleureusement pour votre travail de mise en valeur de richesse patrimoniale et historique de Tournai."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je voudrais appeler Monsieur Pierre CALLENS, ici présent, à qui je remets au nom du conseil communal la distinction honorifique de la Ville de Tournai du Grand Potier, qui est une copie agrandie du jeton de présence remis aux conseillers communaux durant la première moitié du 20^e siècle. Et le médailleur n'est autre que Monsieur Godefroid DEVREESE, né en 1861 et décédé en 1941. Je vous remets également quelques livres, je sais que vous en avez déjà beaucoup, qui compléteront votre collection."

Monsieur **Pierre CALLENS** :

"Merci Madame la Bourgmestre, Madame l'Échevine. Je confirme tout ce que vous avez dit sur les rôles joués par l'association et sur nos nombreuses activités depuis plus de 50 ans. On m'a donné deux minutes donc je vais être très très bref. J'ai deux mots qui sont de consonances identiques mais de symboliques différentes. Le mot "jubilé", je crois qu'il convient bien aujourd'hui parce que je crois que tous les guides ici, et ceux qui ne sont pas là, ont le droit de jubiler sur le jubilé qu'on nous a octroyé et l'honneur de nous faire association royale ou royale association. Ça c'est encore un débat qu'on va trancher entre nous, mais on a l'habitude de trancher les débats. Donc on va y arriver. Donc voilà, je crois que c'est vraiment le mot du jour "jubilé" puisqu'on a le droit de se réjouir vivement et on a le droit de fêter les 50 ans d'existence de l'association. L'association n'existerait pas depuis 50 ans s'il n'avait pas eu des précurseurs, des initiateurs, des créateurs. Je voudrais évoquer quelqu'un qui a disparu il y a quelques mois, Robert NISTE, qui est le premier des présidents à l'initiative de l'association, et aussi trois guides qui sont toujours actifs parmi nous dont Nicole qui était là dès la première heure et qui a beaucoup oeuvré pour le rayonnement de Tournai depuis plus de 50 ans. Il y a Philippe LAINE qui est là aussi et il y a Étienne BOUSSEMART qui n'a pas pu nous rejoindre aujourd'hui.

Les remerciements, je vais aussi les donner pour tous les guides qui ont transité par l'association, pour tous les guides actuels, pour tous les membres des organes d'administration parce que ce n'est pas facile à gérer au jour le jour. Et pour les futurs guides que vous avez évoqués, je les remercie déjà de nous rejoindre. Je remercie la Ville, l'office de tourisme pour le soutien et le partenariat qui existent depuis les débuts largement et je voudrais aussi souhaiter longue vie à l'association et demander aux plus jeunes d'entre vous dans 50 ans, si le centenaire se fête, d'évoquer ce moment-ci. Merci à vous d'avance."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Au prochain conseil communal, nous mettrons également à l'honneur une autre association qui a reçu le titre royal qui est l'association maintenant royale des cyclotouristes de Gaurain-Ramecroix."

Elle signale par ailleurs que 3 points complémentaires lui ont été remis conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 12 de la section 3 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal:

- 1) de Madame la Conseillère communale Éléonore VAN DEN BOGAERT. Opposition officielle à la venue de l'ambassadrice d'Israël à Tournai dans le cadre de la cérémonie d'hommage aux Justes parmi les Nations. Approbation;
- 2) de Madame la Conseillère communale Ludivine DEDONDER. Motion concernant la création d'un centre de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) à Tournai. Approbation;
- 3) de Monsieur le Conseiller communal Johakim CHAJIA. Motion « Tournai : commune "antifasciste" ». Approbation.

Ces points complémentaires seront examinés en fin de séance publique.

Madame la **Bourgmestre** précise qu'une question orale a été déposée en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

- 1) Monsieur le Conseiller communal PS, Philippe ROBERT relative à l'état d'avancement de trois des projets de la Politique Intégrée des villes. Il sera répondu en fin de séance publique par Monsieur le Premier Échevin Benjamin BROTCORNE.

2. Organigramme. Division citoyenneté. Modification. Information.
--

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"J'avais juste envie de vous partager la motivation qui a amené à ce transfert de ces départements, des affaires administratives et sociales vers la cohésion sociale. J'ai mené une concertation approfondie avec la division citoyenneté afin de les écouter, de leur partager aussi mes souhaits sur les actions dédiées à ce public, donc les aînés et les personnes en situation de handicap. Dorénavant ces actions s'inscrivent pleinement dans le cadre de la cohésion sociale. Une approche qui reflète notre volonté commune de renforcer le lien entre les générations et de favoriser l'inclusion. J'ai tout de suite reçu l'approbation des différents services qui trouvaient aussi que cette orientation apportait plus de sens. Mon engagement est clair. Continuer bien sûr à organiser des moments festifs où les personnes peuvent se rencontrer, partager des instants conviviaux et rompre aussi comme ça avec l'isolement. D'ailleurs un calendrier est en cours de réalisation, parce que je sais que certains sont impatients. Et je donne déjà un premier rendez-vous, un évènement dédié aux aînés qui est programmé le 21 juin à la fête de la musique. Ces occasions sont essentielles pour cultiver la joie de vivre et créer un véritable sentiment d'appartenance à notre commune. Parallèlement, nous orientons également nos initiatives vers des dimensions plus sociales pour ne laisser personne de côté avec des ateliers, des rencontres qui répondent à leurs besoins spécifiques, qu'il s'agisse de soutien, d'échange ou d'accès à l'information. Un appel à candidature, pour former les 2 nouveaux conseils consultatifs aînés et handicap, a été lancé. Il s'agira de tenir compte bien évidemment, de leurs attentes pour améliorer le quotidien des personnes concernées. Ces initiatives visent à tisser un réseau de solidarité, à encourager la participation active et à faire en sorte que chacun puisse s'épanouir pleinement dans notre belle ville de Tournai. Merci."

Madame la Conseillère communale, PS, **Emeline PETIT** :

"Je partage entièrement l'exposé de Madame l'Échevine. C'est plutôt une question sémantique puisque dans la proposition qui est faite, on met "deux petits points" après la cohésion sociale et je ne voudrais pas qu'on limite la cohésion sociale à des actions en faveur des personnes en situation de handicap ou des aînés. On cite d'ailleurs dans l'organigramme de 2022 les violences intrafamiliales, les participations citoyennes et les maisons de quartiers. Donc je pense que juste une autre présentation pour englober davantage et en tout cas retirer les "deux petits points" pour éviter de limiter la cohésion sociale et les actions qu'on pourrait mener par la suite à ces deux seules thématiques."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"Oui en effet, il n'y a pas que ces deux seules thématiques. C'est parce que là on a fait ce changement de service que ça a été noté. Mais c'est sûr qu'évidemment les maisons de quartiers, les violences intrafamiliales ont beaucoup travaillé dans le service de la cohésion sociale, sans aucun doute."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment son article L1211-2 qui prévoit que le collège communal établit l'organigramme des services communaux;
 Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
 Vu le statut pécuniaire arrêté par le conseil communal du 28 février 2011 et approuvé par les autorités de tutelle;
 Vu le statut administratif arrêté par le conseil communal du 16 octobre 2023 et approuvé par les autorités de tutelle;
 Vu le cadre du personnel arrêté par le conseil communal du 22 avril 2024 et approuvé par les autorités de tutelle;
 Considérant que l'organigramme adopté par le collège communal en date du 24 juin 2021 prévoit que les départements «Activités des aînés», «Pensions» et «Handicap» sont rattachés au service des affaires administratives et sociales, au sein de la division citoyenneté;
 Considérant qu'au regard des missions et activités des départements «Activités des aînés», «Pensions» et «Handicap», leur transfert vers le service de cohésion sociale de la même division permettrait d'assurer une meilleure cohérence administrative;
 Considérant que ce changement a été soumis au comité de direction ce 31 mars 2025;
 Considérant que le collège communal du 3 avril 2025 a adopté ladite modification de l'organigramme des services communaux;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la modification de l'organigramme des services communaux adoptée par le collège communal du 3 avril 2025, en affectant les départements «Activités des aînés», «Pensions» et «Handicap» du service des affaires administratives et sociales vers le service de cohésion sociale, au sein de la division citoyenneté

Divisions					
Division citoyenneté	Division gestion du territoire	Division sport et jeunesse	Division tourisme et culture	Division technique	Division maintenance
Affaires administratives et sociales : " Activités des aînés, pensions et handicap "	Patrimoine communal et occupation du domaine public	Sport	Tourisme	Voirie et mobilité	Coordination
Enseignement	Urbanisme et logement	Activités	Culture et musées	Bâtiment et énergie	Voirie, propreté publique, ateliers communaux
Cohésion sociale : "Activités des aînés, pensions et handicap"	Environnement	Jeunesse	Associations et événementiel	Projets de développement	Bâtiments et festivités

Prévention citoyenne	Infractionnel	Crèches	Bibliothèques		Atelier mécanique, service bus
Sanctions administratives					Espaces verts, cimetières et inhumations
Peines et mesures alternatives					Nettoyage

Directions					
Direction générale	Direction financière et comptable	Direction ressources humaines	Direction informatique	Direction marchés publics	Direction juridique
Courrier	Recettes	Gestion des carrières	Télécommunications	Investissements	Conseils juridiques et contentieux
Gestion des instances communales	Comptabilité	Gestion des salaires	Cartographie	Achats	Assurances
Programme stratégique transversal	Régies et cultes	Action sociale et bien être			Documentation
Communication et protocole	Infractionnel	Crèches	Bibliothèques		Archives
Reprographie, accueil et logistique					

Panification d'urgence (PLANU)	Prévention et protection du travail (SIPP)	Protection des données (DPO)	Fonctionnaire sanctionnateur
---------------------------------------	---	-------------------------------------	-------------------------------------

3. Centre public d'action sociale (CPAS). Conseil de l'action sociale. Élection de plein droit. Acceptation.

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Madame Marie-Noëlle FOUCART a présenté le 28 mars 2025 sa démission du poste de conseillère de l'action sociale. Elle sera remplacée par Monsieur Cédric MINNE qui nous a fait parvenir le 22 mai 2025 l'acte de présentation qui le concerne en qualité de futur membre du Conseil de l'action sociale du centre public d'action sociale. Je recevrai sa prestation de serment. Pour l'instant, nous prenons acte de ce changement. Il n'y a pas de vote."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment l'article L1122-30;
Vu la loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS) du 8 juillet 1976, notamment l'article 19 qui stipule que la démission des fonctions de conseiller est notifiée par écrit au conseil de l'action sociale et au conseil communal, lequel l'acte lors de la première séance suivant cette notification;

Considérant la lettre datée du 28 mars 2025, adressée à Madame la Présidente du Centre public d'action sociale Héloïse RENARD, par laquelle Madame Marie-Noëlle FOUCART présente la démission du poste de conseillère de l'action sociale;

Considérant qu'il y a lieu d'accepter cette démission effectuée dans les formes prévues par la Loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS);

Considérant que la prise d'effet de la démission de Madame Marie-Noëlle FOUCART interviendra à partir du moment où son successeur sera installé;

Vu l'article 14 de la loi organique, lequel stipule que lorsqu'un membre, autre que le président, cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat ou est exclu par son groupe politique, le groupe politique qui l'a présenté propose un candidat du même sexe que le membre remplacé ou un candidat du sexe le moins représenté au sein du conseil;

Considérant que le conseil communal a pris acte de cette démission en sa séance du 22 avril 2025;

Considérant qu'en date du 22 mai 2025, le groupe PTB a fait parvenir l'acte de présentation d'un nouveau membre du conseil de l'action sociale;

Considérant que Monsieur Cédric MINNE répond aux critères légaux d'éligibilité à cette fonction, notamment l'article 7 de la loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS);

ÉLIT

Monsieur Cédric MINNE, en qualité de conseiller de l'action sociale du Centre public d'action sociale (CPAS), en remplacement de Madame Marie-Noëlle FOUCART, conseillère démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

<p><u>4. Centre public d'action sociale (CPAS). Modification des statuts pécuniaire et administratif. Application et activation de l'échelle IFIC 11 + RW pour le personnel aide-soignant. Approbation.</u></p>
--

Madame la Conseillère communale PS, **Blandine MOTTE** :

'Tout d'abord, nous nous réjouissons de cette proposition pour le personnel aide-soignant qui le mérite amplement. Cependant, je me permets quand même de regretter une chose, c'est que le vote relatif aux normes d'encadrement infirmier lui, n'ait pas eu lieu dans cette assemblée. Ce même point d'ailleurs qui aurait dû être voté, comme nous l'a rappelé dernièrement Monsieur le Ministre DESQUESNES. Si je remets ce sujet sur la table, ce n'est pas pour faire de la politique spectacle, comme cela nous l'a déjà été reproché lors du conseil du 25 mars dernier. Je suis d'ailleurs d'avis que le secteur de la santé est un sujet bien trop important pour en faire du show. Je tiens à rappeler qu'au-delà de nos différents débats et souvent joutes verbales, les grands perdants de vos décisions restent le personnel infirmier alors qu'il devrait être au coeur de notre attention. Personnellement, nous continuerons à défendre le personnel infirmier. J'ai quand même une dernière interrogation, notamment pour le groupe Écolo et vous, Monsieur CHAJIA. Lors de ce fameux conseil du 25 mars dernier, vous avez déclaré que vous étiez demandeur d'une analyse en profondeur pour trouver des solutions aux revendications des infirmiers notamment sur les horaires et sur les remplacements. Du coup, qu'en est-il de cette analyse ? A-t-elle débuté ? Avez-vous commencé à agir à propos de cela ?

Puis-je avoir des infos là-dessus ? Et donc voilà, je vous remercie et encore une fois, ça ne remet pas en cause, je suis très heureuse de la reconnaissance pour les aide-soignants qui le méritent amplement. Merci."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Nous en sommes également très heureux. Je vous remercie pour votre intervention. Alors, je passe la parole à Madame Héroïse RENARD."

Madame la Présidente du CPAS, **Héroïse RENARD** :

"Concernant votre intervention, en fait, les 30 % n'avaient jamais fait l'objet d'une décision formelle donc d'une décision qui avait été passée en conseil de l'action sociale. En fait, ça avait été vraiment décidé en concertation avec les syndicats. C'était plutôt une ligne de conduite et donc les 30 % n'ont jamais fait l'objet d'une décision formelle et ça, je voulais vraiment le préciser. Maintenant concernant l'évolution de la situation, je pense que tout le monde a le droit d'en être informé. Nous avons eu des discussions avec les directeurs des maisons de repos et également les infirmiers en chef parce que la situation était quand même préoccupante. Il y a un taux d'absentéisme, je l'avais dit, qui est quand même élevé depuis plusieurs années, donc avant ma prise de fonction. Donc il faut vraiment travailler là-dessus. Et concrètement, le problème n'est pas la norme d'encadrement, donc les 20 %. Cette ligne de conduite, c'est l'absentéisme de courte durée. En fait, c'est vraiment cet absentéisme de courte durée qui pose problème parce qu'on ne peut pas remplacer systématiquement. Donc les collègues sont quelque peu perturbés au niveau de l'organisation et donc c'est vraiment là-dessus qu'on doit travailler et on en discute encore avec les directions. Mais voilà, comme ça, vous avez un suivi de la situation et n'hésitez pas si vous avez d'autres questions. Je vous remercie."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"J'aimerais ajouter qu'effectivement nous avons passé en revue de manière très précise au long d'une journée assez longue et je l'ai déjà dit, mais je le répète, les demandes et les informations qui nous ont été communiquées par les directeurs et directrices des maisons de repos du CPAS, premier point. Deuxièmement, les infirmiers et infirmières en chef qui gèrent les équipes soignantes et que nous poursuivons ce travail de monitoring pour être au plus près des réalités, nous travaillons, Madame la Présidente du CPAS vient de le dire également, sur le présentisme et sur l'incitation dont d'ailleurs cette mesure fait partie. L'incitation positive à constituer les équipes de manière suffisamment dense pour que ceux qui sont naturellement, je dirais, plus dévoués et plus présents que certains autres ne souffrent pas à un moment donné de fatigue chronique parce qu'ils sont systématiquement sollicités pour des prestations extra habituelles. Et donc ce travail se poursuivra au quotidien pendant les semaines et les mois à venir et ne cessera pas jusqu'à la fin de la législature."

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"Merci Madame la Bourgmestre et merci Madame MOTTE pour ces questionnements. Effectivement, on a dit nos préoccupations par rapport à la situation dans les maisons de repos et bien sûr, on a commencé le travail dès le lendemain par l'intermédiaire notamment de Stéphanie POMMIER qui est vice-présidente au sein du conseil de l'action sociale et qui représente notre groupe à ce niveau-là. Je ne veux pas répéter ce qui a été dit par la présidente du CPAS. Mais c'est vrai que pour nous, c'est quelque chose qui est important en tout cas ce dialogue, notamment entre la présidente, les directeurs des maisons de repos et les travailleurs puisqu'il y a une concertation sociale qui est mise en place. Peut-être préciser aussi que le

nombre d'heures supplémentaires depuis notre dernier conseil communal a été divisé par deux, ce qui est une information quand même qui est importante puisqu'on sait la charge aussi que ça représente et donc c'est quelque chose qui est à monitorer et à suivre vraiment au quotidien. Voilà, ce sont les informations que je peux vous donner pour le moment. En tout cas, vous pouvez compter sur notre détermination, notre implication pour être aux petits soins, je vais dire, dans les maisons de repos et améliorer au mieux la situation et des travailleurs et des résidents."

Madame la Conseillère communale PS, **Blandine MOTTE** :

"Effectivement l'absentéisme je peux le comprendre. Maintenant, j'aimerais insister aussi. Ok, il y a de l'absentéisme et quelles sont les causes ? Est-ce qu'il y a une fatigue chronique, une fatigue physique de la part des infirmiers ? Evidemment le présentisme, je pense que le métier d'infirmier n'est pas du jour au lendemain de se dire "je vais être infirmier, ça va être chouette". Je pense vraiment que c'est une vocation et s'il y a autant d'absentéisme, c'est qu'il y a une cause sous-jacente derrière. Et cette cause, je pense qu'il y a notamment énormément de fatigue, énormément de surcharge de travail. Et je l'ai déjà répété lors d'un dernier conseil mais je le redis, c'est la situation des étudiants en soins infirmiers. Parce que ça m'est arrivé et je n'en veux aucunement aux infirmières, mais elles n'ont tellement plus le temps d'apprendre correctement leur métier que ce sont les étudiants qui font un peu la main-d'oeuvre gratuite, qui doivent faire les toilettes, qui doivent faire les soins. Je ne dis pas qu'ils ne doivent pas le faire, mais le souci c'est que ça prend énormément de place dans la formation et quand on est étudiant, qu'on arrive en troisième ou en quatrième année, et qu'on doit encore faire que des toilettes parce que les infirmières n'ont pas le temps de nous apprendre les soins, je pense qu'il y a un impact sur ça également. Donc évidemment je suivrai et je veux bien vos infos. Monsieur CHAJIA, je vous remercie et j'espère qu'effectivement vous continuerez à prendre les résidents en charge et les infirmiers en charge également."

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Je serai brève parce que Madame MOTTE a déjà dit plein de choses. Vous parlez effectivement de l'absentéisme qu'on sait élevé. Il est intéressant de s'intéresser aux causes de cet absentéisme et entre autres au taux de burn-out qu'il y a chez les soignants et particulièrement dans les maisons de repos. Alors la solution de diminuer la norme d'encadrement elle est quand même complètement incohérente. Donc vous avancez qu'effectivement il y a un taux d'absentéisme élevé ce qui est vrai. On sait que ce taux d'absentéisme est dû aux conditions de travail entre autres à la surcharge de travail, vu le manque de personnel qu'il y a dans les maisons de repos, et à côté de ça vous continuez à baisser la norme. Donc pour moi, il y a quelque chose qui m'échappe dans la logique que vous menez auprès du personnel du CPAS et particulièrement des maisons de repos."

Madame la Présidente du CPAS, **Héloïse RENARD** :

"Concernant la norme, en fait, on ne peut pas parler de diminution. On peut plutôt parler d'une adaptation de la norme. Dans les faits, on était autour des 122 %. On n'a jamais atteint les 30 % sauf pendant une période très courte pendant la pandémie de la Covid 19. Donc on n'a jamais atteint ces 30 % pratiquement. Je pense qu'on peut plutôt parler d'une adaptation. Maintenant, on essaie vraiment de faire de notre mieux. Comme je l'ai dit, il y a un suivi, il y a des discussions et je pense que la discussion et la communication c'est vraiment la base. Pour l'instant, c'est pris en charge et comme je l'ai dit, on reviendra vers vous."

Madame la Conseillère communale Les Engagés, **Jennifer BOUCAU** :

"Nous nous réjouissons également de cette modification pécuniaire et administrative pour le personnel soignant. A titre simplement personnel, moi-même étant passée par le statut d'étudiant, c'était déjà comme ça à ce moment-là et ce n'est pas quelque chose qui date de quelques mois évidemment. Simplement vous dire que dans mon service, actuellement je prends en charge, je suis référente étudiante, je sais prendre en charge mes étudiants, ils sont satisfaits de ma qualité du travail. Simplement une petite note à titre d'information."

Madame la Conseillère communale PS, **Blandine MOTTE** :

"Je suis heureuse de le savoir. Maintenant je vous avoue que dire "dans mon service je le fais", c'est très bien, mais "c'était déjà comme ça avant", je pense qu'on est là aussi pour changer un peu et casser les codes. C'est facile d'arriver dans un service où l'infirmière ne traite pas vraiment correctement l'étudiant parce qu'elle n'a pas le temps et dire c'était déjà comme ça à mon époque. Je pense qu'on doit avancer. Justement il y a déjà énormément d'étudiants en moins. Quand j'ai commencé mes études je pense qu'on était 120. Cette année, je pense qu'ils sont 88 inscrits là où j'étais. Ce n'est pas en ne changeant pas les choses qu'on va avoir de plus en plus d'infirmiers. Mais je suis très heureuse que vous soyez référente étudiante et que vous preniez très bien soin des étudiants et je n'en doute pas. Mais voilà, je pense qu'il faut aussi changer les choses."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1123-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 112 quater de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale (CPAS);

Considérant le protocole d'accord établi à la suite du Comité C wallon du 10 février 2023 relatif au protocole IFIC secteur wallons publics — Partie 3 : activations barémiques et procédures;

Considérant que le bureau permanent du Centre public d'action sociale du 12 décembre 2024 a décidé de proposer au Conseil de l'action sociale d'appliquer au personnel aide-soignant les échelles barémiques prévues par l'avenant du 14 juin 2024 au protocole IFIC partie 3 du 10 février 2023 relatif à l'activation barémique - Entretien de la fonction d'aide-soignant;

Considérant que l'échelle 11+RW ne peut être appliquée aux agents qu'à condition d'être intégrée dans les statuts du personnel, dans le respect des principes de concertation et de négociations syndicales locales;

Considérant que par délibération du conseil de l'action sociale du 24 avril 2025, il a été décidé d'intégrer les barèmes IFIC 11 + RW au statut pécuniaire du CPAS de Tournai et de modifier le statut administratif et le cadre en conséquence;

Considérant que ces modifications avaient été examinées et accueillies favorablement par le comité de concertation Ville — Centre public d'action sociale du 18 mars 2025 et qu'elles avaient également fait l'objet d'un protocole d'accord en réunion du comité de négociations syndicales à cette même date;

Considérant que le collège communal a pris connaissance de cette décision en date du 8 mai 2025;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

APPROUVE

la délibération du conseil de l'action sociale du 24 avril 2025 ayant trait à la modification des statuts pécuniaire et administratif, ainsi qu'à la modification du cadre du personnel du Centre public d'action sociale de Tournai pour l'application et l'activation de l'échelle IFIC 11+RW :

«DÉCIDE,

À huis clos, par 12 voix sur 12 votants :

Article 1 : de marquer son accord sur l'application l'avenant du 14 juin 2024 au protocole IFIC partie 3 du 10 février 2023 relatif à l'activation barémique - Entretien de la fonction d'aide-soignant:

- tout aide-soignant concerné, en service à la date du 1er juillet 2024 ou qui entre en service à partir de la date du 1er juillet 2024 bénéficie de l'échelle 11+RW;
- il est garanti aux aides-soignants qui bénéficient de l'échelle 11+RW de garder le niveau de rémunération RGB lorsqu'ils sont dans des années d'ancienneté pour lesquelles le barème RGB est supérieur au barème IFIC. Pour la détermination du niveau de rémunération RGB, les années en échelle 11+RW sont assimilées à des années dans l'échelle D2 en termes d'évolution de carrière;

Article 2 : de garder cette décision de principe à disposition des services compétents de l'AViQ;

Article 3 : de modifier les statuts pécuniaire et administratif ainsi que le cadre du personnel comme suit :

- l'intégration de l'échelle IFIC 11+RW pour la fonction d'aide-soignant tel que ci-annexé, et ce avec effet rétroactif au 1er juillet 2024 ;
- la garantie aux aides-soignants à qui s'appliquent l'échelle 11+RW de garder le niveau de rémunération RGB lorsqu'ils sont dans des années d'ancienneté pour lesquelles le barème RGB est supérieur au barème 11+RW. Pour la détermination du niveau de rémunération RGB, les années en échelle IFIC 11+RW sont assimilées à des années dans l'échelle D2 en termes d'évolution de carrière;
- l'ajout à l'annexe 1 - Échelles de traitement du statut pécuniaire du personnel une partie E) personnel sous contrat étudiant : aide-sanitaire : IFIC 11+RW."

<p><u>5. Concession de services. Contrôle du stationnement réglementé en voirie.</u> <u>Utilisation d'un véhicule scan-car. Avis.</u></p>
--

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"La loi caméra ne permettant pas l'utilisation, en fait, elle ne permet pas expressément l'utilisation de caméras de surveillance mobile pour les incivilités. Et ce vide juridique n'est pas source de problèmes dans d'autres villes qui utilisent la scan-car. De toute façon, son utilisation est soumise à l'avis positif du conseil communal de la commune concernée. Avant de rendre son avis, ce que nous avons fait, le conseil communal doit consulter le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu qui fera l'objet de cette infrastructure. Et il est donc proposé au conseil communal, suite à l'avis du chef de corps de la zone de police du Tournaisis transmis le 24 mars 2025, de formuler un avis positif sur la demande introduite par la société City Parking de fixer le périmètre couvert par l'utilisation de ce véhicule, à savoir l'ensemble des zones équipées d'horodateurs et des zones bleues du territoire communal de Tournai, pour lesquelles la société City Parking a reçu une mission de contrôle au terme de la convention de concession du 20 décembre 2024 et de déterminer la durée de la validité. Donc en la faisant correspondre pour l'instant à la durée de validité de la convention précitée qui expire le 31 décembre 2034."

Madame la Conseillère communale, PS, **Emeline PETIT** :

"On a donc eu déjà l'occasion d'aborder le point par rapport à la convention avec City Parking. Le point est à nouveau à l'ordre du jour, mais pas dans l'objectif d'une révision de la convention avec City Parking pour formuler des amendements à la convention pour rendre le stationnement gratuit, comme c'était annoncé durant la campagne électorale. Donc je saisis l'occasion pour vous demander où vous en êtes dans vos échanges, puisque vous l'aviez annoncé, et négociations avec City Parking pour la révision de la convention afin de tendre vers la gratuité du stationnement."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je tiens à vous dire que nous avons commencé par une remise en ordre. Il y a manifestement un problème structurel au niveau de l'emplacement où se trouvent les gardiens entre guillemets qui oeuvrent sur le territoire et qui sont employés par la société City Parking en telle manière que nous cherchons un lieu, un nouveau lieu que nous avons pratiquement identifié pour qu'ils aient la possibilité de se trouver dans des conditions normalement décentes afin d'effectuer leur travail. Nous avons commencé des réunions d'interactions avec eux pour la modification de la convention et donc nous progressons et nous allons revenir bientôt vers vous afin de modifier cette convention et de la faire évoluer en fonction de la situation concrète que nous connaissons d'une part, et d'autre part, il y a aussi des périodes de travaux qui modifient les choses, vous le savez. Et d'autre part, de ce que nous attendons de cette convention dans le cadre de notre majorité."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Je vais parler ici à titre personnel. Le stationnement à Tournai, est un sujet qui me tient à coeur depuis quelques années maintenant. Je pense que la précédente majorité et les conseillers communaux, qui étaient présents dans la mandature précédente, s'en souviennent. L'année passée, je suis intervenu à plusieurs reprises sur ce point en souhaitant pouvoir voir émerger une alternative au contrat de concession qui nous a reliés ici par reconduction. On a été un peu pris de court finalement en fin d'année, l'année passée, dans le cadre de l'attribution du marché de concession qui nous lie actuellement avec City Parking et on n'a pas pu explorer cette alternative. J'ai demandé à la majorité précédente de pouvoir explorer cette alternative entre le mois de mars de l'année passée et le mois de décembre, qui a vu la majorité changer, ça n'a pas été possible. Et donc à titre personnel et non au nom de mon groupe, je m'abstiens sur ce point."

Par 36 voix pour, 2 voix contre et une abstention, le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

Vu la loi du 21 mars 2007, telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018, réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, spécialement les articles 7/1 et 8/1;

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, spécialement les articles 3,10° et 25;

Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra;

Vu le règlement-redevance du 10 novembre 2014 relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants;

Considérant la nouvelle convention de concession de services relative à la gestion et l'exploitation du contrôle de stationnement à durée limitée en voirie et à la gestion du parking public payant sous voirie conclue avec la SA CITY PARKING;

Considérant que la convention de concession de services a été signée le 20 décembre 2024 et a une durée de 10 ans prenant cours le 1er janvier 2025;

Considérant la demande formulée le 21 février 2025 par la SA CITY PARKING de recourir à l'utilisation d'un véhicule scan-car dans le cadre de la mission de contrôle du stationnement réglementé en voirie dont cette société est investie sur le territoire communal;

Considérant que l'article 7/1 de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (loi caméras) fixe les conditions auxquelles est soumise l'autorisation d'utiliser des caméras de surveillance mobiles;

Considérant que cet article dispose que :

«Les caméras de surveillance mobiles ne peuvent être utilisées dans les lieux ouverts qu'en vue de la reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation, par ou pour le compte des autorités communales, et pour les finalités suivantes :

1° prévenir, constater ou déceler des incivilités au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale, dans le cadre de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

2° contrôler le respect des règlements communaux en matière de stationnement payant.

L'utilisation des caméras de surveillance mobiles visées à l'alinéa 1er, ne peut être confiée qu'au personnel désigné par la loi pour exercer des missions de constatation, dans les limites de leurs compétences.

La décision d'utiliser des caméras de surveillance mobiles comme visé à l'alinéa 1er est prise après avis positif du conseil communal de la commune concernée. Ce dernier rend son avis après avoir consulté préalablement le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu et détermine la durée de validité de cet avis.

Le responsable du traitement précise dans sa demande d'avis les finalités particulières d'utilisation des caméras de surveillance mobiles visées à l'alinéa 1er, le périmètre concerné par leur utilisation et les modalités prévues d'utilisation. Le périmètre d'utilisation peut correspondre avec l'ensemble du territoire de la commune concernée.

L'avis positif du conseil communal peut être renouvelé, à l'expiration de sa durée de validité, sur demande motivée du responsable du traitement.»;

Considérant qu'en l'occurrence, le périmètre concerné par la demande d'utilisation du véhicule scan-car vise l'ensemble de la zone où le stationnement en voirie est réglementé pour laquelle la société CITY PARKING a reçu une mission de contrôle aux termes de la convention de concession de services du 20 décembre 2024 précitée;

Considérant que, dans le cadre de sa demande, la SA CITY PARKING précise :

«Il s'agit d'un véhicule équipé de caméras intelligentes. Ces caméras ont pour but de scanner les véhicules et comprennent des composantes ainsi que des logiciels qui, couplés ou non à des registres ou à des fichiers, peuvent traiter de manière autonome ou non des images recueillies. De cette manière, le respect du stationnement peut être contrôlé plus efficacement. Les images des personnes sont floutées.

Conformément à notre offre, les redevances seront envoyées par courrier et une redevance ne sera plus apposée sur le pare-brise»;

Considérant que les renseignements complémentaires suivants ont été transmis par la société :

- le véhicule scan-car est enregistré auprès du Service public fédéral Intérieur et est conduit par un agent de gardiennage;
- sur le véhicule scan-car figure un pictogramme représentant une caméra;
- le véhicule scan-car prend des images (ne filme pas). Les images sont envoyées vers un contrôleur (se trouvant dans un bureau) qui, sur base des images et des contrôles des différentes bases de données (4411, horodateurs, cartes de stationnement, etc.), valide ou pas une redevance forfaitaire qui est alors envoyée par la poste au propriétaire du véhicule. Un contrôleur en voirie n'intervient que pour les endroits où la scan-car ne permet pas de contrôler efficacement (notamment : emplacements de stationnement perpendiculaires à la voirie ou en épi);
- un partenariat a été conclu par la SA CITY PARKING avec la SRL SIGMAX laquelle fournit le logiciel, le véhicule et le hardware;

Considérant que l'usage du véhicule scan-car présente notamment les avantages suivants :

- il permet de lutter contre le comportement indésirable des usagers consistant, en zone bleue, à modifier le disque de stationnement sans changer d'emplacement;
- il constitue un outil d'accès à la mobilité en ce qu'il permet d'obtenir des données sur la densité du stationnement;
- lorsqu'il est en lien avec d'autres applications, il permet d'offrir des services aux usagers tels que des renseignements sur les places de stationnement libres;
- les investissements liés à l'utilisation d'un véhicule scan-car rentrent dans le compte d'exploitation et génèrent une amélioration du résultat pour la Ville de Tournai;

Considérant que, lors de sa séance du 6 mars 2025, le collège communal a décidé :

- conformément à l'article 7/1 de la loi caméras, de solliciter l'avis du chef de corps de la zone de police du Tournaisis sur la demande introduite par la SA CITY PARKING de recourir à l'utilisation d'un véhicule scan-car dans le cadre de la mission de contrôle du stationnement réglementé en voirie dont cette société est investie sur le territoire communal;
- après réception de cet avis, de solliciter l'avis du conseil communal sur cette demande;

Considérant l'avis du chef de corps de la zone de police du Tournaisis transmis

le 24 mars 2025 et joint en annexe 04;

Considérant que, dans son avis, la zone de police du Tournaisis précise notamment que *«l'article 7/1 de la loi caméras du 21 mars 2007 (modifiée le 21/05/2018) stipule que l'utilisation d'une scan-car (caméra mobile) est prévue dans le cadre du stationnement payant. Il n'est pas mentionné dans cet article l'usage de la scan-car dans le cadre du contrôle des zones bleues»;*

Considérant qu'au sujet de l'utilisation de la scan-car pour le contrôle des zones bleues, à l'occasion d'une question parlementaire (n°55-495 – jointe en annexe 06) en juin 2020, il a été précisé que : *« (...) Etant donné que le législateur était parti du principe qu'il ne fallait pas bloquer les autorités locales dans leur utilisation des caméras ANPR mobiles pour vérifier le contrôle du stationnement réglementé, l'on pourrait défendre l'idée que cette possibilité offerte par la loi doit pouvoir concerner tant le stationnement payant que le stationnement en zone bleue, si la technologie le permet. L'objectif reste en effet toujours le même, à savoir faire respecter les règles communales relatives au stationnement. (...) » ;*

Considérant que, dans le cadre de la précédente convention de concession de gestion du stationnement à durée limitée conclue le 30 octobre 2014, le conseil communal avait, lors de sa séance du 29 juin 2020 :

- décidé d'émettre un avis positif sur la demande introduite par la SA CITY PARKING de recourir à l'utilisation d'un véhicule scan-car dans le cadre de la mission de contrôle du stationnement dont cette dernière était investie sur le territoire communal
- précisé que le périmètre concerné par cet avis couvrait l'ensemble des zones équipées d'horodateurs et zones bleues du territoire communal de Tournai
- fixé jusqu'au 1er janvier 2025 la durée de validité de cet avis, cette durée correspondant à celle de la convention de concession de gestion du stationnement à durée limitée conclue le 30 octobre 2014;

Considérant l'avis formulé par l'Union des Villes et Communes de Wallonie en date du 6 juin 2024 aux termes duquel elle considère que « *l'interprétation de la loi caméras se fait de manière large considérant que les zones bleues sont également des stationnements payants : si on ne met pas le disque, on accepte le paiement d'un forfait* », l'UVCW estimant dès lors que la scan-car peut être utilisée en matière de stationnement pour le contrôle, notamment, du stationnement dépenalisé (carte communale, zone bleue, zone payante) (article du Mouvement communal n°959 – Juin-Juillet 2021, intégralement joint en annexe 07);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 36 voix pour (MM. P. ROBERT, P.-O. DELANNOIS, Mmes L. DEDONDER, S. LIETAR, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, Mme L. BARBAIX, MM. S. LECONTE, G. DINOIR, G. VANZEVEEREN, V. DELRUE, L. AGACHE, Mme H. LELEU, M. Q. HUART, Mme M. DESONNIAUX, MM. C. GLORIEUX, P. MALICE, J. CHAJIA, Mmes M.-C. MASURE, J. BOUCAU, MM. A. MELLOUK, S. PETIT, Mmes E. PETIT, B. MOTTE, M. T. VANDEGHINSTE, Mme S. TOMME, MM. P. BAEGHE, B. BROTCORNE, Mme C. LADAVID, M. V. LUCAS, Mmes D. DELAUNOIS, C. MITRI, M. E. VANDECAVEYE, Mmes N. DUROISIN, H. RENARD, Mme M. C. MARGHEM, bourgmestre), **2 voix contre** (Mmes E. VAN DEN BOGAERT, E. DELBECQ) et **1 abstention** (M. G. SANDERS);

DÉCIDE :

- de formuler un **avis positif** sur la demande introduite par la SA CITY PARKING de recourir à l'utilisation d'un véhicule scan-car dans le cadre de la mission de contrôle du stationnement réglementé en voirie (zones équipées d'horodateurs et zones bleues) dont cette société est investie sur le territoire communal aux termes de la convention de concession de services du 20 décembre 2024 relative à la gestion et l'exploitation du contrôle de stationnement à durée limitée en voirie (et à la gestion du parking public payant sous voirie)
- de fixer comme suit le périmètre couvert par le présent avis :
Ce périmètre correspond à l'ensemble des zones équipées d'horodateurs et des zones bleues du territoire communal de Tournai pour lesquelles la SA CITY PARKING a reçu une mission de contrôle aux termes de la convention de concession de services du 20 décembre 2024 précitée
- de déterminer comme suit la durée de validité du présent avis :
Celui-ci expire le 31 décembre 2034 (date à laquelle prendra fin la convention de concession de services du 20 décembre 2024 précitée).

6. « Ca flippe à Tournai ». Convention avec l'ASBL C'EST TOUT COM. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Vincent BRAECKELAERE** :

"Je tiens à vous remercier d'avoir accepté ça. Ça me fait quand même plaisir de voir que vous gardez en place une activité qui a été installée sous l'ancienne majorité, contrairement à d'autres que vous avez éliminées. Ça me fait plaisir de voir que quelque part on a quand même fait de bonnes choses apparemment."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Bien sûr, je vous remercie pour votre intervention."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'ASBL C'EST TOUT COM organise "ça flippe à Tournai" depuis 2021 dans différents lieux de la Ville, que cet événement rencontre toujours un beau succès populaire et se déroule sans encombre;

Considérant que l'évènement consiste en un parcours ludique à la recherche de flippers anciens installés dans des lieux publics, dans des bâtiments communaux, dans des musées... permettant ainsi au public de (re)découvrir le centre-ville à pied, de manière insolite et novatrice;

Considérant que le 13 mars 2025, le collège communal a décidé d'accepter l'offre, conforme au descriptif technique, émanant de l'ASBL C'EST TOUT COM représentée par Monsieur Cédric MONNOYE, relative à l'organisation d'un parcours-découverte de flippers dans des lieux emblématiques ou insolites du centre-ville, les 16 et 17 août 2025;

Considérant que la Ville alloue à l'ASBL C'EST TOUT COM un subside de 25.000,00 € afin de contribuer à l'organisation de cet événement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/03/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

APPROUVE

les termes de la convention comme suit :

"Entre

L'ASBL C'EST TOUT COM,

*représentée par son président Monsieur Cédric MONNOYE,
dont le siège social est situé avenue du Monde 49 à 1400 Nivelles,
ci-après dénommée « l'organisateur »*

Et

LA VILLE DE TOURNAI,

*représentée par Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, et
Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général,
dont le siège social est situé rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai,
ci-après dénommée « la Ville »*

A. PRÉAMBULE

1. Les parties désirent conventionnaliser un accord ayant pour objectif la promotion et le développement d'une manifestation dénommée « **ÇA FLIPPE À TOURNAI** », consistant en l'exposition, en centre-ville, de flippers à découvrir en déambulant dans les rues; ce concept est créé par l'organisateur;
2. « **ÇA FLIPPE À TOURNAI** » est une manifestation à vocation touristique organisée dans des infrastructures intérieures publiques et privées du centre-ville de Tournai;
3. L'objet de la présente convention est de fixer les termes et conditions de la collaboration entre les parties.

B. LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV

La manifestation est intitulée « **ÇA FLIPPE À TOURNAI** ».

La manifestation se déroulera les samedi 16 août 2025, de 11 heures à 21 heures et dimanche 17 août 2025, de 11 heures à 19 heures.

L'accès du public sur l'ensemble des sites choisis est gratuit.

4. L'organisateur a l'autorisation de vendre des GAME PASS pour jouer sur les différents flippers exposés.

Les tarifs sont fixés d'un commun accord entre les parties, à savoir :

Game Pass 1 Day Enfant (-12 ans) : 10,00 €

Game Pass 1 Day : 15,00 €

Game Pass 2 Days Enfant (-12 ans) : 15,00 €

Game Pass 2 Days : 20,00 €

L'organisateur confirme qu'il n'y a pas lieu de solliciter l'autorisation préalable de la commission des jeux pour installer et exploiter des flippers.

5. L'organisateur s'engage à disposer d'une assurance responsabilité civile organisation et d'une assurance responsabilité civile objective pour toute la durée de l'événement. Il fournira à la Ville copie du contrat d'assurance pour le 1er août au plus tard.
6. La Ville se charge des demandes d'autorisation d'occupation à titre gratuit des lieux publics utilisés, intérieurs et extérieurs.
7. Les lieux publics choisis sont :
 - Hôtel de Ville : entrée, cloître, bureau de la bourgmestre, salon de la Reine et patio du premier étage sortie ascenseur : 12;
 - Office du tourisme : 5;
 - Auberge de Jeunesse : 2;
 - musée de Folklore et des Imaginaires : 2;
 - Fort Rouge : 3;
 - Conservatoire de musique : 5;
 - Halle aux draps : 14;
 - Beffroi : 1;
 soit 44 flippers.
8. L'organisateur se charge des demandes d'autorisations auprès des lieux privés, soit des commerces et établissements Horeca (\pm 22 flippers).
9. L'organisateur occupera le rez-de-chaussée de la Halle aux draps, du vendredi 15 août 2025 à 18 heures, afin qu'il y installe des flippers, des animations et y établisse son village départ-arrivée.
10. L'organisateur est autorisé à exploiter un débit de boissons au village départ — arrivée.
11. Des animations musicales seront prévues durant les deux jours.
12. L'organisateur assurera à ses frais la sécurité et la propreté des lieux.
13. La Ville autorise l'organisateur à occuper les espaces de gauche et droite au rez-de-chaussée de la Halle aux draps afin d'y organiser ses bureaux du samedi 16 août 2025, 9 heures, au lundi 18 août 2025, 12 heures.
14. L'organisateur s'engage à gérer les lieux en bon père de famille et à restituer le local en parfait état de propreté.

15. La Ville alloue à l'ASBL C'EST TOUT COM' un subside de 25.000,00 € pour l'organisation de l'événement en 2025.
 Cette subvention sera liquidée sur le compte BE..... au nom de l'organisateur pour le au plus tard.
 Conformément aux articles L3331-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation lesquels sont tous applicables à la présente convention, la subvention doit être utilisée exclusivement dans le cadre de la promotion et du développement de la manifestation. La Ville peut, à tout moment, exiger de l'organisateur des justifications (comptables et autres) afin d'attester l'utilisation de cette subvention aux fins décrites. Ces justifications doivent être transmises à la Ville dans les 15 jours calendrier de la demande. En cas d'utilisation à d'autres fins ou à défaut de justifications probantes, la subvention devra être restituée à la Ville.
16. La présente convention contient la totalité des accords conclus entre les parties. Elle annule et remplace tout autre document rédigé antérieurement. Si des adaptations de la présente convention devaient avoir lieu, elles feront l'objet d'un avenant signé par les parties.
17. Chaque partie est responsable des obligations lui incombant en vertu de la présente convention. Les parties excluent expressément toute solidarité entre elles dans l'exécution de celle-ci.
18. Le droit belge est toujours applicable. Toute contestation ne pouvant être tranchée à l'amiable entre les parties sera de la compétence des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Mons — section Tournai.
- Fait en double exemplaire à Tournai, le 2025, chaque partie déclarant avoir reçu un exemplaire original,

Pour l'ASBL C'EST TOUT COM,
 Cédric MONNOYE, président

Pour la Ville de Tournai,
 Marie Christine MARGHEM, bourgmestre
 Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général".

<p><u>7. Salon de l'emploi «Talentum Tournai», le jeudi 12 juin 2025 à la Halle aux draps.</u> <u>Convention de partenariat avec la SA RÉFÉRENCES. Approbation.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la société RÉFÉRENCES SA (média « emploi » du groupe de presse ROSSEL) souhaite organiser le salon de l'emploi Talentum à la Halle aux draps le 12 juin 2025;

Considérant que cet après-midi de l'emploi avait drainé environ 1.000 visiteurs/candidats à l'emploi lors de sa tenue en 2020 et en 2024;

Considérant que ce salon a pour objectif de réunir une vingtaine d'employeurs afin d'y rencontrer des candidats à l'emploi (salon ouvert à tous et gratuit pour les visiteurs);

Considérant que la société RÉFÉRENCES SA propose à la Ville de Tournai de se constituer partenaire de cet événement en signant une convention de partenariat;

Considérant qu'en séance du 24 avril 2025, le collège communal a marqué son accord de principe sur ce projet de convention, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les termes du projet de convention de partenariat entre la Ville et la société REFERENCES SA en vue du salon de l'emploi « TALENTUM TOURNAI 2025 », à savoir :

«Article 1er : OBLIGATION ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ RÉFÉRENCES SA

La société RÉFÉRENCES SA, sise 100 rue Royale à 1000 BRUXELLES, s'engage :

Avant l'événement : à intégrer le logo de la Ville sur tous les supports en lien avec l'événement

Lors du salon :

À organiser l'inauguration du salon par la Bourgmestre de la ville — à 13 heures;

À prévoir un stand de 9 m² all in (meublé, wi-fi, électricité...) — de 13 à 17 heures.

Article 2 : OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE TOURNAI

De son côté, la Ville apportera un soutien actif d'ordre logistique et financier dans l'organisation de ce salon et s'engage en conséquence à :

- veiller au nettoyage;
- mettre à disposition gratuite des places pour les exposants et l'organisation (50 tickets);
- fournir six tables de 1,20 m ainsi que 20 chaises;
- prévoir l'accès aux toilettes pour les exposants et les visiteurs;
- apporter un soutien financier à la société à concurrence de 2.950,00 € hors TVA, ce qui correspond à la formule "Bronze" de l'événement;
- relayer la promotion de l'événement sur ses outils de communication : magazine d'informations communales Tournai Info de juin, site internet (en page d'accueil) et réseaux.

Article 3 : HORAIRES DES ACTIVITÉS

- le salon ouvre ses portes de 13 à 17 heures, le 12 juin 2025;
- le montage des stands se fera à partir du mercredi 11 juin 2025;
- le démontage se fera le 12 juin 2025, le soir même.

Article 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention sort ses effets à la date de sa signature et porte uniquement sur l'organisation de l'événement prévu le 12 juin 2024. Elle expire de plein droit à l'issue de cet événement, sans tacite reconduction.

Article 5 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Pour tout litige afférent à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai, seront compétents.

Pour la Ville de Tournai,
Le Directeur général,
Pierre-Yves MAYSTADT

La Bourgmestre,
Marie Christine MARGHEM

Pour la Société RÉFÉRENCES SA,
Nicolas DESUTTER — Sales Manager».

8. Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai. Avenant à la convention de gestion avec la Ville. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le 1er janvier 2015, le corps des sapeurs-pompiers de la Ville a intégré la zone de secours de Wallonie picarde;

Considérant que l'harmonie, qui en faisait partie, n'a pas intégré la zone de secours et qu'il s'est donc avéré nécessaire de fixer les conditions de son financement par la Ville;

Considérant qu'une convention de gestion précisant notamment les prestations musicales que l'harmonie s'engage à effectuer annuellement et gratuitement pour compte de la Ville a été établie et a été validée par le conseil communal du 27 avril 2015;

Considérant qu'il convient de mettre à jour certains termes de la convention et qu'il s'agit de l'objet du présent avenant;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal,

À l'unanimité;

APPROUVE

les termes de l'avenant modifiant la convention de gestion conclue le 27 avril 2015 entre la Ville de Tournai et la Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers, relative aux missions et au subventionnement de l'harmonie :

«Le présent avenant est conclu entre :

La Ville de Tournai, représentée par Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, et Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général, ci-après dénommée "la Ville".

Et

La Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai, représentée par Monsieur Edmond HOSTE, président, et Madame Martine LEVEAU, secrétaire, ci-après dénommée "l'harmonie";

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : MISSIONS DE L'HARMONIE

A. Prestations musicales

L'harmonie s'engage à effectuer annuellement et gratuitement pour le compte de la Ville, les prestations musicales publiques, notamment à l'occasion des événements suivants :

- le marché aux fleurs;
- le concert de printemps sur la Grand-Place;
- la "Fête de la musique";
- le concert de kermesse;
- les commémorations du 11 novembre;
- les festivités de fin d'année.

L'harmonie s'engage également à effectuer des prestations musicales supplémentaires à la demande de la Ville et sur base d'un planning établi d'un commun accord et au moins un mois à l'avance.

ARTICLE 4 : LÉGISLATION APPLICABLE

Pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, les articles L3331-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces s'appliquent.

ARTICLE 5 : COMPÉTENCE TERRITORIALE EN CAS DE LITIGE

Seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai seront compétents en cas de litige.

ARTICLE 6: ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature.

Toutes les clauses de la convention initiales non modifiées par le présent avenant restent d'application.

Fait à Tournai, le

en deux exemplaires dont chacun reconnaît avoir reçu le sien

Pour la Ville de Tournai,
Le Directeur général,
Pierre-Yves MAYSTADT

La Bourgmestre,
Marie Christine MARGHEM».

9. Tournai, chaussée de Lille, 38. Bâtiment « Monobloc ». Renonciation. Paiement de la facture IPALLE. Convention entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale. Approbation.

Madame la Conseillère communale PS, **Ludivine DEDONDER** :

"Je souhaitais intervenir en fait un peu en marge de ce point, mais plutôt pour un conseil au sujet d'un problème de propreté publique dans cette zone que vous avez peut-être vous-même pu constater. Donc jeudi dernier, la collecte des immondices n'a pas pu être effectuée en raison d'un mouvement de grève, bien légitime évidemment au regard des mesures annoncées envers les travailleurs et les pensionnés, et ceci à tous les échelons de pouvoir. Simplement pour dire évidemment que, et les travailleurs qui ont participé à ce mouvement de grève ont notre compréhension et notre soutien, mais là où réside le problème, c'est que la population a été informée bien trop tardivement, à savoir la veille en fin de journée, que la collecte n'aurait pas lieu. Conséquence, la quasi-totalité des riverains ont déposé leurs sacs avec des sacs qui, c'est pour cela que je vous le dis, jonchent toujours la voie publique au moment où je vous parle. Certains sont même éventrés et il y en a toute une série devant le bâtiment dont question ici à l'ordre du jour. Et ce que je voudrais vous demander, c'est d'abord de bien vouloir communiquer de façon plus proactive sur l'ensemble des supports de communication dès lors qu'une collecte ne peut avoir lieu et peut-être dès demain de procéder à l'enlèvement de ces sacs. Parce que jeudi, c'est l'Ascension. Il n'y aura pas non plus de collecte des immondices et il y aura toute une série de personnes évidemment qui vont venir à Tournai, on l'espère pour le week-end de l'Ascension, et qui vont passer notamment par la chaussée de Lille, qui est une entrée de ville. Donc voilà, c'était plus un conseil que je voulais ici évoquer."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Vous avez raison. Nous avons été prévenus très tard de ce mouvement de grève. Il était même, je pense, l'heure du midi quand nous avons appris ça et que nous avons pu communiquer. En fait, ce quartier-là n'est pas seul dans le cas. On a des cas sur Vezon et compagnie où malheureusement, pendant 2 semaines, c'est vrai que les ramassages vont être difficiles. Je rappelle aussi que les personnes qui peuvent se déplacer, peuvent aller aux Mouettes mettre leurs sacs dans les petits conteneurs comme prévu. Malheureusement, tout le monde ne sait pas se déplacer. Je sais que c'est un gros problème. Ça tombe mal. Je vais encore essayer demain d'avertir les services. Je l'ai déjà fait. Mais vous savez aussi bien que moi que c'est très compliqué quelquefois. Mais on a été prévenu très tard qu'ils allaient faire grève malheureusement."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"C'est un choix la grève. On le voit quand le choix est opéré. Ce n'est pas un ordre formel et militaire, chacun a son libre arbitre."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Nous avons été prévenus très très tard. Je vais essayer de trouver la solution comme d'habitude."

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"On a deux questions pour ce point. La première chose, c'est : que prévoyez-vous alors pour les archives ? Quelles sont les solutions durables qu'on va pouvoir mettre en place ? Et la deuxième chose, c'est quels sont les projets pour ce bâtiment-là qui nous a déjà coûté 120.000 euros, plus ou moins. Qu'est-ce qui est prévu de faire avec ce bâtiment s'il ne sert pas à sa vocation première ?"

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Certains dans ce conseil communal ont une longue expérience de tous nos débats et nos dossiers et donc nous savons tous, mais je vous le dis à vous et sans aucune critique, qu'il y a un lieu qui est réservé et dans lequel nous avons l'intention de classer les archives et en même temps de constituer une réserve muséale digne de ce nom. Donc, c'est la raison pour laquelle nous abandonnons ce projet. Maintenant concernant le CPAS et ce qu'il compte faire de ce bâtiment, ce bâtiment était mis en vente et donc j'imagine que le CPAS poursuit dans l'optique de la mise en vente de ce bâtiment. Mais vous aurez l'occasion de demander à votre représentant au conseil de l'action sociale ce qu'il en est, plus loin, que ce principe de vente. Madame la Présidente du CPAS ici présente peut peut-être le confirmer. Mais au-delà cette situation est assez nouvelle et donc il faut voir qui serait intéressé par ce bâtiment. J'ai cru comprendre quand même que certains investisseurs proches du bâtiment en question pourraient être intéressés, mais tout ça, ce sont des "si" et des "mais". Il faut voir les choses dans la réalité."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Je vais d'abord répondre sur la question de la communication pour les collectes de déchets. Vous avez sans doute vu dans la modification budgétaire qu'on a mis un budget pour une application qui serait une application au départ du site de la commune, et qui permettrait notamment de transmettre des informations vers les citoyens. On est dans une optique ici vraiment d'information qui est poussée quelque part et donc les citoyens qui s'inscriraient sur cette application pourraient par exemple préciser en fonction d'où ils habitent avoir une information qu'ils recevraient, une notification pour les jours de collecte. Il y a tout un tas d'informations que chacun pourrait choisir de recevoir comme notification suivant ses centres d'intérêt, suivant que les personnes aient des enfants, qu'ils soient âgés ou autres, mais en tout cas pour les collectes comme ça qui s'annulent, et bien, c'est une information qu'on peut transmettre même un peu en dernière minute. Et donc c'est quelque chose qui va être développé dans le courant de l'année. Donc je ne manquerai pas évidemment de vous en faire part au fur et à mesure. Mais voilà, ça, c'est aussi une solution puisque finalement on n'est pas tout le temps connecté, on n'a pas toujours la possibilité de regarder et le smartphone, on l'a

presque tous dans la poche. Ça ne veut pas dire qu'on ne communiquera plus autrement, mais en tout cas, ça, c'est une piste sur laquelle on travaille vraiment avec les services de la communication. Alors, peut-être sur la question des archives, l'étude au niveau du monobloc, peut-être pour rappeler que c'est une étude qui avait été faite effectivement avec IPALLE pour laquelle on avait notamment un subside aussi en matière de rénovation énergétique. Et malheureusement l'étude nous a montré qu'on ne pouvait pas avoir suffisamment d'économie avec les travaux qui seraient réalisés et que le subside ne pouvait donc pas être conservé. Ce qui expliquait aussi pourquoi c'est un projet qui a été abandonné. C'est un des éléments. Il y en avait d'autres, mais donc quand le projet a été étudié, c'était très sérieux, je veux dire ce n'est pas non plus quelque chose qu'on a abandonné de gaité de coeur. Après la volonté de centraliser les archives, elles restent là et donc effectivement, il y a une piste qui est à l'étude. C'est quelque chose qui est vraiment important au niveau de la conservation des archives, c'est cette centralisation. Et donc les services de toute façon ont déjà commencé à centraliser l'ensemble des archives sur deux sites plus importants et poursuivent ça en attendant. Donc c'est un sujet qui est pris très au sérieux et pour lequel on a beaucoup d'échanges à la fois avec l'administration et au sein du collège."

Madame la Présidente du CPAS, **Héloïse RENARD** :

"Effectivement, il y a une mise en vente qui est prévue au prochain conseil de l'action sociale et on réfléchit quant à l'affectation du prix de la vente, donc pour l'acquisition d'un nouveau bâtiment ou autre. C'est en cours de discussion."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le projet de rénovation énergétique du bâtiment sis chaussée de Lille, 38 à 7500 Tournai (bâtiment « Monobloc »), appartenant au Centre public d'action sociale (CPAS), porté initialement par la Ville, en vue de faire un centre d'archivage commun à la Ville et au CPAS;

Considérant qu'en décembre 2020, la Ville a confié à IPALLE, dans le cadre d'une procédure « In house », une mission d'étude de faisabilité portant sur la réaffectation du bâtiment;

Considérant que de mai 2022 à septembre 2022, le dossier a été entièrement traité par le service bâtiments et énergie de la Ville, en collaboration avec l'intercommunale IPALLE;

Considérant que le dossier de demande de subsides a été préparé par le service bâtiments et énergie de la Ville et a été introduit par le CPAS auprès de la Région wallonne le 23 septembre 2022;

Considérant qu'en décembre 2022, le ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville a informé le Centre que le projet avait été retenu, pour un montant de subsides de 1.733.873,00 €;

Considérant que s'agissant d'un bâtiment appartenant au CPAS, les services de la tutelle ont indiqué à la Ville qu'il revenait au CPAS de lancer la procédure « in house » étant entendu que sa réalisation serait financée par la Ville via l'octroi d'un subside extraordinaire;

Considérant que le CPAS ne disposant pas des moyens suffisants en interne pour réaliser cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, a confié à l'intercommunale IPALLE une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, par le biais d'une procédure « In house »;

Considérant la décision du conseil de l'action sociale du 13 juillet 2023 d'attribuer le marché « Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des travaux du bâtiment sis chaussée de Lille, 38 à Tournai — procédure « in house » à l'intercommunale IPALLE SC SCRL, chemin de l'Eau Vive, 1 à 7503 Froyennes, pour le montant d'offre contrôlé de 301.538,00 € hors TVA, soit 364.860,98 €, TVA 21 % comprise;

Considérant qu'à partir de septembre 2023, l'intercommunale IPALLE, en collaboration avec le bureau d'architecture AAVO, désigné par elle comme auteur de projet, a entrepris l'examen du projet;

Considérant qu'au fur et à mesure de l'avancement des études, des difficultés grandissantes sont apparues, susceptibles de remettre en cause la viabilité du projet;

Considérant par ailleurs que le projet actuel comportait un risque financier important pour le CPAS, lié au délai d'exécution des travaux;

Considérant que compte tenu de ce qui précède, il a été estimé que la poursuite du projet actuel n'était pas opportune, en regard des risques financiers et temporels qui y étaient liés;

Considérant qu'il a été décidé, en date du 29 mai 2024, de renoncer à la poursuite de l'appel à projet relatif à la rénovation énergétique des bâtiments appartenant aux pouvoirs locaux, lancé dans le cadre du plan de relance de la Wallonie, concernant le bâtiment « Monobloc » sis à Tournai, chaussée de Lille, 38;

Considérant qu'eu égard au fait que le projet de rénovation énergétique du bâtiment était initialement porté par la Ville, il est proposé que celle-ci prenne en charge le remboursement au bénéfice du CPAS du montant de 118.511,39 € facturé par IPALLE au CPAS de Tournai, suivant facture du 30 septembre 2024 (intégralement jointe en annexe);

Considérant que le CPAS de Tournai a adressé une facture en ce sens à la Ville, couvrant le remboursement de cette somme de 118.511,39 € (facture du 16 décembre 2024 jointe en annexe);

Considérant que toujours dans le cadre de la mission d'étude de faisabilité concernant la réaffectation du bâtiment « Monobloc », IPALLE a en outre facturé au CPAS de Tournai, en date du 31 mars 2025, des honoraires relatifs à la coordination sécurité-santé (phase étude) pour un montant total TVA comprise de 1.815,00 € (voir facture du 31 mars 2025);

Considérant que le collège communal a marqué son accord de principe quant aux termes d'une convention entre la Ville et le CPAS portant sur le paiement et la liquidation des deux montants susmentionnés, au bénéfice du CPAS de Tournai, par décision du 17 avril 2025 (intégralement jointe en annexe);

Vu l'article L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les termes d'une convention entre la Ville et le CPAS, relativement au paiement et la liquidation de la facture émise par l'intercommunale IPALLE dans le cadre de la mission d'étude de faisabilité concernant la réaffectation du bâtiment « Monobloc » et portant sur un montant de 118.511,39 € ainsi que quant au paiement et à la liquidation du montant de 1.815,00 € facturé le 31 mars 2025 par IPALLE au CPAS de Tournai pour des honoraires relatifs à la coordination sécurité-santé (phase étude), lesquels suivent :

«Entre :

— **la Ville de Tournai**, dont les locaux sont sis à Tournai, rue Saint-Martin, 52, portant le numéro d'entreprise 0207354920 représentée par Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général, et par Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, en exécution d'une délibération du conseil communal du..., ci-après dénommée « la Ville »;

Et :

— **le Centre Public d'Action sociale de Tournai**, inscrit sous le numéro d'entreprise BE0211104860, sis à Tournai, boulevard Lalaing, 41, représenté par Monsieur Benoît BREYNE, directeur général, et par Madame Héloïse RENARD, présidente, en exécution d'une délibération du conseil de l'action sociale du..., ci-après dénommé « le Centre »;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Considérant que dans le cadre de l'obtention de subsides relatifs au plan de relance administratif « bâtiments publics — rénovation énergétique des bâtiments appartenant aux pouvoirs locaux — appel à projets 2022 », des travaux économiseurs d'énergie ont été envisagés quant au bâtiment « Monobloc » sis chaussée de Lille, 38, à Tournai;

Considérant que ce projet, porté initialement par la Ville, visait à créer un centre d'archivage commun à la Ville et au CPAS;

Considérant qu'en décembre 2020, la Ville a confié à IPALLE, dans le cadre d'une procédure « in house », une mission d'étude de faisabilité portant sur la réaffectation du bâtiment;

Considérant que de mai 2022 à septembre 2022, le dossier a été entièrement traité par le service bâtiments et énergie de la Ville, en collaboration avec l'intercommunale IPALLE;

Considérant que le dossier de demande de subsides a été préparé par le service bâtiments et énergie de la Ville et a été introduit par le CPAS auprès de la Région wallonne

le 23 septembre 2022 étant donné que le bâtiment précité appartient au CPAS;

Considérant qu'en décembre 2022, le ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville a informé le Centre que le projet avait été retenu, pour un montant de subsides de

1.733.873,00 €;

Considérant que s'agissant d'un bâtiment appartenant au Centre, les services de la tutelle ont indiqué à la Ville qu'il revenait au Centre de lancer la procédure « in house » étant entendu que sa réalisation serait financée par la Ville via l'octroi d'un subside extraordinaire;

Considérant que le Centre ne disposant pas des moyens suffisants en interne pour réaliser cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, a confié à l'intercommunale IPALLE une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, par le biais d'une procédure « In house »;

Considérant la décision du conseil de l'action sociale du 13 juillet 2023 d'attribuer le marché « Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des travaux du bâtiment sis chaussée de Lille, 38 à Tournai — procédure « in house » à l'intercommunale IPALLE SC SCRL, chemin de l'Eau Vive, 1 à 7503 Froyennes, pour le montant d'offre contrôlé de 301.538,00 € hors TVA, soit 364.860,98 €, TVA 21 % comprise;

Considérant qu'à partir de septembre 2023, l'intercommunale IPALLE, en collaboration avec le bureau d'architecture AAVO, désigné par elle comme auteur de projet, a entrepris l'examen du projet;

Considérant qu'au fur et à mesure de l'avancement des études, des difficultés grandissantes sont apparues, susceptibles de remettre en cause la viabilité du projet;

Considérant par ailleurs que le projet actuel comportait un risque financier important pour le Centre, lié au délai d'exécution des travaux;

Considérant que compte tenu de ce qui précède, il a été estimé que la poursuite du projet actuel n'était pas opportune, en regard des risques financiers et temporels qui y étaient liés;

Considérant qu'il a été décidé, en date du 29 mai 2024, de renoncer à la poursuite de l'appel à projets relatif à la rénovation énergétique des bâtiments appartenant aux pouvoirs locaux, lancé dans le cadre du plan de relance de la Wallonie, concernant le bâtiment « Monobloc » sis à Tournai, chaussée de Lille, 38;

Considérant qu'eu égard au fait que le projet de rénovation énergétique du bâtiment était initialement porté par la Ville, il est proposé que celle-ci prenne en charge le remboursement au bénéfice du CPAS du montant de 118.511,39 € facturé par IPALLE au CPAS de Tournai, suivant facture du 30 septembre 2024 (intégralement jointe en annexe);

Considérant que le CPAS de Tournai a adressé une facture en ce sens à la Ville, couvrant le remboursement de cette somme de 118.511,39 € (facture du 16 décembre 2024 jointe en annexe);

Considérant qu'IPALLE a également facturé au CPAS de Tournai, en date du 31 mars 2025, un montant de 1.815,00 € TVA comprise du chef d'honoraires relatifs à la coordination sécurité-santé (phase étude);

Considérant qu'il est également proposé de prendre en charge le remboursement de ce montant de 1.815,00 € TVA comprise au CPAS de Tournai;

Considérant que la Ville de Tournai prendra en charge le remboursement des montants précités au bénéfice du Centre, moyennant le respect des conditions définies dans la présente convention.

OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Montant et délai du remboursement

La Ville s'engage à rembourser au Centre le paiement :

- *de la facture du 16 décembre 2024 n° 1800003876/FQ-SAC émise par l'intercommunale IPALLE dans le cadre de la mission d'étude de faisabilité concernant la réaffectation du bâtiment « Monobloc » et portant sur un montant de **118.511,39 €** dans le mois de la signature de la convention, sur le compte bancaire IBAN n° BE24091000970938 (avec la communication +++DC8406+++);*
- *de la facture d'IPALLE au CPAS du 31 mars 2025 n° 1800001235/FQ — SAC dans le cadre de la mission d'étude de faisabilité concernant la réaffectation du bâtiment « Monobloc » et portant sur des honoraires relatifs à la coordination sécurité-santé (phase étude), d'un montant de **1.815,00 € TVA comprise**, dans le mois de la signature de la convention, sur le compte bancaire IBAN n° BE24091000970938.*

Article 2 : Accord du CPAS

Le Centre marque son accord sur le remboursement de ladite facture par la Ville pour solde de tous comptes et à l'exclusion de tout autre montant endéans le délai précisé à l'article 1er et s'engage à ne réclamer aucun autre montant à la Ville, dans le cadre du présent dossier de rénovation du bâtiment « Monobloc », mieux décrit en préambule.

Article 3 : Dispositions diverses

Chaque partie s'engage à exécuter de bonne foi et sans réserve la présente convention.

Celle-ci est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la présente convention sera de la compétence exclusive des juridictions francophones de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai.

Fait à Tournai, en double exemplaire, le... /... /2025. ».

10. Tournai, rue Saint-Martin. Travaux d'aménagement. Suivi archéologique.
Protocole d'accord avec l'Agence wallonne du patrimoine (AWAP). Ratification.

Monsieur le Premier Échevin **Benjamin BROTCORNE** :

"Je serai heureusement bref, rassurez-vous. Simplement pour vous donner quelques mots d'explications par rapport à ce dont il est question ici, à savoir que l'Agence wallonne du patrimoine a en charge les fouilles archéologiques. Il est proposé qu'elle conclut avec la Ville, comme cela se fait fort régulièrement en pareil cas, une convention, un protocole par lequel il est convenu de la manière dont celle-ci, l'Agence du patrimoine intervient lorsqu'une découverte archéologique est faite par les ouvriers qui travaillent sur chantier. Il est donc ici question de la rue Saint-Martin, rue qui est un axe évidemment stratégique puisque nous sommes sur une rue qui structure notre ville depuis quasiment sa naissance. Et dont on a déjà pu à l'occasion de quelques fouilles exploratoires de tranchées exploratoires, découvrir des traces de la porte de la seconde enceinte communale, mais également de pavement datant de la période médiévale entre le 12ème et le 15ème siècle, me confiait l'archéologue en charge des fouilles ce matin encore. Il avait été aussi évoqué dans la presse, et c'était l'objet de mon intervention pour être plus rassurant, qu'on ne va pas retarder inutilement les travaux dès qu'on trouve quelque chose. On l'a encore vu ici ce matin et c'est d'ailleurs la preuve que la collaboration entre l'AWAP et les personnels oeuvrant sur le chantier est une collaboration qui se fait en bonne intelligence puisque lorsqu'une découverte est faite, on ne state pas tout

le chantier bien entendu. On s'occupe simplement d'isoler la tranchée concernée, de faire intervenir très rapidement les archéologues de la Région wallonne comme ce fut le cas encore ce matin et qui ont pu très rapidement en l'espace de quelques dizaines de minutes libérer la tranchée puisque anecdote un peu cocasse, il ne s'agissait pas d'ossements humains mais d'os de bovins, de boeuf. Rien de bien dramatique. Mais pour la petite histoire, lorsqu'on a trouvé il y a quelques semaines des ossements qui n'étaient pas beaucoup plus impressionnants au pied du Pichou Saint-Piat, on ne se doutait pas qu'on allait en extraire 5 squelettes complets, un lame funéraire du deuxième siècle. Donc il faut bien être prudent et faire les analyses qui s'imposent. En tout cas, je constate que l'Agence wallonne du patrimoine travaille diligemment et efficacement en bonne intelligence avec les ouvriers qui travaillent sur le chantier et qu'elle ne retardera pas plus que de raison celui-ci."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je ne reviendrai pas sur la saga du permis de la rue Saint-Martin qui, s'il avait été octroyé dès le départ, la rue Saint-Martin serait déjà terminée aujourd'hui. Et on ne devrait pas à l'avenir, parce que c'est ce qui va arriver, faire toute une série d'entretiens comme on a dû le faire dans d'autres voiries. Je ne reviens pas là-dessus. La seule chose c'est que lors du conseil communal dernier, vous nous aviez promis une commission concernant les travaux au niveau des voiries et donc je pense qu'il est grand temps de l'organiser."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Oui à Monsieur HUART."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Oui je suppose alors je ne parle que pour Monsieur HUART. La commission que vous aviez promise à Monsieur HUART, si vous pouviez la mettre en place parce que quand on veut construire individuellement avec Vincent LUCAS, il n'y a pas de tracas, mais actuellement en matière de voirie, mon cher Vincent LUCAS, il y a quand même quelques embarras. C'est pour rire."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Comme ça vous rirez ensemble."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Vous pouvez répéter ?"

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Si vous aimez, c'est une forme de masochisme. Donc je disais que quand vous faites des constructions avec Vincent LUCAS, on les fait sans tracas, mais actuellement avec les voiries, les Tournaisiens ont quand même beaucoup avec Vincent LUCAS d'embarras."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Écoutez Monsieur DELANNOIS. Vous savez ce que nous sommes en train de faire là pour l'instant ? Des réparations de vos voiries que vous avez faites les 3-4 dernières années. C'est malheureux."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Oui, on peut donner quand même quelques exemples."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Je vous donne des exemples : rue du Cygne, quai Notre-Dame, Madame BARBAIX, on en reparle ? Le quai Notre-Dame ? Oui oui. Ce n'est pas la question des pavés, c'est la question des malfaçons que vous n'avez pas vues."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Pas de pugilat ici, pas dans le sens violent du terme. Tout le monde en même temps, ça ne va pas aller ! Ecoutez, nous n'allons pas faire ici les débats. Je propose en effet de déférer à la demande insistante de Monsieur DELANNOIS d'organiser bientôt la commission HUART qui va traiter de toutes ces questions."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Comme vous venez de le promettre, je ne reprends pas la parole, sauf si Monsieur BROTCORNE en remet une couche, sans vilain jeu de mots."

Monsieur le Premier Échevin **Benjamin BROTCORNE** :

"Encore une fois brièvement. Mais je découvre tout à coup une unanimité contre les pavés à Tournai. Je crois que je découvre tout à coup ce conseil communal et ce que vous pensez désormais de nos rues patrimoniales. Juste expliquez-moi. Vous avez lors de la dernière mandature mis en place un plan pavé. C'était quoi cette affaire le plan pavé ? C'était pour dire en fait vos pavés, vous les mettez au musée ? Expliquez-moi un peu pourquoi dorénavant, il ne faut plus mettre de pavés alors que vous vous êtes acharnés, et je vous salue, je salue d'ailleurs cette initiative, à mettre en place un plan pavé. C'est quoi cette affaire ?"

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"Le plan pavé a été mis en place pour pouvoir classer des voiries. Ces voiries devraient toujours rester avec du pavé parce que ça fait partie de la marque de fabrique de la ville de Tournai. Par contre, dans les voiries, et ça a été dit par les experts et je ne suis pas du tout expert, où il y a plus de 5.000 passages de véhicules par jour, à ce moment-là, il est préférable de ne pas mettre de pavés parce que le charroi est trop important. Donc on va tomber sur le fait de devoir faire des entretiens réguliers. Le plan pavé, il a été fait d'ailleurs par les services et je les en remercie encore parce qu'il est bien fait. On a même fait d'ailleurs aussi et vous le savez, puisqu'on a transmis tout cela, c'est un plan avec une étude de toutes les voiries sur Tournai pour pouvoir à un moment donné prioriser les travaux à faire dans les voiries. Donc, le plan pavé, nous sommes pour, je vous le dis."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Je dirais simplement qu'il ne faut pas faire de raccourci. Le pavé, quand je parle pavé, ça veut dire plus d'entretien, plus d'entretien, plus d'entretien. Il y a une durée de vie en tout cas des joints qui est bien moindre que si on avait autre chose. Ça ne veut pas dire que je ne veux pas de pavés en ville. Mais c'est clair que malheureusement, ça nécessite d'être plus souvent au-dessus et tous les 5-6 ans de devoir faire des réfections. Donc ça, c'est à prendre en compte. Ça veut dire que tous les 5-6 ans on va intervenir à la rue du Cygne, sur le quai, etc. Je dis que c'est normal, mais c'est dû aux pavés."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Madame BARBAIX, dans la rue du Cygne pour votre information, figurez-vous que l'entreprise s'est rendu compte un beau jour qu'elle avait toujours une caution bancaire qui était liée à ce chantier parce qu'elle n'avait pas encore mis en ordre les détails des vices apparents liés à la réception provisoire et qui consistait à refaire des rejointoiements qui avaient été mal faits au moment de l'exécution première de cette voirie. Donc ça n'a rien à voir avec une usure excessive de ces joints de pavage due à un trafic excessif dans cette rue du Cygne. Ça a à voir avec une entreprise qui, du jour au lendemain, s'est réveillée en disant voilà, je dois faire le nécessaire."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Je tiens à dire que c'est la même entreprise qui va faire la rue Saint-Martin."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Même chose au quai Notre-Dame. On se réveille un beau jour, on dit ça y est, hop, on doit faire le nécessaire et on met des barrières et on agit. Et voilà, c'est ça la vérité. Donc tout ça, on aura le temps de l'expliquer en tête à tête dans la commission qui porte bien son nom et vous verrez qu'il y a, et vous l'avez vécu vous aussi, donc ne soyons pas de mauvaise foi, vous verrez qu'il y a des circonstances qui ne sont pas toujours liées à ce que vous imaginez de l'usure des pavés."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que les travaux d'aménagement de la rue Saint-Martin ont débuté le 5 mai 2025, par une série de sondages;

Considérant les échanges entre l'Agence wallonne du patrimoine (AWAP) et l'Administration communale en vue d'établir un protocole d'accord pour le suivi archéologique du chantier d'aménagement de la rue Saint-Martin;

Considérant que des travaux d'impétrants vont impacter le sous-sol;

Considérant les deux zones d'intérêt identifiées dans le périmètre du chantier :

1. au niveau des maisons 57-63 et 30-34 (zone en vert fluo sur l'annexe II du protocole);
2. à l'angle des boulevards Bara et Lalaing au niveau des n° 120 et 80 (zone en jaune fluo sur l'annexe II du protocole);

Considérant que le suivi archéologique consiste en la surveillance par l'AWAP d'actes et travaux de terrassement réalisés et en la possibilité d'interrompre momentanément lesdits actes et travaux, localement ou complètement, afin de réaliser des fouilles archéologiques et/ou de procéder à l'enregistrement de données;

Considérant que le suivi archéologique se déroule durant l'intégralité des phases de terrassement dans les zones susmentionnées;

Considérant que l'AWAP peut interrompre complètement ou localement les actes et travaux en cours pendant une période totale de 30 jours ouvrables pour l'ensemble du chantier;
 Considérant que les entreprises en association momentanée, EUROVIA et PETIT, ont été informées de ces mesures;

Considérant que les sondages ont déjà commencé au 5 mai 2025 dans la rue Saint-Martin;

Considérant que la direction juridique a été préalablement sollicitée afin de remettre ses remarques et suggestions et que celles-ci ont donné lieu à quelques échanges avec l'AWAP qui se concluent par la version finale du document;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE

le protocole d'accord entre l'AWaP et la ville de Tournai dont les termes suivent :

«

PROTOCOLE D'ACCORD

SUIVI ARCHÉOLOGIQUE

AWAP – 2025-006

Travaux d'aménagement de la rue Saint-Martin à Tournai

Préambule

- Vu le Code wallon du Patrimoine (ci-après : « le CoPat »)
- Vu la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 16.01.1992 conclue à La Valette (Malte) entrée en vigueur en Wallonie le 09 avril 2011
- Vu l'avis conforme de l'AWaP n° IM23-1014 du 1er août 2023
- Vu le permis d'urbanisme n° F0313/57081/2023/20/2330467

Il est convenu ce qui suit entre :

1° La Ville de Tournai, représentée par Pierre-Yves MAYSTADT, Directeur général et Marie Christine MARGHEM, Bourgmestre, Propriétaire de la rue Saint-Martin et désigné ci-après sous le nom « Propriétaire »

2° La Région wallonne, ayant son siège rue Mazy, n° 25-27 à 5100 Jambes, et plus précisément l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP), de la Direction Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, ayant son siège, rue de Moulin de Meuse 4, 5000 Namur, représentée par Madame Sophie DENOEL, Inspectrice générale ff, Agence wallonne du patrimoine. Et désignée ci-après sous le nom de « AWaP ».

Article 1 : Contexte du suivi archéologique

§ 1er. La rue Saint-Martin figure parmi les plus anciennes artères de la ville. Son tracé remonte au moins à l'époque romaine. Cet accès majeur est contrôlé par les portes des deux enceintes médiévales successives. La porte Saint-Martin dite aussi Prime ou de Pierre de la première enceinte (fin 12e siècle) se situait au niveau des maisons 57-63 et 30-34, dans l'axe de la courtine accrochée à la Tour Saint Georges (Annexe I). Elle est mentionnée dès 1165 et a été partiellement démolie en 1550/1551; sa partie occidentale a subsisté jusqu'en 1668. La Porte Saint-Martin de la seconde enceinte communale (13e siècle) fermait la ville à l'angle des boulevards Bara et Lalaing. Elle fut démantelée entre 1863 et 1865.

Si la grande majorité du projet porte uniquement sur des aménagements hors-sols et des modifications de revêtements de surface, les travaux d'impétrants vont impacter le sous-sol. Par ailleurs, de nombreuses découvertes réalisées le long des boulevards notamment (Boulevard Bara, rue claquedent, avenue Henri Paris, avenue Bozière, rue de l'Athénée) ont montré que les murs de la seconde enceinte communale affleuraient entre autres sous les revêtements de voirie.

Dans ce contexte, le Propriétaire autorise l'AWaP à réaliser un suivi archéologique conformément aux dispositions du protocole sur les voiries concernées par le périmètre des travaux (ci-après : « le terrain ») pour des actes et travaux prévus entre le 5 mai 2025 et la fin de l'année 2027.

§ 2. L'agent de l'AWaP en charge du suivi archéologique (ci-après : « le gestionnaire AWA du dossier ») est Isabelle DERAMAIX (tél : 0475/75 53 80, mail : isabelle.deramaix@awap.be). Son suppléant est Aurélie LECOMTE (0491/73 63 95, mail : aurelie.lecomte@awap.be).

Le gestionnaire AWA du dossier peut être remplacé en cours d'exécution du protocole sur décision du Directeur de la Direction de la zone opérationnelle concernée.

Cette décision sera notifiée au Propriétaire par courrier électronique.

Article 2 : Conditions relatives à l'entame de la réalisation des opérations archéologiques

Préalablement à l'entame du suivi archéologique, le Propriétaire est tenu de fournir à l'AWaP l'ensemble des éléments suivants :

- 1° Toutes les informations qu'il possède sur la présence d'éventuelles pollutions ou contaminations du terrain par des substances potentiellement nocives ou encore sur la présence de puits de mines ;
- 2° Toutes les informations qu'il possède relatives aux impétrants présents dans le périmètre et à proximité du terrain ;
- 3° Une copie des plans d'occupation du terrain et des plans du projet ayant fait l'objet du permis mentionné dans le préambule ;
- 4° Tous les plans, photographies et autres documents en lien avec le bien ;

L'ensemble des conditions visées au paragraphe précédent doivent être satisfaites, au plus tard au jour de l'entame du suivi archéologique.

L'ensemble des conditions sont réputées satisfaites si le Propriétaire a rempli l'ensemble des obligations à sa charge mentionnées au paragraphe précédent.

Article 3 : Objet du suivi archéologique et obligations y étant relatives

§ 1er. Le suivi archéologique consiste en la surveillance par l'AWaP d'actes et travaux de terrassements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du permis d'urbanisme susmentionné, et en la possibilité, pour le gestionnaire AWA du dossier, d'interrompre momentanément lesdits actes et travaux, localement ou complètement, afin de réaliser des fouilles archéologiques et/ou de procéder à l'enregistrement de données.

Le suivi archéologique concernera deux zones sensibles impactées par les travaux susmentionnés :

1. Au niveau des maisons 57-63 et 30-34 (zone en vert fluo sur le plan en annexe II)
2. À l'angle des boulevards Bara et Lalaing au niveau des n° 120 et 80 (zone en jaune fluo sur le plan en annexe II)

Le suivi archéologique se déroule durant l'intégralité des phases de terrassements dans les zones susmentionnées.

À cet égard :

- 1° Les procès-verbaux des réunions de chantier seront envoyés pour informations au gestionnaire de l'AWaP ;
- 2° Le Propriétaire avertira le gestionnaire de l'AWaP au moins une semaine avant l'entame des travaux dans ces zones ;
- 3° À la découverte d'un vestige, l'arrêt des terrassements s'impose et la reprise ne s'envisagera qu'en présence d'un agent de l'AWaP.
- 4° L'opérateur de la pelle mécanique devra se conformer aux instructions de l'agent de l'AWaP pour assurer un dégagement optimal des vestiges.

Le Propriétaire a l'obligation de collaborer pleinement au suivi archéologique et ne pas en troubler le bon déroulement. Ces obligations s'appliquent également aux préposés, aux mandataires et aux sous-traitants du Propriétaire.

Sans préjudice de la possibilité pour l'AWaP d'interrompre la réalisation d'actes et de travaux conformément au § 2, l'AWaP a l'obligation de ne pas troubler le bon déroulement du chantier dans le cadre de la réalisation du suivi archéologique.

§ 2. En cas de découverte d'au moins un bien archéologique au sens de l'article D.3, 4°, du CoPat dans le cadre de la réalisation des actes et travaux faisant l'objet du suivi archéologique, le gestionnaire AWA du dossier peut prendre unilatéralement la décision d'interrompre, localement ou complètement, la réalisation des actes et travaux afin de procéder à une ou plusieurs des opérations suivantes :

- 1° Le dégagement des biens archéologiques dans les limites de l'emprise du projet ;
- 2° Le prélèvement des biens archéologiques ;
- 3° La réalisation de relevés archéologiques ;
- 4° L'enregistrement des données de terrain qu'il juge pertinentes, par les moyens qu'il juge pertinents ;
- 5° La prise de photographies ;
- 6° Le prélèvement d'échantillons.

Le gestionnaire AWA du dossier peut interrompre complètement ou localement les actes et travaux en cours pendant une période totale de 30 jours ouvrables pour l'ensemble du chantier. Ce délai d'interruption est automatiquement prorogé à hauteur du nombre total de jours correspondant à la durée des éléments suivants :

- 1° Les jours d'intempérie (Par « intempéries », il faut entendre toutes les circonstances d'ordre météorologique (ou naturelles), telles que température, humidité, gel, pluie, neige, verglas, etc., susceptibles de rendre soit l'accès au chantier archéologique soit le travail de l'archéologue et/ou de son personnel sur ce même chantier excessivement difficile, impossible ou vain.)
- 2° Les jours correspondant à des vagues de chaleur (Le terme vague de chaleur désigne une période d'au moins cinq jours d'été consécutifs avec au moins 25 degrés, dont trois jours atteignant une température d'au moins 30 degrés et reconnus comme tels par l'Institut Royal de Météorologie belge) ;
- 3° Les jours pendant lesquels la réalisation de l'opération archéologique est rendue impossible, en tout ou en partie, en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles (Par « circonstances exceptionnelles et imprévisibles », il faut entendre notamment tout événement de nature catastrophique, mettant potentiellement en danger la sécurité, la santé et la vie de la population (conflits armés, épidémies, catastrophes naturelles, pandémies...) et reconnu comme tel par une Autorité publique (État fédéral, Régions, Communautés, Villes et Communes, etc.). Les mesures de confinement et autres restrictions aux déplacements décrétées en raison ou à la suite d'une crise ou d'un état d'urgence quelconque, (sanitaire ou autre) relèvent de cette catégorie) ;
- 4° Les jours pendant lesquels la réalisation de l'opération archéologique est rendue impossible, en tout ou en partie, en raison d'actes posés par le propriétaire et/ou ses sous-traitants

Le délai d'interruption visé à l'alinéa précédent est automatiquement prorogé à hauteur du nombre total de jours correspondant à la durée des éléments mentionnés à l'alinéa précédent qui ont été constatés lors d'un délai d'interruption ordonné conformément à l'alinéa 1er.

Le gestionnaire AWA du dossier détermine, pour chaque interruption, le périmètre d'interruption qui peut s'étendre à l'ensemble du chantier ou concerner uniquement une zone précise du chantier.

En cas d'interruption du chantier en vertu du paragraphe précédent, il est interdit au Propriétaire de réaliser, de faire réaliser ou de laisser réaliser des actes et travaux dans le périmètre d'interruption durant toute la durée de l'interruption.

La décision d'interrompre la réalisation des actes et travaux conformément aux articles est prise sans que le Propriétaire ne puisse réclamer une quelconque indemnité en lien direct ou indirect avec la décision d'interruption.

- § 3. Le Propriétaire doit donner accès aux agents et fonctionnaires de l'AWaP et à leurs éventuels sous-traitants à des WC ou à un local à proximité du terrain comportant des WC.

Article 4 : Impétrants

Préalablement à la réalisation des opérations archéologiques, le Propriétaire fournira à l'AWaP le maximum d'informations relatives aux impétrants présents dans la zone d'intervention. Pour autant que le Propriétaire ait satisfait à son obligation d'information visée à l'alinéa précédent, le Propriétaire ne pourra être tenu responsable des éventuels dégâts causés aux installations relatives aux impétrants dans le cadre de la réalisation des opérations archéologiques.

Article 5 : Signalement, limites du chantier, accès et sécurité

- § 1er. Le Propriétaire s'assurera que le coordinateur sécurité-santé désigné par l'entrepreneur en charge des travaux tienne compte de la présence et de l'intervention des personnes en charge de la réalisation du suivi archéologique (agents de l'AWaP et éventuelles personnes extérieures) dans le plan particulier de sécurité et de santé (PPSS), ainsi que dans les autres instructions verbales et écrites données par lui aux autres entreprises et personnes intervenant ou simplement présentes sur le terrain.
- Le Propriétaire transmettra à l'AWaP tout élément ou document prouvant qu'il a informé le coordinateur sécurité-santé de la présence et de l'intervention des personnes en charge de la réalisation du suivi archéologique (agents de l'AWaP et éventuelles personnes extérieures).
- Pour l'intervention archéologique, l'AWaP fournira un plan particulier de sécurité et de santé (PPSS) au coordinateur sécurité du chantier.
- En cas de manquement à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs et à ses arrêtés d'exécution lors de l'exécution de leur travail, l'AWaP suspend immédiatement son activité et en informe dans les plus brefs délais (par téléphone ou par courriel) le Propriétaire, l'entrepreneur et le coordinateur, en indiquant les manquements constatés et en réclamant des mesures adéquates.
- Durant cet arrêt des opérations de l'AWaP, le délai de réalisation des opérations archéologiques visé à l'article 3 est suspendu de plein droit jusqu'au constat de la mise en ordre de la gestion de la coordination.
- Les biens archéologiques doivent être maintenus en l'état et protégés de tout dommage ou dégâts durant la suspension du délai de réalisation visé à l'alinéa précédent.
- Lorsque les conditions de sécurité et de santé sont remplies, le Propriétaire en informe l'AWaP par courriel ou par téléphone et convoque une réunion de concertation en présence de l'entrepreneur aux fins de vérification.
- Un PV dressé par le référent sécurité de l'AWaP acte la décision de conformité ou non des conditions de sécurité.
- En cas d'accord, les parties conviennent également de la reprise des opérations archéologiques et de la reprise du délai qui leur est accordé à l'article 3 du protocole.
- Ces décisions sont également actées au PV.
- § 2. L'AWaP prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer le signalement des travaux archéologiques, leur protection, leur sécurité et les blindages éventuels des fouilles.
- § 3. Aucune personne tierce à la réalisation des opérations archéologiques ne pourra pénétrer dans la zone de fouille sans y avoir été expressément autorisée par le gestionnaire AWaP du dossier.
- Toutes les personnes extérieures à l'AWaP devront signaler leur arrivée et respecter toutes les consignes de sécurité qui leur seront données par le gestionnaire AWaP du dossier.
- Le Propriétaire dispose toujours du droit de circuler dans le périmètre de la zone d'intervention archéologique, pour autant qu'il se conforme aux consignes de sécurité qui lui seront données par le gestionnaire AWaP du dossier.
- Le Propriétaire s'engage à respecter les différents repères et clôtures du chantier de fouilles et ce durant la totalité du délai d'intervention.

§ 4. Les voies d'accès au chantier de fouilles et leurs itinéraires sont fixés de commun accord avec le Propriétaire et les entreprises sur place.

Article 6 – Remblaiement et remise en état du terrain

§ 1er. L'AWaP n'est pas tenue de remettre en état le terrain à la suite de la réalisation d'une ou plusieurs des opérations visées à l'article 3, § 2, alinéa 1er, du protocole.

§ 2. Toutes les perturbations du bâtiment, du sol ou du sous-sol qui seraient mises au jour ou en évidence par ou à la suite du suivi archéologique seront signalées au Propriétaire.

L'AWaP n'assumera aucune responsabilité, sauf faute lourde émanant de l'AWaP, liée ou consécutive à la présence de ces perturbations (notamment d'éventuels travaux de remblaiement, soutènement, stabilisation, etc.), contaminations ou pollutions (notamment d'éventuels travaux de remblaiement, soutènement, stabilisation, décontamination, dépollution, évacuation, mise en décharge) qui ont été découvertes à la suite de la réalisation des opérations archéologiques visées par le protocole.

§ 3. En aucun cas l'AWaP ne prendra financièrement à sa charge une quelconque intervention ayant pour objet ou conséquence l'amélioration des caractéristiques techniques du sol et/ou du sous-sol par rapport à la situation de celui-ci immédiatement antérieure au début de l'intervention archéologique.

Article 7 : Propriété des biens archéologiques mis au jour

§ 1er. Le titulaire du droit de propriété portant sur les biens archéologiques au sens de l'article D.3, 4°, du CoPat mis au jour durant les opérations archéologiques est déterminé conformément aux dispositions du Code civil.

Le protocole n'exonère pas les parties du respect des obligations du CoPat vis-à-vis des biens archéologiques mis au jour.

Le Propriétaire est tenu de mettre à disposition de l'AWaP pour étude, gratuitement et sans restriction quelconque, l'ensemble des biens archéologiques mis au jour durant le suivi archéologique pour une durée maximale de 5 ans à dater du jour de fin du suivi archéologique.

La mise à disposition pour étude implique que l'AWaP puisse prendre possession des biens archéologiques mis au jour pour les étudier sur place ou dans ses locaux. Un inventaire des biens archéologiques pour lesquels l'AWaP souhaite mettre en oeuvre son droit de mise à disposition sera dressé par écrit et signé par le Propriétaire et le gestionnaire AWaP du dossier.

§ 2. Les biens archéologiques mobiliers sont déposés dans un dépôt agréé au sens de l'article D.77 du CoPat.

Si le Propriétaire est reconnu comme « Dépôt agréé » au sens de l'article D.77 du CoPat, les biens archéologiques mobiliers dont il est propriétaire mis au jour sur son terrain peuvent être conservés dans son dépôt.

§ 3. Dans le respect des instructions et consignes imposées par le gestionnaire AWaP du dossier, les biens archéologiques immobiliers - plus particulièrement les éléments architecturaux et les structures archéologiques - qui peuvent être avantageusement intégrés au projet et/ou utiles et nécessaires dans le cadre de la mise en valeur du terrain et de ses environs seront intégrés sur le terrain dans le périmètre duquel les biens archéologiques ont été mis au jour.

Le Propriétaire s'engage à en faire usage dans ce cadre, à les rendre accessibles aux personnes désignées par le gestionnaire AWaP du dossier pour en assurer l'étude et, le cas échéant, à respecter les éventuelles conditions imposées par l'AWaP dans le cadre d'une convention spécifique.

Article 8 : Découvertes de restes humains

En cas de découverte de restes humains, le Propriétaire et l'AWaP prennent les dispositions nécessaires pour que la gestion de ces restes humains ne porte pas atteinte à la sécurité et la salubrité publiques. À cet égard, dans la mesure du possible:

1° L'AWaP réalise les aménagements nécessaires afin qu'aucun reste humain ne soit visible depuis l'espace public ;

2° Le Propriétaire et l'AWaP prennent les mesures nécessaires afin de sécuriser le terrain et d'éviter le vol de restes humains.

Article 9 : Découvertes fortuites ultérieures

En cas de découverte fortuite au sens de l'article D.3, 13° du CoPat (A savoir, « toute mise au jour imprévue ou par le pur effet du hasard d'un ou de plusieurs biens archéologiques ») dans le cadre des actes et travaux réalisés par le Propriétaire, le Propriétaire doit se conformer aux articles D.73 et R.73-1 et suivants du CoPat.

Pour rappel, les articles D.IV.89, alinéa 1er, 2°, et D.IV.91, alinéa 1er, 2°, du CoDT sont applicables en cas de découvertes fortuites.

Article 10 : Modification des actes et travaux autorisés par l'autorisation urbanistique

Le Propriétaire est tenu de prévenir le gestionnaire AWA du dossier en cas de toute modification du projet touchant le sous-sol (par exemple, approfondissement du fond de coffre initialement prévu, augmentation des superficies touchées par les terrassements) qui interviendrait après la fin du suivi archéologique.

Article 11 : Diffusion et communication

Le Propriétaire assure la communication globale du chantier, toutefois la diffusion d'informations archéologiques doit se faire en étroite concertation avec les agents de l'AWaP. Une copie ou un lien de ce qui sera diffusé et lié aux découvertes archéologiques sera remis systématiquement à l'AWaP.

L'AWaP s'engage à mentionner la collaboration du Propriétaire dans toute présentation au public des opérations archéologiques menées sur le terrain, notamment en cas d'exposition ou de publication.

L'AWaP s'engage à fournir au propriétaire un exemplaire de la publication des résultats des fouilles.

Article 12 : Avenant

Le protocole peut toujours faire l'objet d'un avenant écrit signé par toutes les parties à la convention.

Un avenant peut avoir notamment pour objet la prolongation du délai relatif au suivi archéologique, l'adoption de nouvelles mesures non prévues initialement ou la modification des modalités fixées par le protocole.

Article 13 : Sanctions

Sans préjudice du fait que le non-respect du protocole constitue une faute contractuelle, l'attention du propriétaire est attirée sur le fait que le non-respect des obligations du protocole ou de l'un de ses avenants peut constituer une infraction au sens de l'article D.102 du CoPat.

Article 14 : Règlement des litiges

Tout litige surgissant dans le cadre de l'exécution du protocole qui ne peut pas être réglé à l'amiable relève des tribunaux territorialement compétents pour le siège de la Région wallonne.

Fait en deux exemplaires à Tournai le 05/05/2025

Pour la Ville de Tournai,
Pierre-Yves MAYSTADT, Directeur général
Marie Christine MARGHEM, Bourgmestre

Pour la Région wallonne,
Par délégation, le 06-05-2025
Bruno COLLARD, Directeur

Annexe(s) au protocole :

- annexe I : extrait de l'inventaire des vestiges des deux enceintes médiévales;
- annexe II : situation des deux zones sensibles au niveau archéologique;
- etc. ».

11. Réseaux scolaires. Avantages sociaux. Contentieux. Convention transactionnelle. Avenant. Approbation.

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Ce point concerne les avantages sociaux et la conséquence du contentieux qui s'est soldé par une convention transactionnelle, qui prévoit que les parties conviennent d'organiser une réunion annuelle et d'analyser la situation mise en oeuvre par la convention, ainsi que, le cas échéant, de l'adapter notamment à l'évolution socio-économique. Le 6 février 2025, les pouvoirs organisateurs ont formulé une demande pour adapter le montant dû par la Ville à l'indice socio-économique. L'article 3 : il n'est pas précis quant à l'interprétation à donner à l'indice socio-économique. Par délibération du collège du 13 février 2025, le collège communal a marqué son accord sur le principe d'une majoration de l'indemnité forfaitaire issue de cette convention transactionnelle sur base de l'indice santé, et ce à partir de l'année 2025 jusqu'à l'année 2027 puisqu'il y a une révision quinquennale prévue dans la convention."

Madame la Conseillère communale PS, **Emeline PETIT** :

"Je ne vais pas refaire l'exposé que vous venez de faire ici. Je me demandais juste si comme c'est un avenant, il n'y a pas lieu de tenir compte de toutes les modifications depuis que la convention a été signée, c'est-à-dire de tenir compte des écoles qui n'existent plus sur le territoire de l'entité. Parce que dans la convention, certaines écoles sont toujours reprises dans la liste des PO alors qu'elles n'existent plus. Donc, on aurait peut-être pu en tenir compte. Et il y a quelques écoles qui ne mentionnent pas leur numéro BCE. Ce n'est peut-être pas bien grave, mais voilà. Et petite parenthèse puisqu'on parle des écoles, on a eu l'occasion d'en discuter longuement au précédent conseil, j'ai reçu le flyer de l'école pour en faire la promotion et inscrire les élèves, en tout cas encourager à s'inscrire dans les écoles communales. Evidemment je suis assez déçue de ce flyer puisque le recto est assez sympathique, mais simple, et au verso, rien sur les projets pédagogiques de l'école, sur les partenariats et l'ancrage local. C'est peut-être un peu décevant."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"C'est la liberté pédagogique, vous le savez bien. Chaque réseau d'enseignement, mais je trouve que si c'est le cas, elle a tout à fait raison parce que je suis également déçue par l'absence de volonté d'avoir un projet pédagogique qui soit attractif et qui fait que, désolée de le dire, notre enseignement communal perd des élèves, point un. Point deux, ici vous nous parlez des PO qui n'existeraient plus ou en tout cas des écoles qui n'existeraient plus, sachez que la comptabilisation se fait par élèves. Et j'imagine quand même qu'ils sont suffisamment honnêtes pour calculer les élèves existants là où ils se trouvent et que ceci est monitoré. En tout cas, le numéro de FASE qui permet d'identifier un pouvoir organisateur et un établissement quant à lui existe toujours."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Natacha DUROISIN** :

"J'avais quand même quelques réserves par rapport à ce que vous dites concernant le flyer. Moi, je pense qu'effectivement la bonne nouvelle, c'est qu'il y a eu toute une campagne de pub qui a été réalisée. Il ne faut pas oublier que cette campagne a été accompagnée aussi par des spots sur NoTélé, notamment spot qui est renvoyé vers les sites internet qui sont aujourd'hui mis à jour avec les différents projets d'établissements, différents projets pédagogiques aussi des établissements. Maintenant, oui, ça prend du temps, c'est vrai. On est en train de rattraper le retard accumulé depuis quelques années ici. Mais en tout cas, moi, je tiens quand même à souligner le fait qu'au niveau des écoles communales, toutes les directions, toutes les équipes que j'ai déjà pu rencontrer et que je rencontrerai encore sont fortement mobilisées et qu'ils cherchent à chaque fois à justement différencier l'offre qu'ils proposent, proposer une offre de qualité à tous ces enfants qui le méritent avec des projets tantôt davantage culturels, davantage sportifs, etc. Et je pense que le travail est en cours actuellement et il continuera à se faire en endéans les prochaines semaines pour certains établissements d'ailleurs de manière plus spécifique pour répondre à quelques difficultés en fait concernant certaines écoles."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je souscris au volontarisme très attentif de Madame l'Échevine"

Madame la Conseillère communale, **PS, Emeline PETIT** :

"Je suis consciente de la qualité de l'enseignement dans nos écoles de village. Quant à la communication qui est faite, je pense que ce n'est pas Monsieur LETULLE qui dira le contraire. Cela a été amorcé sous la précédente législature aussi. Donc ça se poursuit, ça doit se renforcer, c'est certain. Et je note juste qu'on a loupé une occasion de communiquer davantage envers un public tout public parce que c'est bien d'avoir les réseaux numériques, mais tout le monde n'y a pas accès non plus. Et je pense que le toute-boîte, qui a été fait, était intéressant. Ça ne prenait quand même pas tant de temps que ça que de développer le projet pédagogique de l'école, l'ancrage dans le village ou les partenariats qui sont mis en place. Je pense que c'était vraiment important et ça permet quand même à certains parents de se décider sur les choix des écoles à faire. Mais reste alors pour la communication à faire appel à Radio Contact puisque j'entendais qu'ils faisaient la publicité pour soutenir les écoles qui étaient en difficulté. D'ailleurs, il se rendra bientôt mercredi, je pense, dans l'une de nos écoles."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'en date du 9 juin 2004, une citation a été lancée à la requête de vingt-quatre pouvoirs organisateurs des écoles libres fondamentales organisées sur le territoire de la Ville de Tournai, aux termes de laquelle ces derniers entendaient faire condamner la Ville de Tournai :

- à payer aux requérants la somme fixée provisionnellement à 1.560.809,50 € pour les frais de surveillance, à 287.170,00 € pour l'intervention dans le coût de la piscine, à 50.000,00 € pour l'organisation des repas, à 13.000,00 € pour l'intervention dans les classes de dépaysement, à 167.000,00 € pour les frais de transport;
- à intervenir à l'avenir dans les avantages sociaux susmentionnés, et ce, dans les mêmes conditions que celles auxquelles les avantages sociaux avaient été octroyés;
- à payer les intérêts moratoires et judiciaires et tous les dépens prévus par l'article 1018 du Code judiciaire;

Considérant qu'aux termes de leurs conclusions, les requérants portèrent à 4.321.554,90 € la somme provisionnelle sollicitée, outre les intérêts, les frais et dépens;

Considérant que ce contentieux a soulevé la problématique des avantages sociaux octroyés dans l'enseignement communal, la notion d'avantage social figurant à l'article 33 de la loi du 29 mai 1959, dite « loi du pacte scolaire » et du principe d'égalité des établissements d'enseignement consacré par l'article 24 de la Constitution;

Considérant qu'en marge de la procédure judiciaire, des négociations se sont tenues en vue d'aboutir à un accord amiable permettant de mettre un terme définitif au contentieux;

Considérant que les termes majeurs de l'accord peuvent se résumer comme suit :

- les écoles des deux réseaux s'engageront à ne pas ouvrir leurs garderies avant 7 heures et après 18 heures;
- à compter de l'année scolaire 2017-2018 pour les écoles communales et de l'année scolaire 2018-2019 pour les écoles libres, les écoles des deux réseaux s'engageront à appliquer les mêmes tarifs (minimum);
 - matin (entre 7 heures et 8 heures 15) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de début des cours dans chaque école);
 - midi : 0,25 €/jour (droit de chaise pour les repas chauds);
 - soir : (entre 15 heures 30 et 18 heures) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de fin des cours dans chaque école);
- à l'avenir et à dater de l'année scolaire 2017-2018, la Ville versera un montant de 15,00 € par élève et par année scolaire;
- pour le passé, la Ville versera en une fois la somme totale de 449.400,00 € (quatre cent quarante-neuf mille quatre cents euros);

Considérant qu'en séance du 25 août 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur le projet de convention transactionnelle finalisé;

Considérant que, par délibération du 25 septembre 2017, le conseil communal a approuvé les termes du projet de convention transactionnelle destinée à mettre fin au contentieux relatif aux avantages sociaux accordés au réseau scolaire communal;

Considérant la convention transactionnelle signée par les parties, intégralement jointe en annexe;

Considérant que l'article III.ii de la convention transactionnelle prévoit que :

« Les parties conviennent d'organiser une réunion annuelle dans le courant du premier trimestre de l'année civile entre des représentants mandatés des deux réseaux d'enseignement afin d'analyser la mise en œuvre de la convention et, le cas échéant, de l'adapter, notamment, à l'évolution socio-économique, aux partenariats mis en œuvre, le cas échéant, entre certains pouvoirs organisateurs et la Ville, ou encore à l'éventuelle création d'écoles fondamentales ordinaires voire d'écoles spécialisées si la Ville créait ce type d'école. »;

Considérant qu'en date du 6 février 2025, les pouvoirs organisateurs ont formulé une demande pour adapter le montant dû par la Ville à l'indice socio-économique;

Considérant que l'article III.ii n'est pas précis quant à l'interprétation à donner à « *l'indice socio-économique* »;

Considérant que, par délibération du 13 février 2025, le collège communal a marqué son accord sur le principe de majoration de l'indemnité forfaitaire sur base de l'indice santé à partir de l'année 2025, et ce, jusqu'à l'année 2027 (date de fin de la convention);

Considérant qu'il convient, par avenant, de modifier et préciser l'article précité pour les années à venir;

Considérant qu'en séance du 8 mai 2025, le collège communal a marqué son accord de principe sur le projet d'avenant à la convention transactionnelle (intégralement joint en annexe);

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le projet d'avenant à la convention transactionnelle, passée en séance du 25 septembre 2017 du conseil communal, relative aux avantages sociaux accordés au réseau scolaire communal, dont les termes suivent :

" AVENANT À LA CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE D'UNE PART :

Les pouvoirs organisateurs des écoles libres organisées sur le territoire de la ville de Tournai, à savoir :

1. L'ASBL Comité scolaire Notre-Dame Auxiliatrice de Tournai, dont le siège social est établi à 7500 Tournai, rue Doublet, 18, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0434.319.577;
2. L'ASBL Institut Saint-André de Ramegnies-Chin et Tournai, dont le siège est établi à 7520 Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai, 57, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0408.578.153;
3. L'ASBL Ursuline la Madeleine-ULM, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue des Carmes, 10, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0458.227.802;
4. L'ASBL École des Frères, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue des Choraux, 12, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0424.262.261;
5. L'ASBL Centre scolaire fondamental Saint-Maur, dont le siège est établi à 7500 Tournai, place de Saint-Maur, 42, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0443.654.640;
6. L'ASBL École fondamentale Saint-Nicolas — Notre-Dame de la Salette, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue du Rempart, 21, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0463.946.743;
7. L'ASBL École libre subventionnée Saint-Joseph et Saint-Éleuthère, dont le siège est établi à 7522 Blandain, place de Blandain, 19, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0417.580.248;
8. L'ASBL École maternelle Saint-Albin, dont le siège est établi à 7534 Barry, rue de l'Église, 19, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0434.404.996;
9. L'ASBL Pouvoir Organisateur de l'École Paroissiale de Maulde, dont le siège est établi à 7534 Maulde, rue du Val de Maulde, 58, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0432.485.287;
10. L'ASBL École Saint-Joseph Vezon-Wasmès, dont le siège est établi à 7538 Vezon, rue des Prisonniers, 36/b, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0456.346.495;
11. L'ASBL Centre scolaire de la Sainte-Union à Kain, dont le siège est établi à 7540 Kain, rue Montgomery, 71, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0414.119.823;
12. L'ASBL Centre scolaire fondamental Saint-Joseph à Tournai, dont le siège est établi à 7500 Tournai, chaussée de Lille, 32, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0432.350.774;
13. L'ASBL Centre éducatif de la Sainte-Union, dont le siège est établi à 7500 Tournai, chaussée de Lille, 12, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0420.558.445;
14. L'ASBL Collège Notre-Dame de la Tombe à Kain, dont le siège est établi à 7540 Kain, rue Abbé Dropsy, 2, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0401.269.796;

15. L'ASBL École Verte et Sacré-Cœur, dont le siège social est établi chaussée de Renaix, 86 à 7500 Tournai, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0457.320.752;
16. L'ASBL École libre Mutien-Marie de Gaurain-Ramecroix, dont le siège est établi à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Gros Fidèle, 51, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0431.182.717;
17. L'ASBL École Fondamentale libre subventionnée de Templeuve, dont le siège est établi à 7520 Templeuve, Contour de l'Église, 2, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0433.197.347;
18. L'ASBL École Saint-Éloi, dont le siège est établi à 7503 Froyennes, chaussée de Lannoy, 144 BIS, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0433.933.062;
19. L'ASBL Centre scolaire Don-Bosco Saint-Charles, dont le siège est établi à 7500 Tournai, boulevard Léopold, 63, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0430.572.805;
20. L'ASBL Comité scolaire Saint-Piat, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Chèrequefosse, 10, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0460.730.402;
21. L'ASBL École Saint-Michel, dont le siège social est établi rue Saint-Éleuthère, 168 à 7500 Tournai;
22. L'ASBL École Maternelle Saint-Amand, dont le siège social est établi rue Albert 1er, 8 à 7531 Havinnes;
23. L'ASBL École Fondamentale libre Saint-Joseph à Vaulx, dont le siège est établi rue des Jésuites, 28 à 7500 Tournai, immatriculé à la BCE sous le numéro 0477.169.427, ASBL en liquidation suite au transfert de l'école organisée vers une autre ASBL;
24. En présence de L'ASBL Institut d'enseignement spécial, dont le siège social est établie rue du Saulchoir, 56 à 7540 Kain;

Représentés aux fins de la présente convention par

Ci-après dénommés ensemble ou séparément « le(s) pouvoir(s) organisateur(s) »

ET D'AUTRE PART :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à l'Hôtel de Ville, sis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52,

Représentée par Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, et par Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général, en vertu de l'article L 1132/3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ce, en exécution de la délibération du conseil communal du.....

Ci-après dénommée « la Ville »,

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Considérant que, par délibération du 25 septembre 2017, le conseil communal a décidé d'approuver les termes du projet de convention transactionnelle destinée à mettre fin au contentieux relatif aux avantages sociaux accordés au réseau scolaire communal;

Considérant la convention transactionnelle signée par les parties;

Considérant que l'article III.ii de la convention transactionnelle prévoit que : « *Les parties conviennent d'organiser une réunion annuelle dans le courant du premier trimestre de l'année civile entre des représentants mandatés des deux réseaux d'enseignement afin d'analyser la mise en œuvre de la convention et, le cas échéant, de l'adapter, notamment, à l'évolution socio-économique, aux partenariats mis en œuvre, le cas échéant, entre certains pouvoirs organisateurs et la Ville, ou encore à l'éventuelle création d'écoles fondamentales ordinaires, voire d'écoles spécialisées si la Ville créait ce type d'école.* »

Considérant qu'en date du 6 février 2025, les pouvoirs organisateurs ont formulé une demande pour adapter le montant dû par la Ville à l'indice socio-économique;

Considérant que l'article III.ii n'est pas précis quant à l'interprétation à donner à « *l'indice socio-économique* »;

Considérant que, par délibération du 13 février 2025, le collège communal a marqué son accord sur le principe de majoration de l'indemnité forfaitaire, sur base de l'indice santé et à partir de l'année 2025, et ce, jusqu'à l'année 2027;

Considérant qu'il convient, par avenant, de modifier et préciser l'article précité pour les années à venir;

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités d'indexation de la participation financière de la Ville aux avantages sociaux (garderies) pour les élèves des pouvoirs organisateurs, telle que prévue dans la convention initiale.

Article 2 : Indexation de la participation financière

L'article III.ii de la convention initiale est modifié pour y ajouter les précisions suivantes :

- les Parties s'accordent sur l'interprétation du terme « évolution socio-économique » qui, pour l'exécution de la présente convention, fait référence à l'indice santé, tel que défini par les autorités statistiques belges (Statbel);
- à compter de l'année 2025 et pour les années 2026 et 2027, le montant de 15,00 € par élève et par an sera indexé annuellement en fonction de l'évolution de l'indice santé.

Article 3 : Modalités de calcul

L'indexation sera calculée en appliquant le coefficient d'augmentation de l'indice santé de l'année précédente sur le montant de base.

Ce calcul sera effectué chaque année pour déterminer le montant applicable.

Article 4 : Dispositions finales

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature.

Toutes les clauses de la convention initiales non modifiées par le présent avenant restent d'application et conservent leur plein effet.

Fait à Tournai, le
reçu le sien.

, en deux exemplaires dont chacun reconnaît avoir

Pour la Ville de Tournai,

Le Directeur général,
Pierre-Yves MAYSTADT

La Bourgmestre,
Marie Christine MARGHEM.

Pour les pouvoirs organisateurs,".

12. Plan communal de développement de la nature (PCDN). Jardin refuge faune sauvage à Saint-Maur. Convention de gestion. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Monsieur l'Échevin MR, **Emmanuel VANDECAVEYE** :

"Juste quelques mots pour ce projet. Juste pour dire pour ceux qui connaissent les lieux, il y avait un éco-jardin avec un potager qui avait été initié en collaboration avec le centre scolaire fondamental de l'école de Saint-Maur. Ici il y a une demande parce qu'on s'est rendu compte que pendant le Covid, il y avait une forte présence des parents et des gens du village pour ce projet. Et depuis quelque temps, on voit qu'entretenir un potager de ce type était un peu compliqué. Et suite à une volonté de la directrice de l'école, c'était de modifier un peu ce projet. Elle a fait appel au Parc naturel des plaines de l'Escaut pour y aménager un jardin refuge pour la faune qui sera un outil pédagogique pour les élèves et donc je pense qu'on peut saluer ce type de chose."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est engagée dans un Plan communal de développement de la nature (PCDN);

Considérant que les objectifs des PCDN en Région wallonne visent notamment à sensibiliser l'ensemble des acteurs locaux et des citoyens et de susciter l'adhésion à la nature;

Considérant que la Wallonie soutient les communes dans leurs actions de préservation et de restauration des espèces naturelles et de développement de la biodiversité sur leur territoire;

Considérant la décision du collège communal du 27 février 2025 d'autoriser l'aménagement de l'ancien potager de l'école communale de Saint-Maur en « Jardin refuge faune sauvage »;

Considérant l'aménagement du service espaces verts d'une prairie fleurie et de plantations d'arbres et arbustes;

Considérant les propositions de la chargée de projet patrimoine naturel et biodiversité au Parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE), d'aménagements multiples et variés pour la biodiversité et repris dans la lettre annexée à la présente :

- un tas de bois et/ou tas de pierres sèches (voir muret de pierres sèches);
- un talus ou un plat sableux en vue d'accueillir une bourgade (village) d'abeilles solitaires;
- plaque à escargots/reptiles;
- cheminements en tonte différenciée;
- installation de panneaux didactiques;
- fabrication de nichoirs à oiseaux;
- fabrication de petits gîtes à insectes avec du matériel de récupération;

Considérant que cet espace se veut être un espace pédagogique pour les élèves de l'école Saint-Maur située à proximité;

Considérant que ces aménagements participent au maintien et à la restauration de la biodiversité;

Considérant que l'établissement d'un projet d'aménagement sur plan tient compte des contraintes du site et se fait en concertation avec l'instance responsable du site;
 Considérant que la réalisation des travaux se base sur un accord préalable;
 Considérant que le conseil communal est invité à approuver la convention de gestion entre la Ville et le PNPE;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal,
 À l'unanimité,

DÉCIDE

d'approuver la convention de gestion, entre la Ville de Tournai et le Parc naturel des plaines de l'Escaut, d'une parcelle communale située à Saint-Maur en "Jardin refuge faune sauvage" :

" Convention de mise à disposition pour gestion d'une parcelle de la Ville, à Saint-Maur

Entre les soussignés :

Les propriétaires : La Ville de Tournai, représentée par Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général, et Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, agissant en vertu d'une délibération du conseil communal en date du 26 mai 2025

Ci-après dénommée "la Ville de Tournai" ou "la Ville",

Le gestionnaire : Le Parc naturel des plaines de l'Escaut, représenté par Monsieur Charles DÉSÉVEAUX, président, et Monsieur Reinold LEPLAT, directeur, dont les bureaux sont établis à 7603 Bon-Secours, rue des Sapins, 31, ci-après désigné "le PNPE",

Objectif de gestion :

En vue de la restauration et l'entretien de friches à grand potentiel biologique : il est convenu, dans le cadre de cette convention, de créer une zone refuge faune sauvage sur le site mentionné à l'article 2.

Article 1er : Objet de la convention

Dans le cadre d'une démarche de conservation de la nature et du renforcement de la trame écologique sur le territoire du Parc naturel des Plaines de l'Escaut, le propriétaire et le gestionnaire décident de collaborer pour assurer le développement et le maintien de l'intérêt biologique de la friche dont la présente convention fait l'objet.

La présente convention a pour but de préciser les termes de la collaboration entre le propriétaire et le PNPE.

Article 2 : Désignation des biens

La zone faisant l'objet de cette convention est localisée sur la parcelle cadastrée : Tournai 20 Div : Saint-Maur, section A, radical 0122, bis 03 exposant N.

La surface couvre une superficie totale de : 12.556 ares, soit 1255.6 m².

Les coordonnées GPS et l'adresse du site sont : place de Saint-Maur, à hauteur du numéro 50 à 7500 Saint-Maur.

Article 3 : Engagements réciproques

Le propriétaire s'engage à :

- permettre l'accès du site au PNPE en tout temps et aux citoyens en fonction des projets proposés par le PNPE, en concertation avec ce dernier, dans l'idée d'un projet participatif.
- faire vivre le lieu
- entretenir le lieu en bon père de famille

Le PNPE s'engage à :

- créer et entretenir des aménagements suivants à destination de la biodiversité :
 - un tas de bois et/ou tas de pierres sèches (voir muret de pierres sèches);
 - un talus ou un plat sableux en vue d'accueillir une bourgade (village) d'abeilles solitaires;
 - plaque à escargots/reptiles;
 - fabrication de nichoirs à oiseaux;
 - fabrication de petits gîtes à insectes avec du matériel de récupération;
- créer et entretenir un cheminement en tonte différenciée;
- installation de panneaux didactiques;
- faucher, avec export des produits, le cheminement et des zones identifiées;
- fournir un plan de gestion technique et en assurer la mise en œuvre.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature par les deux parties. La date de signature fera foi et sera considérée comme la date de début d'application des dispositions contenues dans ce document.

Sauf en cas d'expropriation ou de modification du statut de la zone au plan de secteur, la convention est valable pour une période de 15 années reconductibles tacitement, sauf avis contraire émis par l'une des parties au plus tard un an avant l'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Résiliation de la convention

Chacune des parties peut mettre un terme à la présente convention, à tout moment, moyennant un préavis d'une durée de trois mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de préavis commencera à courir le premier jour du mois qui suit la notification de résiliation.

L'inexécution de ses obligations par l'une des parties (article 3) pourra entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention, après mise en demeure de l'autre partie restée sans effet à l'échéance du préavis indiqué dans ladite mise en demeure.

Article 6 : Assurance

Le PNPE assure ses agents et les bénévoles présents sur site.

Article 7 : Litige

En cas de litige, le droit belge est seul applicable.

En cas de désaccord entre les parties, les tribunaux du Hainaut, division de Tournai, seront exclusivement compétents.

Article 8 : Droit d'enregistrement

Les droits d'enregistrement et d'autres éventuels frais résultant de la présente convention sont à charge du PNPE.

Fait à _____, le ____ / ____ / ____

Pour le gestionnaire :

Directeur

Reinold LEPLAT

Pour la Ville,

La Bourgmestre

Marie Christine MARGHEM

Le Directeur général

Pierre-Yves MAYSTADT."

13. Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap (CCPSH).
Modification du règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"L'attachement des départements aînés et handicap au service de cohésion sociale intervenu le 3 avril 2025 a rendu nécessaire l'uniformisation des procédures et des règles de fonctionnement des 2 conseils consultatifs. Vous êtes invités à approuver les modifications de ce règlement d'ordre intérieur."

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Nous sommes évidemment favorables aux conseils consultatifs, mais nous aimerions aller plus loin, préciser quand les consultations de ces conseils sont obligatoires ? Leur avis n'est pas contraignant, on est bien d'accord là-dessus, c'est vrai, mais on tient à garantir qu'ils soient bel et bien consultés. Ça se fait dans d'autres villes. Nous proposons donc d'amender le texte pour inclure l'obligation de consulter les conseils consultatifs lorsqu'une thématique les concerne. Leur avis devra être ensuite transmis au collège et aux conseillers communaux."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"Les conseils consultatifs se réunissent plus ou moins 4 fois par an. C'est l'échevin, qui a l'attribution en charge, qui est président. Ce sera comme ça ici ou bien la personne qui la représente si elle n'est pas là. J'ai déjà rencontré l'ancien conseil, des personnes en situation de handicap et aussi des aînés. C'est vrai que j'ai toujours senti qu'il y avait vraiment une cohésion qui se faisait avec le service. La consultation du conseil et les décisions ont été prises en main. J'ai rencontré d'ailleurs les responsables et avec une évaluation un peu de ce qui avait été fait avant et ça semblerait très bien se passer. Donc j'espère bien que ça se passera encore comme ça."

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Alors je n'en doute pas et je suis bien heureuse que ça se passe comme ça dans la majorité des cas. Ça nous semble quand même important que ce soit présent, que ce soit notifié cette obligation d'aller vers les conseils consultatifs et que ce ne soit pas un peu au bon vouloir de l'échevin, au bon vouloir de l'actualité, etc. Je l'entends bien, ça vous tient à cœur et tant mieux, je suis bien heureuse de l'entendre, mais vraiment que ça fasse partie des obligations de se tourner vers ces conseils consultatifs et que leurs avis soient transmis au collège, mais aussi au conseil communal. Qu'on s'assure en fait en amendant le texte qu'on s'assure de cette communication-là et de ce travail-là avec les conseils."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Gwenaël VANZEVEREN** :

"Ce point me permet juste de rappeler en fait une interpellation que j'avais faite au mois de février, si je ne m'abuse, concernant l'accès au Batopin de la rue des Maux. Donc vous aviez dit que vous l'aviez constaté également et que vous alliez rencontrer les gestionnaires de ce Batopin. Notamment pour le manque d'une porte automatique qui ne permet pas aux personnes en voiturette de sortir du Batopin."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Il s'agit d'un problème plus global. Pour l'instant, nous sommes en train de finaliser les conventions qui ont subi des modifications avec l'entreprise avant de penser non seulement à l'installation d'autres points, mais aussi à la modification de points existants. Nous viendrons avec la convention finalisée au mois de juin et nous porterons ensuite notre attention sur cet élément pratique. Et pour l'instant, tant que les conventions ne sont pas finalisées ni votées par le conseil communal, la société n'envisage pas de changer immédiatement."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Gwenaël VANZEVEREN** :

"En tout cas, s'il y a des points qui doivent se développer, si c'est possible de les inclure directement parce qu'il y a quand même pas mal de Batopin où ces portes automatiques sont installées. Et là, je ne sais pas à la rue des Maux pourquoi ça ne l'est pas, surtout que c'est quand même un Batopin qui est fortement fréquenté et donc en tout cas de l'inclure directement."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Très bien, j'en prends note et je referai un message aux responsables de Batopin."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Considérant que, dans le respect de l'autonomie communale, il appartient aux acteurs locaux d'intégrer les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap dans la politique menée au niveau communal;
 Considérant qu'il est opportun, à l'instar d'autres Conseils consultatifs de la Ville, de mettre en place un règlement d'ordre intérieur adapté au fonctionnement de celui-ci, notamment en vue de lancer un appel à candidatures;
 Considérant que le règlement d'ordre intérieur a déjà été approuvé par le conseil communal en date du 17 février 2025;
 Considérant que l'attachement des départements aînés et handicap au service de cohésion sociale, intervenu le 3 avril 2025, a rendu nécessaire l'uniformisation des procédures et règles de fonctionnement des deux Conseils consultatifs;
 Considérant que, suite à la décision d'uniformiser les règlements d'ordre intérieur des deux Conseils consultatifs (CCCA et CCCPSH), il convient de réadapter le présent règlement pour en garantir la cohérence et l'efficacité;
 Considérant qu'il appartient au conseil communal de marquer son accord sur les termes dudit règlement d'ordre intérieur;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collègue communal;
 À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les modifications du règlement d'ordre intérieur du Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap (CCCPSH) :

" **Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap 2025-2030 – Règlement d'ordre intérieur**

Dénomination :

Objet — Rôle — Mission

Article 1er : Le conseil communal institue un Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap composé de membres issus de la société civile, administrative et politique avec pour objectif d'être un espace de réflexion et de dialogue autour de toutes les questions qui concernent les personnes en situation de handicap.

Article 2 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap («CCCPSH») a un rôle purement consultatif. Le pouvoir de décision appartient aux autorités communales.

Le conseil est tenu informé du suivi des projets qu'il a initiés ou dont il a eu connaissance.

Article 3 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap a pour missions :

- d'examiner la situation des personnes en situation de handicap tant du point de vue psychologique que physique, social et culturel;
- de contribuer à la valorisation des personnes en situation de handicap dans la société et tendre à leur intégration effective dans la vie communautaire en vue d'améliorer leur autonomie et leur qualité de vie;
- de fournir aux personnes en situation de handicap des occasions d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations auprès du conseil communal;
- de veiller à la défense des intérêts des personnes en situation de handicap;
- de sensibiliser la population de la commune et le secteur public aux questions qui ont une incidence sur la vie des personnes en situation de handicap;
- de coordonner la diffusion, auprès des personnes en situation de handicap, et du public en général, des renseignements sur les actions du CCCPSH et de la commune qui les concernent;
- d'assurer un rôle fédérateur entre les activités, les initiatives et les associations qui ont pour objet de répondre aux attentes spécifiques des personnes en situation de handicap et éventuellement initier des activités et projets innovants;
- de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes en situation de handicap.

Lieux de réunion

Article 4 : L'administration communale met une salle de réunion et les moyens nécessaires à la tenue des assemblées à la disposition du Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap.

Composition

Article 5 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap se compose de quatre catégories de membres :

- Les membres de droit :
 - l'échevin(e) ayant la politique de la personne en situation de handicap, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e);
 - un(e) membre du cabinet de l'échevin(e) ayant la politique de la personne en situation de handicap, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions qui assure le secrétariat;
 - un(e) agent(e) de l'administration communale de la ville de Tournai;
 - les mandataires politiques. A l'exception de l'échevin(e) ayant la politique de la personne en situation de handicap, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e), les mandataires politiques peuvent participer au CCCPSH mais n'ont pas de voix délibérative. Ils prestent au conseil dans un but informatif.

- Les membres issus de la société civile :
 1. toute personne physique qui :
 - est domiciliée sur le territoire communal pour les citoyens non représentatifs d'association;
 - et est âgée de minimum 18 ans ou plus et jouit de ses droits civils et politiques;
 - et manifeste un intérêt particulier pour toutes les questions qui concernent les personnes en situation de handicap, dans son parcours professionnel ou personnel, fait preuve d'implication personnelle et/ou souhaite représenter son association.
 2. toute association ou institution qui œuvre autour du bien-être des personnes en situation de handicap. Une association peut mandater deux membres au maximum.
 - Les membres invités par le conseil :
 - toute personne jugée utile dans la réflexion ou l'orientation du Conseil consultatif de la personne en situation handicap;
 - les membres invités n'ont pas de voix délibérative.
 - Les membres suppléants :
 - les candidats non retenus lors de l'appel à candidatures et qui correspondent aux conditions de participation reprises dans l'appel à candidature au Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap.

Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap est composé de 18 représentants effectifs issus de la société civile.

Les 2/3 maximum sont du même sexe. Si cette condition n'est pas respectée, les avis du conseil ne sont pas valablement émis. Le conseil communal peut, sur requête motivée du CCCPSH, accorder des dérogations lorsqu'il est impossible de satisfaire à la condition énoncée ci-dessus.

Le conseil communal fixe les conditions que cette requête doit remplir et en arrête la procédure. Si aucune dérogation n'est accordée, le CCCPSH a 3 mois pour satisfaire à cette condition. S'il n'y est pas satisfait à l'expiration de ce délai, le CCCPSH ne peut plus émettre d'avis valable à partir de cette date.

Pour les membres issus de la société civile, un quorum 2/3 de citoyens et 1/3 de mandatés associatifs sera respecté.

Article 6 : Les membres issus de la société civile sont sélectionnés par le collège communal, après un appel à candidatures. La composition définitive du conseil consultatif est approuvée par le conseil communal.

Article 7 : Le ou la secrétaire se voit chargé(e) de préparer un rapport annuel à présenter au conseil communal et l'échevin(e) se charge de le transmettre.

Article 8 : Le mandat au Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap est renouvelé tous les 6 ans, à la suite du renouvellement du conseil communal, et ce tout au plus un an après celui-ci.

Article 9 : Les membres du conseil participent activement aux réunions, lesquelles se tiendront un minimum de quatre fois par an. Est considérée comme démissionnaire toute personne ayant trois absences consécutives non justifiées. Un courrier est envoyé à la personne. Si celle-ci ne réagit pas au courrier, le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap peut entamer la procédure relative à son remplacement. Tout membre issu d'une association et qui ne représente plus celle-ci est considéré comme démissionnaire.

Article 10 : Tout membre démissionnaire, décédé ou qui ne remplit plus les conditions pour être membre du Conseil communal consultatif de la personne en situation handicap est, le cas échéant, remplacé par un membre suppléant sur décision du collège communal.

Pour les membres issus d'une association, celle-ci propose un remplaçant.

Article 11 : Tout membre du conseil consultatif qui adopte un comportement inapproprié pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion.

Les faits suivants sont notamment considérés comme des comportements inappropriés :

- ne pas respecter les dispositions du présent règlement ou les valeurs et principes démocratiques;
- empêcher le bon fonctionnement du Conseil consultatif de la personne en situation de handicap.

Empêche le bon fonctionnement du Conseil consultatif de la personne en situation de handicap le membre qui, par exemple :

- fait preuve d'agressivité physique ou verbale, profère des menaces à l'égard de membres du conseil;
- dénigre les membres du conseil, la Ville de Tournai, ses mandataires et les membres de son personnel.

La décision d'exclure un membre du Conseil consultatif de la personne en situation de handicap relève de la compétence du conseil communal.

L'intéressé a la possibilité d'être préalablement entendu et de faire valoir ses arguments par écrit.

Le membre exclu est remplacé par décision du conseil communal

Fonctionnement

Article 12 : La présidence du Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap est assurée par l'échevin(e) ayant la politique de la personne handicapée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e), le secrétariat est assuré par un membre de son cabinet.

Article 13 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap se réunit au minimum une fois par trimestre sur convocation de son (sa) président(e).

Article 14 : La convocation au conseil est adressée par le (la) président(e) par courrier électronique 7 jours ouvrables avant la réunion. La convocation contient l'ordre du jour de la réunion, le lieu exact où elle se tiendra et le procès-verbal de la réunion précédente.

Les séances ne sont pas publiques, seules les personnes convoquées ou invitées à la réunion du conseil sont autorisées à y participer.

Article 15 : L'agent(e) de l'administration communale de la ville de Tournai assure le rôle de coordinateur(trice) lors de la tenue du conseil.

Article 16 : Le (la) secrétaire rédige le procès-verbal des séances et assure la conservation des documents.

Le procès-verbal mentionne les personnes présentes, excusées et absentes ainsi que les avis, propositions et suggestions formulées par le conseil.

En cas d'avis divergents, ceux-ci figurent également au procès-verbal.

Le procès-verbal est envoyé par voie électronique en même temps que la convocation au conseil suivant.

Les membres ont la possibilité de réagir par écrit dans les sept jours calendrier à dater de l'envoi du document.

Le procès-verbal est rectifié si nécessaire et approuvé au début de la prochaine séance.

Il reprend la date et le lieu exact de la prochaine réunion du Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap.

Article 17 : Les membres du Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap peuvent ajouter des points à l'ordre du jour. Ils veillent à adresser leurs demandes par voie électronique au plus tard 48 heures avant la date de réunion du conseil.

Le (la) président(e) peut décider de reporter certains points à une réunion suivante si cet ordre du jour est trop chargé.

Article 18 : Les membres s'engagent à travailler dans l'intérêt collectif et à exclure les revendications individuelles.

Article 19 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap peut, d'initiative, appeler en consultation des invité(e)s sur des questions précises s'il le juge nécessaire.

Article 20 : La participation au Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap est bénévole. Aucune indemnité n'est octroyée aux membres.

Article 21 : La Ville de Tournai a souscrit pour les membres bénévoles du CCCPSH, les contrats d'assurances «responsabilité civile et accidents corporels» conformes à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Vote

Article 22 : Les recommandations arrêtées par le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap sont, dans la mesure du possible, prises de manière collégiale. En cas de vote le principe de la majorité est appliqué. Le caractère anonyme de ceux-ci lors de la transmission de la recommandation aux autorités sera conservé. Tous les votes concernant des personnes doivent être secrets.

En cas de partage des voix, celle du/de la président/e est prépondérante.

Formulation des recommandations auprès du conseil communal

Article 23 : Au minimum une fois par an, la personne assurant la présidence du Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap ou son (sa) délégué(e) présente un compte-rendu de ses réunions au conseil communal.

Contact avec le Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap

Article 24 : Le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap peut être contacté via l'échevin(e) ayant la politique de la personne en situation de handicap, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou le Service cohésion sociale de la Ville de Tournai.

Vie privée

Article 25 : La Ville de Tournai, en tant que responsable du traitement, accorde une attention particulière au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, en conformité avec le Règlement général sur la Protection des Données (RGPD) et la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont utilisées et conservées dans le cadre de la constitution et de la gestion d'un fichier destiné à permettre le renouvellement, l'installation des membres du CCCPSH ainsi que la gestion du conseil consultatif. Les données ainsi recueillies ne sont traitées à aucune autre fin. Elles sont communiquées au Service cohésion sociale de la Ville de Tournai, ainsi qu'aux instances décisionnelles de la Ville. Ces données ne sont ni transmises à des tiers ni transférées en dehors de l'Union européenne.

Le fondement juridique du traitement des données repose sur l'exécution d'une mission d'intérêt public (art. 6,1,e du RGPD), en vertu de l'article L1122-35 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD).

Les données sont conservées pendant la durée de la mandature 2024-2030. À défaut de répondre aux conditions prévues, les données des candidatures non retenues sont effacées dès la fin de la période de sélection.

Chaque membre a la possibilité à tout moment d'exercer ses droits consacrés par le RGPD par courrier à l'adresse suivante :

*À l'attention de la Bourgmestre de la Ville de Tournai
Rue Saint-Martin 52
7500 Tournai*

Ou par e-mail à la déléguée à la protection des données : DPO@tournai.be

Ou via le portail des démarches en ligne accessible sur le site de la Ville de Tournai :

www.tournai.be/protection-donnees (une identification par lecteur de carte d'identité sera nécessaire). Si un membre estime que ses droits n'ont pas été respectés et/ou que ses données n'ont pas été traitées conformément au RGPD, il peut introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données, le cas échéant, à l'encontre du responsable de traitement, la Ville de Tournai.

Révision du règlement d'ordre intérieur

Article 26 : Sur vote de l'assemblée, le Conseil consultatif communal de la personne en situation handicap peut proposer de modifier ou d'adapter son règlement d'ordre intérieur.

Les 2/3 des voix sont néanmoins requises lors du vote. Les modifications du règlement d'ordre intérieur du CCCPSH ne pourront être validées qu'après approbation du conseil communal."

14. Conseil consultatif communal des aînés (CCCA). Modification du règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Madame la Conseillère communale PS, **Blandine MOTTE** :

"Dans cette proposition, nous notons que la présidence du conseil consultatif communal des aînés est maintenant assurée par Madame l'Échevine ayant la politique de la personne âgée et l'égalité des chances dans ses attributions. Auparavant, cette présidence était assurée par un membre de la société civile. Nous trouvons cela dommage de ne pas continuer sur cette ligne de conduite qui donnerait plus de visibilité aux citoyens et qui renforcerait encore plus les missions du conseil consultatif communal des aînés, notamment celle de promouvoir la participation active des citoyens dans la gestion des politiques communales. De plus, on remarque également que le secrétariat est assuré par un membre de cabinet politique, tandis qu'un agent de l'administration de la Ville assure le rôle de coordinateur. Donc ces 3 personnes ont maintenant un droit de vote. Je m'étonne un peu de cette évolution qui va à l'encontre du projet de décret analysé actuellement par la Région wallonne. Dans ce même projet, tous les membres du collège n'ont pas de voix délibérative et c'est le conseil consultatif communal des aînés qui désigne en son sein un président, un vice-président de sexes différents. Nous trouvons que le projet de décret est plus progressiste que votre proposition et c'est la raison pour laquelle nous nous abstenons. De plus, nous l'avons appris lors de la commission finances, mais vous avez décidé cette année de ne faire aucune action en faveur des aînés sous prétexte que vous n'aviez pas le temps de les programmer. Nous nous étonnons de cet argument dès lors que c'est un service qui fonctionne maintenant depuis des années."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"Alors je ne sais pas d'où vient l'info qu'on a décidé de ne rien programmer cette année, c'est faux déjà. On n'a pas dit, mais en tout cas pas quand j'étais là, parce qu'on n'a pas dit qu'on ne faisait rien du tout. On a justement dit qu'on attendait justement le passage des aînés vers la cohésion sociale pour mettre en place des activités qui étaient prévues. Ici d'ailleurs, je l'ai dit tout à l'heure dans mon intervention, si vous avez écouté, il y a déjà un événement qui va être prévu pour rassembler des aînés le 21 juin. Je suis allée moi-même rencontrer les différents

clubs d'amicales d'aînés pour expliquer la situation : "on pense à vous, il y aura des activités organisées". Ce ne sera plus des activités qui ont déjà été organisées, peut-être plus je veux dire aller plus souvent quand vous étiez habitués, il y aura d'autres activités comme j'ai expliqué tout à l'heure, qui vont plus se réunir intergénérationnel mais on n'a jamais dit qu'on ne ferait pas d'activité. Ici dans le programme, avec le service de cohésion sociale qui a été renouvelé, on voit déjà les nouvelles orientations qui vont être prises avec les maisons de quartiers, avec l'intergénérationnel, avec une possibilité d'un voyage ou l'autre à la mer. Il y a des activités qui vont encore être ici organisées au niveau de l'année 2025.

Alors pourquoi la présidence ? J'ai aussi écouté un petit peu le service des aînés au département de la division citoyenneté qui a expliqué que finalement, il se rendait compte que quand les conseils consultatifs étaient dirigés par l'échevin ou le cabinet, c'était plus dynamique que du moment où on mettait quelqu'un de la société civile qui était à la place du président. A ce moment-là, c'était plus difficile alors d'avoir une dynamique dans le conseil. C'est avec eux qu'on a discuté et qui nous ont proposé en disant : "écoutez ! Voilà, on sait que c'est toujours plus dynamique quand c'est porté par le politique et que c'est amené de cette manière-là". Et donc comme c'est de toute façon des attributions qui me touchent et avec lesquelles j'ai envie de travailler, je me dis oui pourquoi pas si je peux donner une dynamique, je la donne. Après ces conseils sont seulement ici un appel à la candidature, on verra un petit peu. Tout ça va être travaillé mais ce n'est pas du tout dans l'idée de ne pas être progressiste et de ne pas être dans la dynamique du décret. Pas du tout. En tout cas, je pense qu'il y a eu aussi des informations qui ont certainement été mal données ou mal comprises parce que ce n'est pas du tout l'objectif de moins faire ou de ne rien faire en tout cas en 2025. Ça je peux vous l'assurer."

Madame la Conseillère communale PS, **Blandine MOTTE** :

"Oui je vous ai écoutée tout à l'heure je vous l'assure. Je suis heureuse qu'il va y avoir des activités. Maintenant je reste un peu sur ma position. J'estime qu'il faudrait peut-être laisser aux citoyens le choix de voter pour un président autre que vous. Maintenant s'ils l'ont décidé, pas de problème. Je ne rechignerai pas là-dessus."

Madame la Conseillère communale PS, **Ludivine DEDONDER** :

"En fait, je suis assez surprise de l'intervention de l'échevine parce que vous avez dit clairement : "une gestion par un politique, c'est plus dynamique que par le citoyen". Je me souviens ici des débats et de cette note de politique communale où on insistait sur la participation citoyenne. On insistait sur la transparence vraiment chère à plusieurs de vos collègues. Et ici, vous dites : "on change tout, on va remettre une présidence avec un politique, un secrétaire qui est un secrétaire de cabinet. On remet 3 politiques parce qu'en fait, la citoyenneté ça ne fonctionne pas, ce n'est pas progressiste. Donc, c'est ce que vous avez dit, vous pourrez vous réécouter. Par ailleurs, par rapport aux informations qu'il n'y aurait pas ou peu d'activités, c'est ce qui a été dit en commission visiblement pour les personnes qui étaient présentes ici du groupe. Et Monsieur ROBERT, qui fait partie des aînés, dit qu'il n'a pas été sollicité. Ça, c'est pour la petite anecdote."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Ça, c'est ennuyeux. Il va s'ennuyer."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"Alors ne dites pas ce que je n'ai pas dit. Si je suis bien quelqu'un qui aime que le citoyen participe et est acteur, c'est bien moi. Et ça les gens qui me connaissent, excusez-moi, je n'ai pas beaucoup de voix, mais j'ai beaucoup parlé dimanche. Et voilà je ne vais pas rentrer dans ce jeu-là. Vous interprétez, vous modulez à votre façon. Je suis pour évidemment que le citoyen soit bien présent. Je vous l'ai dit pourquoi c'est comme ça, parce que je m'en suis référée aussi à ce qui existait avant et que finalement les personnes qui étaient plus expertes que moi, d'avoir connu les conseils consultatifs, m'ont dit finalement quand c'est porté par le politique, moi je dis "porté", ça veut dire dynamiser, ça ne veut pas dire que le politique décide de tout, il laisse bien la place aux citoyens, mais que ça donne une dynamique. Alors j'ai dit pourquoi pas. Mais ce n'est pas du tout dans l'idée de dire je veux tout prendre, je veux tout gérer. Pas du tout. Au contraire moi si les personnes veulent prendre en main quelque chose, si dans les conseils consultatifs, si les personnes s'investissent, justement moi je vais pousser à ça, à l'autonomie, et qui reviennent avec des idées, qui les mettent en place eux-mêmes et de donner justement cette impulsion qui semblerait être l'impulsion plus intéressante de cette manière-là. Maintenant l'avenir nous le dira."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je préfère effectivement entendre que vous ne vous êtes pas exprimée ainsi, mais c'est quand même ça que vous aviez dit. Et donc si vous revenez sur vos paroles, tant mieux. Mais je pense quand même que par rapport à tout le travail qui a été fait par des aînés, tenir les genres de propos que vous venez de tenir, c'est quand même me semble-t-il un manque de respect par rapport au travail qui a été effectué par toutes ces personnes qui sont bénévoles. Et je peux vous garantir, quelles que soient les personnes qui sont là, ce sont des gens qui sont demanderesses d'activités. Et encore une fois, j'y reviens, j'étais à la commission avec Madame la Bourgmestre, il avait été dit qu'effectivement cette année, on mettait ça entre parenthèses, d'où la remarque de Madame MOTTE. Mais je peux vous garantir que non seulement ça a été dit et on nous avait même dit que lors de la modification budgétaire, on retirait 25.000 euros d'un côté pour rajouter de l'autre côté. Je ne l'ai quand même pas rêvé et je ne suis pas le seul à avoir participé à la commission des finances et c'est vrai que vous n'étiez pas là."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"J'ai aussi dit qu'on allait réinscrire en modification budgétaire numéro deux. Le temps que l'échevine envoie tous les courriers à tous les aînés selon les listes existantes dans laquelle il faudra ajouter Monsieur Philippe ROBERT, j'ai bien compris et sinon il va s'ennuyer, et donc, et peut-être vous aussi d'ailleurs, non ?"

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Bientôt. Par contre vous, à mon avis, vous n'êtes pas loin."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Franchement, je comprends les craintes, je connais beaucoup de personnes extrêmement dynamiques qui font partie entre guillemets de ces activités de manière régulière. Mais s'il y a bien quelqu'un qui va de toute façon prendre en compte la situation, travailler avec les gens et avoir vraiment une vue qui soit et participative, collective, dynamisante, et cetera, c'est bien Madame l'Échevine. Donc, il ne faut pas non plus tirer des plans sur la comète, peut-être que

ça va évoluer au fur et à mesure du temps et ce groupe vivra sa vie et prendra les décisions qu'il entend prendre."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Nous ne demandons que ça. Maintenant, c'est vrai que vous avez parlé de la modification budgétaire numéro deux mais on sera à ce moment-là, au mois de septembre, uniquement pour lancer un fichier et cetera et cetera. Avouer on ne va pas faire grand-chose cette année."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Il faut quand même laisser la possibilité à l'échevine de se mettre en connaissance de l'ensemble des dossiers de son département. Et je peux vous certifier que le courrier va partir maintenant. Donc on va lancer cette thématique et les politiques qui sont rattachées. Maintenant, on est quand même déjà au mois de mai. Et donc voilà le temps joue peut-être en la défaveur de, mais il y a quand même quelques années devant elle pour pouvoir travailler à toutes ces activités. N'ayez aucune crainte et on lui donnera les financements voulus pour qu'elle les réalise."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"On trouve quand même dommage le fait de donner la présidence à la politique, quelle qu'elle soit. Mais on trouvait quand même que le citoyen jouait effectivement son rôle. Ici il le fera un peu moins. Pas grave, c'est la raison pour laquelle on s'abstient."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Delphine DELAUNOIS** :

"Je voudrais rajouter quelque chose aussi, c'est vrai qu'on s'est dit il n'y a pas d'activités, mais justement ce glissement du département des aînés vers la cohésion sociale, c'est un changement de service. C'est du personnel qui a dû changer de service, très content de le faire d'ailleurs, parce que j'ai vraiment eu leur approbation, mais qui prend du temps, qui doit réorganiser le service. Et c'est vrai que faire des activités en faisant, je vais dire, pratiquement que des repas à la Halle aux draps qui coûtent cher, ou des voyages, ce n'est pas mon optique à moi. Mon optique à moi, c'est d'insérer aussi la jeunesse dans les aînés pour faire l'intergénérationnel. C'est faire des rencontres qui coûtent moins cher pour ne laisser aucun aîné de côté. Et pas simplement m'adresser à des aînés qui ont les moyens, et tant mieux pour eux, de faire des choses qui coûtent plus cher et surtout aussi, je me dis il y a d'autres organisations qui s'occupent de ça. Pour moi, la Ville ne doit pas porter des projets comme cela, c'est ce que j'ai analysé, je n'ai pas sorti ça d'un chapeau. Donc je me dis moi l'idée c'est vraiment de dire je veux laisser la chance à tous les aînés, même des aînés qui ont moins de moyens financiers. On a travaillé tout cela déjà avec le service de cohésion sociale, avec les maisons de quartiers, pour identifier les personnes qui sont isolées et avec lesquelles on pourrait travailler ou peut-être justement s'en rendre compte et pour pouvoir les orienter vers des services pour être aidées et pas juste une série d'aînés, même si ces personnes-là sont toujours bienvenues bien sûr, mais pas uniquement des aînés qui viennent au repas, mais finalement ils ne créent pas le lien social. Ils viennent au repas, c'est très gai, ils s'amusent bien tant mieux. Mais ça, il y a d'autres organismes qui s'occupent de ça pour faire des fêtes ou des repas. Il y en aura encore mais avec un autre objectif et avec une vue plus globale et plus profonde sur pourquoi on fait cette activité et quel sens on y met et pas seulement pour se divertir, je suis désolée, ce n'est pas comme ça que je vois le département des aînés et même la situation en la personne en situation de handicap, c'est de faire vraiment de la cohésion avec tout ça."

Madame la Conseillère communale PS, **Ludivine DEDONDER** :

"Je ne pensais pas avoir tout un débat, je dois bien vous l'avouer. Mais vu ce qui vient d'être dit ici, qui me touche particulièrement parce que ça fait un certain nombre d'années que je suis passée par là et on n'a jamais fait uniquement des activités de repas. L'activité de cohésion, aller avec des jeunes dans les maisons de repos, même le bien-être animal était associé. Tout cela s'est déjà fait. Faire le prix minimum pour permettre à tout aîné d'y participer. On organisait même des bus pour aller chercher les aînés près de chez eux pour qu'il n'y ait pas cette barrière là non plus, parce qu'on sait très bien qu'il y a des aînés qui ne voient jamais personne et la seule activité finalement qu'ils peuvent faire, c'est l'activité proposée par la Ville. Mais ce que je ne veux certainement pas laisser dire, c'est que ce n'était que des repas et certainement des repas à un tarif élevé qui ne permettait pas à tout un chacun d'y participer. On a systématiquement fait le prix le plus bas et on a fait une mixité dans l'offre. Forcément, il y a des repas qui coûtent plus cher quand vous êtes sur un menu 3 services, mais il y a aussi des activités qui ne coûtaient rien. On a aussi organisé notamment des cours de gymnastique, tout cela était pris en charge, des cours d'informatique qui ont eu un succès énorme grâce à la collaboration avec la Province. Donc s'il vous plaît, revoyez ce qui a été fait. N'ayez pas cette vision totalement erronée de la politique qui a été menée. Ne pensez pas que parce que vous arrivez, parce que vous allez prendre la présidence du conseil consultatif des aînés, vous devez absolument révolutionner les choses. Il y a des choses qui se sont faites et qui se sont bien faites. En attendant, j'entends, vous avez cette optique de modifier le fonctionnement soit, mais il ne faut pas attendre trop longtemps non plus, parce que toutes ces personnes qui ne voient jamais plus personne depuis, toutes ces personnes qui rencontraient les autres lors de ces activités ici sont en attente depuis de très nombreux mois. Mais je ne cherche plus à vous répondre, prenez-le comme un conseil."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Mais ce qui est intéressant, c'est cet échange de points de vue qui nourrit le débat et une échevine qui va établir sa propre politique dans les années à venir. On aura l'occasion d'en parler. J'ai moi-même connu les années que vous évoquez et nous estimons évidemment de faire au mieux puisque le but, c'est quand même de faire des activités qui soient agréables, intéressantes et pertinentes pour nos aînés et d'y réussir. Donc, je pense que Madame l'Échevine a expliqué ce qu'elle entendait faire. Nous verrons tout ça au fil du temps."

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Juste une petite parenthèse sur ce qui vient de se dire. Il y a des personnes âgées pour qui effectivement un souper, juste un souper, c'est une activité intéressante, c'est une activité ressourçante, c'est une activité de partage, de discussion et cetera. Il ne faut pas voir ça comme juste un repas. Je pense que ça apporte beaucoup de choses à beaucoup de gens très seuls, particulièrement les aînés. Ceci dit, nous, on va s'abstenir et une des raisons pour lesquelles on s'abstient, c'est effectivement cette question financière qu'on a entendue à la commission budgétaire et où voilà, vous nous dites qu'en septembre, ce sera revu, mais on verra bien en septembre ce qui sera proposé. Pour le moment, on s'abstient parce qu'on n'est pas d'accord avec cette décision de retirer l'argent qui était attribué aux aînés parce que ça nous semble être une population qu'on ne peut pas laisser du tout de côté dans notre ville."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"C'est une ligne budgétaire, mais enfin bon, il y a la modification budgétaire qui vient plus tard."

Par 22 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo) et 17 abstentions (les groupes PS et PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le respect de l'autonomie communale, il appartient aux acteurs locaux d'intégrer les besoins spécifiques des aînés dans la politique menée au niveau communal;

Considérant qu'il est opportun, à l'instar d'autres conseils consultatifs de la Ville, de mettre en place un règlement d'ordre intérieur adapté au fonctionnement de celui-ci, notamment en vue de lancer un appel à candidatures;

Considérant qu'un règlement d'ordre intérieur a déjà été mis en place lors de la mandature 2018-2024;

Considérant que l'attachement des départements aînés et handicap au service de cohésion sociale, intervenu le 3 avril 2025, a rendu nécessaire l'uniformisation des procédures et règles de fonctionnement de nos deux conseils consultatifs;

Considérant que le service cohésion sociale de la Ville souhaite uniformiser le fonctionnement et les procédures des deux Conseils consultatifs communaux dont il a en charge la coordination, à savoir le CCCA et le CCCPSH;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de marquer son accord sur les termes dudit règlement d'ordre intérieur;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 22 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo) et 17 abstentions (les groupes PS et PTB);

DÉCIDE

d'approuver les termes du règlement d'ordre intérieur du conseil consultatif communal des aînés (CCCA) :

" Conseil consultatif communal des aînés 2025-2030 - Règlement d'ordre intérieur Dénomination :

Objet — Rôle — Mission

Article 1er : Le conseil communal institue un Conseil consultatif communal des aînés composé de membres issus de la société civile, administrative et politique avec pour objectif d'être un espace de réflexion et de dialogue autour de toutes les questions qui concernent les aînés.

La Ville de Tournai a fait le choix de considérer comme aîné toute personne âgée de 60 ans et plus.

Article 2 : Le Conseil consultatif communal des aînés (« CCCA ») a un rôle purement consultatif. Le pouvoir de décision appartient aux autorités communales.

Le conseil est tenu informé du suivi des projets qu'il a initiés ou dont il a eu connaissance.

Article 3 : Le Conseil consultatif communal des aînés a pour missions :

- d'examiner la situation et les droits des aînés tant du point de vue psychologique que physique, social et culturel ;
- de contribuer à la valorisation des aînés dans la société et tendre à leur intégration effective dans la vie communautaire en vue d'améliorer leur autonomie et leur qualité de vie ;
- de fournir aux aînés des occasions d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations auprès du conseil communal ;
- de veiller à la défense des intérêts des aînés ;
- de sensibiliser la population de la commune et le secteur public aux questions qui ont une incidence sur la vie des aînés ;

- de coordonner la diffusion, auprès des aînés, et du public en général, des renseignements sur les actions du CCCA et de la commune qui les concernent;
- d'assurer un rôle fédérateur entre les activités, les initiatives et les associations qui ont pour objet de répondre aux attentes spécifiques des aînés et éventuellement initier des activités et projets innovants;
- de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les aînés;
- d'encourager les échanges intergénérationnels.

Lieux de réunion

Article 4 : L'administration communale met une salle de réunion et les moyens nécessaires à la tenue des assemblées à la disposition du Conseil consultatif communal des aînés.

Composition

Article 5 : Le Conseil consultatif communal des aînés se compose de quatre catégories de membres :

- les membres de droit :
 - l'échevin(e) ayant la politique de la personne âgée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e);
 - un(e) membre du cabinet de l'échevin(e) ayant la politique de la personne âgée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions qui assure le secrétariat;
 - un(e) agent(e) de l'administration communale de la ville de Tournai;
 - les mandataires politiques. A l'exception de l'échevin(e) ayant la politique de la personne âgée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e), les mandataires politiques peuvent participer au CCCA mais n'ont pas de voix délibérative. Ils prennent au conseil dans un but informatif.
- les membres issus de la société civile :
 1. toute personne physique qui :
 - est domiciliée sur le territoire communal pour les citoyens non représentatifs d'association ;
 - et est âgée de minimum 18 ans ou plus et jouit de ses droits civils et politiques ;
 - et manifeste un intérêt particulier pour toutes les questions qui concernent les aînés, dans son parcours professionnel ou personnel, fait preuve d'implication personnelle et/ou souhaite représenter les aînés de son village, quartier et/ou son association.
 2. toute association ou institution qui œuvre autour du bien-être des aînés.
Une association peut mandater deux membres au maximum.
 - Les membres invités par le conseil :
 - toute personne jugée utile dans la réflexion ou l'orientation du Conseil consultatif des aînés ;
 - les membres invités n'ont pas de voix délibérative.
 - Les membres suppléants :
 - les candidats non retenus lors de l'appel à candidatures et qui correspondent aux conditions de participation reprises dans l'appel à candidature au Conseil consultatif communal des aînés.

Le Conseil consultatif communal des aînés est composé de 18 représentants effectifs issus de la société civile.

Les 2/3 maximum sont du même sexe. Si cette condition n'est pas respectée, les avis du conseil ne sont pas valablement émis. Le conseil communal peut, sur requête motivée du CCCA, accorder des dérogations lorsqu'il est impossible de satisfaire à la condition énoncée ci-dessus.

Le conseil communal fixe les conditions que cette requête doit remplir et en arrête la procédure. Si aucune dérogation n'est accordée, le CCCA a 3 mois pour satisfaire à cette condition. S'il n'y est pas satisfait à l'expiration de ce délai, le CCCA ne peut plus émettre d'avis valable à partir de cette date.

Pour les membres issus de la société civile, un quorum 2/3 de citoyens et 1/3 de mandats associatifs sera respecté.

Une certaine représentativité entre les citoyens de la ville et des villages sera d'application.

Article 6 : Les membres issus de la société civile sont sélectionnés par le collège communal, après un appel à candidatures. La composition définitive du Conseil consultatif des aînés est approuvée par le conseil communal.

Article 7 : Le/la secrétaire se voit chargé(e) de préparer un rapport annuel à présenter au conseil communal et l'échevin(e) se charge de le transmettre.

Article 8 : Le mandat au Conseil consultatif communal des aînés est renouvelé tous les 6 ans, à la suite du renouvellement du conseil communal, et ce tout au plus un an après celui-ci.

Article 9 : Les membres du conseil participent activement aux réunions, lesquelles se tiendront au minimum de quatre fois par an. Est considérée comme démissionnaire toute personne ayant trois absences consécutives non justifiées. Un courrier est envoyé à la personne. Si celle-ci ne réagit pas au courrier, le Conseil consultatif communal des aînés peut entamer la procédure relative à son remplacement. Tout membre issu d'une association et qui ne représente plus celle-ci est considéré comme démissionnaire.

Article 10 : Tout membre démissionnaire, décédé ou qui ne remplit plus les conditions pour être membre du Conseil communal consultatif des aînés est, le cas échéant, remplacé par un membre suppléant sur décision du collège communal.

Pour les membres issus d'une association, celle-ci propose un remplaçant.

Article 11 : Tout membre du Conseil consultatif des aînés qui adopte un comportement inapproprié pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion.

Les faits suivants sont notamment considérés comme des comportements inappropriés :

- ne pas respecter les dispositions du présent règlement ou les valeurs et principes démocratiques ;
- empêcher le bon fonctionnement du conseil consultatif.

Empêche le bon fonctionnement du Conseil consultatif des aînés le membre qui, par exemple :

- fait preuve d'agressivité physique ou verbale, profère des menaces à l'égard de membres du conseil ;
- dénigre les membres du conseil, la Ville de Tournai, ses mandataires et les membres de son personnel.

La décision d'exclure un membre du Conseil consultatif des aînés relève de la compétence du conseil communal.

L'intéressé a la possibilité d'être préalablement entendu et de faire valoir ses arguments par écrit.

Le membre exclu est remplacé par décision du conseil communal

Fonctionnement

Article 12 : La présidence du Conseil consultatif communal des aînés est assurée par l'échevin(e) ayant la politique de la personne âgée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e), le secrétariat est assuré par un membre de son cabinet.

Article 13 : Le Conseil consultatif communal des aînés se réunit au minimum une fois par trimestre sur convocation de son (sa) président(e).

Article 14 : La convocation au conseil est adressée par le (la) président(e) par courrier électronique 7 jours ouvrables avant la réunion. La convocation contient l'ordre du jour de la réunion, le lieu exact où elle se tiendra et le procès-verbal de la réunion précédente.

Les séances ne sont pas publiques, seules les personnes convoquées ou invitées à la réunion du conseil sont autorisées à y participer.

Article 15 : L'agent(e) de l'administration communale de la ville de Tournai assure le rôle de coordinateur(trice) lors de la tenue du conseil.

Article 16 : Le(la) secrétaire rédige le procès-verbal des séances et assure la conservation des documents.

Le procès-verbal mentionne les personnes présentes, excusées et absentes ainsi que les avis, propositions et suggestions formulées par le conseil.

En cas d'avis divergents, ceux-ci figurent également au procès-verbal.

Le procès-verbal est envoyé par voie électronique en même temps que la convocation au conseil suivant.

Les membres ont la possibilité de réagir par écrit dans les sept jours calendrier à dater de l'envoi du document.

Le procès-verbal est rectifié si nécessaire et approuvé au début de la prochaine séance.

Il reprend la date et le lieu exact de la prochaine réunion du Conseil consultatif communal des aînés.

Article 17 : Les membres du Conseil consultatif communal des aînés peuvent ajouter des points à l'ordre du jour. Ils veillent à adresser leurs demandes par voie électronique au plus tard 48 heures avant la date de réunion du conseil.

Le (la) président(e) peut décider de reporter certains points à une réunion suivante si cet ordre du jour est trop chargé.

Article 18 : Les membres s'engagent à travailler dans l'intérêt collectif et à exclure les revendications individuelles.

Article 19 : Le Conseil consultatif communal des aînés peut, d'initiative, appeler en consultation des invité(e)s sur des questions précises s'il le juge nécessaire.

Article 20 : La participation au Conseil consultatif communal des aînés est bénévole. Aucune indemnité n'est octroyée aux membres.

Article 21 : La Ville de Tournai a souscrit pour les membres bénévoles du CCCA, les contrats d'assurances « responsabilité civile et accidents corporels » conformes à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Vote

Article 22 : Les recommandations arrêtées par le Conseil consultatif communal des aînés sont, dans la mesure du possible, prises de manière collégiale. En cas de vote, le principe de la majorité est appliqué. Le caractère anonyme de ceux-ci lors de la transmission de la recommandation aux autorités sera conservé. Tous les votes concernant des personnes doivent être secrets.

En cas de partage des voix, celle du/de la président/e est prépondérante.

Formulation des recommandations auprès du conseil communal

Article 23 : Au minimum une fois par an, la personne assurant la présidence du Conseil consultatif communal des aînés ou son (sa) délégué(e) présente un compte-rendu de ses réunions au conseil communal.

Contact avec le Conseil consultatif communal des aînés

Article 24 : Le Conseil consultatif communal des aînés peut être contacté via l'échevin(e) ayant la politique de la personne âgée, l'égalité des chances et la cohésion sociale dans ses attributions ou le Service cohésion sociale de la Ville de Tournai.

Vie privée

Article 25 : La Ville de Tournai, en tant que responsable du traitement, accorde une attention particulière au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, en conformité avec le Règlement général sur la Protection des Données (RGPD) et la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont utilisées et conservées dans le cadre de la constitution et de la gestion d'un fichier destiné à permettre le renouvellement, l'installation des membres du CCCA ainsi que la gestion du conseil consultatif. Les données ainsi recueillies ne sont traitées à aucune autre fin. Elles sont communiquées au Service cohésion sociale de la Ville de Tournai, ainsi qu'aux instances décisionnelles de la Ville. Ces données ne sont ni transmises à des tiers ni transférées en dehors de l'Union européenne.

Le fondement juridique du traitement des données repose sur l'exécution d'une mission d'intérêt public (art.6,1,e du RGPD), en vertu de l'article L1122-35 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD).

Les données sont conservées pendant la durée de la mandature 2024-2030. À défaut de répondre aux conditions prévues, les données des candidatures non retenues sont effacées dès la fin de la période de sélection.

Chaque membre a la possibilité à tout moment d'exercer ses droits consacrés par le RGPD par courrier à l'adresse suivante :

À l'attention de la Bourgmestre de la Ville de Tournai

Rue Saint-Martin 52

7500 Tournai

Ou par e-mail à la déléguée à la protection des données : DPO@tournai.be

Ou via le portail des démarches en ligne accessible sur le site de la Ville de

Tournai : www.tournai.be/protection-donnees (une identification par lecteur de carte d'identité sera nécessaire). Si un membre estime que ses droits n'ont pas été respectés et/ou que ses données n'ont pas été traitées conformément au RGPD, il peut introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données, le cas échéant, à l'encontre du responsable de traitement, la Ville de Tournai.

Révision du règlement d'ordre intérieur

Article 26 : Sur vote de l'assemblée, le Conseil consultatif communal des aînés peut proposer de modifier ou d'adapter son règlement d'ordre intérieur.

Les 2/3 des voix sont néanmoins requises lors du vote. Les modifications du règlement d'ordre intérieur du Conseil consultatif des aînés ne pourront être validées qu'après approbation du conseil communal."

15. Tournai, drève du Génie. Constitution de servitude pour l'établissement d'une ligne aérienne. Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'une convention doit être établie afin de répondre à l'intérêt public d'installer une ligne aérienne d'alimentation de l'éclairage public du sentier n° 116 répertorié à l'Atlas de chemins vicinaux et situé entre la Plaine des Manœuvres et la rue de la Prévoyance à Tournai, sur la parcelle cadastrée Tournai, 3e division, section K n° 118A appartenant à la Ville de Tournai;

Considérant que la convention a pour objectif de fixer les rôles ainsi que les droits et obligations de chacune des parties;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver la convention relative à la constitution de servitude pour l'établissement d'une ligne aérienne dont les termes sont :

« Entre :

D'une part, **La Ville de Tournai**, ayant son siège à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52. Immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207.354.920.

Ici représentée par :

Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre de la Ville de Tournai, et **Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT**, directeur général de la Ville de Tournai. Agissant aux présentes en vertu d'une délibération du conseil communal en date dudont une copie certifiée conforme demeurera annexée aux présentes.

Ci-après dénommé "le propriétaire",

Et :

D'autre part, la société coopérative **ORES ASSETS**, société soumise à la législation relative aux intercommunales, immatriculée au Registre des personnes morales de Nivelles sous le numéro 0543.696.579 et assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE0543.696.579, ayant son siège à 6041 Gosselies, avenue Jean Mermoz, 14, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant procès-verbal dressé par Maître Thibaut VAN DOORSLAER DE TEN RYEN à Jodoigne, le 28 novembre 2024, publié à l'annexe au Moniteur belge le 30 décembre suivant sous le numéro 24456809;

Ici représentée par **Monsieur Alexandre DELMEULE**, Mandataire spécial sous A et **Monsieur Valentin HUTEREAU**, Mandataire spécial sous B, désignés aux termes du règlement de pouvoirs délégués et mandats adopté par le conseil d'administration d'ORES ASSETS du 21 février 2024, lequel règlement a été consigné dans un acte de la Notaire Christine CLINQUART en date du 21 février 2024, publié aux annexes du Moniteur belge le 12 mars suivant, numéro 24043891.

Ci-après dénommée "l'intercommunale" ou "le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Le propriétaire confère à l'intercommunale le droit de traverser sa propriété sise à la drève du Génie,

cadastrée commune de Tournai, 3e division, section K, numéro 118A et le droit d'installer et d'exploiter une ligne aérienne et notamment d'implanter dans ladite propriété 1 poteau fibre à l'emplacement bien connu de lui et repris sur le plan de projet repris en annexe.

Article 1 : Accès aux installations

Le propriétaire donne à l'intercommunale le droit permanent d'accès à ses installations, en vue notamment d'assurer la surveillance, la réparation et le renouvellement éventuel des lignes aériennes et/ou du poteau.

Article 2 : Responsabilité civile de l'intercommunale

L'intercommunale paiera au propriétaire tous les dégâts qu'elle pourrait lui causer par le placement des lignes ainsi que toutes les sommes qui seraient dues au cas où sa responsabilité civile serait engagée par suite d'un accident causé par ses installations.

Article 3 : Cession de la convention

La présente convention continuera à sortir ses effets en quelque main que passe, soit le terrain du propriétaire, soit les installations de l'intercommunale.

Article 4 : Prix

La constitution de servitude est consentie sans stipulation de prix, pour cause d'utilité publique. La présente convention sera enregistrée et un exemplaire sera remis à chaque partie. Tous les frais, droits et honoraires à résulter des présentes sont à charge du bénéficiaire.

Article 5 : Déclaration PRO FISCO**BUT DE LA CONVENTION**

Cette convention est établie pour cause **d'utilité publique** et plus spécialement pour l'établissement d'une ligne aérienne assurant la distribution du réseau électrique.

DÉCLARATION PRO FISCO

L'intercommunale déclare vouloir bénéficier des dispositions de l'article 26 de la loi du vingt-deux décembre mil neuf cent quatre-vingt-six relative aux intercommunales, étant donné que l'acquisition est effectuée pour la réalisation de son but social et donc pour cause d'utilité publique et vouloir bénéficier de l'enregistrement gratuit, conformément à l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Elle déclare également vouloir bénéficier de l'exemption du droit d'écriture, conformément aux articles 21, 1° et 22 du Code des droits et taxes divers.

Fait en double exemplaire à....., le,
chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour le propriétaire

Pour l'Intercommunale
ORES ASSETS

Alexandre DELMEULE
Directeur ORES Wallonie picarde

Valentin HUTEREAU
Chef du service bureau d'études et d'analyse
de gestion».

16. Mourcourt, Route Provinciale. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres d'une parcelle communale. Révision des modalités de vente. Approbation.

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Ce point n'est pas finalisé. Nous n'avons pas encore reçu toutes les offres et nous devons affiner le dossier avant de vous le présenter. Il n'est pas terminé sur le plan administratif."

Le Conseil décide de reporter le point.

17. Béclers, rue de Liberchies. Travaux de réfection de la voirie. PIC 2022-2024. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"En fait, ici, ce n'est pas sur le point vraiment que je souhaite intervenir. La dernière fois, nous avions demandé justement quand est-ce que ça se terminerait, s'il y avait eu des suppléments ? Vous m'avez répondu en commission budget - modification budgétaire, que l'on devait remettre 300.000 euros, dont une partie subsidiée. Mais en termes de délai, est-ce qu'on a une précision quant à la fin de ce chantier ?"

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Il est très difficile Madame BARBAIX, vous le savez comme moi. J'espère bien que pour octobre-novembre, ce sera bien avancé. Il y a beaucoup de problèmes dans le chantier. Pour moi, c'est quelque chose qui a été un peu mal ficelé au départ. Le commencement de ce chantier ne devait pas avoir lieu comme ça. Malheureusement, ça a été fait et on doit subir. On a subi aussi les suppléments de l'entreprise. On verra tout ça à la fin, on fera ces décomptes, je ne sais pas trop en dire plus pour l'instant. Mais en tout cas, ce que je peux vous dire, c'est que j'y suis toutes les semaines pour écouter les doléances des riverains et essayer d'apporter des solutions avec l'entreprise et les riverains et aussi nos amis agriculteurs."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je passe la parole à Monsieur HUART, à qui je dis déjà maintenant que d'ici le 23 juin, nous aurons cette fameuse commission qui va traiter des points qui vous importent d'ailleurs que nous allons aborder d'une certaine manière en termes de vote aux points 18 et 19 de notre ordre du jour."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Monsieur l'Échevin, je reviens sur la question que j'avais posée la fois dernière et je vais quand même recontextualiser. J'avais dit et j'avais été soutenu dans mes propos par un membre de la majorité, Monsieur Thierry VANDEGHINSTE, sur le fait que les voiries communales sont extrêmement importantes aux yeux des Tournaisiennes et des Tournaisiens. Je vous avais parlé la fois dernière de planification. Madame la Bourgmestre est arrivée à la rescousse parce que vous n'aviez pas compris la question. Néanmoins, il y a quand même une question sur laquelle vous n'avez toujours pas répondu, c'est sur la planification du prochain plan PIC, du plan d'investissement communal. J'explique ici, nous sommes sur la fin du plan PIC 2022-2024 avec toute une série de projets qui avaient été décidés par la précédente majorité. Cette fois-ci, le ministre en commission parlementaire, le Ministre DESQUESNES, a été interrogé et la réponse quant au prochain plan PIC c'était de prioriser les investissements communaux sur les voiries et de pouvoir les répertorier. De nombreuses communes l'ont déjà fait. Visiblement à Tournai, ça n'a toujours pas été fait ou alors vous me démentirez certainement si l'information n'est pas correcte de ce que j'ai pu avoir. Néanmoins, il apparaît important à quelques minutes de la présentation de la modification budgétaire numéro une, avec une modification budgétaire numéro deux qui va arriver, avec des compléments d'informations qui vont devoir arriver parce que vous savez comme moi que quand on prévoit des voiries, vous savez qu'il faut prévoir les travaux, mais il faut pouvoir correctement les estimer. À partir du moment où vous avez fait l'équation de toutes ces données, je vous demande, je vous repose la question comment allez-vous travailler pour le prochain plan PIC ? Comment allez-vous prioriser ces différents travaux ? Et comment allez-vous agir face au ministre qui demande aux communes de déjà se positionner ? Visiblement pour Tournai, aucune information n'est encore remontée. Merci pour les informations que vous voudrez bien communiquer."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Monsieur le Conseiller communal, il n'y a pas le feu au lac. Vous allez tout bientôt en discuter longuement avec nous."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Ces voiries sont répertoriées. Vous le savez très bien comme moi et elles sont répertoriées en 3 sortes de voiries. Les voiries qu'on entretient, celles-là sont mises en priorité. On a les voiries à entretenir mais avec beaucoup plus de frais. Et on a aussi en troisième catégorie les voiries qu'on laisse mourir et elles sont complètement à refaire. Je prendrai l'exemple de notre rue Saint-Martin, qu'on a laissé mourir et qu'il faut refaire. On n'a plus fait de frais là-dessus. Comment est-ce que c'est catégorisé pour les prochaines années ? Mais ne vous inquiétez pas. Encore une fois Monsieur HUART, ensemble on pourra en parler quand vous voulez et tant que vous voulez. Et vous allez en avoir tant que vous voulez."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Juste pour répliquer pour info, j'ai déjà pris mes tartines pour ce soir, donc je sais qu'on se cotisera pour le sandwich la fois prochaine."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Il reste encore des sandwiches dans la salle du collège et j'en ai un avec moi, je ne vais peut-être pas en manger."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Je pensais qu'il y avait des gens qui avaient quelques privilèges."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Non ce n'est pas une question de privilège, je suis prête à vous donner le mien."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Simplement rappeler que Madame la Bourgmestre l'a dit en commission budgétaire, mais je pense que c'est important de le rappeler. 95 % des recettes de la commune proviennent des transferts et donc des subsides. Bien introduire des dossiers, c'est important. J'ai pour habitude de dire qu'un dossier bien ficelé, c'est un procès à moitié gagné. Donc je pense que la préparation de ces dossiers n'est pas à prendre à la légère et nous sommes là pour vous aider lors des prochaines commissions que vous voudrez bien mettre en place. Merci beaucoup."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Alors je vous remercie Monsieur HUART."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Alors, le Ministre va adresser un courrier à l'ensemble des communes dans le cadre justement du renouvellement des plans PIC et pour l'instant, nous ne l'avons pas encore reçu. Mais nous entendons bien que des questions ont été posées au Parlement et qu'il a commencé à exposer les perspectives de sa politique en la matière. Quand nous recevrons le courrier officiel émanant du Ministère et du Ministre DESQUESNES, nous répondrons évidemment en fonction de l'étude qui avait été pratiquée sous la précédente législature et qui, on vous l'a déjà dit, priorise l'ensemble des voiries pour faire en sorte d'obtenir un maximum de subsides. Donc 95 % de subsides, là franchement, il ne faut pas exagérer. A mon avis, vous êtes un peu optimiste. Vous n'avez pas dit ça ? J'ai mal entendu ? Oui oui pas de problème."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Considérant la décision du collège communal du 28 décembre 2023 relative à l'attribution du marché «Travaux de réfection de la voirie de la rue de Liberchies à Béclers —

PIC 2022-2024» à TRBA, rue de l'Europe, 6 à 7600 Péruwelz, pour le montant d'offre contrôlé de 1.738.004,90 € hors TVA ou 2.102.985,93 €, TVA 21 % comprise (364.981,03 € TVA cocontractant);

Considérant la décision du collège communal du 18 avril 2024 approuvant la date de commencement de ce marché, soit le 2 septembre 2024;

Considérant qu'aucun crédit n'a été engagé, dans le cadre de ce dossier, au budget extraordinaire de l'exercice 2023 à l'article 421/731-60/23 (n° de projet 20230005);

Considérant la décision du collège communal du 6 mars 2025 de recourir à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir à la dépense de l'état d'avancement n° 5;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision du collège communal du 6 mars 2025, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'autoriser et de pourvoir à la dépense relative aux travaux de réfection de la voirie de la rue de Liberchies à Béclers — PIC 2022-2024 :

Article 1er : d'approuver l'état d'avancement 5 de TRBA, rue de l'Europe, 6 à 7600 Péruwelz pour le marché "Travaux de réfection de la voirie de la rue de Liberchies à Béclers -

PIC 2022-2024" pour un montant de 57.162,82 € hors TVA ou 69.167,01 €, 21% TVA comprise (12.004,19 € TVA cocontractant), le montant total de l'exécution s'élevant ainsi à 506.758,00 € hors TVA ou 613.177,18 €, 21 % TVA comprise. Une partie des coûts est subsidiée par SPW MOBILITE & INFRASTRUCTURES Département des infrastructures locales Direction des espaces publics subsidiés, boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur. Cette partie s'élève à 36.003,05 € hors TVA ou 43.563,69 €, 21 % TVA comprise.

Article 2 : de recourir, conformément à la décision du 28 novembre 2024, à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir à la dépense de l'état d'avancement n° 5. Le conseil communal sera informé de la décision à la prochaine séance et délibérera s'il l'admet ou non.

Article 3 : de transmettre pour paiement la facture et l'état d'avancement au service financier; À l'unanimité;

ADMET

la dépense de l'état d'avancement n°5 dans le cadre des travaux de réfection de la voirie de la rue de Liberchies à Béclers — PIC 2022-2024.

18. Tournai, Vieux Chemin d'Ère et Kain, rue Joseph Gorin. Travaux de trottoirs 2025. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame l'Échevine Natacha DUROISIN sort de séance.

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"J'ai consulté les plans, notamment pour la rue Joseph Gorin. Le long de cette rue, on voit qu'il y a parfois des décrochements au niveau du plan. Donc ça veut dire quoi ? Que l'on suit finalement le gravier, ce qui est existant, parce que je pense qu'au niveau de l'alignement, tout n'est pas très aligné justement de ce côté de la rue. Il y a des haies qui sont assez imposantes. Est-ce qu'on va demander aux riverains de se réaligner sur le bornage ? Et alors, deuxième chose, on a aussi le long de cette voirie, beaucoup d'entrées de garage. Donc le mode choisi pour faire la réfection est-il finalement le bon modèle puisqu'en fait, ce sont, je pense, des pavés en béton de 15 sur 15, et donc forcément, les entrées de garage, ça va amener des tractions et ça risque d'abîmer ce pavage. Dernière petite allusion par rapport à ces entrées de garage, il y a des riverains qui ont obtenu l'autorisation en leur temps de pouvoir justement aménager ce bas-côté, ce terre-plein, ce domaine public, soit avec des pelouses, soit avec des pavages ou autres, est-ce que ça va être retiré ? Parce que beaucoup de gens se garent sur ce morceau de terrain, sur ce bas-côté qui va devenir un trottoir ?"

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"En fait, ce n'est pas en rapport direct avec ce point-là, mais avec tous les points dont on a discuté et surtout avec les pavés. C'est une proposition technique à faire à Monsieur l'Échevin. Il pourrait essayer ne serait-ce que dans une rue de mettre un géotextile en dessous des pavés. Donc par rapport à la problématique des pavés, ce que je vous propose c'est d'essayer ne serait-ce que dans une rue, un géotextile en dessous des pavés, ça permettra de garder une stabilité. A ma connaissance, ça ne se fait pas encore en Belgique, mais ça se fait dans d'autres pays européens."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Mais le géotextile ne se met pas en dessous du pavé. Le géotextile se met en dessous de l'empierrement, donc entre la terre et l'empierrement pour stabiliser l'ensemble, pour que l'empierrement ne fasse pas en termes je vais dire panse de vache, je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire. Le géotextile ne se met pas en dessous des pavés en tout cas. Il se met en dessous de l'empierrement. On met le géotextile dans certaines conditions, quand nous avons de la terre meuble."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Ce n'est pas tout à fait vrai en fait. Je suis un ingénieur textile et dans mes spécialités il y a le géotextile."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Vous savez comme moi que le géotextile se met en dessous de l'empierrement et pas sous les pavés et certainement pas sous le sable de pose."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Je ne vais pas rentrer avec une explication technique avec vous. Je veux bien vous faire la démonstration. Les géotextiles, c'est en fonction de la fonctionnalité. Un géotextile peut être drainant. On peut utiliser un géotextile pour séparer des couches, pour empêcher une couche d'atteindre une autre. Il y a différentes fonctionnalités du géotextile en fonction de sa matière, de sa composition, de ce pourquoi on l'utilise. Alors ce que je suis en train de vous dire, c'est une proposition positive, constructive. Renseignez-vous auprès des entreprises qui sont là, demandez-leur s'ils peuvent poser un géotextile sous des pavés, essayez-le sur une route. Le géotextile, vous savez on le pose dans les tarmacs où descendent les avions. Les avions quand ils descendent sur un tarmac, vous vous imaginez la pression qu'il y a. Le problème qui se passe avec les pavés, c'est que les pavés réagissent individuellement. Parce que quand elles ne sont pas prévus en fait pour des grosses voitures où on braque comme ça 2 tonnes sur une seule charge, le géotextile, il est en dessous, elle est pavée et il permet si vous comprenez, qu'il répartit la charge et que forcément il va y avoir une force de traction qui est répartie sur toute la surface."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Et bien je vous invite à participer avec moi, peut-être un jour, à l'élaboration du nouveau Qualiroutes."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Ce que vous devez savoir, c'est que les sociétés ne sont pas volontaires pour faire ceci parce que pour elles, forcément ils font quelque chose, ils sont prêts à le refaire année après année. C'est à vous de demander, d'exiger de leur dire écoutez-moi je veux une solution ne serait-ce qu'essayer. C'est ce que je suis en train de vous proposer."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Moi je vais changer le Qualiroutes ?"

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Merci, pour cette proposition constructive."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Parce qu'il n'y a pas beaucoup de monde qui a compris."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

".....à donner des cours à Monsieur LUCAS, il n'y a pas de problème ici devant tout le monde."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

".. il n'y aucun problème pour ça, je suis à votre écoute. On va faire une petite réunion ensemble avec l'entreprise qui fait la rue Saint-Martin par exemple."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Alors moi je ne suis pas prêt à ramener mon sac de couchage parce que si Monsieur HUART veut le faire."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"...mais en tout cas je peux quand même vous confirmer que je n'ai jamais vu mettre un géotextile en dessous d'un "

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

".... vous serez innovateur."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je propose Messieurs de la technique des voiries, de vous voir en aparté, n'est-ce pas ?"

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Demain il y a une réunion de chantier. A 9 heures, je vous invite à la réunion de chantier et on pourra en parler."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Enfin trouver un moment pour vous voir, parce que je pense que vous avez certainement des choses à échanger sur le plan technique qui peuvent être intéressantes pour tout le monde. Le conseil communal vient d'en profiter."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Mais j'ai posé plusieurs questions donc j'aimerais bien avoir des réponses."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Oui, concernant la rue Joseph Gorin avec les décrochements et cetera."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Les plans, je ne sais pas, j'ai une coupe ici. Je reviendrai peut-être vers vous."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Ce n'est pas sur le dessin technique la coupe, mais sur le plan de localisation. Donc les photos aériennes."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Voilà, on a les plans. Non, mais il faut traiter les problèmes les uns après les autres. Pas de problème, moi, j'ai le temps."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Et votre question Madame BARBAIX, c'était ?"

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Il y a un alignement, il suffit d'aller voir sur Google Earth et on voit qu'on est au-delà, on se retrouve parfois en domaine privé. Et par contre, à d'autres moments, il y a des haies qui arrivent sur le domaine public. Donc, je me demande quelle largeur va faire ce trottoir ? Qu'est-ce qu'on va faire ? Est-ce qu'on va demander aux riverains de couper leurs haies qui dépassent ?"

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Si elles sont sur le domaine public, bien sûr."

Monsieur le Conseiller communal **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"On va faire couper les haies."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Si elles sont sur le domaine public et qu'elles empêchent de faire un trottoir, oui. Quitte à les replanter un peu plus loin."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Madame BARBAIX, je reviendrai vers vous pas plus tard que demain."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Qu'est-ce qu'on fait par rapport aux riverains qui ont aménagé cette partie de trottoirs où ils se garent aussi, où ils ont fait des frais ? En général quand ce sont comme ça des trottoirs non réalisés, souvent dans les clos régulièrement, même si c'est du domaine public, on met l'entretien à charge du propriétaire de la maison. Et souvent, il y a une demande qui est réalisée, qui passe en collège. On a parfois des riverains qui demandent de pouvoir asphalté, de mettre du pavage, de mettre de l'herbe, de mettre du gravier blanc, du gravier rouge. Donc une fois qu'on donne l'autorisation d'aménager ces bas-côtés, c'est logique qu'on ne détruise pas leur aménagement, surtout s'il est bien fait. C'est parce qu'il y a 2-3 maisons comme ça où on voit que le pavage devant les garages, descend jusqu'à la rue."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"Oui, mais malheureusement je pense qu'il sera enlevé. Je vais me renseigner demain aux techniciens et je reviendrai vers vous."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"A Barry, on a eu le même problème où finalement sur les accotements, les gens se garaient. C'est devenu des trottoirs, c'est interdiction de se garer sur le trottoir et c'est normal puisque c'est fait pour favoriser la mobilité douce. Ça veut dire que par exemple, si on voit la Bouquetière qui est sur le coin de la chaussée d'Audenarde à Kain, vous avez beaucoup de clients qui se garent sur ce bas-côté. Si on fait un trottoir, ils ne seront plus se garer. Donc, c'est pour ça que je pose la question."

Monsieur l'Échevin MR, **Vincent LUCAS** :

"On ne peut pas se garer sur le trottoir. Donc on est bien d'accord."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Donc, demain matin ou dans la journée, Monsieur l'Échevin répondra à Madame BARBAIX sur cette demande."

Par 37 voix pour et 1 abstention, le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du collège communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé hors TVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu la note de motivation émanant du service technique-voirie stipulant que : *"Dans le cadre de sa politique communale visant à renforcer la sécurité des piétons et à améliorer l'accessibilité de l'espace public, la Ville de Tournai souhaite entreprendre des travaux d'aménagement de trottoirs sur deux axes résidentiels suite à des demandes répétées et fondées de riverains :*

*Le **Vieux Chemin d'Ère** à Tournai, dans sa portion comprise entre les immeubles n° 31 et 43 (partie sud);*

Le courriel immatriculé E102305 (14 juin 2024) fait état de l'interpellation de [REDACTED], représentant des riverains du Vieux Chemin d'Ère à Tournai. Cette interpellation concerne la situation des trottoirs de cette rue, et plus spécifiquement la demande d'aménagement qui a été formulée il y a plus de 20 ans, mais restée sans suite jusqu'à ce jour.

Le Vieux Chemin d'Ère a évolué au fil des années avec de nouvelles constructions, mais n'a pas bénéficié d'aménagements de la part de la commune.

Compte tenu de l'évolution de la rue et de l'importance de garantir la sécurité et le confort des usagers, il apparaît essentiel de prendre en considération cette demande dans le cadre d'aménagement d'une partie des trottoirs, et à commencer par sa partie non-accessible aux personnes à mobilité réduites.

*La **rue Joseph Gorin** à Kain, dans sa portion comprise entre la rue Albert et l'avenue d'Audenarde (partie nord).*

Suite à l'interpellation, en 2022, de riverains de la rue Joseph Gorin à Kain concernant la sécurité des piétons dans cette rue et ses environs, la zone de police de Kain a émis l'avis suivant :

«En notre qualité d'agents de quartier en charge de la rue Joseph Gorin à Kain, nous avons pris connaissance des doléances formulées par [REDACTED] et [REDACTED]. Nous nous sommes rendus sur place et ne pouvons que confirmer les propos des requérants. En effet, l'accotement destiné aux piétons est tantôt en gravier, tantôt herbeux. Nous suggérons à la Ville de procéder à une réfection complète de ces accotements et, par la même occasion, d'y inclure une piste cyclable sécurisée.»

Il a donc été constaté que la situation nécessitait une action urgente pour sécuriser, en premier lieu, les déplacements des piétons. En conséquence, des dispositifs de sécurité avaient été installés afin de garantir la sécurité des usagers de cette rue, conformément au rapport de police 807692-18.

La volonté est donc de poursuivre les efforts de sécurisation en réalisant une réfection complète d'une partie des accotements, afin de répondre aux besoins des riverains et d'améliorer la sécurité globale dans cette zone, et plus singulièrement pour les usagers les plus faibles.

Le choix d'aménager uniquement la partie nord de la voirie repose sur le fait que les accotements côté sud sont relativement plus étroits, que le cheminement piéton y aurait été entrecoupé plusieurs fois de par la présence de voiries adjacentes, que des obstacles, tels que d'anciens ouvrages privatifs en maçonnerie entravent le cheminement, que des haies imposantes débordent sur le domaine public réduisant la largeur de l'accotement et que finalement plusieurs aménagements particuliers aient déjà été effectués sur le domaine public. Les futurs trottoirs seront aménagés au moyen de pavés de béton 140 x 140 x 80 mm.

La pente en travers des trottoirs ne dépassera pas les 2 % conformément aux dispositions en la matière.

Ces voiries présentent actuellement des sections sans trottoirs rendant la circulation piétonne difficile, voire dangereuse, en particulier les personnes à mobilité réduite.";

Considérant le cahier des charges N° V1491 relatif au marché "Travaux de trottoirs 2025" établi par le service technique-voirie;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 411.579,00 € hors TVA ou 498.010,59 €, 21 % TVA comprise (86.431,59 € TVA cocontractant);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 421/731-60 (n° de projet 20250040) et sera financé par emprunt;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du conseil communal;

Par 37 voix pour (MM. P. ROBERT, P.-O. DELANNOIS, Mmes L. DEDONDER, S. LIETAR, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, S. LECONTE, G. DINOIR, G. SANDERS, G. VANZEVEREN, V. DELRUE, L. AGACHE, Mme H. LELEU, M. Q. HUART, Mme M. DESONNIAUX, MM. C. GLORIEUX, P. MALICE, J. CHAJIA, Mmes M.-C. MASURE, J. BOUCAU, MM. A. MELLOUK, S. PETIT, Mmes E. PETIT, B. MOTTE, E. VAN DEN BOGAERT, M. T. VANDEGHINSTE, Mme S. TOMME, M. P. BAEGHE, Mme E. DELBECQ, M. B. BROTCORNE, Mme C. LADAVID, M. V. LUCAS, Mmes D. DELAUNOIS, C. MITRI, M. E. VANDECAVEYE, Mme H. RENARD, Mme M. C. MARGHEM, bourgmestre) et **1 abstention** (Mme L. BARBAIX);

DÉCIDE :

Article 1er : d'approuver le cahier des charges N° V1491 et le montant estimé du marché "Travaux de trottoirs 2025", établis par le service technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 411.579,00 € hors TVA ou 498.010,59 €, 21 % TVA comprise (86.431,59 € TVA cocontractant).

Article 2 : de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3 : de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 421/731-60 (n° de projet 20250040).

19. Tournai - Warchin, rue Jean Winance (pie), chemins n° 40 et n° 31. Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. PIMACI 2022-2024: aménagement de deux chemins réservés type F99C. Modification de voiries. Approbation.

Madame l'Échevine Natacha DUROISIN rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Super projet évidemment qui va vraiment dans le bon sens pour pouvoir relier des points assez intéressants au niveau dans l'interconnexion entre les villages. Je trouve que le projet est vraiment super. Deux points d'attention sur le projet et je sais que vous y êtes attentifs, c'est mentionné dans le rapport, mais je le rappelle. Parce que je trouve que c'est extrêmement important. C'est "un", la mise en place des potelets qui va empêcher une certaine circulation. Néanmoins, j'attire l'attention sur le fait qu'il y a entre 15 et 20 parcelles agricoles différentes qui sont desservies par cette voirie. Ces potelets ne doivent pas entraver le bon travail des agriculteurs et dans le rapport, on ne voit pas exactement où est-ce qu'ils vont être mis ou alors je n'ai pas bien vu. Mais je fais confiance aux techniciens. J'attire l'attention du conseil sur ce point-là pour qu'en tout cas la circulation agricole puisse être la plus fluide possible. Et "deux", c'est revenir aussi sur la dangerosité que contient cette section avec la chaussée de Bruxelles. Je pense qu'il est important quand même de mettre tous les ouvrages disponibles pour que l'on puisse réduire un maximum la dangerosité aux abords du rond-point dit Lemay. Et là aussi, je vois qu'il y a quelques aménagements. Mais j'aurais souhaité un complément d'informations. Je ne suis pas technicien, mais je pense que ça mérite quand même d'être abordé. En tout cas, je trouve que ce projet va vraiment dans le bon sens en termes de mobilité active et on devrait en voir plus dans notre commune."

Monsieur l'Échevin MR, **Emmanuel VANDECAVEYE** :

"Pour rassurer Monsieur HUART, pour éviter ce qu'on a connu entre la chaussée de Douai et la chaussée de Lille en son temps, je sais que c'est un dossier que vous suivez également. Ici c'est chaque fois le même dispositif qu'on met depuis quelque temps, qu'on connaît aussi le long du RAVeL qui va entre la rue Général Piron et Ere. Donc c'est un socle en béton, un carré qui empêche les véhicules de type automobile mais pas les engins agricoles. Pour avoir vu certains aménagements dans d'autres communes où on les a fait un tout petit peu plus haut, on s'est rendu compte qu'avec certains types de machines agricoles, ça ne passait pas. Et donc, ce qui est mis ici et qui est préconisé dans le dossier, c'est vraiment les mêmes carrés, les socles en béton qui seront mis dans cet endroit. Je vous rejoins sur le fait que pour le nord de Tournai et pour les villages, il n'y avait pas d'aménagement qui était fait au niveau RAVeL et donc, je pense pour habiter là tout près, ça pourra vraiment être bénéfique pour les villageois et surtout la traversée du rond-point. Donc ça c'est quelque chose que mon collègue Vincent LUCAS a abordé avec le SPW. On avait sur l'autre RAVeL, plus vers la ville, le RAVeL qui traverse, on a souvent des soucis au niveau luminosité. Je l'avais dit en son temps, ici on sera très attentif à ça parce que j'ai bien peur que quand on voit la circulation qu'il y a là le matin, s'il fait trop sombre et s'il n'y a pas de signalisation, ce sera vraiment problématique. Donc on y est attentif."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code du développement territorial – CoDT (ci-après, le Code);

Vu le livre Ier du Code de l'environnement, en son volet traitant de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu le Code wallon du patrimoine;

Vu le Décret du 20 novembre 2013 relatif à la Performance énergétique des bâtiments (PEB);

Vu la réforme du Code civil et notamment les nouvelles dispositions du livre 3 « Les biens » entrées en vigueur au 1er septembre 2021;

Objet de la demande :

Attendu que l'**Administration communale de Tournai, établie rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai** a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à **rue Jean Winance à 7548 Warchin et aux lieux-dits Chemin n° 31 et Chemin n°40 à 7500 Tournai** (voirie communale, régionale) cadastré Tournai, 17e Division (Warchin), section B n° 173A, Tournai, 2e Division, section B n° 763_, n° 46L;

Capakey : 57462B0076/03_000; 57462B0046/00L000; 57085B0173/00A000;

Attendu que cette demande a pour objet **l'aménagement de deux chemins réservés type F99C, projet dit PIMACI 2022-2024;**

Attendu que les plans annexés à la demande prévoient : **l'aménagement de deux chemins réservés type F99C entre la rue Jean Baptiste Moens et la rue Jean Winance (chemin n°40 - chemin n° 31 et rue Jean Winance (pie)).** Le projet intègre le réseau cyclable développé au sein de la Commune, en proposant un contournement du centre-ville tout en rejoignant des aménagements existants. Il s'agira d'un aménagement de type « RaVeL », en revêtement imperméable, d'une largeur de 3 mètres et présentant localement des surlargeurs. La voie sera réservée aux cyclistes, piétons et engins agricoles. Pour ce faire, des dispositifs « anti-accès véhicules » seront disposés (potelets, plots d'une hauteur adaptée). Certains aménagements de sécurisation de la mobilité douce autour du rond-point dit « Lemay » sont contraints par l'espace physique disponible. Une bordure surélevée, assurant la sécurité des usagers faibles, sera aménagée au niveau de la chaussée de Bruxelles et du chemin n°31 rejoignant la rue Jean Winance. Le tracé du cheminement entre le Chemin n°40 et la traversée de la chaussée de Bruxelles est rectiligne, il ne « suit » pas la courbure des aménagements de

trottoir du rond-point à ce niveau. Le cheminement contournera le rond-point « Lemay » par son côté Nord;

Attendu l'annexe 8 - Travaux techniques - et le justificatif suivant l'article 11 du Décret relatif à la voirie communale du 6 février 2014, reprenant les motivations du demandeur :

1/ le descriptif du projet (repris au cadre 2 – objet de la demande), à savoir :

*« Plan d'Investissement Mobilité Active Communal et Intermodalité (PIMACI) 2022-2024
Aménagement de deux chemins réservés type F99C :*

- Chemin n°40 à Tournai

- Chemin n°31 à Tournai et rue Jean Winance (pie) à Warchin »

Les travaux consisteront donc en la création de deux voies réservées type F99C pour les cyclistes et piétons, ainsi que pour les véhicules agricoles (aménagement type RAVeL).

Cet aménagement sera ainsi réalisé en béton et ce sur une largeur de 3m. »;

2/ le descriptif précisant que le projet sera réalisé par phases :

« Les deux chemins seront réalisés par phase ainsi que les aménagements adjacents au rond-point dit « Lemay ». »;

3/ le justificatif suivant l'article 11 du décret relatif à la voirie communale du 6 février 2014 :

*« **Propreté** : Le projet prévoit le bétonnage de deux chemins repris à l'atlas des chemins vicinaux actuellement non-revêtus.*

Aucune habitation n'est située le long de ces chemins.

Le projet en tant que tel ne générera aucun déchet.

Le projet ne prévoit pas d'installation de poubelles publiques.

Ce choix s'appuie sur une évaluation des équipements existants.

En effet, le service de propreté publique de la ville de Tournai n'observe pas de gestes inciviques notables concernant les déchets sur l'ensemble des chemins réservés actuellement en place sur le territoire.

De plus, selon BeWaPP : « Il convient d'éviter, par exemple, de placer des poubelles au milieu de la forêt, sur des chemins difficilement accessibles pour les agents communaux, ou encore au milieu d'un RAVeL dont l'entrée carrossable est éloignée de la poubelle. »

À noter toutefois qu'une poubelle est déjà installée à proximité de la piscine de l'Orient.

Si nécessaire, une installation de poubelles pourra être envisagée ultérieurement en cas de constats réguliers de déchets via la division maintenance de la ville de Tournai.

***Salubrité** : Le projet ne prévoit pas de déversement de quelles natures qu'il soit.*

Seules les eaux de ruissellement provenant de l'aménagement seront infiltrées dans le sol pour le Chemin n°40 et canalisées via des fossés à redents pour le Chemin n°31.

***Sûreté** : La largeur des aménagements créés, au niveau des chemins réservés, est de 3.00m, ce qui correspond à une largeur dite standard concernant les aménagements de ce type.*

Les aménagements existants autour du rond-point seront élargis à 3.50m afin de permettre la création d'un aménagement type F99a.

L'accès aux deux chemins réservés est restreint aux véhicules motorisés non-autorisés via un aménagement en saillie de faible hauteur, conformément aux prescriptions de la fiche sécurothèque n°278 relative au chemin réservé F99c – Les chemins réservés en milieu agricole.

Ce principe a déjà été mis en œuvre à différents endroits sur le territoire de la ville de Tournai, tels que sur le chemin n°57, la chaussée Romaine et le RAVeL 88a.

Concernant l'emplacement de cet aménagement côté Jean-Baptiste Moens, il a été déterminé en concertation avec l'exploitant de l'activité de paintball.

En effet, ce dernier ainsi que les services de secours doivent pouvoir accéder aux infrastructures liées à ladite activité, d'où l'emplacement relativement lointain dans l'aménagement du dispositif.

La signalisation sera validée par le Conseiller en sécurité des aménagements de voirie, Cellule conseil aux communes du SPW. Il a toutefois été convenu, dans d'autres dossiers,

d'installer un panneau F45b au début du chemin, puis un panneau F99c à hauteur de l'écluse à tracteur.

Tranquillité : Le projet ne générera pas plus de nuisances que ce n'est déjà le cas. Effectivement, les chemins existants sont déjà empruntés par bon nombre de promeneurs, VTTistes et véhicules agricoles.

Convivialité : Outre le fait d'être déjà accessibles aux usagers tels que les promeneurs, VTTistes et véhicules agricoles, les futurs aménagements le seront également pour les usagers tels que cyclistes du quotidien ou encore les usagers plus faibles, tels que les PMR. Aucun dispositif de repos (bancs ou espaces de rencontre) n'est prévu dans un premier temps. Toutefois, une évaluation du dispositif ou les remarques des usagers pourraient conduire à une révision de cette décision. Si nécessaire, des bancs en stock au dépôt communal pourront être installés par la division maintenance de la ville de Tournai.

Commodité : Les aménagements seront exclusivement réservés aux promeneurs, cyclistes et véhicules agricoles.

L'entretien de ceux-ci seront réalisés par la main d'œuvre communale.

Une surlargeur en matériau meuble à destination des cavaliers ou VTTistes n'a pas été envisagée compte tenu de la non-continuité de l'espace disponible sur l'ensemble du tracé. Aussi, la présence de VTTistes et de cavaliers ne semble pas adaptée au niveau de la traversée de la N7 en lien avec une utilisation par des piétons et des cyclistes au quotidien.

Chemin °40 à Tournai

La parcelle cadastrée 2e division, section B, numéro 76/03 appartient actuellement au Service Public de Wallonie.

La procédure de décadastration de cette parcelle est actuellement en cours auprès des services concernés de la Direction des Routes de Mons et celle-ci sera à terme versée dans le domaine public communal.

Par ailleurs, la portion de domaine public actuellement géré par le SPW sera reversé également dans le domaine public communal.

Deux petites parcelles en forme de triangle et situées sur les parcelles 76R et 76 D 2 devront également être décadastrées et reversées dans le domaine public communal.

Le plan du Géomètre Communal ainsi que le projet de convention de gestion avec le SPW figurent également en annexe.

Rond-point dit « Lemay » de la Chaussée de Bruxelles (N7)

La parcelle cadastrée 2e division section B n°46 L est actuellement propriété d'un particulier bien que les aménagements existants du SPW, lors de la création du rond-point aient été réalisés sur celle-ci. Dans le cadre des travaux en objet, la ville de Tournai prévoit uniquement d'élargir ces aménagements, actuellement des trottoirs, en voie réservée pour les piétons et cyclistes (F99a), et cela sur une largeur plus confortable de 3m50.

L'extrémité sud-est de la parcelle cadastrée 45/03, propriété quant à elle du SPW, sur une surface de moins de 4m², sera revêtue en hydrocarboné en lieu et place des pavés de béton existant.

Rue Jean Winance (pie) à Warchin

L'extrémité sud de la rue Jean Winance à Warchin est située sur une parcelle privée, cadastrée 17e division, section B, numéro 173 A.

Ce chemin est repris à l'atlas des chemins vicinaux comme étant le chemin n°9 de Warchin. »;
Attendu la **note explicative jointe à la demande**, en ces termes :

" Plan d'Investissement Mobilité Active Communal et Intermodalité (PIMACI) 2022-2024

Aménagement de deux chemins réservés type F99C :

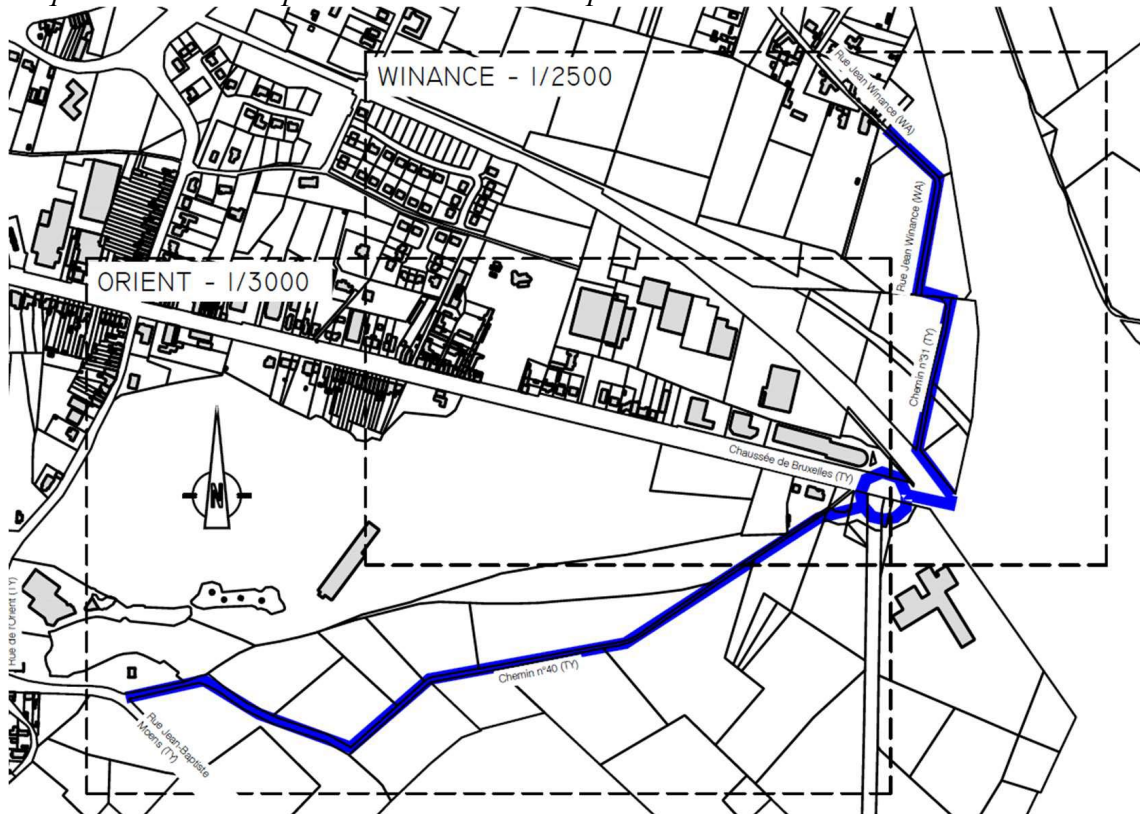
- Chemin n°40 à Tournai ;
- Chemin n°31 à Tournai et rue Jean Winance (pie) à Warchin.

Dans le cadre du Plan d'Investissement Mobilité Active Communal et Intermodalité (PIMACI) 2022- 2024 figure la création de deux liaisons cyclables qui juxtaposées permettront de relier le site de la carrière de l'Orient à Tournai au carrefour de la Verte Feuille à Rumillies, à savoir :

- Une première liaison reliant la rue Jean-Baptiste Moens au rond-point Lemay (N7), via le chemin n°40 ;
- Une seconde liaison reliant ce même rond-point au rond-point de la Verte Feuille, via le chemin n°31 à Tournai, la rue Jean Winance, Vieux Chemin d'Ath et rue boucher à Warchin et la rue Jean-Baptiste Carnoy à Rumillies.

L'objet de la présente demande concerne plus singulièrement l'aménagement du chemin n°40 à Tournai ainsi que l'aménagement du chemin n°31 à Tournai et d'une partie de la rue Jean Winance (pie) à Warchin.

Le solde des aménagements (rue Jean Winance, dans sa partie urbanisée jusqu'au carrefour dit de la Verte-Feuille à Rumillies) seront réalisés en marquages au sol et balisages cyclables, ce qui ne nécessitera pas l'introduction d'un permis d'urbanisme.



Aménagement du chemin n°40 à Tournai

Le chemin n°40 à Tournai, repris comme tel à l'Atlas des Chemins Vicinaux de 1841, est actuellement un chemin de terre qui ne permet pas un confort de circulation efficace pour les modes doux notamment lorsque les conditions climatiques sont défavorables.

L'aménagement d'une voie réservée sur une largeur de 3m améliorera nettement le confort mais également la sécurité de ceux-ci.

Cet aménagement est un élément majeur dans le cadre de la mise en oeuvre du réseau cyclable utilitaire de la ville de Tournai.

Il permettra une jonction entre la N7 et les pôles d'habitat qu'elles drainent (Gaurain, Barry, Vezon) avec le pôle sportif et de détente du site de la carrière de l'Orient « Aqua Tournai », le pôle commercial des Bastions et les pôles scolaires de l'Institut secondaire provincial paramédical et de la Faculté d'Architecture et le pôle d'habitat de Vaulx et au-delà au territoire de la commune d'Antoing.

Elle permettra également de se connecter au Pré-RAVeL88a qui à l'avenir va permettre de franchir l'Escaut et se connecter à la rive gauche de la Ville et à ses pôles d'habitats via les aménagements cyclables déjà existants ou en projets.

Il est également repris dans le réseau des circulation lentes à vocation utilitaire de notre Schéma de Développement Communal dans la continuité/connexion avec le chemin n°31, seconde liaison décrite ci-après.

Aménagement du chemin n°31 à Tournai et de la rue Jean Winance (pie) à Warchin

Le chemin n°31 à Tournai ainsi que rue Jean Winance à Warchin, repris comme tels à l'Atlas des Chemins Vicinaux de 1841, sont actuellement des chemins de terre qui ne permettent pas un confort de circulation efficace pour les modes doux notamment lorsque les conditions climatiques sont défavorables.

L'axe qui sera aménagé est une liaison majeure de notre réseau cyclable utilitaire communal repris au sein de notre projet commune "Wallonie cyclable 2020". Il permet de relier deux axes régionaux importants de pénétration vers le centre-ville que sont la N7 (chaussée de Bruxelles) et la N48 (chaussée de Renaix) en amont du centre-ville et ainsi éviter l'importante circulation aux heures de pointes pour les cyclistes devant relier les zones Est et Nord de la commune. Il permet également de connecter le village de Gaurain, Warchin, Rumilles, Kain et notamment faciliter la connexion à l'important pôle scolaire de Kain via la nouvelle liaison cyclable sur le chemin "Carrière du Séminaire" qui vient d'être réalisé dans le cadre de nos aménagements PIWACY ou inversement rejoindre l'important pôle d'emploi des "Carrières" de Gaurain.

Restriction d'accès

De façon à décourager le trafic de transit, le cheminement sera interrompu à différents endroits, repris aux plans, par des potelets amovibles à mémoire de forme installés sur un socle en béton. La hauteur totale du dispositif hors sol sera de 1,15 m comprenant un potelet de 1 m sur un socle en béton de 0,15 m hors sol. Les potelets seront de couleur rouge avec deux bandes réfléchissantes.

La localisation définitive de ces dispositifs de restriction d'accès se fera en cours de chantier et en concertation avec les différents propriétaires, exploitants et impétrants concernés par le projet afin de répondre aux impératifs de chacun. Les différents contacts seront pris dès la notification du marché sous la supervision du Fonctionnaire Dirigeant.

Un contact a cependant déjà été pris avec le gestionnaire de l'activité de paint-ball, laquelle est située à l'ouest du chemin n°40, et ce afin de lui permettre de pouvoir continuer d'accéder à ses diverses infrastructures."

Objet de la demande – logement(s) :

Considérant que la demande ne concerne pas la création de logement(s);

Procédure – délai :

Attendu qu'il s'agit d'un dossier de demande de permis d'urbanisme qui relève de la compétence du Fonctionnaire délégué; que la demande de tenue d'enquête publique et d'instruction de la procédure voirie par le Fonctionnaire délégué a été envoyée par recommandé postal à l'Administration communale et a été réceptionnée en date du 4 mars 2025;

Considérant que la demande fait l'objet d'une procédure voirie au sens de l'article D.IV.41 du Code, que dès lors les délais d'instruction de la demande de permis sont prorogés du délai utilisé pour l'obtention de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, à l'arrêté relatif au plan d'alignement;

Procédures - généralités :

Attendu qu'en vertu de l'article D.IV.22 du Code, la demande relève de la compétence du Fonctionnaire délégué;

Attendu qu'en vertu des articles 11 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, le Conseil communal est l'autorité compétente pour statuer sur la partie de la présente demande qui concerne la modification de voirie communale;

Procédures - voiries :

Considérant que la demande comporte une demande de modification de la voirie communale au sens de l'article D.IV.41;

Procédures - performance énergétique des bâtiments :

Attendu que la présente demande n'est pas concernée par la performance énergétique des bâtiments;

Contexte réglementaire - généralité :

Attendu que le schéma de développement du territoire ne s'applique pas au présent projet, en vertu de l'article D.II.16;

Attendu que le bien :

- est soumis à l'application du plan de secteur de Tournai – Leuze – Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981, lequel y définit une zone d'habitat, zone agricole, zone d'espaces verts, zone de loisirs, zone d'activité économique mixte, telles que libellées aux articles D.II.36 & R.II.36, D.II.24, D.II.28 & D.II.29, D.II.27, D.II.38 du Code;
- est soumis à l'application du schéma de développement communal (approuvé définitivement le 27 novembre 2017), lequel y définit une zone «quartier résidentiel villageois (1.8) , espace de loisirs (3.1), activité économique mixte (4.2), espace agricole (6.1), espace vert (6.6)»;
- est soumis à l'application du guide régional d'urbanisme, en son chapitre : Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite;
- n'est pas soumis à l'application d'un guide communal d'urbanisme;
- ne se situe pas dans un schéma d'orientation local;
- ne se situe pas dans un permis d'urbanisation;
- ne se situe pas en zone archéologique selon l'article 233 du Code du patrimoine wallon;

Considérant que la demande est conforme au plan de secteur;

Considérant que la demande est conforme aux normes à valeur réglementaire du guide régional d'urbanisme relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite, telles que reprises aux articles 414 et 415 de ce Guide;

Considérant que le présent projet est conforme au schéma de développement communal adopté définitivement en date du 27 novembre 2017, tant en ce qui concerne l'affectation de la zone dans laquelle le projet s'inscrit que des recommandations relatives à cette zone; que le projet est donc conforme aux objectifs de développement territorial et d'aménagement du territoire contenus dans le susdit Schéma;

Contexte réglementaire – étude d'incidence sur l'environnement :

Attendu que ce projet ne figure pas sur la liste fermée des projets soumis à l'étude d'incidences; Considérant que la demande de permis d'urbanisme comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

Que cette notice constitue une évaluation environnementale, dont il apparaît dans le cas d'espèce, qu'elle répond aux conditions et au contenu imposés sur la base de la Directive 85/337/CEE et sur la base de la législation applicable en Région wallonne;

Que par cette évaluation, l'autorité qui statue sur la présente demande de permis pour «l'aménagement de deux chemins réservés type F99C, projet dit PIMACI 2022-2024» (situé aux lieux-dits Chemin n°31 et Chemin n°40 à 7500 Tournai et rue Jean Winance à 7548 Warchin) est complètement éclairée sur les impacts que ce projet pourrait avoir sur l'environnement, en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66, § 2 du Code de l'environnement;

Qu'il apparaît que le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact environnemental significatif négatif; qu'une étude d'incidence n'est dès lors pas requise;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine, de manière concrète et précise, les incidences probables du projet sur l'environnement; que, tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.68 §1er du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

Contexte réglementaire - patrimoine et nature :

Attendu que le bien :

- n'a pas fait l'objet d'un classement comme site, site archéologique, monument, ensemble architectural, au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019;
- n'est pas inclus dans une zone de protection au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019;
- n'est pas visé par la carte archéologique au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019 et les travaux n'impliquent pas une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au 19e s.;
- n'est pas visé par la carte archéologique au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019 et les travaux n'impliquent pas une modification du sol et du sous-sol;
- n'est pas visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare, au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019;
- n'est pas répertorié et pastillé à l'inventaire régional du patrimoine (IPIC) au sens du Code wallon du patrimoine entré en vigueur le 1er juin 2019;

Attendu que la demande ne se rapporte pas à un bien comportant un (une) (des) arbre(s), arbuste(s) ou haie(s) remarquable(s);

Contexte réglementaire - contraintes naturelles et techniques :

Attendu que sur le plan des contraintes karstiques (plans dressés par la Faculté Polytechnique de Mons à la demande de la Région wallonne et reçu en février 2004), le bien se situe en zone de contraintes faibles à modérées;

Attendu qu'en conséquence il a été joint une note y relative rédigée par l'auteur de projet : *«La présente note concerne uniquement l'aménagement du Chemin n°40 qui se situe partiellement dans la zone à contrainte faible du Tournaisis. Celui-ci sera revêtu en béton et la gestion des eaux de surface sera assurée par deux tranchées drainantes et longitudinales. Le principe retenu consiste à éviter la concentration des rejets en un point unique en privilégiant l'infiltration des eaux de manière diffuse et répartie le long de l'aménagement.*

Compte tenu de la compacité du sol caractérisant l'assiette du chemin, les eaux se comportent déjà actuellement de manière similaire. Ce procédé a donc pour objectif de perturber le moins possible le ruissellement naturel des eaux.

Étant donné la nature des travaux (intervention en surface, au-dessus du sol existant) et les conditions de ruissellement actuelles, nous estimons que ces travaux auront un impact nul ou négligeable sur leur environnement.»;

Attendu que le bien n'est pas concerné par un risque d'inondation selon la cartographie de la Région wallonne;

Attendu que le bien n'est pas concerné par un axe de ruissellement concentré selon la cartographie de la Région wallonne;

Attendu que le bien n'est pas repris dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du Décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Attendu que la demande ne se rapporte pas à un bien visé par le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (site et périmètre SEVESO);

Attendu que le bien est situé dans le périmètre du Plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys; que celui-ci est applicable par décision du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005 (Moniteur belge du 2 décembre 2005) et qu'il reprend celui-ci en zone d'assainissement collectif, zone d'assainissement individuel;

Attendu que le bien se situe à la fois en zone d'assainissement autonome et en zone d'assainissement collectif;

Banque de données de l'état des sols :

Attendu qu'en ce qui concerne l'article D.IV.97-8° (Inscription des biens dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols), il y a lieu de constater que le bien traverse en partie des parcelles reprises en couleur « pêche » (2ème divisio, section B, n°46L);

Vu l'annexe 8 dudit décret jointe à la demande; qu'il s'agit de travaux relatifs à la voirie;

Conduites et canalisations - impétrants:

Considérant que la demande ne renseigne pas la présence de pipelines;

Avis;

Considérant que la **Direction des déplacements doux et de la sécurité des aménagements de voiries du Département des Infrastructures Locales du Service Public de Wallonie** a été consultée lors de l'élaboration du projet (voir échanges joints à la présente décision);

Vu l'**avis favorable** rendu par la **Zone de Secours de Wallonie Picarde** le 13 mars 2025, en ces termes:

« ../..

La Zone de Secours remet un rapport de prévention favorable à l'octroi du permis d'urbanisme.

../..»;

Vu le **courrier** envoyé par la **SNCB** le 25 mars 2025, en ces termes:

« ../..

La SNCB a pris connaissance du projet mentionné ci-dessus.

../..»;

Vu l'**avis favorable conditionnel** rendu par le **Parc Naturel des Plaines de l'Escaut** le 25 mars 2025, en ces termes:

« ../..

Sur base des études et analyses développées dans la Charte paysagère du Parc naturel, contextes urbanistique, environnemental et paysager du site dont question permet de constater que :

- *Le projet est inscrit dans l'entité paysagère du Bas-plateau des carrières*
- *Le projet se situe dans le Périmètre d'Intérêt Paysager de la carrière de l'Orient*
- *Le projet ne se situe pas dans un point de vue remarquable*
- *Le projet se situe dans un espace non rural*

Par rapport à ce cadre, les enjeux définis dans la Charte paysagère du Parc naturel, qui sont à considérer pour ce projet, sont les suivants :

- *Le respect des périmètres de protection et la préservation de la qualité et la valorisation des PIP, LVR, PVR.*
- *La perception et la qualité visuelle des réseaux (et de leurs abords) - Autoroutier, routier, voies lentes, voies ferrées, voies d'eau.*

Considérant que le projet dont question se doit de participer à la qualité paysagère et à la qualité du réseau écologique dans un cadre de parc naturel,

Compte tenu du contexte paysager et bâti du projet instruit et des enjeux qui en découlent, la Commission Aménagement du territoire du Parc naturel émet un avis favorable assorti de la remarque suivante :

Un accompagnement de protection et paysager doit être réfléchi le long du cheminement dans la zone d'espaces verts.

../..»;

Vu l'**avis favorable** rendu par l'**intercommunale IPALLE** le 31 mars 2025, en ces termes :

« ../..

Monsieur le Fonctionnaire Délégué,

Nous accusons réception de votre courrier du 3 mars 2025 relatif au dossier susmentionné.

Une réunion s'est tenue entre nos services et Messieurs Tanguy Mariage et Kévin Potiez de la Ville de Tournai, le 27 mars 2025.

Nous prenons note que le fossé à redents projeté sera réalisé afin de gérer les eaux de ruissellement du chemin en béton mais pas pour gérer les eaux de ruissellement des champs situés à l'Ouest de l'ouvrage.

Le demandeur nous a également informés que le raccordement du fossé dans l'égout public de la rue Jean Winance sera réalisé de façon temporaire avant l'aménagement d'une noue dirigée vers une mare écologique à créer. A terme, toute connexion du fossé à l'égout public sera à proscrire.

Lors de cette réunion, nous les avons informés que des travaux d'égouttage seront nécessaires dans la zone afin de relier les égouts existants au niveau de la chaussée de Bruxelles (zone d'assainissement collective) à ceux de la rue Jean Winance. Ces travaux, inscrits dans un futur plan d'investissement et financés, en partie par la SPGE, seront réalisés de manière à limiter autant que possible les démolitions/reconstructions des nouveaux aménagements projetés.

En conclusion, au regard des échanges collaboratifs futurs entre nos services et le demandeur pour ce projet, notre avis pour ce dossier est favorable.

../..»;

Considérant que l'Administration communale a sollicité l'avis de la **CCATM du 26 mars 2025**; que le vote est favorable au projet par 11 voix pour ; aucune voix contre ; une abstention ; que le **résumé des échanges** a été synthétisé comme suit :

« ../.. »

1. *Les cheminements concernés sont-ils fréquentés, répondent-ils à une demande ?*
 • *Il s'agit de connexions entre des aménagements fonctionnels, permettant des boucles et l'évitement de grands axes.*
2. *Qu'en est-il de la connexion avec les RaVeL, cela nécessitera-t-il d'autres aménagements ? Qu'en est-il également avec les cheminements cyclistes de la chaussée de Bruxelles ?*
3. *Qu'en est-il de la sécurisation de mobilité douce au niveau du « rond-point Lemay » ? Pourquoi ne pas avoir envisager un cheminement par le Sud du rond-point ?*
4. *Pourquoi l'aménagement cyclable traverse-t-il directement un terrain, entre le chemin n°40 et la traversée Ouest du rond-point, au lieu de poursuivre l'aménagement (type trottoir) déjà partiellement tracé ?*
5. *Qu'en est-il du délaissé de route vers le Chemin n°40, va-t-il permettre l'accès à un futur projet ?*
6. *Est-ce qu'il a été envisagé s'il y a une opportunité pour des véhicules motorisés d'utiliser également le contournement, notamment au niveau du chemin n°40 ?*
 • *L'étude a été faite au moment de l'élaboration du SDC qui définit ce chemin comme voie de transit cyclo-piétonne.*
7. *Il faudrait pousser la réflexion jusqu'à la rue de l'Orient et la jonction avec le carrefour de la chaussée de Bruxelles.*
 • *Cette réflexion est à l'étude. »;*

Mesures de publicité

Attendu que la demande a été soumise, conformément à l'article R.IV.40-1§1.7° du Code du développement territorial, « les demandes de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme ou de certificats d'urbanisme n°2 visées à l'article D.IV.41 ». La présente demande comporte une modification de voirie. La présente enquête est également réalisée en application du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Attendu que l'enquête publique a eu lieu du 17 mars 2025 au 24 avril 2025 (affichage à partir du 11 mars 2025), conformément à l'article 24 et suivants du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale;

Mesures de publicité – réclamations :

Attendu que, suite aux mesures de publicité, deux réclamations ont été introduites,

- de la part de Monsieur [REDACTED], riverain propriétaire du projet, reçue par mail le 16 avril 2025, en ces termes:

" Courrier envoyé au Service Urbanisme de la Ville de Tournai ainsi qu'à :

- *Madame Marie-Christine Marghem, Bourgmestre,*
- *Monsieur Benjamin Brotcorne, Echevin de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire,*
- *Madame Coralie Ladavid, 2ème Echevine,*
- *Monsieur Vincent Lucas, Echevin des travaux et de la mobilité,*
- *Monsieur Emmanuel Vandecaveye, Echevin des villages et de l'environnement,*
- *Madame Héloïse Renard, Présidente du CPAS,*
- *Monsieur Nicolas Hanocq, Chargé de projet au Parc naturel des Plaines de l'Escaut.*

Objet :

- Réclamation relative à l'avis d'enquête publique PU/2025/56/CDE.
- Traitement de la problématique du risque d'inondation sur ce projet de Ravel
- Demande de finalisation du projet de partenariat public-privé évoqué dans le dossier.
- Proposition d'extension dudit projet encore à construire à un terrain du CPAS jouxtant le PPP et le projet d'urbanisme concerné.
- Développement d'une promenade publique bucolique.
- Développement d'un projet de biodiversité.

Mesdames, Messieurs,

Je vous écris en tant que riverain du projet urbanistique susmentionné et propriétaire du terrain sur lequel serait développé un partenariat public-privé évoqué dans le dossier dudit projet.

Je souhaite vous faire part d'une inquiétude relative au ruissellement des eaux et proposer une solution d'extension du projet de PPP à un terrain du CPAS qui le jouxte afin de résoudre ce problème.

Par ailleurs, en plus de résoudre le problème de ruissellement, nous développerions un ensemble cohérent de biodiversité sur plusieurs hectares et rendre encore plus agréable et verdoyante la promenade des habitants du village.

De quoi parle-t-on ?

Image 1 : Cette carte vient du Parc naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE) :
 Sur le plan de secteur, toutes les parcelles concernées sont reprises en zone verte.
 Les zones 1, 2 et 3 sont nos propriétés.

En 1/ “Moulinsart”, nos maisons, jardins et la partie du parc ouverte occasionnellement au public (lors des portes ouvertes des éco-jardins). [Reportage NoTélé](#)

En 3/ “Le jardin d’Etienne”, la partie du parc ouverte quotidiennement aux promeneurs et aux chevaux du manège de Warchin, repris comme un des éco-jardins du Parc naturel des plaines de l’Escaut (PNPE). [Reportage RTBF](#)

En 2/ “Le champ de Nala” (du nom de feu notre chien), un terrain sur lequel mon père a creusé des fossés afin d’évacuer la grande partie des eaux de ruissellements qui encore aujourd’hui inondent régulièrement nos voisins. Le dossier d’urbanisme du ravel évoque un partenariat public privé sur ce terrain pour résoudre définitivement le problème de ruissellement. Par ailleurs, un projet a jadis été discuté avec le PNPE pour y développer de la biodiversité.

En 4, hachuré de rose, un champ appartenant au CPAS de Tournai.

Ce champ est cultivé par un fermier en fin de carrière dont aucun enfant ne reprendra la ferme. La récupération du droit de fermage ne devrait a priori pas poser de difficulté.

En 5 et turquoise, le chemin agricole futur Ravel

En 6 et jaune les chemins empruntés par les promeneurs

La ligne rouge indique un chemin public actuellement abandonné et non-praticable du fait de l’état d’abandon d’une propriété qui le jouxte. Ce chemin va du pied du futur ravel jusqu’à la Place de Warchin.

Quoi faire ?

La proposition concerne les champs 2 (à nous, donc) et 4 (au CPAS). L’idée est de proposer à la ville demandeuse de développer un partenariat public-privé sur le champ 2 pour résoudre une problématique de ruissellement, d’étendre ce partenariat à la zone 4 en collaboration avec le PNPE pour créer une vaste surface de biodiversité, de valorisation de la faune et la flore, de promenade qui permettra de résoudre convenablement la problématique de ruissellement et qui ne sera traversée que par de la mobilité douce (promeneurs, cyclistes, chevaux et autres amateurs de botanique).

La problématique du ruissellement

Le dossier d’urbanisme indique ceci :



Comme représenté sur le schéma ci-dessus en rouge, des fossés à redents seront créés afin de limiter le risque d’inondation au niveau du début de la zone urbanisée de la rue Jean Winance, en agissant tant sur la vitesse d’écoulement des eaux mais également sur son débit en organisant une rétention d’eau lors des épisodes pluvieux par limitation des sections intermédiaires. Ces fossés reprendront les eaux de ruissellement en provenance tant des champs situés à l’ouest de l’ouvrage que de la piste en béton.

Les eaux du bassin versant figurant en bleu, essentiellement issues de l’autoroute et de ses abords immédiats, seront redirigés via une noue en dehors du projet qui sera elle-même connectée à une mare écologique qui est en cours d’aménagement dans une projet public-privé promu par le service environnement de la Ville de Tournai.

Un système d’ajutage sera aménagé dans le bas des têtes de pont afin de limiter le débit au sein des fossés toujours pour protéger les zones urbanisées en aval.

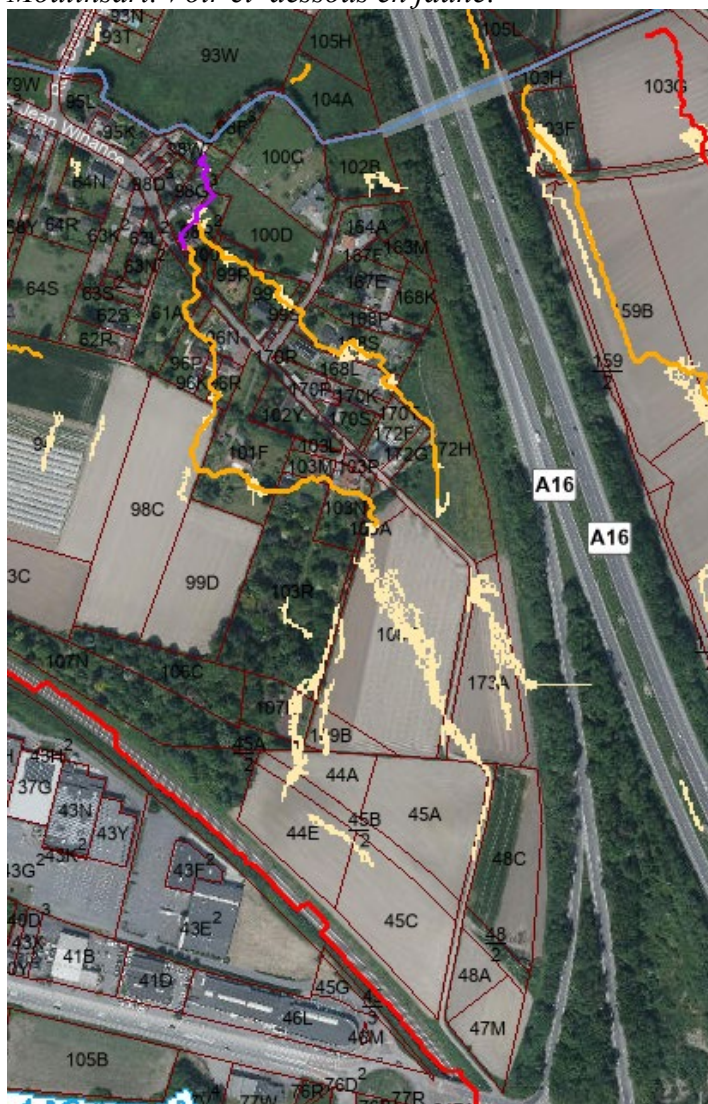
Les fossés à redents seront connectés en aval avec le réseau d’égouttage existant et une surverse sera créée vers la mare en cas de mise en charge.

Image 2

Comme indiqué plus haut, nous sommes tout-à-fait favorables à développer un partenariat public privé sur le Champ de Nala pour résoudre le problème de ruissellement à l'est du Ravel. Nous souhaitons cependant affiner et formaliser ce projet de partenariat en y relançant le projet de biodiversité avec le Parc naturel des Plaines de l'Escaut resté en stand-by.

Notre inquiétude concerne ce qui est prévu pour le ruissellement à l'ouest du ravel. Certes, il nous semble que les fossés à redents sont une bonne chose. En effet, j'ai souvenir de plusieurs cas de formation de torrents diluviens, lors de très fortes pluies, tout le long du chemin agricole, futur ravel. Mais le sens de la flèche indiquant le sens du ruissellement tracée sur le champ appartenant au CPAS nous semble erroné.

En effet, lorsque nous avons demandé un permis de transformation pour notre maison sise dans Moulinsart (zone 1), Ipalle a remis un avis d'urbanisme sur la gestion de l'eau à la parcelle. Dans cet avis, nous devions réaliser quelques aménagements pour répondre au risque d'inondation le long de l'axe de ruissellement qui traverse le champ du CPAS et Moulinsart. Voir ci-dessous en jaune:



Le partenariat avec le Parc Naturel des Plaines de l'Escaut



Image 4

En jaune, les chemins empruntés tout au long de l'année par les promeneurs et les chevaux du manège "La Frissonnerie" d'Alain Deronne.

Le Parc naturel des plaines de l'Escaut a donné le label d'éco-jardin au Jardin d'Etienne. Il y a installé des panneaux didactiques. Cet éco-jardin est le fruit d'un travail de plus de trente ans. Il a été entièrement planté par mon père après avoir acheté ces terrains qui à l'époque étaient cultivés. Le concept de "jardin sauvage" et la collection de raretés botaniques le rendent particulièrement intéressant. Des professeurs des facultés agronomiques de Gembloux et d'Arras sont venus le visiter, de même que les élèves et professeurs de l'IPES d'Ath ou de simples amateurs de la nature.

Sur le champ de Nala, le projet de convention avec le PNPE indique ceci :

"En vue de la restauration et de l'entretien de friches à grand potentiel biologique, il est convenu, [...] différentes mesures de gestion favorables aux oiseaux des plaines agricoles : sur-semis, haies, fauche, cheminement..."

Article 1 : Dans le cadre d'une démarche de conservation de la nature et du renforcement de la trame écologique sur le territoire du Parc naturel des Plaines de l'Escaut, le propriétaire et le gestionnaire décident de collaborer pour assurer le développement et le maintien de l'intérêt biologique de la friche dont la présente convention fait l'objet.

Article 3 : Le propriétaire s'engage à :

- Permettre l'accès du site au PNPE en tout temps et aux citoyens en fonction des projets proposés par le PNPE, en concertation avec ce dernier, dans l'idée d'un projet participatif.

Le PNPE s'engage à :

- Créer et entretenir des aménagements à destination de la faune des plaines agricoles*
- Créer et entretenir un cheminement*
- Faucher, avec export des produits, le cheminement et des zones identifiées comme zone de repos ou de nourrissage pour les animaux.*
- Fournir un plan de gestion technique et en assurer la mise en œuvre."*

Pour des raisons d'ordre privé, cette convention (envisagée en 2024) n'a pas jamais été signée par mon père. Aujourd'hui, alors que la ville s'est adressée à nous pour un PPP dans le cadre du ravel, nous souhaitons que la transformation de ce terrain se fasse dans un but à la fois de solution à la problématique du ruissellement et de valorisation de cette "friche à grand potentiel biologique". Et ce, en bonne entente entre nous, les propriétaires, la ville et le PNPE.

En outre, il nous semble que le champ du CPAS devrait, lui aussi, faire l'objet de ce partenariat afin d'en faire une zone naturelle favorable au développement de la faune et la flore qui ferait la jonction entre le champ de Nala et l'éco-jardin d'Etienne.

La promenade pour les riverains



Image 5

L'éco-jardin d'Etienne est traversé par les promeneurs depuis longtemps. Ceux-ci, leurs chiens, les joggeurs et les chevaux empruntent régulièrement les chemins et rues en jaune.

Faire du champ du CPAS et du champ de Nala de nouveaux espaces naturels en y intégrant des chemins constituerait une plus-value indéniable pour tout ce petit monde.

Mais avant que ces projets de PPP soient d'actualité, nous avons déjà pris des initiatives dans ce sens:

- Nous avons prévenu les services de la ville de l'impraticabilité du chemin public en rouge (on le voit mieux sur image 1)
 - Sur la ligne vert fluo entre Moulinsart et le champ du CPAS, nous avons commencé à préparer le terrain pour planter avec l'aide du projet de la région wallonne "[Yes we plant](#)" d'une double-haie de type "brise-vent". Celle-ci ayant pour autre vertu de faciliter l'infiltration de l'eau. Au milieu de cette haie au double rang, la promenade aurait également été possible."
- de la part de [REDACTED], [REDACTED], reçue par mail le 24/04/2025, en ces termes:

" Madame, Monsieur,

Nous formulons les remarques suivantes pour ce dossier d'aménagement de deux chemins no 40 et 31 à Tournai/Warchin :

- Aux entrées et sorties de deux chemins, ne pas mettre de barrière comme sur la piste cyclable/Ravel venant de la Gare/rue Paul Pastur et débouchant sur la chaussée de Bruxelles (vous avez mis une photo dans votre dossier). Les deux chemins desservent des parcelles agricoles et doivent rester accessibles pour les engins agricoles, aussi bien les tracteurs que des machines plus larges et grandes comme les arracheuses de pommes de terre, betteraves,...
- Quand les machines sortent des champs, il y a toujours de la terre qui tombe (et surtout par temps humide). L'avantage des chemins agricoles en terre est qu'il permet aux véhicules agricoles de se nettoyer avant d'arriver sur les routes. Il ne faudra pas exiger qu'à chaque sortie de champ, il faille nettoyer la route parce qu'elle est devenue bétonnée. La grande crainte est que les utilisateurs de ces chemins bétonnés réclament à la moindre terre sur le chemin alors qu'actuellement, ces utilisateurs empruntent ces chemins en leur état actuel et cela ne pose pas de problème.
- Il faut que les agriculteurs puissent accéder à leurs parcelles agricoles durant toute la durée des travaux. Vu que c'est Dame Nature qui commande, nous devons toujours être réactifs pour la bonne gestion de nos champs. Il faut donc que les agriculteurs soient tenus au courant de l'avancement du chantier.
- En quoi consistent en pratique les fossés à redents pour le chemin 31 et les banquettes drainantes de 80 cm de large pour le chemin 40 ?
- Et avec ces fossés à redents et banquettes drainantes, n'allez-vous pas empiéter sur les parcelles agricoles ?
- Les parcelles situées rue Jean Winance (chemin 31) no B45a, B45b/2 et B45c, d'une surface de moins de 2 ha, n'entraînent pas de coulées de boue sur le chemin agricole.";

Attendu que la clôture d'enquête a eu lieu le 24 avril 2025 à 14h45 en présence de Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme;

Considérant le procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

« ../..

Demandeur : Administration publique Administration communale de Tournai

Objet : PIMACI 2022-2024 Aménagement de deux chemins réservés type F99C

Situation : rue Jean Winance - 7548 Warchin et au lieu-dit SANS ADRESSE Chemin n°31 à 7500 Tournai et au lieu-dit SANS ADRESSE Chemin n°40 à 7500 Tournai

Référence cadastrale : Tournai, 2ème Division, section B n° 76/3 __, 46 L, 173 A

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre du mois d'avril

Je soussigné Benjamin BROTCORNE, Echevin de l'Urbanisme, délégué par le Collège communal pour procéder à la clôture de l'enquête publique, atteste m'être rendu au Service urbanisme de la Ville de Tournai, avenue de Maire, 175, lieu indiqué et avoir reçu et annoté les observations ci-après :

1. *L'avis d'enquête publique relatif à la demande de l'Administration communale de Tournai rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai pour un bien cadastré Tournai, 2ème Division, section B n° 76/3 _, 46 L, 173 A et ayant pour objet : PIMACI 2022-2024 Aménagement de deux chemins réservés type F99C a été affiché le 11 mars 2025;*
2. *L'enquête s'est déroulée du 17 mars 2025 au 24 avril 2025 et ce conformément:*
 - *aux articles D.VIII.6 et suivants du Code du développement territorial;*
 - *à l'article 24 et suivants du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale;*
3. *L'enquête publique:*
 - *a suscité : 2 réclamations écrites*
4. *La clôture d'enquête publique a eu lieu le 24 avril 2025 à partir de 14h45 dans les locaux du Service urbanisme de la Ville de Tournai;*
5. *Étaient présents à la clôture d'enquête publique:*
 - *Monsieur Benjamin BROTCORNE, Echevin;*
 - *Madame Donatienne GOOR, agent communal assurant le secrétariat ;*
 - *Monsieur Kevin POTIEZ, services techniques ;*
 - *Madame [REDACTED];*

Les remarques proviennent :

- *de Monsieur [REDACTED] [REDACTED] envoyée par mail le 16 avril 2025 et pouvant être résumée comme suit :*

Inquiétude relative aux eaux de ruissellement sur la partie chemin n°31 du projet rejoignant la rue Jean Winance, et bordant les propriétés Pollet : proposition d'une extension du projet de partenariat public-privé en discussion à la parcelle appartenant au CPAS permettant de développer une zone de biodiversité, partiellement accessible en promenades et répondant aux potentiels problèmes de ruissellement.

- *de [REDACTED], envoyée par mail le 24 avril 2025 et pouvant être résumée comme suit :*

- *les chemins doivent pouvoir rester accessibles aux engins agricoles, même imposants, et aussi pendant les travaux*
- *quid du nettoyage des chemins après passages agricoles lorsque le chemin sera bétonné ?*
- *en quoi consistent les fossés à redents et les banquettes drainantes ?*
- *est-ce que les fossés vont empiéter sur les terres agricoles ?*
- *les parcelles situées rue Jean Winance n°B45A, B45B/2 et B45C n'entraînent pas de coulées agricoles ;*

Les éléments suivants ont été développés par les personnes présentes :

- *inquiétude quant à l'accès maintenu pour les engins agricoles, aussi pendant les travaux ;*
- *inquiétude quant à l'obligation de nettoyer la voirie suite à son bétonnage ;*
- *le calendrier des travaux devra tenir compte du calendrier agricole – une réunion de contacts avec les agriculteurs exploitants sera organisée ;*
- *les eaux problématiques viennent du talus de l'autoroute (pas des parcelles cultivées).*

La séance est levée à 15h10.»;

Motivations du collège communal

Vu l'annexe 8 reprenant une description des actes et travaux projetés, des informations concernant les options d'aménagement et du parti architectural;

Vu la note explicative jointe à la demande;

Vu le contexte bâti et non bâti au travers du reportage photographique joint à la demande;

Considérant qu'au Plan de Secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par A.R. du 24/07/1981, la demande concerne un bien situé en zone d'habitat, zone agricole, zone d'espaces verts, zone de loisirs, zone d'activité économique mixte;

Considérant que le projet, de par son objet, est conforme à la destination générale de la zone au plan de secteur dans laquelle il s'implante, et ce au vu de l'article D.II.23, dernier alinéa, du CoDT;

Considérant que le bien se situe en zone de «quartier résidentiel villageois (1.8), espace de loisirs (3.1), activité économique mixte (4.2), espace agricole (6.1), espace vert (6.6)» au schéma de structure communal devenu Schéma de Développement communal adopté par délibération du Conseil communal du 27 novembre 2017 et entré en vigueur le 28 mai 2018;

Considérant que le projet consiste en l'aménagement de deux cheminements réservés type F99C entre la rue Jean Baptiste Moens et la rue Jean Winance;

Considérant qu'en application de l'article 9 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, la présente décision doit contenir les informations visées à l'article 11 dudit décret, soit le dossier de demande modification de voiries communales ; Qu'en l'espèce, le dossier de demande est conforme à l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et comporte les éléments suivants (voir document "Justificatif suivant art.11 du décret relatif à la voirie communale du 6 février 2014" en annexe) :

- un schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande;
- une justification de la demande eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics;
- un plan de délimitation;

Considérant que le projet intègre le réseau cyclable développé au sein de la Commune, en proposant un contournement du centre-ville tout en rejoignant des aménagements existants; qu'il s'agira d'un aménagement de type « RaVeL », en revêtement imperméable, d'une largeur de 3 mètres et présentant localement des sur-largeurs; que la voie sera réservée aux cyclistes, piétons et engins agricoles; que pour ce faire, des dispositifs « anti-accès véhicules » seront disposés (potelets, plots d'une hauteur adaptée);

Considérant que certains aménagements de sécurisation de la mobilité douce autour du rond-point dit « Lemay » sont contraints par l'espace physique disponible; qu'une bordure surélevée, assurant la sécurité des usagers faibles, sera aménagée au niveau de la chaussée de Bruxelles et du chemin n°31 rejoignant la rue Jean Winance;

Considérant que le tracé du cheminement entre le Chemin n°40 et la traversée de la chaussée de Bruxelles, est rectiligne (il ne « suit » pas la courbure des aménagements de trottoir du rond-point à ce niveau); que le cheminement contournera le rond-point « Lemay » par son côté Nord;

Considérant que, comme cela est décrit dans la note explicative, le chemin n°31 et sa connexion avec la rue Jean Winance à Warchin, et le chemin n°40 à Tournai, repris comme tels à l'Atlas des Chemins Vicinaux de 1841, sont actuellement des chemins de terre qui ne permettent pas un confort de circulation efficace pour les modes doux notamment lorsque les conditions climatiques sont défavorables;

Considérant que les aménagements envisagés sur ces chemins vont améliorer les conditions de circulation des modes sur ces trajets, tant en termes de sûreté que de convivialité;

Considérant que le projet n'aura pas d'impacts négatifs en termes de propreté, de salubrité et de tranquillité;

Considérant qu'en termes de commodité, ces chemins sont destinés aux promeneurs, aux cyclistes, ainsi qu'aux engins agricoles;

Considérant que conformément à l'article D.IV.41 du CoDT, la demande a été soumise à la procédure prévue aux articles 7 et suivants du Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Considérant le courrier du Fonctionnaire délégué daté du 3 mars 2025

(réf: F0313/57081/UFD2/2024/33//2392963) par lequel il sollicite la tenue d'une enquête publique, la sollicitation de la décision du Conseil communal conformément aux modalités prévues aux articles 7 à 20 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et l'avis du Collège communal suite à la décision du Conseil communal; que le dossier, eu égard à l'application de l'article 2 du Décret voirie et plus particulièrement en son point 2° - « *modification d'une voirie communale: élargissement ou rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries* », a été soumis à une enquête publique;

Considérant que cette enquête publique a eu lieu du 17 mars 2025 au 24 avril 2025.

Considérant que l'enquête publique a suscité : 2 réclamations écrites, auxquelles il est répondu en ces termes :

- Considérant la réclamation de [REDACTED], envoyée par mail le 16 avril 2025 et reprise intégralement ci-dessus, les réponses suivantes peuvent être apportées :

Considérant que cette réclamation concerne la problématique du ruissellement sur les terres, et la proposition d'un partenariat public-privé en partie sur des parcelles privées pour à la fois y remédier et y développer un espace développant la biodiversité et agréable pour les promeneurs;

Considérant qu'en ce qui concerne le ruissellement :

- pour ce qui est du ruissellement induit par le bétonnage des chemins, il y est répondu par la mise en place le long du chemin n°31 de fossés adaptés (et le long du chemin n°40 de banquettes drainantes);
- pour ce qui est du ruissellement sur les terres, il y a lieu de poursuivre et concrétiser le partenariat public-privé en cours d'élaboration avec le PNPE et le service environnement de la Ville de Tournai sur la réalisation de dispositifs de rétention (mare écologique, noue dirigée) sur le champ de Nala (parcelle 2);

Considérant qu'en ce qui concerne l'éco-jardin d'Etienne (parcelle 3 dans le plan ci-dessous), parcelle reconnue par le PNPE pour sa biodiversité et déjà traversée de chemins qui sont laissés accessibles au public, il serait intéressant d'investiguer la possibilité d'étendre ce type de développement à la parcelle appartenant au CPAS (parcelle 1) ; que cela ferait la jonction entre les parcelles 2 et 3, et permettraient l'extension de la zone naturelle déjà développée par la famille POLLET sur ses propriétés;

Considérant que les aménagements prévus rendront praticables les chemins par un plus large public, et permettront dès lors à davantage de personnes de découvrir les richesses de biodiversité développées par cette famille sur les parties de leurs propriétés qu'ils rendent accessibles à tous, et qui ont déjà fait l'objet d'une labellisation par le PNPE, de visites de facultés agronomiques et d'écoles, et de reportages;



Considérant la réclamation de [REDACTED] envoyée par mail le 24 avril 2025 et reprise intégralement ci-dessus, les réponses suivantes peuvent être apportées:

Considérant que concernant la continuité de l'accessibilité des agriculteurs à leurs terres, l'objet du permis d'urbanisme n'est pas un RAVeL mais une piste réservée accessible au charroi agricole; que cet accès sera assuré étant donné les aménagements prévus, à savoir des potelets amovibles à mémoire de forme installés sur un socle en béton; et que la localisation définitive de ces dispositifs de restriction d'accès se fera en cours de chantier et en concertation avec les différents propriétaires, exploitants et impétrants concernés par le projet afin de répondre aux impératifs de chacun, dès la notification du marché;

Considérant que concernant l'obligation de nettoyage des nouveaux aménagements au sortir des terres agricoles, celui-ci n'était pas réellement nécessaire jusqu'à présent étant donné que ce sont des chemins en terre, mais que le bétonnage de ceux-ci impliquera que les agriculteurs nettoient la terre qu'ils y déverseraient comme la loi les y oblige;

Considérant les explications techniques données à Madame [REDACTED], présente à la clôture d'enquête publique, sur les banquettes drainantes prévues en bord du chemin n°40 et les fossés à redents prévus en bordure du chemin n°31;

Considérant que les réclamants signalent également que les parcelles situées cultivées situées à l'Ouest du chemin n°31 et cadastrées n°45A, 45B/2 et 45C n'entraînent actuellement pas de coulées boueuses sur le chemin agricole; que cela rejoint le fait que le fossé à redents le long du chemin n°31 sera réalisé afin de gérer les eaux de ruissellement du chemin en béton et pas des champs situés à l'Ouest de cet ouvrage, comme signalé dans l'avis émis par l'intercommunale IPALLE le 31 mars 2025;

Considérant les avis sollicités par le Fonctionnaire délégué dont le collège communal a connaissance, à savoir la Zone de Secours de Wallonie Picarde, la SNCB, le PNPE et l'intercommunale IPALLE;

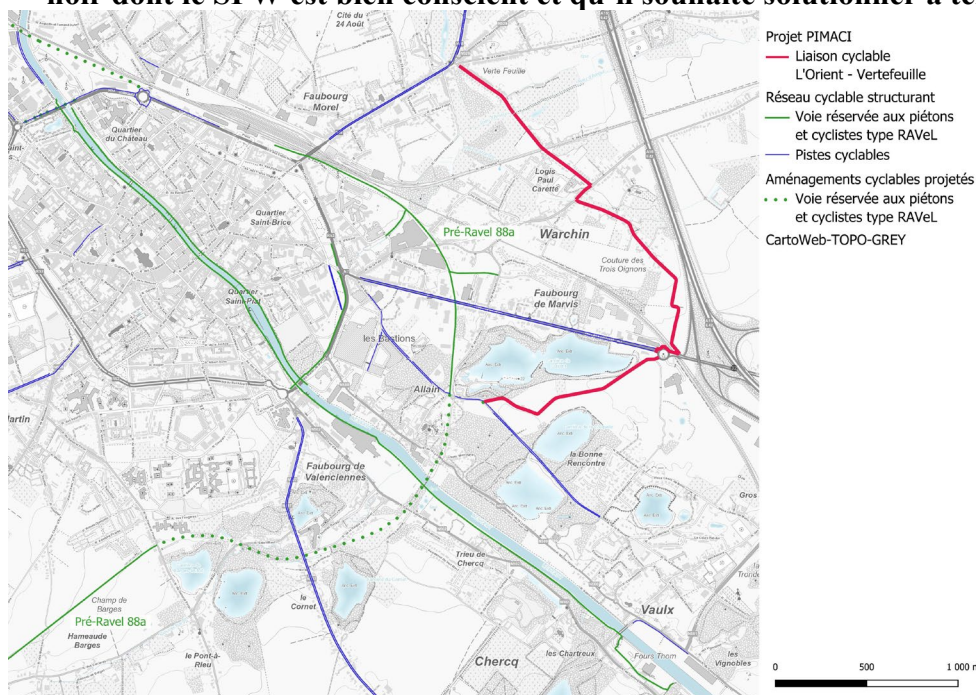
Considérant que l'avis favorable conditionnel émis par l'intercommunale IPALLE rejoint la réponse à la réclamation ci-dessus;

Considérant l'avis favorable du PNPE, à la condition qu'un accompagnement de protection et paysager soit réfléchi le long du cheminement dans la zone d'espaces verts; que cette condition est remplie par le projet de mise en place du partenariat dont question ci-dessus pour la gestion des zones naturelles à développer autour du chemin n°31;

Considérant l'avis favorable de la Zone de Secours de Wallonie Picarde, et la prise de connaissance du projet sans remarque par la SNCB;

Considérant qu'il est répondu aux réflexions de la CCATM sur le projet en sa séance du 26 mars 2025 en ces termes:

1. Les chemins concernés sont des connexions entre des aménagement fonctionnels, permettant des boucles et l'évitement de grand axes;
2. Comme illustré sur la carte ci-dessous, la connexion avec le Pré-Ravel 88a se fera au niveau du giratoire de l'Orient à Allain. Il existe un projet de prolongement du Pré-Ravel 88a entre l'Orient et celui construit récemment à Ere (voir pointillés verts sur la carte). Sur la chaussée de Bruxelles (gestionnaire : SPW), il existe actuellement des pistes cyclables marquées de chaque côté de la chaussée, sur le tronçon situé entre le RP Lemay et l'entrée de ville. Le passage sous le pont autoroutier constitue un point noir dont le SPW est bien conscient et qu'il souhaite solutionner à terme;



3. La solution retenue pour le passage du rond-point Lemay a été étudiée en concertation avec le SPW. Après analyse sur place, il s'avère qu'il s'agissait de l'option la plus sécurisée pour les piétons et les cyclistes au regard de la connexion à aménager avec la rue Jean Winance;
4. Il a été convenu de prolonger l'aménagement tout droit entre le chemin n°40 et la traversée Ouest du rond-point Lemay, afin de le connecter directement à la chaussée de Bruxelles. Des raisons de faisabilité cadastrale expliquent également l'option retenue;

5. Le projet tel que dessiné permet de maintenir l'accès à un éventuel projet via le délaissé de route vers le chemin n°40;
6. La question de l'opportunité d'accès pour les véhicules motorisés (hors agricoles) d'utiliser le chemin n°40 a été étudiée lors de l'élaboration du Schéma de Développement Communal, qui a défini celui-ci comme voie de transit cyclo-piétonne;
7. La réflexion de connexion jusqu'à la rue de l'Orient et la jonction avec la chaussée de Bruxelles est à l'étude;

Considérant, au vu des éléments repris ci-dessus, que le projet rencontre les objectifs du décret voirie en terme d'intégrité, viabilité, accessibilité et maillage des voiries;

Considérant que, préalablement à la prise de décision du collège communal sur la demande de permis d'urbanisme, le conseil communal doit prendre connaissance des résultats de l'enquête publique et se prononcer sur la modification de la voirie;

Considérant que l'accord du conseil communal ne prévaut en rien l'octroi du permis d'urbanisme sollicité;

Pour les motifs précités;

Vu l'avis Pris connaissance du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

comme stipulé à l'article 15 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, des remarques, réclamations et avis émis durant l'enquête publique et du procès-verbal de clôture d'enquête concernant **le dossier de modification de voiries sis rue Jean Winance (pie) — 7548 Warchin, et aux lieux-dits Chemin n° 31 et Chemin n° 40 à 7500 Tournai consistant en l'aménagement de deux chemins réservés type F99C dans le cadre du plan PIMACI 2022-2024;**

À l'unanimité;

DÉCIDE

de marquer son accord sur le dossier de modification de voiries sis rue Jean Winance (pie) — 7548 Warchin, et aux lieux-dits Chemin n° 31 et Chemin n° 40 à 7500 Tournai consistant en l'aménagement de deux chemins réservés type F99C dans le cadre du plan PIMACI 2022-2024.

<u>20. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Compte 2024. Approbation.</u>

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 24 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2024;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 28 mars 2025 réceptionnée le 1er avril 2025 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve avec remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*D53 : l'entièreté de la somme des capitaux remboursés doit être remplacée, augmenter le poste à 149.090,74 €. La somme non remplacée sera remplacée sur compte épargne en 2025 (sans écriture au compte 2025)*»;

Considérant que la remarque de l'organe représentatif du culte agréé n'est pas justifiée sur base des annexes du compte; le placement n'ayant pas été réalisé, il y a donc lieu de maintenir le montant à 148.065,44 €;

Considérant que, suivant les ajustements internes par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq au cours de l'exercice 2024; en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE :

Article 1 : la délibération du 24 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	23.922,94 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.474,12 €
Recettes totales extraordinaires	155.705,35 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	6.614,61 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.354,47 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	12.135,93 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	148.695,99 €
Recettes totales	179.628,29 €
Dépenses totales	164.186,39 €
Résultat comptable	15.441,90 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

21. Fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 12 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 mars 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 28 mars 2025, réceptionnée le 1er avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 12 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	12.597,10 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	11.895,00 €
Recettes totales extraordinaires	4.538,82 €
- dont un boni comptable du compte 2023 de	4.538,82 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.048,36 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	14.500,57 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	17.135,92 €
Dépenses totales	16.548,93 €
Résultat comptable	586,99 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

22. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 24 février 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 février 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant qu'en date du 14 mars 2025, l'organe représentatif du culte agréé a approuvé les dépenses du chapitre I et le reste du compte sans remarque;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 24 février 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	22.411,65 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	10.726,66 €
Recettes totales extraordinaires	19.680,96 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	3.074,08 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €

Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.028,92 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	24.109,55 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	16.802,95 €
Recettes totales	42.092,61 €
Dépenses totales	42.941,42 €
Résultat comptable	- 848,81 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

23. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 20 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 mars 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 28 mars 2025, réceptionnée le 1er avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 20 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	7.729,76 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	6.547,99 €
Recettes totales extraordinaires	0,00 €
- dont un boni comptable du compte 2023 de	0,00 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	716,89 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	6.648,59 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	251,95 €
- dont un mali comptable du compte 2023 de	121,32 €
Recettes totales	7.729,76 €
Dépenses totales	7.617,43 €
Résultat comptable	112,33 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

24. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 18 février 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 février 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 12 mars 2025, réceptionnée le 14 mars 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve avec remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*pour le R17, le montant reçu est le montant approuvé par la modification budgétaire 2. Le montant est correct*";

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à
l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 18 février 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	23.845,01 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.889,12 €
Recettes totales extraordinaires	5.782,27 €
- dont un boni comptable du compte 2023 de	3.551,27 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.920,10 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.892,60 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
Recettes totales	29.627,28 €
Dépenses totales	22.812,70 €
Résultat comptable	6.814,58 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

25. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 26 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée le 23 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Albin à Barry au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 26 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	16.077,16 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.981,69 €
Recettes totales extraordinaires	3.614,07 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	3.614,07 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.241,98 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	13.493,86 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
Recettes totales	19.691,23 €
Dépenses totales	14.735,84 €
Résultat comptable	4.955,39 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Albin à Barry;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

26. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 17 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée le 23 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 17 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	36.144,10 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	29.195,71 €
Recettes totales extraordinaires	21.598,33 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	3.371,33 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.046,63 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	31.087,82 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	18.227,00 €
Recettes totales	57.742,43 €
Dépenses totales	52.361,45 €
Résultat comptable	5.380,98 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

27. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 1er avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée le 23 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-André à Chercq au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 1er avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	26.674,35 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.870,63 €
Recettes totales extraordinaires	14.637,44 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	6.332,28 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	8.305,16 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.166,63 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	25.688,98 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	8.305,16 €
Recettes totales	41.311,79 €
Dépenses totales	37.160,77 €
Résultat comptable	4.151,02 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-André à Chercq;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

28. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 27 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 18 avril 2025, réceptionnée le 24 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve avec remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *«merci de classer et d'ordonner les pièces justificatives par article comptable»*;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 27 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	28.335,90 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00 €
Recettes totales extraordinaires	6.340,97 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	3.247,75 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €

Dépenses totales ordinaires du chapitre I	875,13 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	28.582,02 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	1.455,63 €
Recettes totales	34.676,87 €
Dépenses totales	30.912,78 €
Résultat comptable	3.764,09 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

29. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 31 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 18 avril 2025, réceptionnée le 24 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 31 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	23.528,39 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	18.179,19 €
Recettes totales extraordinaires	24.453,88 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	8.907,88 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.275,71 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	13.575,10 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	15.546,00 €
Recettes totales	47.982,27 €
Dépenses totales	33.396,81 €
Résultat comptable	14.585,46 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

30. Fabrique d'église Saint-Éloi à Froyennes. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 18 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes y arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée le 23 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Éloi à Froyennes au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 18 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes arrête son compte pour l'exercice 2024 est

APPROUVÉE aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	42.906,22 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	38.299,85 €
Recettes totales extraordinaires	19.203,34 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	5.329,38 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	13.873,95 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.973,27 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	38.608,81 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	13.873,95 €
Recettes totales	62.109,56 €
Dépenses totales	56.456,03 €
Résultat comptable	5.653,53 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Éloi à Froyennes;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 3 avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin y arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée le 23 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve avec remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*Attention, le format des pièces justificatives ne permet pas toujours la lecture. Exemple D05. Les extraits de compte ont permis de vérifier*»;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 3 avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	29.471,14 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	25.584,22 €
Recettes totales extraordinaires	150.731,98 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	2.504,98 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.822,98 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	25.464,84 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	148.227,00 €
Recettes totales	180.203,12 €
Dépenses totales	176.514,82 €
Résultat comptable	3.688,30 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 7 avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 14 avril 2025, réceptionnée le 18 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte 2024;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté dans les dépenses ordinaires du chapitre II;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 7 avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	126.390,27 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	59.090,46 €
Recettes totales extraordinaires	84.053,08 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	732,87 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	23.326,50 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	14.426,59 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	107.551,44 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	94.874,85 €
Recettes totales	210.443,35 €
Dépenses totales	216.852,88 €
Résultat comptable	- 6.409,53 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 21 mars 2025, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 25 avril 2025, réceptionnée le 5 mai 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies au cours de l'exercice 2023; qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que, par une délibération du conseil communal du 25 mars 2019, la garantie communale a été accordée pour un emprunt de 37.000,00 € venant à échéance en 2027;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 21 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	33.417,60 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	31.924,38 €
Recettes totales extraordinaires	4.945,79 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	2.472,12 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.191,23 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	29.309,85 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €

Recettes totales	38.363,39 €
Dépenses totales	33.974,75 €
Résultat comptable	4.388,64 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

34. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 10 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 25 avril 2024, réceptionnée le 5 mai 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert au cours de l'exercice 2024;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 10 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	23.842,41 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.070,83 €
Recettes totales extraordinaires	6.987,40 €
- dont un boni comptable du compte 2023 de	3.892,40 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.013,68 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	23.704,04 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	3.095,00 €
Recettes totales	30.829,81 €
Dépenses totales	28.812,72 €
Résultat comptable	2.017,09 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

35. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 4 avril 2025, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant sa décision du 22 avril 2025, réceptionnée le 25 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai au cours de l'exercice 2024; qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 4 avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	113.490,36 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	90.098,74 €
Recettes totales extraordinaires	4.029,09 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	4.029,09 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.818,21 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	100.385,02 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
– dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	117.519,45 €
Dépenses totales	111.203,23 €
Résultat comptable	6.316,22 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

36. Fabrique d'église Saint-Omer à Kain. Compte 2024. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 31 mars 2025, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant sa décision du 25 avril 2025, réceptionnée le 5 mai 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2024 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain au cours de l'exercice 2024; qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 31 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son compte pour l'exercice 2024 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	24.964,23 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.469,06 €
Recettes totales extraordinaires	42.107,90 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	6.142,90 €
– dont une intervention communale extraordinaire de secours de	9.465,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.055,55 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	22.133,30 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	35.965,00 €
Recettes totales	67.072,13 €
Dépenses totales	61.153,85 €
Résultat comptable	5.918,28 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

<u>37. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Compte 2024. Approbation après réformation.</u>

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Considérant la délibération du 24 février 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 mars 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 14 avril 2025, réceptionnée en date du 18 avril 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve avec remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*extraordinaire : veiller à bien équilibrer les recettes et les dépenses à l'extraordinaire. D15 : à l'avenir, privilégier l'article D45 pour les photocopies administratives non liturgiques*»;

Considérant que, suivant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé, il y a lieu de modifier les articles suivants du chapitre I des dépenses :

- D15 : 73,50 € en lieu et place de 194,24 €;
- D45 : 431,05 € en lieu et place de 310,31 €;

Considérant que, suivant les corrections apportées, le résultat du compte reste inchangé, soit 11.316,91 €;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2024 de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE :

Article 1 : la délibération du 24 février 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	194,24 €	73,50 €
45 (dépenses)	Papiers, plumes, encres,...	310,31 €	431,05 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	178.738,61 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	11.226,74 €
Recettes totales extraordinaires	499.265,12 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	8.590,48 €
– dont une intervention communale extraordinaire de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.236,27 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	112.835,77 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	548.614,78 €
Recettes totales	678.003,73 €
Dépenses totales	666.686,82 €
Résultat (excédent/mali)	11.316,91 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

38. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Compte 2024. Approbation après réformation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 18 mars 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 26 mars 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 11 avril 2025, réceptionnée en date du 18 avril 2025 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*D12 : erreur de ventilation, 219,73 € à imputer en D14 plus adapté*»;

Considérant que sur base de la décision de l'organe représentatif du culte agréé, il y a lieu de réformer les articles du chapitre I des dépenses comme suit :

- article 12 : 20,50 € en lieu et place de 240,23 €;
- article 14 : 219,73 € en lieu et place de 0,00 €;

Considérant l'inscription de 50,00 € à l'article 41 des dépenses ordinaires du chapitre II : en l'absence de crédit dûment approuvé au budget 2025 de l'établissement cultuel, il y a lieu de réformer le montant et le ramener à 0,00 €;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, compte tenu des corrections effectuées, le résultat du compte est amené à 15.420,85 €, en lieu et place de 15.370,85 €;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2024 de l'établissement culturel Notre-Dame de la Tombe à Kain est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 18 mars 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2024, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
12 (dépenses)	achat d'ornements et vases sacrés ordinaires	240,23 €	20,50 €
14 (dépenses)	achat de linge d'autel	0,00 €	219,73 €
41 (dépenses)	remise au trésorier	50,00 €	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	40.766,66 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	37.861,41 €
Recettes totales extraordinaires	17.281,21 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	15.881,21 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.440,80 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	35.186,22 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	1.000,00 €
– dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	58.047,87 €
Dépenses totales	42.627,02 €
Résultat (excédent/mali)	15.420,85 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement culturel Notre-Dame de la Tombe à Kain et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement culturel Notre-Dame de la Tombe à Kain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

39. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Compte 2024. Approbation après réformation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 7 avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 23 avril 2025, réceptionnée en date du 25 avril 2025 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les inscriptions par le conseil de fabrique sans qu'un crédit dûment approuvé n'ait été inscrit au budget 2024 :

- article 26 : 2.331,59 €;
- article 50K : 37,50 €;

Considérant que ces dépenses non budgétées entraînent un déficit au compte, il y a donc lieu de les réformer et de ramener les crédits à 0,00 €;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique de 570,75 € à l'article 50D des dépenses ordinaires du chapitre II sans qu'un crédit budgétaire dûment approuvé; que s'agissant d'une dépense obligatoire (assurance RC), la dépense est admise à titre exceptionnel;

Considérant que, compte tenu des corrections effectuées, le résultat du compte est amené à 752,40 €, en lieu et place de - 1.616,69 €;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2024 de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 7 avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2024, est

RÉFORMÉE comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
26 (dépenses)	Traitement brut de la nettoyeuse	2.331,59 €	0,00 €
50K (dépenses)	Processions/événements	37,50 €	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	18.411,68 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.588,68 €
Recettes totales extraordinaires	17.672,24 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	17.672,24 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.347,58 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	31.983,94 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
– dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	36.083,92 €
Dépenses totales	35.331,52 €
Résultat (excédent/mali)	752,40 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Jean-Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

40. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Compte 2024. Approbation après réformation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus; Considérant la délibération du 7 avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 23 avril 2025, réceptionnée en date du 30 avril 2025 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la décision de l'organe représentatif du culte agréé : «*Encodage en D09 d'une écriture de rectification du compte 2022 rejeté lors de l'approbation. La somme est déplacée en D62 plus indiqué à la situation. Merci de faire parvenir la pièce justificative de cette dépense à la tutelle communale*»;

Considérant que, sur base de la décision de l'organe représentatif du culte agréé, il y a lieu de ramener l'article D09 à 79,14 € en lieu et place de 229,14 €, qu'à l'examen des pièces justificatives jointes au compte, en l'absence de facture(s) justifiant les 150,00 €, il y a lieu de ne pas transférer le montant à l'article 62 des dépenses et de maintenir l'article à 0,00 €;

Considérant que, compte tenu des corrections effectuées, le résultat du compte est amené à 3.137,87 €, en lieu et place de 2.987,87 €;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2024 de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 7 avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2024, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
9 (dépenses)	Blanchissage et raccommodage du linge	229,14 €	79,14 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	13.279,53 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	7.476,92 €
Recettes totales extraordinaires	11.500,70 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	8.564,24 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.878,85 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.763,51 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
– dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	24.780,23 €
Dépenses totales	21.642,36 €
Résultat (excédent/mali)	3.137,87 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

<p><u>41. Fabrique d'église Saint-Amand à Allain. Compte 2024. Approbation après réformation.</u></p>
--

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 1er avril 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 avril 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain arrête son compte pour l'exercice 2024;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 17 avril 2025, réceptionnée en date du 23 avril 2025 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique d'un montant de 14.234,44 € à l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II pour un montant approuvé au budget 2024 de 500,00 €;

Considérant que, sur base des explications du conseil de fabrique, des peintures ont été réalisées dans l'église; que compte tenu des factures jointes au compte, 611,05 € peuvent être maintenus à l'article 27 (facture des ateliers PIERLOT de 72,60 € et facture de l'AID L'ESCALE de 538,45 €; que concernant les factures de l'AID L'ESCALE de 9.388,39 € et de 4.235,00 € et relatives à des travaux de peintures, nettoyage de 19 vitraux et rejointoyage, il n'est pas possible de déterminer la part réparation et les travaux extraordinaires de peinture, en l'absence de crédit inscrit au budget extraordinaire de l'établissement cultuel, les voies et moyens n'étant pas prévus et ces dépenses entraînant un déficit au compte, ces montants sont réformés;

Considérant que, compte tenu de la correction effectuée, le résultat du compte est amené à 7.337,04 €, en lieu et place de - 6.286,35 €;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2024 de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 1er avril 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain arrête son compte pour l'exercice 2024, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
27 (dépenses)	Entretien et réparation de l'église	14.234,44 €	611,05 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	27.642,51 €
– dont une intervention communale ordinaire de secours de	25.178,96 €
Recettes totales extraordinaires	3.252,97 €
– dont un boni comptable du compte 2023 de	3.252,97 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.325,97 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	20.232,47 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
– dont un mali comptable du compte 2023 de	0,00 €
Recettes totales	30.895,48 €
Dépenses totales	23.558,44 €
Résultat (excédent/mali)	7.337,04 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

42. Fabrique d'église Saint-Éloi à Froennes. Première modification budgétaire 2025.
Approbation après réformation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Considérant la délibération du 26 février 2025 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 février 2025, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2025;

Considérant les pièces justificatives jointes à la délibération;

Considérant l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant la décision du 4 mars 2025, réceptionnée en date du 12 mars 2025, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les décisions du collège communal des 17 et 24 avril 2025 d'engager un subside extraordinaire de 52.041,58 € au budget extraordinaire 2025 de la Ville afin de financer les travaux supplémentaires à la tour et au clocher de l'église Saint-Éloi à Froyennes;

Considérant l'inscription de 52.041,58 € à l'article 28D des recettes extraordinaires; s'agissant d'un subside extraordinaire de la commune, qu'il y a lieu de réformer le montant inscrit à l'article 28 à 0,00 € et d'inscrire 52.041,58 € à l'article 25 du même chapitre des recettes extraordinaires;

Considérant que la modification budgétaire 2025 telle que corrigée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 26 février 2025 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2025, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
25 (recettes)	Subsides extraordinaires de la commune	0,00 €	52.041,58 €
28D (recettes)	Divers	52.041,58 €	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	46.281,78 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	41.002,28 €
Recettes totales extraordinaires	54.324,30 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	52.041,58 €
• dont un boni présumé de l'exercice 2025 de :	2.282,72 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.300,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	44.264,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	52.041,58 €
• dont un mali présumé de l'exercice 2025 de :	0,00 €
Recettes totales	100.606,08 €
Dépenses totales	100.606,08 €
Excédent (boni/mali)	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Éloi à Froyennes;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

43. Aire d'accueil pour motorhomes et halte nautique de plaisance. Augmentation des tarifs à partir du 1er juin 2025. Approbation.

Madame la Conseillère communale Emeline PETIT sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'offre créée pour les camping-caristes et les plaisanciers;

Aire d'accueil pour motorhomes de l'Esplanade George Grard

Considérant que le conseil communal du 28 juin 2021 approuvait les conditions générales de vente et la charte vie privée ainsi que le règlement d'utilisation de l'aire d'accueil pour motorhomes;

Considérant que ce projet s'inscrivait dans le cadre du schéma d'implantation des aires pour motorhomes (SIAM 2 - circulaire d'instruction administrative CGT 16/01) émanant du commissariat général au tourisme;

Halte nautique du quai Taille-Pierres

Considérant la concession de gestion qui a pris cours le 1er mai 2021 pour le bien appartenant à la Région wallonne, sis le long du haut-Escaut au quai Taille-Pierres, en vue de constituer une infrastructure de tourisme fluvial;

Considérant que l'aire d'accueil pour motorhomes de l'Esplanade George Grard ainsi que la halte nautique de plaisance du quai Taille-Pierres sont équipées d'une plateforme de gestion numérique et centralisée qui permet la consommation d'eau et d'électricité ainsi que le paiement électronique de ces services;

Considérant que les tarifs appliqués depuis le lancement sur ces 2 infrastructures sont les suivants :

	<i>Nuitée (basse saison)</i>	<i>Nuitée (haute saison)</i>	<i>Fourniture d'eau</i>	<i>Fourniture d'électricité</i>
AIRE MOTORHOMES (12 emplacements)	8,00 €	10,00 €	0,75 €/50 l	--
HALTE NAUTIQUE	--	--	3,00 €/500 l	1,00 €/12 h

Considérant qu'il convient d'augmenter ces tarifs vu l'augmentation des coûts énergétiques et vu les interventions diverses sur les sites (contrat de maintenance, ramassage des poubelles, entretien des espaces verts, interventions des services techniques, ...);

Considérant qu'un benchmarking a été réalisé et que les tarifications appliquées dans d'autres aires d'accueil pour motorhomes sont les suivantes (les exemples ci-dessous concernent uniquement des sites qui proposent un forfait à la nuitée avec eau et électricité comprises, tel que c'est le cas à Tournai) :

<u>Aires motorhomes</u>	<u>Nombre places disponibles</u>	<u>Prix par nuit (eau et électricité comprises)</u>
Tournai - Ferme du Vert Marais	13	15,00 €
Province de Liège - Waimes	20	15,00 €
Han sur Lesse	40	10,00 € (de novembre à mars), 12,00 € (avril), 14,00 € (de mai à août), 12,00 € (septembre et octobre).
Comines	3	14,00 €
Durbuy	30	Entre 25,00 € et 40,00 €
Aire d'Houffalize	14	20,00 € avec WIFI inclus
Het Overbuur - Tielt (Flandre occidentale)	13	15,00 €
Bielieje - Oudsbergen (Limbourg)	6	22,00 € (inclus : WIFI et accès douches et toilettes)
Broeltorens - Courtrai Flandre occidentale)	8	15,00 €

Considérant que cette liste est non exhaustive;

Considérant que l'aire d'accueil pour motorhomes de Tournai offre les avantages suivants :

- eau potable
- électricité
- vidanges eaux grises (= douche, éviers) et noires (= WC chimiques)
- larges emplacements de 8 mètres sur 3
- poubelles et conteneur à déchets
- espace pique-nique
- accès contrôlé et site sécurisé
- réservations possibles à l'avance et depuis chez soi
- situé à quelques minutes du coeur historique de la ville et de ses deux bâtiments reconnus à l'UNESCO;

Considérant que la halte nautique du quai Taille-Pierres offre les avantages suivants (sur base de la réglementation wallonne fluviale) :

- stationnement gratuit des bateaux de plaisance
- stationnement la journée uniquement (sauf dérogation de 72 heures accordée de fin juin à fin octobre pour la saison touristique)
- bateaux de plaisance uniquement et de moins de 15 mètres de long
- amarrage jusqu'à 10 bateaux
- eau
- électricité
- poubelles
- infrastructure moderne et sécurisée (accès via digicode)
- située à 10 minutes à pied de la Cathédrale, du Beffroi et de l'office de tourisme;

Considérant qu'il est proposé d'appliquer les nouveaux tarifs ci-dessous, et d'uniformiser ceux-ci à un seul tarif toute l'année, et ce, à partir du 1er juin 2025, à savoir :

	<u>Nuitée</u> <u>(toute l'année)</u>	<u>Fourniture d'eau seule</u> <u>(sans nuitée)</u>	<u>Fourniture</u> <u>d'électricité</u>
AIRE MOTORHOMES DE TOURNAI (12 emplacements)	15,00 € (eau et électricité comprises)	1,00 €/50 l	--
HALTE NAUTIQUE	--	5,00 €/500 l	3,00 €/12 h

Considérant qu'en cas de nuitée sur l'aire d'accueil pour motorhomes, la fourniture d'eau et d'électricité est comprise dans le tarif, et ce sans limite de temps ou de quantité;

Considérant que pour l'aire d'accueil pour motorhomes, la fourniture d'électricité seule n'est pas possible (il convient de réserver une nuitée) mais qu'il est possible de se fournir en eau sans prendre une nuitée;

Considérant pour rappel que cette augmentation des tarifs se justifie par l'augmentation du coût des dépenses énergétiques et par les interventions diverses sur le site (contrat de maintenance, ramassage des poubelles, entretien des espaces verts, interventions des services techniques, ...);

Considérant l'avis favorable du conseiller en énergie;

Considérant l'accord de principe du collège communal en séance du 20 mars 2025;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les nouveaux tarifs applicables dès le 1er juin 2025 pour les services de l'aire d'accueil pour motorhomes et de la halte nautique de plaisance, à savoir :

	<u>Nuitée</u> <u>(toute l'année)</u>	<u>Fourniture d'eau</u>	<u>Fourniture</u> <u>d'électricité</u>
AIRE MOTORHOMES	15,00 €	1,00 €/50 l	--
HALTE NAUTIQUE	--	5,00 €/500 l	3,00 €/12 h

44. Régie communale ordinaire de l'abattoir. Exercice 2024. Comptes annuels. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;
Considérant que le collège communal veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présents comptes aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

ARRÊTE

aux chiffres établis :

- 1) les comptes annuels de l'exercice 2024 de la régie de l'abattoir se clôturant avec une perte d'exploitation de 25.257,51 €, pour un montant de :

Recettes d'exploitation	14.565,15 €
Dépenses d'exploitation	39.822,66 €
Résultat d'exploitation	- 25.257,51 €

- 2) l'état des recettes et dépenses à la somme de 18.551,96 € (encaisse au 1er janvier 2024 : 497.257,29 € et au 31 décembre 2024 : 515.809,25 €).

Une intervention communale est sollicitée pour l'année 2024 au montant de 25.257,51 €.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

45. Régie communale ordinaire de l'abattoir. Exercice 2024. Liquidation administrative. Arrêt.

Madame la Conseillère communale Emeline PETIT rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"Dans le cadre de la réorganisation des services techniques communaux, c'est-à-dire les services des travaux, il est apparu que le site du Pont de Maire ne pourrait pas accueillir à lui seul tout ce qui se trouvait aux Mouettes et au hall dit Prévost. Notamment le garage communal, le charroi, les stocks de matériaux de voirie, comme par exemple les pavés. Aussi, il a été décidé en son temps de rassembler tous ces services sur le site de l'ancien abattoir, propriété de la Ville, en connexion avec celui du Pont de Maire. L'intérêt étant d'améliorer les conditions de travail du personnel et la sécurité de nos installations. Pour financer ce projet, une demande de subsides européens a été introduite auprès de la SPAQUE en vue de la démolition et de la dépollution du site. Ce dossier a été accepté. Ma question vient : "où en est-on dans ce projet essentiel pour le bon fonctionnement des services techniques communaux, notamment celui de la propreté publique et de l'entretien de nos voiries ?" C'est très important si nous voulons améliorer les services à la population au moindre coût."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Effectivement sur le site de l'abattoir, comme ça a été évoqué, il y a un budget qui a été octroyé par la SPAQUE pour la dépollution et la déconstruction. Et donc ça, c'est un projet sur lequel une partie en fait, je vais dire, du projet sur le site de l'abattoir pour lequel l'agenda est dicté aussi par ce subside et donc ça se fait en collaboration avec la SPAQUE. Au niveau de l'accueil de l'ensemble du personnel ouvrier et de la maintenance, c'est une des options effectivement qui est toujours à l'étude. On en explore d'autres aussi en regardant un petit peu tous les autres bâtiments que l'on a au niveau communal dans une optique vraiment d'établir la stratégie immobilière globale pour la commune. Donc rassembler l'ensemble des travailleurs sur un seul site, c'est très important comme on le dit aussi bien pour avoir une meilleure collaboration et pour tout un tas d'autres avantages : le fait d'être ensemble, de partir ensemble, de partager du matériel, de se parler et cetera et d'être à proximité. Mais on veut absolument pouvoir envisager toutes les possibilités avant d'arrêter un choix définitif."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"Et donc, si j'ai bien compris la démolition aura quand même lieu."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"En tout cas, il est prévu dans le cadre du projet."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"Il est prévu parce que l'avantage de ce projet, c'est qu'il est en connexion directe avec justement l'ensemble des services techniques qui sont sur le Pont de Maire. Et donc, on trouve en tout cas que c'était une option qui était intéressante et j'entends dans votre bouche que vous êtes d'accord."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Les avantages de ce site-là, c'est la proximité, c'est le fait qu'il appartient à la commune, c'est le fait qu'il y a ce subside en partie. Donc clairement, c'est un site qui est très avantageux. Maintenant, comme on est dans la stratégie immobilière globale, on regarde vraiment toutes les possibilités pour tenir compte de tous les paramètres et aussi les paramètres financiers dont il faut tenir compte."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Considérant que la régie communale ordinaire de l'abattoir a été constituée par décision du conseil communal du 25 juin 1979;

Considérant qu'il sera procédé à la liquidation administrative et comptable de la régie communale ordinaire de l'abattoir avec effet au 1er janvier 2025;

Considérant le budget de l'exercice 2024 approuvé par le conseil communal en séance du 24 juin 2024;

Considérant que le compte 2024 doit être approuvé par les autorités de tutelle;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE :

- de clore les activités de la régie communale ordinaire de l'abattoir au 31 décembre 2024 et de transférer la situation active et le patrimoine de ladite régie vers le bilan communal (valeur comptable nette de 515.809,25 € au 31 décembre 2024);
- de liquider administrativement la régie communale ordinaire de l'abattoir créée par décision du conseil communal du 25 juin 1979, dès approbation du compte 2024 par les autorités de tutelle;
- de transférer la trésorerie de la régie vers l'encaisse communale.

46. Finances communales. Restauration d'un immeuble classé. Tournai, quai des Poissonsceaux, 24-26. Intervention financière de la Ville. Approbation.

Monsieur le Premier Échevin **Benjamin BROTCORNE** :

"Je tiens simplement à souligner et à saluer le travail accompli par deux propriétaires de biens classés en centre-ville à Tournai. Il s'agit des immeubles situés quai des Poissonsceaux, 24-26, un superbe immeuble de style Louis XIII qui va faire l'objet d'une restauration dont la partie éligible aux subventions de la Région wallonne totalise 957.000 euros. Rien que ça. Et un autre immeuble de style tournaisien, une ancienne fondation qui lui fera l'objet de travaux totalisant environ 110.000 euros. Il faut savoir que ces travaux qui sont très coûteux, puisqu'il s'agit de biens classés qui nécessitent des interventions plus coûteuses que pour un immeuble normal, non classé, ces interventions coûteuses bénéficient de subventions de la part de la Région wallonne à hauteur de 50 % et que la Ville de Tournai contribue modestement, il est vrai, mais ce n'est tout de même pas symbolique à hauteur d'1 %. Et il est heureux de voir que des personnes, des privés mettent autant de moyens et d'efforts pour contribuer à la rénovation de notre patrimoine. Il m'a même semblé qu'un, si pas les deux bâtiments dont il est question ce soir furent un jour propriété du CPAS de Tournai. Saluons donc ce bel effort de la part de ces concitoyens."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1982 classant les façades, les charpentes et les toitures de l'immeuble sis quai des Poissonsceaux, 24-26 à 7500 Tournai, au titre de monument;
 Vu les dispositions du Code wallon du patrimoine en vigueur depuis le 1er juin 2024, dont les articles D.88 et R.88 relatifs aux subsides pour travaux sur biens classés;
 Vu l'article R.97-3 du Code wallon du patrimoine précisant : *« Le taux des interventions communale et provinciale est au minimum de respectivement un pour cent et quatre pour cent du coût des actes et travaux éligibles pour les subventions visées à l'article R.88-1, § 1er, alinéa 1er, 3° et 4°. Une intervention provinciale ou communale n'est pas imposée pour les subventions complémentaires visées à l'article R.88-14. Le demandeur peut solliciter la commune et la province où le bien se situe afin d'obtenir un taux supérieur. Dans ce cas, il en informe l'administration du patrimoine lors de l'introduction de sa demande de subvention en transmettant une copie des délibérations des instances concernées. L'arrêté d'octroi de la subvention régionale contient le pourcentage d'intervention de la commune et celui de la province et comporte en annexe l'accord relatif à l'octroi de la subvention communale ou de la subvention provinciale lorsque le taux d'intervention est supérieur au taux fixé à l'alinéa 1er. Sur la base du décompte final approuvé par l'administration du patrimoine, la liquidation de la subvention communale ou de la subvention provinciale s'effectue par la commune ou par la province au bénéficiaire à l'achèvement des travaux. L'administration du patrimoine adresse à la commune et à la province une copie de l'arrêté de subvention et du décompte final notifiés au bénéficiaire »;*

Considérant la lettre du 10 avril 2025 (référence :

AWAP/DZO/AF/SD/JoP/CC/JCL/22/TOURNAI/157/FT12624) de l'Agence wallonne du patrimoine :

- transmettant l'arrêté ministériel du 9 avril 2025 de subventionnement des travaux de restauration globale (couverture de toitures, charpentes, façades et menuiseries extérieures) de l'immeuble classé situé quai des Poissonsceaux, 24-26 à Tournai, propriété de la SRL JOLV IMMO sise Vieux Chemin de Mons, 5 à 7536 Vaulx/Tournai, et représentée par [REDACTED]; travaux ayant fait l'objet d'un avis conforme de l'Agence wallonne du patrimoine en date du 9 décembre 2022; travaux couverts par un permis d'urbanisme octroyé par le collège communal en date du 8 juin 2023 (PU/2022/317);
- informant l'Administration communale de l'intervention de l'Agence wallonne du patrimoine dans le coût des travaux de restauration, à raison de 50 % du montant total des travaux subsidiables;
- rappelant à la Ville, son taux d'intervention dans le coût des susdits travaux équivalant à 1 %;

Considérant l'obligation, pour la Ville, d'intervenir dans les frais de restauration des biens immobiliers classés;

Considérant que le calcul de la subvention se base sur l'offre de l'entreprise PIERRARD frères SPRL, sise boulevard de l'Europe, 234 à 5060 Auvelais/Sambreville, du 23 février 2024, d'un montant total de 996.565,16 € TVA comprise;

Considérant que le montant total de subvention de l'AWaP (50 %) est calculé sur la base d'un montant total de travaux éligibles de 957.672,02 € TVA comprise, soit un montant de 478.836,02 € TVA comprise; la part de la Ville (1 %) s'élevant à 9.576,72 €, au titre de subside communal au profit du maître d'ouvrage, la SRL JOLV IMMO sise Vieux Chemin de Mons, 5 à 7536 Vaulx/Tournai, représentée par [REDACTED];

Vu la décision du collège communal du 17 avril 2025 :

1. de marquer son accord quant à l'intervention financière de la Ville dans le coût des travaux de restauration globale (couverture de toitures, charpentes, façades et menuiseries extérieures) de l'immeuble classé situé quai des Poissonsceaux, 24-26 à Tournai, propriété de la SRL JOLV IMMO sise Vieux Chemin de Mons, 5 à 7536 Vaulx/Tournai, et représentée par [REDACTED], tel que sollicité ci-dessus par l'Agence wallonne du patrimoine (AWaP) par courrier du 10 avril 2025, soit 9.576,72 € TVA comprise — équivalant à un pour cent du total des travaux subsidiables — dus par la Ville, au titre de subside communal;
2. d'inscrire les crédits nécessaires en modification budgétaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

de marquer son accord quant à l'intervention financière de la Ville dans le coût des travaux de restauration globale (couverture de toitures, charpentes, façades et menuiseries extérieures) de l'immeuble classé situé quai des Poissonsceaux, 24-26 à Tournai, propriété de la SRL JOLV IMMO sise Vieux Chemin de Mons, 5 à 7536 Vaulx/Tournai, et représentée par [REDACTED] tel que sollicité ci-dessus par l'Agence wallonne du patrimoine (AWaP) par courrier du 10 avril 2025, soit 9.576,72 € TVA comprise — équivalant à un pour cent du total des travaux subsidiables — dus par la Ville, au titre de subside communal.

47. Finances communales. Restauration d'un immeuble classé. Tournai, rue de Marvis, 45-51. Intervention financière de la Ville. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1936 classant les maisons de fondations sises rue de Marvis, 45 à 51 à Tournai, au titre de monument;

Vu les dispositions du Code wallon du patrimoine en vigueur depuis le 1er juin 2024, dont les articles D.88 et R.88 relatifs aux subsides pour travaux sur biens classés;

Vu l'article R.97-3 du Code wallon du patrimoine précisant : *« Le taux des interventions communale et provinciale est au minimum de respectivement un pour cent et quatre pour cent du coût des actes et travaux éligibles pour les subventions visées à l'article R.88-1, § 1er, alinéa 1er, 3° et 4°. Une intervention provinciale ou communale n'est pas imposée pour les subventions complémentaires visées à l'article R.88-14. Le demandeur peut solliciter la commune et la province où le bien se situe afin d'obtenir un taux supérieur. Dans ce cas, il en informe l'administration du patrimoine lors de l'introduction de sa demande de subvention en transmettant une copie des délibérations des instances concernées. L'arrêté d'octroi de la subvention régionale contient le pourcentage d'intervention de la commune et celui de la province et comporte en annexe l'accord relatif à l'octroi de la subvention communale ou de la subvention provinciale lorsque le taux d'intervention est supérieur au taux fixé à l'alinéa 1er. Sur la base du décompte final approuvé par l'administration du patrimoine la liquidation de la subvention communale ou de la subvention provinciale s'effectue par la commune ou par la province au bénéficiaire à l'achèvement des travaux. L'administration du patrimoine adresse à la commune et à la province une copie de l'arrêté de subvention et du décompte final notifiés au bénéficiaire »;*

Vu la lettre du 9 avril 2025 (référence :

AWAP/DZO/AF/SD/JoP/CC/JCL/22/TOURNAI/16/FT14971) de l'Agence wallonne du patrimoine :

- transmettant l'arrêté ministériel du 9 avril 2025 de subventionnement des travaux de mise en peinture des boiseries et remplacement des menuiseries extérieures de l'immeuble classé situé rue de Marvis, 45-51 à Tournai, propriété de [REDACTED], ayant fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en date du 30 août 2024, travaux couverts par un permis d'urbanisme octroyé par le collège communal en date du 7 novembre 2024 (PU/2024/202);
- informant l'Administration communale de l'intervention de l'Agence wallonne du patrimoine dans le coût des travaux de restauration, à raison de 50 % du montant total des travaux subsidiés;
- rappelant à la Ville, son taux d'intervention dans le coût des susdits travaux équivalant à 1 %;

Considérant l'obligation, pour la Ville, d'intervenir dans les frais de restauration des biens immobiliers classés;

Considérant que le calcul de la subvention se base sur l'offre de l'entreprise Benedict COLPAERT, sise rue des Thermes, 59 à 7540 Kain, du 13 août 2024, d'un montant total de 113.565,34 € TVA comprise;

Considérant que le montant total de subvention de l'AWaP (50 %) est calculé sur la base d'un montant total de travaux éligibles de 110.258,09 € TVA comprise, soit un montant de 55.129,05 €; la part de la Ville (1 %) s'élevant à 1.102,58 €, au titre de subside communal au profit du maître d'ouvrage, [REDACTED];

Vu la décision du collège communal du 17 avril 2025:

1. de marquer son accord quant à l'intervention financière de la Ville dans le coût des travaux de restauration (mise en peinture des boiseries et remplacement des menuiseries extérieures) de l'immeuble classé sis à 7500 Tournai, rue de Marvis, 45-51, tel que sollicité ci-dessus par l'Agence wallonne du patrimoine (AWaP) par courrier du 9 avril 2025, sur la base des travaux projetés par la propriétaire, [REDACTED], soit 1.102,58 €TVA comprise — équivalant à un pour cent du total des travaux subsidiables — dus par la Ville, au titre de subside communal;
2. d'inscrire les crédits nécessaires en modification budgétaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

de marquer son accord quant à l'intervention financière de la Ville dans le coût des travaux de restauration (mise en peinture des boiseries et remplacement des menuiseries extérieures) de l'immeuble classé sis à 7500 Tournai, rue de Marvis, 45-51, tel que sollicité ci-dessus par l'Agence wallonne du patrimoine (AWaP) par courrier du 9 avril 2025, sur la base des travaux projetés par la propriétaire, [REDACTED], soit 1.102,58 € TVA comprise — équivalant à un pour cent du total des travaux subsidiables — dus par la Ville, au titre de subside communal.

48. Finances communales. Rapport 2024 sur la mission de remise d'avis du Directeur financier. Article L1124-40, § 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD). Information.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (en abrégé CDLD) en son article L1124-40 § 4;

Considérant le rapport remis par le directeur financier;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

du rapport du directeur financier sur sa mission de remise d'avis en application de l'article L1124-40 § 4 du CDLD :

I. Préambule

II. Rapport

- 1) État actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie.
- 2) Évaluation de l'évolution passée et future des budgets.
- 3) Synthèse des différents avis rendus.
- 4) Données financières des services communaux.

I. Préambule

Le rapport de remise d'avis est établi en application de l'article L 1124-40 § 4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation qui stipule que :

«Le directeur financier fait rapport en toute indépendance au Conseil communal au moins une fois par an sur l'exécution de sa mission de remise d'avis. Le rapport contient aussi, et notamment :

- *un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie*
- *une évaluation de l'évolution passée et future des budgets*
- *une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative*
- *l'ensemble des données financières des services communaux en ce compris les services de police, des régies communales, des sociétés dans lesquelles la commune a une participation d'au moins 15 % et des ASBL auxquelles la commune participe et au sein desquelles elle désigne au moins 15 % des membres des organes de gestion.*

Il peut émettre dans ce rapport toutes les suggestions qu'il estime utile. Il adresse copie de son rapport simultanément au collège et au directeur général. »

A partir du 1er mai 2023, j'ai été désigné Directeur financier de l'administration communale de Tournai. Le rapport de remise d'avis prend en compte les avis remis du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

J'exerce également la fonction de comptable spécial de la zone de police du Tournaisis depuis le 1er octobre 2023.

Le rapport comprend quatre parties. La première consacrée à la trésorerie, une aux budgets, une troisième aux avis rendus et une dernière aux services communaux dont les entités consolidées.

II. Rapport

1^o) État actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie

Au cours des derniers exercices, la trésorerie n'a connu aucune tension particulière et il ne fut fait appel à aucun crédit de caisse ni à terme fixe auprès de la Banque BELFIUS ni auprès d'autres banques et en conséquence aucun intérêt débiteur liquidé. Aucune avance de trésorerie ne fut sollicitée.

Rappelons qu'en vertu d'une convention de coopération financière, il arrive que le Directeur financier procède à des avances de trésorerie à court terme au bénéfice du Centre Public d'Action Sociale et que ces avances sont remboursées à la fin de chaque exercice.

La Ville de Tournai a toujours pu honorer ses échéances auprès de ses fournisseurs et ses engagements financiers sans oublier la liquidation de sa cotisation de responsabilisation auprès de l'ONSS ainsi que ses charges de dettes prélevées directement par Belfius Banque. Le versement du précompte professionnel a été effectué aux échéances prévues. La gestion de notre trésorerie est assurée très majoritairement auprès d'une seule banque (BELFIUS) et partiellement auprès de la CPH banque et d'ING dans le cadre du Plan Oxygène (remboursement des échéances des crédits «Plan Oxygène» et obligations de versement des recettes du précompte immobilier).

De mon point de vue, cette obligation de versement des recettes du précompte immobilier complique inutilement la gestion de trésorerie.

Suite aux taux d'intérêt proposés en 2024, dès que de la trésorerie était disponible, des placements à court terme ont été réalisés. Ils ont rapporté en produits financiers bruts, tous placements confondus, **1.101.455,33 €**.

Encaisse communale

31 mars 2024	67.250.567,49 €
30 juin 2024	49.378.421,66 €
30 septembre 2024	35.459.081,13 €
31 décembre 2024	102.833.052,29 €

Les dotations communales à la Zone de police, à la Zone de secours de Wallonie picarde et au Centre Public d'Action sociale ont été versées par douzièmes et toutes les contributions sont honorées pour la fin de chaque exercice.

Le service extraordinaire a été financé par des avances de trésorerie dans l'attente de la conclusion des emprunts auprès de BELFIUS.

La Ville de Tournai a poursuivi son recours aux emprunts pour financer ses investissements. Ainsi, pour 2024, il fut fait appel à un montant de 31.869.726,52 € auprès de BELFIUS banque, adjudicataire du marché des services de financement bancaire via un marché annuel conjoint sui generis (avec la Zone de police du Tournaisis et le Centre Public d'Action Sociale).

De plus, dans le cadre du plan wallon dit Plan Oxygène d'aide aux communes pour faire face notamment aux cotisations de responsabilisation, un emprunt via le CRAC d'une durée de 20 ans a été contracté en 2024 pour un montant de 13.546.588,13 € (soit 75 % des 18.062.117,51 € accordés comme suit : 1.949.497,87 € pour 2024 et 16.112.619,64 € au titre d'avance sur les droits de tirage futurs 2025 et éventuellement 2026. Le solde des 25 % sera mis à disposition après transmission des comptes et respect des obligations). Il était de 11.589.142,00 € en 2023 et 15.404.313,00 € en 2022 (15% du remboursement du capital pris en charge par la Wallonie + les intérêts jusqu'en 2037).

Le total des emprunts «plan oxygène» contractés s'élève à 40.540.043,13 € avec un solde de la dette au 31/12/2024 qui s'élève à 38.420.155,13 €.

Au 31/12/2024, le montant des emprunts garantis s'élève à 30.371.195,27 €. Aucun emprunt garanti n'a été dénoncé. Il n'y a pas eu de nouvel emprunt garanti, ni de garantie arrivée à échéance en 2024.

Chaque année, des opérations de consolidation de notre dette sont menées avec BELFIUS dans le cadre de la gestion active de notre dette soit pour consolider les structures existantes, soit en menant une politique de taux à court terme – toujours dans le souci de réduire le coût de nos prêts. Ces dernières années, le solde restant dû de la dette communale (tout type d'emprunt confondu) a augmenté et s'établit au 31/12/2024 à 227.734.444,64 €.

Cette augmentation est la résultante de la politique d'investissements réalisée par la Ville notamment en faveur aux nombreux projets partiellement subsidiés et aux emprunts résultant du plan oxygène.

Comme lors de mon rapport 2023, je rappelle que, si la Ville, via la gestion active de la dette, a profité durant de nombreuses années de la baisse des taux pour réduire sa charge annuelle et a augmenté sa part d'emprunts à taux fixes, la remontée des taux et l'augmentation de la dette appellent à la prudence en matière d'investissements au risque de déséquilibrer le budget ordinaire.

Les dons, fondations et legs (dont les fonds sont placés auprès de la Banque CPH et la Banque Nationale de Belgique) sont gérés prudemment afin d'assurer les objectifs poursuivis.

Les comptes financiers sont ouverts (et clôturés) avec l'accord du collège communal et gérés par le Directeur financier seul selon les dispositions du R.G.C.C. en son article 6.

Le système des paiements électroniques par terminaux est favorisé afin de diminuer les opérations en liquide et ainsi réduire tant les manipulations que les transferts de fonds.

Aucun agent de recettes n'est désigné par le conseil communal en application de l'article 1124-44 §1er.

En vertu de l'article du CDLD L 1124-42 §1er, le Collège communal ou celui de ses membres qu'il désigne à cette fin, procède à la vérification de l'encaisse du Directeur financier au moins une fois par trimestre et établit le procès-verbal de la vérification, lequel est soumis au visa du conseil communal.

Les vérifications ont été organisées régulièrement par trimestre et soumises à la connaissance du conseil communal.

2°) Évaluation de l'évolution passée et future des budgets

En ce qui concerne la situation de la procédure d'approbation des comptes communaux au 31/12/2024, ils sont tous approuvés, éventuellement avec remarques, jusqu'au compte 2023 compris.

La Ville dispose d'une solide trésorerie (voir supra), d'un boni général confortable. Il convient toutefois d'être prudent pour l'avenir. En effet, comme repris ci-dessus, la remontée des taux et l'augmentation de la dette appellent à la prudence en matière d'investissements au risque de déséquilibrer le budget ordinaire. De plus, la part de financement des entités consolidées augmente. Par ailleurs, l'équilibre actuel ne peut être atteint que via l'aide régionale Oxygène non structurelle pour parvenir à financer principalement les cotisations de responsabilisation de la Ville et du CPAS. Cette aide sous forme de prêt devra être remboursée (85 %) et risque de peser de plus en plus sur le budget communal.

Pour bénéficier de l'aide régionale un plan de gestion, couplé au plan Oxygène a été approuvé par le conseil communal en séance du 27 juin 2022. Le conseil communal a confirmé le 3 décembre 2024 son adhésion à la centrale d'achat du C.R.A.C. ayant pour objet l'octroi de crédits aux communes dans le cadre du Plan Oxygène mis en place par le Gouvernement wallon.

3°) Synthèse des différents avis rendus à la demande ou d'initiative

Nous rencontrons plusieurs situations :

a) CDLD art L1124-40 §3° - Remise en toute indépendance d'un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal et du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 22.000,00 €

b) CDLD L art L1124-40 § 4° - Remise en toute indépendance et d'initiative d'un avis de légalité écrit et préalable sur tout projet de décision du conseil communal ou du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire inférieure à 22.000,00 €

Depuis la mise en place de la procédure de remise d'avis, le Directeur financier est amené à remettre son avis. En accord avec le Directeur général, il a été décidé que le Directeur financier serait invité à remettre son avis sur **tous** les dossiers proposés à l'ordre du jour du collège communal dès qu'une dépense est envisagée.

Du 1er janvier au 31 décembre 2024, nous relevons dans les statistiques de l'application IMIO, qui nous aide à préparer les dossiers pour le collège communal, que le Directeur financier a remis son avis sur 3.836 dossiers.

Dans le cadre du contrôle interne, une réunion hebdomadaire est organisée, à l'initiative du Directeur général, en vue d'examiner le contenu des projets de décisions prévus à l'ordre du jour du Collège et du Conseil communal et ce, en présence du Directeur général, du Directeur général adjoint, du Directeur financier, du Chef de cabinet du Bourgmestre et de deux membres de la Direction générale.

c) CDLD L art 1124-40 §2 – Remise, en toute indépendance, d'un avis de légalité écrit et motivé sur demande du collège communal ou du directeur général sur toute question ayant une incidence financière

Le Directeur financier est le conseiller financier et budgétaire de la commune.

Il collabore étroitement à l'élaboration du budget et des modifications budgétaires. Il participe également vu la situation budgétaire de la Ville, à l'élaboration de la réactualisation du plan de gestion.

Il remet aussi ses avis au travers de la commission des Finances.

Pour les comptes annuels communaux, il prépare chaque année une séance spéciale de la 1ère commission du conseil pour expliquer la situation financière, budgétaire et comptable de la Ville de Tournai.

d) CDLD L art 1124-40 §3 – Le directeur financier peut être entendu par le collège communal sur ses avis ou suggestions

Le Directeur financier sollicite la mise en œuvre de cette prérogative pour porter à la connaissance du collège des informations sur certains dossiers voire pour exposer des problèmes rencontrés.

La procédure de remise d'avis appelle les remarques suivantes :

- le collège communal suit les remarques formulées dans les avis du Directeur financier ainsi que les services communaux. Si nécessaire, des points sont reportés à huitaine;
- au travers desdits avis, il est veillé à améliorer la qualité de la rédaction et le contenu des projets de décisions présentés;
- une attention particulière est portée sur le respect des plans adoptés que sont le plan de formation, le plan d'embauche, les plans de gestion et oxygène ;

Enfin, suite à l'adhésion au plan oxygène, le CRAC organise chaque trimestre une réunion de suivi du plan et analyse son respect en présence de la tutelle et de représentants de cabinets ministériels wallons.

Pour rappel, le Directeur financier remet également des avis dans les cas suivants :

e) CDLD L - article 1211-3 §1er - Membre du Comité de direction (CODIR)

Le Directeur financier est membre de droit et participe aux travaux et aux réunions du Comité de direction. Il collabore à sa préparation suivant les sujets exposés voire propose des sujets à examiner. Il intervient également par la présentation de sujets relevant de ses missions et compétences.

f) R G C C - article 12 - Membre de la Commission des Finances

Le Directeur financier collabore étroitement aux travaux de la commission et il remet en toute indépendance son avis sur le projet de budget et de modifications budgétaires.

4°) Données financières des services communaux

Aucun nouveau service n'a été créé. Pour le surplus, la situation communale globale a été évoquée supra.

La situation des entités consolidées est abordée ci-dessous.

4.1 Du Centre Public d'Action Sociale :

Comme en 2023, la situation financière du CPAS local est difficile, son équilibre est fragilisé principalement par l'impact de la cotisation de responsabilisation.

La Ville prend en charge le paiement des cotisations de responsabilisation du CPAS via le Plan OXYGENE, à charge pour le CPAS de participer au remboursement de sa part d'emprunt annuellement contractée.

4.2 De la Zone de police du TOURNAISIS

Pour rappel, la Zone de police du TOURNAISIS (ZP5316) englobe les communes d'ANTOING, BRUNEHAUT, RUMES et TOURNAI. Elle couvre une population de plus de 90.000 habitants. La Zone de Police ne bénéficie que de dotations fédérales, régionales et communales.

Le budget de l'exercice 2024 a été établi à hauteur de 34.156.724,97 €. La dotation communale a été fixée à 17.020.414,60 € en 2024, contre 16.868.680,98 € en 2023 et 12.507.649,86 € en 2022. Cette augmentation conséquente en 2023 résulte d'une stabilité des dotations communales pendant plusieurs années rendue possible par le puisement des réserves du boni du service ordinaire de la Zone.

Par ailleurs des investissements, via emprunts, dans les différents commissariats de la zone entraînent une augmentation de la charge annuelle. Une dotation complémentaire est versée pour un montant de 309.753,62 €. De plus, un subside fédéral pour le contrat de sécurité est encore versé à la ville mais rétrocédé à la zone (181.141,92 €).

4.3 De la Zone de secours de Wallonie picarde

Créée et rendue opérationnelle depuis le 1er janvier 2015, la zone comprend 19 communes. Le conseil de zone a arrêté (en équilibre) son budget du service ordinaire pour l'exercice 2024 pour un montant de recettes et dépenses de 41.959.966,61 €. La dotation communale s'élève à 1.809.715,56 € en 2024 contre 2.178.987,00 € en 2023 et 2.522.650,00 € en 2022. La diminution provient de l'intervention de la Province de Hainaut dans le financement de la zone.

Le budget du service extraordinaire a été arrêté à la somme de 1.922.000,00 €.

4.4 De la Régie autonome communale Stade Luc Varenne

La Régie communale a été créée en 2003 par délibération du Conseil communal des 31 mars et 26 mai 2003.

En séance du 27 mai 2024, le Conseil communal a approuvé les comptes annuels de 2022 qui se clôturent par un résultat positif de 118.723,64 € (boni) contre 392.628,43 € en 2021.

La Ville de TOURNAI intervient chaque année via une contribution de fonctionnement pour aider la Régie à faire face au poids de sa dette représentée par l'emprunt de rachat des infrastructures sportives (durée : 30 ans et échéance au 30/09/2033).

La contribution communale versée en 2024 était de 480.000,00 € pour 500.000,00 € en 2023. Dans le cadre des travaux de rénovation de la Maison de la Culture, les services communaux de la bibliothèque ont encore occupé en partie en 2024 les locaux au stade Luc VARENNE moyennant un loyer et le remboursement des frais d'énergie. Ils ont été remplacés par le service des archives communales suite aux travaux dans plusieurs bâtiments communaux dont principalement l'hôtel de ville dans le cadre de la P.I.V.

4.5 De l'intercommunale I P A L L E

Comme depuis le 1er janvier 2015, les intercommunales sont soumises à l'impôt des sociétés et afin d'éviter l'impact fiscal de la non déductibilité des taxes, un système de substitution prévu par un décret fiscal a été mis en place. Les cotisations annuelles doivent être versées pour au plus tard le 1er avril et le 1er octobre de l'exercice. Les cotisations liquidées en 2024 s'élèvent pour les parcs à conteneurs à 2.187.039,30 € et pour l'incinération des immondices à 875.673,70 € auxquelles s'ajoute une taxe de substitution de 68.710,00 € (parcs à conteneur) et de 187.621,32 € (UVE).

Suite au changement de législation en 2015, la ville de Tournai bénéficie chaque année d'un droit de tirage.

4.6 Des Fabriques d'église

Pas moins de 42 Fabriques d'église (40 catholiques et 2 protestantes) sur lesquelles depuis le 1er janvier 2015, le collège et le conseil communal exercent la tutelle sur les budgets, modifications budgétaires et les comptes.

En 2024, elles ont reçu un secours communal total de 978.638,51 €. Des subsides inscrits au service extraordinaire ont également été octroyés pour un montant de 1.198.907,04 € dont 1.100.000,00 € pour la fabrique d'église de Blandain.

4.7 Des régies communales ordinaires

4.7.1° De la régie communale de l'abattoir

Créée en 1980 par délibération du Conseil communal du 25 juin 1979 (approuvée par arrêté royal du 25 octobre 1979), la gestion communale (largement déficitaire) a été transférée par bail emphytéotique à une entreprise privée en 1999.

Actuellement plus aucune activité ne se déroule dans les installations.

La procédure de la mise en vente des installations entamée en 2019 n'a pas abouti si bien que les infrastructures seront mises à disposition des services techniques communaux.

Depuis fin 2013, tous les emprunts sont complètement remboursés.

De même, les immobilisés sont aussi complètement amortis depuis fin 2016.

Les comptes annuels de la régie jusqu'en 2023 ont été arrêtés par le conseil communal.

Tous les soldes des interventions communales dans les déficits ont été liquidés. Le collège communal doit décider de liquider administrativement et comptablement cette régie au 31/12/2024 sous réserve d'approbation de la Tutelle. Ses avoirs et infrastructures seront remis à l'administration communale et intégrés dans le bilan communal.

4.7.2°) *De la régie communale foncière*

La Régie foncière a été créée par décision du conseil communal le 07 avril 1967 (approuvée par arrêté-royal le 05 février 1968).

La plupart des biens immeubles bâtis sont gérés par le Logis tournaisien (Ilot des 7 FONTAINES) et l'Agence Immobilière Sociale a s b l suivant une convention ou un mandat.

La régie assure la gestion des bois communaux en collaboration avec l'administration régionale. Elle bénéficie ainsi du produit des mises à blanc mais assure les travaux de reboisement et autres.

Le produit de l'aliénation de certains biens immobiliers communaux bâtis ou non est versé au profit de l'encaisse de la régie.

Le 27 mai 2024, le conseil communal a arrêté le compte 2023 avec un bénéfice d'exploitation de 1.081.137,08 €, pour un montant de :

- recettes d'exploitation : 1.468.782,87 €
- dépenses d'exploitation : 387.645,79 €
- résultat d'exploitation : 1.081.137,08 €;

Le solde de la dette restant à rembourser au 31 décembre 2023 s'élève à 697.681,8741 € (12 emprunts). Le montant de ses liquidités se monte à 207.710,69 € (compte à vue) + 48.158,83 € (emprunts et subsides) + 1.505.161,86 € (compte de placement).

Elle ne bénéficie actuellement d'aucune intervention communale pour assurer son fonctionnement.

À noter en 2024, le passage à une nouvelle application comptable : Acropole.

4.7.3°) *Autres régies*

Pour rappel, la régie communale ordinaire des eaux et la régie communale de valorisation des énergies renouvelables ont été liquidées administrativement et comptablement au 31 décembre 2023.

4.8 Des A.S.B.L.

4.8.1°) *De la Maison des sports asbl*

L'ASBL gère les infrastructures intérieures et extérieures du Hall des Sports de Tournai et du Stade Jules Hossey.

Les comptes annuels de l'exercice 2023 de l'ASBL MAISON DES SPORTS ont été présentés au conseil communal du 18 novembre 2024 avec un boni de 37.818,10 € pour 33.939,78 € en 2022. La situation de la Maison des sports est largement positive, elle affiche un résultat positif cumulé de 389.540,54 €.

4.8.2°) *La Maison de la Culture asbl dite centre culturel transrégional*

Liée par un contrat programme, la Ville de Tournai accorde une contribution financière annuelle à la Maison de la Culture soit 464.100,00 € (+ 15.000,00 € pour la fabrique) en 2024. La Ville intervient directement pour diverses dépenses liées à l'infrastructure ou au personnel. Ces dépenses sont reprises dans la justification du contrat programme et permettent de respecter la parité avec la subvention accordée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Du personnel technique communal est toujours mis à sa disposition. Mais depuis plusieurs années, sont menées des opérations de transfert du personnel. Cette pratique sera poursuivie pour qu'à terme la Maison de la Culture soit autonome au niveau de la gestion de son personnel. Ce transfert entraîne chaque fois une compensation financière supplémentaire et augmente le montant de l'intervention communale.

49. Finances communales. Exercice 2024. Comptes annuels communaux. Arrêt.
--

Mesdames les Conseillères communales Ludivine DEDONDER et Eléonore VAN DEN BOGAERT sortent de séance.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Merci de me donner la parole. Juste une question, ça a été discuté lors de la commission, mais j'aurais souhaité quand même un complément d'informations dans le compte 2024. On a évoqué la vente de certains biens communaux, des immeubles. J'aurais souhaité savoir au niveau du collège quelle est la stratégie immobilière que vous mettez en place ? Je suppose que c'est quelque chose sur lequel vous avez déjà réfléchi, ça fait quand même 6 mois que vous êtes en place. Je ne doute pas que le travail est quelque chose d'important au sein du collège et la réflexion en ce qui concerne la stratégie immobilière est quelque chose qui vous occupe. Mais je pense qu'il serait important que l'on puisse s'y pencher et que vous puissiez en tout cas, je sais que ce n'est certainement pas, ce ne sera pas complet, mais que vous puissiez en tout cas nous donner les orientations du collège sur ce point."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Une femme peut faire deux choses en même temps."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"J'attends de voir."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Votre expérience, à mon avis, a été malheureuse antérieurement."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"Je ne sais pas, je ne peux pas comparer, je suis hyper fidèle Madame la Bourgmestre. Et donc, simplement sur la stratégie immobilière, vous dire que je pense que c'est important que le collège puisse en tout cas nous donner les orientations sur ce sujet. C'est quelque chose d'important et c'est là où je m'étais arrêté. Les finances communales, elles sont ce qu'elles sont et on a évoqué par l'entremise d'une personne de la majorité lors de cette commission ce qu'il en était et bien de cette stratégie que vous mettez en place. Et donc je souhaiterais si c'est possible, quelques éléments à ce sujet."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"C'est un travail de longue haleine d'élaborer la stratégie immobilière qui mobilise de nombreux services. On a des réunions tous les mois avec évidemment le service patrimoine, le service maintenance, le service bureau d'études, les représentantes de la prévention, donc le SIPP, également des personnes en charge plus de tout ce qui est consommation énergétique, enfin le conseiller énergie transmet les informations, la direction générale évidemment et pour l'instant ce qu'on est en train de faire, c'est collationner toutes les données pour l'ensemble des bâtiments. Donc il y a plusieurs centaines de bâtiments à Tournai."

A la fois ça paraît comme ça énorme, mais quand on se penche un petit peu sur le sujet, il y a évidemment les bâtiments sportifs, les bâtiments administratifs, les bâtiments scolaires, les salles socioculturelles et autres locaux qu'on a dans les villages. On a des anciennes maisons communales et puis on a énormément de bâtiments aussi qui sont parfois inoccupés. Donc à la fois ce travail se fait avec l'ensemble des services qui sont en train de collationner tout ça. Dans une base de données, on travaille aussi avec le service cartographie, voilà, je me disais bien que j'en oubliais, et qui collationne toutes les données. On a d'abord dû catégoriser les choses, collationner les données et puis, comme ça, on va pouvoir les analyser. En parallèle, je fais des visites de terrain de demi-journée complète avec à la fois quelqu'un du bureau d'études et à la fois une personne du service patrimoine pour aller visiter tous ces bâtiments. Se rendre compte de leur état de conservation ou de non-conservation, estimer si oui ou non, c'est possible de les réaffecter ou si ce sont des réaffectations qui sont trop coûteuses et donc on verra effectivement quels sont les bâtiments qu'on peut conserver et ceux qu'on ne peut pas conserver. Et puis, il y a aussi une volonté de pouvoir rationaliser les occupations. Il y a certains bâtiments qui sont occupés parfois seulement 3-4 heures par semaine. Et entretenir tous ces bâtiments pour la commune, ce n'est pas possible. C'est trop coûteux, ce sont des obligations, ce sont des toitures. Et donc, enfin pour prendre un exemple, il y a plein d'autres choses, il y a les mises en conformité, il y a les extincteurs enfin voilà.

Et en parallèle de tout ça, les services avaient finalisé le plan toiture, mais ils sont en train de réaliser un plan des techniques spéciales et également tout un travail au niveau des conformités. Et donc ce sont tous ces éléments qui vont nous permettre de pouvoir avoir vraiment une stratégie et puis après de la mettre en oeuvre et ça il faudra plusieurs mandatures pour le faire. Voilà. Donc, parce que j'entendais quand vous parliez que vous disiez il est temps de se mettre au travail, mais on s'est mis au travail il y a déjà plusieurs mois. Mais ce n'est vraiment pas quelque chose qui se fait d'un claquement de doigt. Et alors au-delà, je vais dire de nos exigences personnelles par rapport à la qualité de ces stratégies, il faut savoir qu'elle conditionne aussi le fait d'obtenir encore dans le futur des subsides UREBA donc des subsides de travaux qui permettent d'économiser l'énergie. Et là, c'est anecdotique, j'ai envie de dire par rapport à l'ensemble du travail qui est fourni, mais on a des directives par rapport à tous les documents et toutes les informations qui doivent être fournies pour que cette stratégie réponde à ce qui est demandé et pour vous donner une idée, il y a un masterplan avec 9 étapes et pour chaque étape, plusieurs documents à fournir. Donc c'est vraiment un travail qui doit se faire dans la durée et de manière transversale."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Quentin HUART** :

"J'entends qu'il y a un cadastre qui est fait, que ça va prendre plusieurs législatures. Vous avez évoqué le fait qu'il y avait tout un travail qui était mené, que dans ce travail il y avait le cadastre, mais pas que. Effectivement, il y a différentes étapes. Je vais m'arrêter sur le cadastre. Le cadastre est réalisé si j'entends ou en tout cas vous êtes en cours. Je pense que ce qui est quand même important, c'est qu'on puisse à un moment donné, vous avez beaucoup de réunions et j'entends, mais qu'on puisse quand même à un moment donné se positionner sur certains bâtiments. Et donc est-ce que vous allez prioriser ces interventions ? J'entends par là, comment est-ce que vous allez faire pour vous dire voilà par exemple travailler en silo ? En disant on va travailler sur toute l'infrastructure scolaire que sais-je pour essayer d'arriver à quelque chose de présentable et pas nous dire : "Ecoutez, voilà, il y a une centaine de bâtiments c'est un peu compliqué pour nous, vous savez, il y a différentes étapes". Est-ce que ce ne serait pas plus intéressant de pouvoir travailler, c'est une idée que je lance, mais vous êtes échevine, donc vous avez certainement plus de compétences que moi dans la matière, mais c'est de vous dire "tiens est-ce qu'on n'essaierait pas d'avancer sur tel domaine en ce qui concerne certains bâtiments pour essayer d'arriver avec des résultats sur est-ce qu'on les

garde ? Est-ce qu'on les vend ? Est-ce qu'on les rénove ?" Vous ne me donnez pas de délai, mais ce qui serait bien quand même, c'est que vous puissiez quand même nous donner des échéances parce qu'on parle un peu dans le vide. Vous nous dites qu'il y a un travail qui est réalisé, j'entends. Mais ce qui est bien c'est qu'on puisse aussi nous en tant que conseil communal se positionner et donc à partir de ce moment-là qu'on puisse avoir les idées claires et pourquoi pas dès lors travailler d'une certaine manière et pas d'une manière globale ?"

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Je vais rester agréable Monsieur HUART, mais il faut envisager un petit peu ce que ça représente comme travail. C'est un travail immense simplement parce que déjà, on n'avait pas jusqu'ici un listing partagé par les différents services des bâtiments qui appartiennent à la commune. Je ne sais pas s'il faut se rendre compte d'où on part. Et donc rien que ça, se dire on a tel bâtiment, à tel endroit, dans telle catégorie, avec telle adresse, ça, c'est déjà le début du travail qu'on réalise sur des centaines de bâtiments. Et puis après, et bien on regarde comment ils sont occupés ? Par qui ? Qu'est-ce qu'ils consomment ? Quels sont les travaux qui ont déjà été réalisés ? Parce qu'il y a des bâtiments sur lesquels on a déjà fait beaucoup de travaux et beaucoup de frais. Mais simplement ça, et bien, ce n'est pas quantifié, ce n'est pas listé parce qu'on n'a pas toutes ces données partagées. Cela prend un temps énorme pour les services de venir collationner toutes les données en plus de ce qu'ils font déjà au quotidien. Même si on leur dit c'est une priorité des priorités, c'est une tâche supplémentaire. Ils le font avec beaucoup de bonne volonté. Ils ont conscience de l'importance de le faire, mais il faut bien se dire que c'est quelque chose qu'ils font à côté de leur travail.

Et puis, sur toutes ces données-là, on va faire cette analyse parce que si c'est pour dire comme ça maintenant quand moi je fais mon tour toute seule avec les services : "ça on vend, ça on garde, ici vous vous déménagez, vous allez là, vous maintenant, vous vous mettez avec ceux-là". Alors on ne fait pas travailler les services. Et puis je fais une proposition au collègue et on dit c'est comme ça et c'est tout. Or, c'est vraiment ce qu'on veut éviter. On veut objectiver les choses et pour objectiver les choses, il faut se donner le temps de collecter ces données. Alors ça peut paraître très long six mois, mais ce n'est que six mois. Une mandature, c'est six ans. Le but, ce n'est pas que la stratégie immobilière soit finalisée à la fin de la mandature. Non, c'est une urgence absolue. Mais, moi je ne veux pas donner une échéance ici parce que d'une fois à l'autre, même si on donne des échéances courtes avec des objectifs aux services, il faut qu'ils puissent aussi faire ce travail de collation et parfois, ça prend plus de temps qu'on ne le pense.

Alors, par rapport au fait de présenter des résultats, aucun problème quand on aura finalisé la stratégie, il est évident qu'on la soumettra aussi à l'ensemble des membres du conseil. Je pense que c'est très important que tout le monde ait bien conscience de comment ces choix auront été arrêtés et objectivés. Parce que quand je dis qu'il faudra plusieurs mandatures pour le réaliser, je vais reprendre l'exemple des toitures. Il y a un plan de toitures qui a été réalisé par les services. Ils nous l'ont présenté au collègue, ils nous ont dit, voilà, et en plus une partie du collègue précédent a connaissance de ce plan, donc ils savent très bien de quoi je parle. Il y a trois catégories de toitures : les urgences, les moins urgentes et puis celles qui peuvent attendre. Les urgences, c'est celles qu'il faut faire dans l'année. Les moins urgentes, il faut les faire dans les trois ans et puis les autres ça peut attendre. En fait, simplement si on faisait toutes les toitures qu'il faut faire dans l'année, on épuise la balise budgétaire de la mandature. Ce n'est pas possible. Voilà. Et donc quand je dis qu'il faudra plusieurs mandatures pour le faire, on a bien conscience que rien que pour ce type de travaux, on va devoir les étaler et malgré les priorités, on va devoir faire des choix. Mais ça ce n'est que les toitures. Après on peut aborder les techniques spéciales, on peut aborder les conformités, on peut aborder les sanitaires dans les écoles. Monsieur BROTCORNE, chacun ses casquettes, chacun ses petites

marottes va dire : "attention, il y a les bâtiments patrimoniaux. Il faut absolument préserver tel et tel bâtiment". Et puis après Monsieur VANDECAVEYE va me dire pour le sport : "il faut pouvoir changer le revêtement de telle salle parce qu'on ne sait plus jouer au basket ou que sais-je". Et donc parmi toutes ces priorités, on va devoir faire des choix impérativement et on va devoir séquencer les choses. Et c'est aussi pour cela que c'est très important de les objectiver parce que des déçus, il va y en avoir. On ne saura pas faire autrement. Et donc il vaut mieux prendre le temps de faire les choses correctement que de faire ça vite vite et puis après ne pas pouvoir expliquer non plus pourquoi on a fait ces choix. Donc, une échéance, je ne vous en donnerai pas. Mais vous dire qu'on travaille, ça on le fait. Et on veut aboutir, ça c'est certain. Et s'il y a un échevinage spécifique sur les bâtiments et la stratégie immobilière, c'est pour pouvoir faire les choses à fond et en profondeur. Alors, ce n'est pas quelque chose de visible évidemment. Ce n'est pas à chaque fois qu'on fait une réunion qu'on peut faire une publication, mais pour autant, le travail est là et il se fait au quotidien."

Madame la Conseillère communale PS, **Laurence BARBAIX** :

"Simplement peut-être pour remettre un peu les choses dans le contexte. C'est vrai que le plan toiture avait déjà été initié lors de la précédente mandature. Donc l'état des toitures, on les connaît, l'état des bâtiments, on les connaît et on a un sommier donc voilà avec certaines informations quand même importantes en termes en tout cas de surface, etc. Mais il faut quand même rappeler qu'on a eu des plans de relance. Des plans de relance qui par je ne sais quelle idée peut-être un peu saugrenue, on souhaitait parfois faire de la rénovation énergétique avant de rénover le bâtiment lui-même. Donc on était subsidié et ça, il faut le savoir. On pouvait recevoir des subventions pour de l'isolation, par contre si la toiture était percée, vous deviez la laisser percer. Et je crois que c'est aussi ça qui a fait dans les différents plans de relance, c'est le fait de ne pas pouvoir choisir non plus ce qu'on pouvait faire ou ne pas faire. C'était des plans de relance qui étaient relativement ciblés, avec certains critères et finalement, et bien il nous manquait toujours le petit truc, les fonds nécessaires pour faire finalement un bâtiment à fond. On a malheureusement connu ça et on sait très bien que si on n'attaque pas tout partout en même temps, on se retrouve à faire des choses qui ne dureront pas parce qu'il y aura des dégâts par le vent, par la pluie, par l'humidité. Donc c'est vraiment très compliqué. Je pense que toute stratégie immobilière devrait pouvoir être soutenue avec une enveloppe globale par bâtiment plutôt qu'avoir du saupoudrage de plans de relance pour tel ou tel type de travaux."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Mais l'idée ici effectivement, c'est qu'on sache après pour chaque bâtiment ce qu'il faut faire de manière globale et que si on fait le choix de rénover un bâtiment, on puisse le faire complètement et pas par petit bout, ça c'est certain."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie et de la décentralisation locale;

Vu le règlement général portant la comptabilité communale;

Vu la circulaire budgétaire relative aux directives pour l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2023 et à l'élaboration et à l'actualisation des plans de gestion;

Vu la loi du 31 juillet 2017 visant la mise en place d'un système d'avances permanent sur le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Vu la circulaire du 18 octobre 2017 relative à la mise en place d'un système d'avances permanent sur le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Vu les changements dans la comptabilisation budgétaire des additionnels communaux au niveau de la comptabilité fédérale (en application de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2018 relatif à la fixation des modalités pratiques de transmission des budgets, des comptes et des données statistiques par les communes (arrêté pris à la suite du décret-programme du 17 juillet 2018);

Vu la circulaire relative à la compensation pour les communes qui ne prélèveraient pas la taxe sur les mines, minières et carrières en 2020 (modalités pratiques);

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2019 relatif à la publication d'une synthèse des budgets et comptes;

Considérant les chiffres des comptes communaux annuels de l'exercice 2024 établis par l'application comptable PHENIX à la suite des procédures de clôture;

Considérant que la Ville de Tournai a adhéré, pour la troisième année consécutive, au Plan régional wallon dit OXYGÈNE en vue d'obtenir un emprunt d'assainissement en 2024 d'une durée de 20 ans auprès du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) et d'un montant de 18.062.117,51 €;

Considérant qu'au cours de l'exercice 2024, l'inflation a engendré un saut d'index et une indexation des traitements et des allocations sociales;

Considérant le plan d'embauche arrêté par le collège communal en séance du 19 octobre 2023;

Considérant le plan de formation arrêté par le conseil communal en séance du 18 décembre 2023;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : d'arrêter aux chiffres présentés, les comptes annuels de l'exercice 2024 de la Ville :

Compte budgétaire :

	Recettes (droits nets)	Dépenses (engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	204.581.775,19 €	164.417.099,53 €	40.164.675,66 €
Service extraordinaire	142.137.702,68 €	145.883.328,20 €	- 3.745.625,52 €
	Recettes (droits nets)	Dépenses (imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	204.581.775,19 €	160.866.342,40 €	43.715.432,79 €
Service extraordinaire	142.137.702,68 €	67.056.307,94 €	75.081.394,74 €

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/mali
Résultat d'exploitation	158.848.183,08 €	165.125.208,95 €	- 6.277.025,87 €
Résultat exceptionnel	24.716.765,97 €	12.495.090,62 €	12.221.675,35 €
Résultat de l'exercice	183.564.949,05 €	177.620.299,57 €	5.944.649,48 €

Comptabilité générale (BILAN) :

Total actif/passif : 843.489.068,53 €.

Résultats globalisés : 161.252.597,87 €.

Réserves : 25.861.381,99 €;

Article 2 : d'arrêter l'utilisation d'une provision pour risques et charges (00066/998-01) à hauteur de 4.000.000,00 € suite à la diminution de l'utilisation du droit de tirage de l'emprunt relatif au plan oxygène 2024;

Article 3 : de transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

50. Finances communales. Exercice 2025. Première modification budgétaire. Arrêt.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MASURE sort de séance.
Mesdames les Conseillères communales Ludivine DEDONDER et Eléonore VAN DEN BOGAERT rentrent en séance.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"J'interviens dans le cadre de cette modification budgétaire afin de vous sensibiliser sur l'impact de votre décision d'éliminer purement et simplement le projet phare de l'ensemble des projets de la politique intégrée des villes. Je parle ici, bien entendu de l'aménagement de la rue des Clairisses et de Saint-Piat. L'un des éléments essentiels du plan d'actions établi dans le cadre de la politique intégrée des villes était la définition d'un quartier prioritaire. Le choix de celui-ci répondait à une série de critères socio-économiques, urbanistiques exigés et validés par le Gouvernement wallon. L'objectif était d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, notamment en matière de logement, de mobilité, de patrimoine et d'énergie. D'autre part, je suis surpris de l'attitude de notre ancien partenaire qui avait fait de ce projet une priorité. En effet, je me souviens que de nombreuses réunions citoyennes des habitants du quartier avaient été organisées. Ils avaient d'ailleurs arpenté les rues du quartier et avaient ainsi pu donner leur avis, en tout cas pour la plus grosse partie du projet. Comment leur expliquer maintenant que le projet était un mauvais projet, des dires de Madame la Bourgmestre lors de la réunion de commission. Question : en choisissant de renoncer à l'aménagement de la rue Saint-Piat et des Clairisses, axe essentiel en partie basse du quartier, là où se concentre l'essentiel des questions socio-économiques citées dans le dossier pour privilégier celui du réaménagement du parc Georges Brassens et du square Marie-Louise, le collège communal ne s'éloigne-t-il pas des critères qui ont fondé le choix du quartier prioritaire ? Ce choix a-t-il été validé par les services de la Région wallonne ?"

Madame l'Échevine Écolo, **Coralie LADAVID** :

"Simplement rappeler que le budget a dû être revu à la hausse. Il a dû être doublé par rapport aux prévisions initiales et donc on ne sait pas tout faire dans la PIV si les projets doublent au niveau de l'estimation budgétaire. Et donc il faut pouvoir faire des choix parce qu'on a des augmentations importantes, notamment dues à l'après-Covid et à la guerre en Ukraine. On le sait bien, il y a beaucoup de matériaux de base qui ont augmenté. Et donc à un moment donné, avec la même enveloppe, on ne sait pas faire le même nombre de projets. Il a fallu faire des choix. Après sur ce projet spécifique, vous savez comme moi, comment il a été mené et effectivement, on a fait une participation citoyenne. On a demandé l'avis des personnes. Le projet a été réalisé après par les services techniques. Et ça a été présenté au collège sans avoir eu de présentation préalable auprès des habitants pour valider les choses et pour être sûr que ça correspondait à ce qui avait été dit au préalable. Dans une participation citoyenne, je l'ai toujours dit, quand vous étiez au collège avec moi et je continue à le dire, il y a des étapes dans le processus et on demande d'abord préalablement et puis après. Et donc, c'est comme ça que ça a dû être fait. Pourquoi ? Parce qu'on était pris par les timings. Et vous le savez très bien, la PIV, c'était des timings très serrés et on a été pris

par les timings. Ce projet, on l'a présenté avant, je l'ai présenté avec vous auprès de la population, un projet qui était ficelé, qui ne pouvait pas bouger, étant donné les contraintes budgétaires et les contraintes de temps. Et à ce moment-là, on a eu beaucoup de remarques. Vous étiez avec moi à la séance d'informations. On a eu beaucoup de remarques des habitants. Il n'empêche qu'on pensait que ça allait quand même améliorer le quartier et on a continué à croire à ce projet. Mais à partir du moment où les budgets explosent, on ne peut pas continuer à faire l'ensemble des projets. Il a fallu faire des choix. Et ce choix a été fait pour ne pas être au détriment d'autres choses qui étaient déjà beaucoup plus avancées, comme la rénovation de l'hôtel de ville, comme les aménagements de parcs auxquels on tenait aussi. C'était un choix qui était important, mais qui correspondait aussi à un budget très important. Et donc ça permettait de faire l'ensemble des autres projets si on supprimait uniquement ce projet-là."

Madame l'Échevine Écolo, **Caroline MITRI** :

"Je rappellerai, et vous le savez Monsieur ROBERT, qu'on a un impératif d'avoir 35 %. La balise, c'est 35 % des dépenses qui sont consacrées à des projets de rénovation énergétique. Or, on sait que c'est une balise vraiment indispensable et qui, quand on gardait le projet de la voirie Saint-Piat, on n'était pas sûr de l'atteindre non plus. Donc ça fait partie aussi des éléments qui ont motivé ce choix. Alors suite à cette décision, on est allé chercher dans le programme de réserve, vous le savez le musée d'Histoire naturelle. Mais donc c'est tout à fait cohérent. L'évolution des projets a été présentée en comité, je ne sais plus maintenant si c'est pilotage ou accompagnement, j'aurais peur de me tromper sur le terme. Mais à la Région, qui est donc bien consciente, a bien validé le fait qu'on avait été repêché ce programme de cette action du programme de réserve et qu'on abandonnait la voirie Saint-Piat."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Cette modification budgétaire, que vous nous avez présentée en commission, est assez technique, ne donne pas encore véritablement de lignes directrices que vous voulez tenir étant donné que de nombreux projets sont encore l'oeuvre de l'ancienne majorité. Les dossiers PIV, pour lesquels nous avons été chercher énormément de subsides, sont encore présents. Cependant, je me permets de vous rappeler que ces dossiers doivent être clôturés pour 2026. Si tel n'était pas le cas et si les projets n'étaient pas clôturés, vous risqueriez non seulement de devoir rembourser les subsides, mais vous seriez obligés aussi de terminer les travaux sur fonds propres. Ce serait donc la double peine.

J'avais fait toute une série de petites choses par rapport au dossier de la rue Saint-Piat. Effectivement, c'est un dossier qui était quand même très important, c'était même le dossier phare. C'était aussi un dossier qui remettait en valeur un quartier historiquement défavorisé. Vous le mettez à la poubelle, j'entends que c'est pour des raisons budgétaires. Mais je peux parfois aussi m'étonner que vous aviez par contre laissé d'autres dossiers dans ce cadre-là. Notamment le Shoe Discount que vous avez, vous, souvent critiqué quand vous étiez dans l'opposition. Et très honnêtement à choisir, j'aurais préféré que vous abandonniez celui-là, car vos critiques à l'époque n'étaient pas tout à fait dénuées de bon sens quant à son coût final et à sa réelle attractivité.

Nous serons donc très attentifs quant à l'évolution de ce dossier en termes d'octroi de subsides, car si vous deviez en être privés, ce serait de la folie de le continuer. Si l'attractivité n'a pas de prix pour certains, elle risque néanmoins d'avoir un coût.

Au conseil de police, je vous ai demandé si vous aviez toujours l'intention de remettre la foire sur la Grand-Place auquel cas je vous ai dit que j'accorderai une attention très particulière à l'aspect sécurité. La foire d'aujourd'hui n'est plus la foire d'il y a 30 ans et ce genre de manifestation se doit d'être analysée avec les nouveaux codes. Les manifestations publiques deviennent de plus en plus des cibles pour des excités en tout genre. Les actes de déséquilibres se multiplient. Et nous en avons été témoins, notamment à La Louvière, mais aussi dans de nombreux autres pays européens, dont plusieurs frontaliers. Or, sécuriser la Grand-Place, de par sa configuration, est autrement plus difficile que de sécuriser la plaine des Manoeuvres. Vous avez prévu, vous nous l'avez dit en commission, l'achat de herses pour un montant de 90.000 euros, ce qui laisse à penser que votre objectif est bien de la ramener sur la Grand-Place. Je respecte bien évidemment votre choix argumenté par certains éléments. Par contre, je m'étonne que votre échevine de l'attractivité, après s'être épanchée sur Facebook sur la philosophie de la démocratie, indique voici six jours que la foire restera à la plaine des Manoeuvres. Avouez que ça fait un peu désordre. En terme musical, j'ai parfois l'impression qu'il y a quelques fausses notes dans l'interprétation du Boléro. Aussi, Madame la Bourgmestre, pouvez-vous me dire si ces 90.000 euros sont bien destinés à sécuriser la foire sur la Grand-Place ?

Au niveau des autres montants, je ne m'épancherai pas spécifiquement sur l'ensemble de ceux-ci. Par contre, je ne vous cache pas qu'un montant m'a fait tiquer. En effet, un montant de 20.000 euros est inscrit en modification budgétaire pour concevoir une nouvelle charte graphique. Je n'y vois pas beaucoup l'intérêt dès lors que la charte actuelle n'est quand même pas si ancienne et elle me semblait acceptée par tout un chacun. Dépenser 20.000 euros pour ce genre de projet m'apparaît être une gabegie à l'heure où vous saignez le monde associatif en leur réclamant des sommes exorbitantes en matière de location et de prêt de matériel. Je ne vois pas l'intérêt de renouveler cette charte graphique, à moins que celle-ci ne vous rappelle trop les anciens dirigeants, ce qui justifierait votre position. On ne parlerait pas de chasse aux sorcières, mais tout simplement du syndrome du gorille.

Au niveau de l'ordinaire, on a bien compris que le CRAC vous demandait d'emprunter un montant de six millions d'euros pour le plaisir d'emprunter puisqu'on ne sait pas ce qu'on en fera, mais autant les prendre pour éviter que la Région ne les reprenne. Sachant que le CRAC est une tutelle régionale, on est quand même ici en plein surréalisme à la Belge. Magritte, sortez de ce corps. Cette critique ne vous est pas destinée, mais vise bien évidemment le Gouvernement wallon où l'on peut se demander si le capitaine et ses matelots ne sont pas des enfants de chœur.

Madame la Bourgmestre, Monsieur BROTCORNE, il serait temps d'aller interroger vos relais politiques, si vous en avez, pour leur demander une bonne fois pour toutes ce que la Région envisage pour le plan Oxygène. Je partage par contre votre constat quand vous regrettez que le critère population soit trop prépondérant dans l'alimentation du fonds des communes. Tournai a des spécificités qui sont rarement prises en compte comme l'étendue de son territoire, ses kilomètres de voirie ou encore sa proximité avec la frontière. C'est un combat que nous devons tous mener.

Vous aurez compris que nous avons un regard critique et une attitude vigilante vis-à-vis de cette modification budgétaire. Vous aurez aussi compris que nous vous demandons d'être proactifs pour éviter de perdre les subsides, devoir les rembourser ou, pire, devoir clôturer, déchanter, commencer sur fonds propres parce que vous n'auriez pas respecté les délais. Nous allons donc être conséquents avec nous-mêmes. Nous avons voté votre budget, nous voterons donc votre modification budgétaire, mais ça ne veut pas dire qu'on va vous donner un blanc-seing pour l'avenir."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je vais répondre à quelques éléments de votre intervention dont malheureusement parfois il faut parler un peu plus fort. Je veux bien que vous recommenciez, mais parfois vous avez un ton confidentiel et on doit tendre l'oreille en disant "qu'est-ce qu'il raconte ?" Oui, vous pouvez. Avec l'accord de tout le monde. Bon, on ne va pas exagérer. En ce qui concerne le paiement des factures, j'ai bien des dossiers dont je pourrais vous parler. On peut aussi faire une réunion de commission rien que pour ça, si vous voulez, qui viennent de l'ancienne mandature que vous avez dirigée et qui malheureusement ont obligé la Ville et nous aussi en particulier, en conséquence de tout cela, à payer des sommes par voie d'emprunt, éventuellement par voie de fonds propres, parce que le temps de la subsideation était écoulé en raison du fait que les factures ont été adressées tardivement.

Je prends l'exemple de la rénovation de Tournai Expo, je prends l'exemple du Carré Janson pour ne citer que ceux-là. Alors, pourquoi à un moment donné, y a-t-il des choix dans un portefeuille ? Donc le portefeuille de la PIV, je vous l'ai dit en commission, je ne vais pas m'attarder et m'appesantir, c'est que nous avons cherché à faire des glissements entre les dossiers pour obtenir, à l'intérieur de l'enveloppe générale, un taux de subsideation le plus élevé possible. Donc, c'est une optimisation et un choix par rapport à certains dossiers. Vous parliez du Shoe Discount et du fait que vous êtes étonné que ce dossier ait été choisi. Ce n'est pas à moi que vous allez expliquer que dans une coalition, il y a des choses qui se font et qui permettent à la coalition, en tout cas aux membres qui la composent, d'exprimer leur point de vue et leur politique en toute liberté. Et c'est ce choix-là qui a été fait. Bien sûr, nous sommes dans une course contre la montre. Vous étiez déjà vous-même, pour avoir commencé parfois assez tardivement, certains dossiers dans le même genre de course. Et je viens d'en parler sur les conséquences malheureuses, mais j'ai dit et répété à tout le monde que je n'avais pas l'intention de commencer à délier les cordons de la bourse si le dossier n'était pas suffisamment mûr afin de parvenir à bon port, facturé en temps voulu, en fonction de la période de subsideation telle que renseignée par les pouvoirs subsidants. Donc ça c'est bien clair.

Alors, concernant les herses et la foire. Je vais quand même, sous le contrôle de l'échevine ici présente, vous expliquer que ce qu'elle a dit n'est pas quelque chose de définitif. C'est quelque chose de ponctuel dans le temps pour la bonne et simple raison que nous avons des travaux, vous l'avez remarqué, à la rue Saint-Martin. Et bien entendu, la Grand-Place, dans sa circulation, est sans doute un peu perturbée par la présence de la base de vie de chantier et du commencement de ses travaux et donc évidemment, ne permet pas avec l'aisance nécessaire d'installer un champ de foire à cet endroit. Et même plus tard, nous aurons aussi des problèmes parce que nous voulons faire la reconfiguration de la plaine des Manoeuvres et que durant les travaux qui vont s'inscrire à cet endroit, il faudra de toute façon trouver un endroit pour placer, pour positionner les éléments forains. D'ailleurs, je vois que Madame l'Échevine veut intervenir. Je lui donne tout de suite la parole."

Madame l'Échevine Écolo, **Coralie LADAVI** :

"Mais je crois que ce à quoi vous faites référence, Monsieur DELANNOIS, c'est la présentation du projet de la plaine des Manoeuvres. Et vous le savez très bien que la plaine des Manoeuvres a été élaborée en imaginant pouvoir mettre la foire sur le site. Le permis d'urbanisme qu'on a déposé, est un permis d'urbanisme que vous connaissez avec quelques modifications qu'on a dû faire pour des questions de mobilité. Mais effectivement on a travaillé le projet pour qu'à l'époque, les forains puissent s'y retrouver. Et aujourd'hui, ce projet est toujours pensé pour que les forains puissent s'y retrouver. Après, est-ce que dans le futur, les forains y seront toujours à long terme ? Je ne sais pas vous dire, mais aujourd'hui, en tout cas, ce projet est pensé pour que les forains puissent y être. Voilà, et ça, vous le savez mieux que moi."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Ceci étant dit, je poursuis. Vous avez parlé de la charte graphique et vous savez vous-même qu'un groupe, que vous avez mandaté dans la précédente mandature, a réfléchi à l'identification, en tout cas en termes d'oriflamme ou de drapeau qui représenterait la ville. Il y a une recherche ou en tout cas une créativité qui s'est déjà invitée entre guillemets dans votre mandature au sujet d'éléments d'identification de la ville. Alors je crois que mettre cela en rapport avec, comme vous le dites, je reprends vos termes, les sommes exorbitantes que nous réclamerions aux associations, je vous invite quand même à vous remémorer que j'ai déjà expliqué plusieurs fois, et je vais encore le faire, qu'en 2025, nous adoptions une période de transition qui consistait à maintenir les tarifications existantes préalablement pour l'ensemble des associations et ou demandeurs d'aide, de soutien matériel ou financier de la Ville. Donc, ce n'est qu'en 2026 que nous allons aborder une nouvelle grille tarifaire qui doit être finalisée tout bientôt par nos chefs de cabinet, j'en ai déjà parlé, et sur laquelle le collège va se pencher. Alors, là, je ne résiste pas. Nous gagnons un peu de temps par le fait de ne pas exposer, ce qui n'est pas un problème, j'aurais bien voulu, donc j'ai le temps, mais le syndrome du gorille, mais ça c'est extraordinaire. Donc le syndrome du gorille, alors vous avez plusieurs choix possibles, il y en a trois. C'est ce que j'ai dit, je vais aussi parler plus fort, le syndrome du gorille. Donc, c'est le syndrome du bras du gorille qui désigne la fatigue et l'inconfort ressenti par les utilisateurs lors d'interactions prolongées avec des écrans tactiles verticaux. Je ne sais pas si ça vous est déjà arrivé, mais bon voilà, je vous renseigne. Alors il y a aussi le syndrome du gorille barré qui est une maladie rare dans laquelle le système immunitaire attaque les nerfs périphériques. J'espère que oui, c'est ça probablement. Non, non, je vous assure, je vous assure que c'est tel quel, du gorille barré et alors effectivement, vous avez raison, il y a le brave qui a trouvé et identifié cette maladie que vous connaissez."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Vincent BRAECKELAERE** :

"C'est le syndrome de l'abruti."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Non, moi je ne serai pas aussi sévère que vous l'êtes ! Donc vous avez la leçon du gorille qui est une leçon psychologique qui est contre-intuitive. Nous croyons que c'est par manque d'attention que nous ne voyons pas quelque chose alors que c'est au contraire parce que nous sommes trop attentifs comme vous au gorille, qui vous est cher, trop attentifs à une chose que nous n'en voyons pas une autre. Et l'autre c'est quoi ? C'est l'ensemble du portefeuille de la PIV. Et je trouve que vous centrez votre attention d'une manière insistante sur ce visage représentant un gorille. Donc au fond la leçon du gorille, la leçon psychologique, qui vous convient le mieux selon moi. On n'est pas obligé d'en discuter ici pendant des heures. On peut aussi faire des petits rendez-vous en tête à tête. J'ai d'ailleurs plusieurs choses à vous dire concernant d'autres dossiers. Et donc, voilà un petit peu pourquoi je crois qu'il ne faut pas se focaliser sur la mise au vert de cet animal pendant quelque temps et qu'il faut essayer plutôt de se focaliser sur les dossiers du conseil communal. Et notamment leur finalisation le plus rapidement possible dans un intérêt général qui est l'intérêt qui a été réorienté par la nouvelle équipe collégiale, ce que vous pouvez comprendre puisque vous le dites vous-même. Mais donc allez jusqu'au bout de la compréhension disant : "oui, voilà, ils ont décidé. Je ne suis pas d'accord, je fais autre chose, j'ai envie d'autre chose, j'ai envie qu'on remette mon gorille et cetera." OK. Mais attention à la leçon du gorille."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je vais finir par me faire engueuler parce que je vote positivement la modification budgétaire. Mais en tout cas j'entends bien que vous avez troqué la rue Saint-Piat pour le Shoe Discount parce qu'Écolo vous l'a demandé. Une partie de la majorité, vous savez que je ne suis quand même pas tout à fait naïf, je peux vous le garantir, je trouve que c'est assez regrettable parce qu'effectivement il y avait quand même eu des participations citoyennes de toute une série de choses qui avait été faites et cetera et cetera. Par rapport aux subsides, tout ce que je vous donne ici, c'est simplement un conseil. Je ne suis pas ici en train de faire un procès d'intention. Je vous dis simplement : "il faut faire très attention parce qu'il y a des délais". Ces délais sont là et je vous ai rappelé, et c'est la raison pour laquelle si j'ai une certaine expérience que vous pouvez si je peux me m'exprimer, donc je disais simplement que si à un moment donné, je vous donne le conseil, c'est effectivement, vous me dites que je suis passé par là. Bien oui, donc d'autant plus, écoutez-moi, je vous dis simplement qu'il y a des dossiers qui risquent peut-être de passer à la trappe. Et s'il y en avait un qui ne devait pas me semble-t-il passer à la trappe, c'était Saint-Piat parce que c'était vraiment l'épine dorsale du dossier qui avait été présenté à l'époque à la Région wallonne. Alors oui, effectivement, comme on prenait 2-3 places de parking, je suppose que ça fait hurler les uns et les autres et certains ont fait un peu comme le gorille, ils se sont très vite débinés une fois qu'ils ont entendu certaines critiques. Le Shoe Discount, nous en reparlerons plus tard, mais je n'ai toujours pas ma réponse par rapport à la foire. Il est indiqué noir sur blanc sur un post de l'échevine de l'attractivité, la foire conserve son emplacement. Vous mettez aujourd'hui 90.000 euros pour des herses en termes de sécurité pour justement faire en sorte de, c'est ce que vous m'avez dit quand même en commission, les 90.000 euros, c'était pour sécuriser. En commission, oui, mais notamment ça veut dire que quelque part la foire se retrouve sur la Grand-Place, oui ou non ? Ce n'est quand même pas difficile. Vous me dites oui, vous me dites non."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je vous le dis qu'elle soit d'un côté ou de l'autre, sauf erreur de ma part, qu'en raison des travaux de la rue Saint-Martin, en raison des travaux sur la plaine des Manoeuvres, nous n'allions pas immédiatement placer la foire sur la Grand-Place. Les herses, j'ai expliqué qu'en cas justement de placement, nous avions donc notamment pour cet élément-là, parce qu'il y a aussi le carnaval par hasard, il y aussi d'autres événements qu'il faut sécuriser et dans lesquels, par exemple le marché de Noël, nous avons chaque fois des blocs de béton ou des voitures qu'il faut déplacer, ce qui fait toute une organisation invraisemblable. Donc ces charmantes herses vont servir à d'autres circonstances."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Si ce n'est que lorsque je vous ai posé la question en conseil de police, vous m'avez dit : "nous allons les acheter pour mettre la foire sur la Grand-Place". Et je lis simplement le poste de Madame l'Échevine. Mais que les choses soient claires, que vous la mettiez à tel endroit ou à tel endroit, je m'en fiche. La seule chose, c'est de savoir où. Et ça je n'ai jamais ma réponse parce que suivant ... C'est où ? Oui ou non sur la Grand-Place ? La question elle est là."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Mais sur la Grand-Place. Un jour, elle viendra sur la Grand-Place. Mais on ne va pas aller la mettre, donc je suis fatiguée de vous le dire."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Un jour mon prince viendra."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Écoutez dans certains cas, c'est désespérant en effet."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Alors par rapport à la charte graphique. Effectivement par rapport au drapeau, j'avais effectivement reçu toute une série d'éléments sous l'ancienne législature. Mais ça ne nécessitait pas, me semble-t-il, de changer toutes les chartes graphiques. A l'époque, on m'avait simplement demandé de présenter un nouveau drapeau mais on ne m'avait pas fait part à l'époque de mettre toute la charte graphique vis-à-vis de ce drapeau. Bon, qu'importe."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"On verra l'évolution du dossier, c'est une ligne budgétaire et donc il faut voir comment les choses vont évoluer. D'abord, pour ce qui concerne le drapeau, il y a toute une procédure très compliquée pour officialiser un drapeau. Et cette procédure va évidemment être entamée, elle prendra un certain nombre de mois et entre-temps, nous verrons comment nous incluons ça dans l'identité de la ville. On verra après s'il faut aussi utiliser la ligne budgétaire pour dépenser de l'argent alors qu'il y a d'autres priorités et voir comment tout ça va vivre. Il ne faut pas en faire quelque chose de péremptoire et de définitif. Je comprends vos comparaisons, mais je vous dis comparaison n'est pas raison, c'est tout."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Admettons quand même que je peux encore poser des questions pour avoir des éclaircissements ? On a vraiment l'impression que chaque fois qu'on pose une question ici, vous vous sentez, peut-être pas vous personnellement mais les membres de votre collège, systématiquement comme si vous étiez agressés. Moi, je n'agresse personne, je vous dis simplement qu'il y a des choses qui me paraissent parfois poser problème. La raison pour laquelle on pose des questions, et encore une fois, je vous dis le choix que vous avez fait par rapport à Saint-Piat et au Shoe Discount, ça m'étonne."

Par 36 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 voix contre (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu le plan de gestion actualisé en séance du 27 juin 2022 par le conseil communal pour la période 2023-2027;

Vu la circulaire budgétaire du 14 juin 2024;

Vu l'arrêt du budget communal de l'exercice 2025 par le conseil communal du 17 février 2025;

Vu le premier projet de modification budgétaire présenté au collège communal du 10 avril 2025;

Considérant la présentation des projets de la première modification budgétaire pour l'exercice 2025 au Centre régional d'aide aux communes (CRAC) le 24 avril 2025;
Vu l'arrêt de la première modification budgétaire de l'exercice 2025 par le collège communal du 8 mai 2025;

Vu la transmission du dossier au directeur financier en date du 9 mai 2025;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires;

Attendu la génération et l'envoi par l'outil eComptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles;

Considérant que le poids des dépenses de personnel représente 40,3 % du montant total des dépenses estimées de l'exercice 2025;

Considérant que le poids des dépenses de fonctionnement représente 12,5 % du montant total des dépenses estimées de l'exercice 2025;

Considérant que le poids des dépenses de dette représente 15,3 % du montant total des dépenses estimées de l'exercice 2025;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 36 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 voix contre (le groupe PTB);

DÉCIDE :

Article 1er : d'arrêter, comme suit, les modifications budgétaires de l'exercice 2025/1 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	157.121.121,77 €	25.477.891,60 €
Dépenses totales exercice proprement dit	156.140.094,13 €	38.574.723,64 €
Boni / Mali exercice proprement dit	981.027,64 €	- 13.096.832,04 €
Recettes exercices antérieurs	40.577.475,37 €	9.998.245,81 €
Dépenses exercices antérieurs	632.932,52 €	11.427.109,39 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	15.781.015,43 €
Prélèvements en dépenses	2.396.395,01 €	852.921,66 €
Recettes globales	197.698.597,14 €	51.257.152,84 €
Dépenses globales	159.169.421,66 €	50.854.754,69 €
Boni / Mali global	38.529.175,48 €	402.398,15 €

2. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	11.404.365,00 €	MB1 cours d'approbation
Subsides aux Fabriques d'église	1.094.800,00 €	MB1 cours d'approbation
Zone de Police	17.360.822,89 €	MB1 cours d'approbation
Zone de Secours	1.975.000,00 €	MB1 cours d'approbation

3. Budget participatif : oui

00027/124-48 et 00027/332-02 au budget ordinaire pour 1.000,00 € et 22.500,00 €
00027/725-60-20250081, 00027/743-98-20250127, 00027/744-51-20250128, et
00027/741-52-20250012 au budget extraordinaire pour 17.700,00 €, 2.000,00 €, 25.500,00 € et 1.300,00 €.

Article 2 : de transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

51. Finances communales. Exercice 2025. Zone de police du Tournaisis. Dotations principale et complémentaire. Correction. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré (SPI), structuré en deux niveaux;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque commune de déterminer sa contribution à la zone de police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la loi organisant un service de police intégré;

Considérant qu'en séance du 26 novembre 2024, le conseil de la zone de police du Tournaisis a arrêté le budget pour l'exercice 2025;

Considérant que le budget devrait être approuvé par arrêté du gouverneur du Hainaut;

Considérant que la zone de police du Tournaisis sollicite, en 2025, une dotation principale de 17.360.822,89 € et 306.487,15 € comme dotation complémentaire (participation à raison de 85,42 % et au loyer à verser par la zone de police);

Considérant que la dotation principale subit une augmentation de 2 % par rapport à la dotation de 2024;

Considérant que le collège communal du 30 janvier 2025 et le conseil communal du 17 février 2025 ont approuvé une dotation principale de 17.360.822,29 € au lieu de 17.360.822,89 €;

Considérant que la différence de 0,60 € a été ajoutée à la MB1 2025;

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi organisant un service de police intégré, la délibération sera envoyée pour approbation au gouverneur de la province;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'accorder, pour l'exercice 2025, au bénéfice du service ordinaire du budget de la zone de police (pluricommunale) du Tournaisis (Antoing — Brunehaut — Rumes — Tournai — zone de police 5316) :

- une dotation communale principale d'un montant de 17.360.822,89 € au lieu de 17.360.822,29 € (article 330/435-01);
 - une dotation communale complémentaire d'un montant de 306.487,15 € (article 33001/435-01),
- soit un total de 17.667.310,04 €.

52. Finances communales. Taxe de répartition sur les carrières. Exercice 2025. Arrêt.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution;

Vu les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et L1133-2, L3131 § 1er 3°, L3132-1 et L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD);

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la circulaire du 30 mai 2024 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2025;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Considérant le plan de gestion réactualisé pour la période 2023-2027, approuvé par le conseil communal en sa séance du 27 juin 2022;

Considérant les déclarations des entreprises soumises à ladite taxe, reprenant le nombre de tonnes extraites en 2024;

Considérant la communication du dossier au directeur financier faite en date du 10 avril 2025 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'arrêter comme suit les termes du règlement relatif à la taxe communale sur les carrières et sablières :

Article 1er : La taxe communale sur les carrières et sablières, pour l'exercice 2025, est levée à concurrence de trois cent seize mille trois cent vingt-six euros septante-cinq cents (316.326,75 €).

Article 2 : La taxe est répartie entre les entreprises exploitantes au prorata du tonnage de pierres et de sable extraits dans la commune au cours de l'année antérieure à l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est due solidairement par l'entreprise exploitante et par le propriétaire du ou des terrain(s).

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 5 : En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance fixée à l'article 4, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais seront recouvrés de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

Article 6 : L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de 30 jours à compter de 3 jours après la date d'envoi. À défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraînent l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon une échelle dont les graduations sont les suivantes :

- 10 pour cent pour le 1er enrôlement d'office;
- 50 pour cent pour le 2e enrôlement d'office;
- 100 pour cent pour le 3e enrôlement d'office;
- 200 pour cent à partir du 4e enrôlement d'office.

Article 7 : Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a une 2e infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance depuis plus de trente jours au contrevenant, à travers la notification prévue à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'application de la sanction concernant l'infraction antérieure.

Article 8 : Pour apprécier la récurrence de la taxation, il y a lieu de remonter jusqu'au premier exercice fiscal au cours duquel la taxe a été établie, peu importe que les taxations se soient faites sur base de différents règlements qui se sont succédé au fil du temps.

Les infractions antérieures sont négligées si aucune infraction en la matière n'est sanctionnée pour les trois derniers exercices d'imposition qui précèdent celui pour lequel la nouvelle infraction doit être pénalisée.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 10 : Le traitement de données à caractère personnel collecté dans le cadre de l'établissement et du recouvrement de la taxe prévue par le présent règlement s'effectuera conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Article 11 : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 12 : Le présent règlement entrera en vigueur après l'accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

53. Plan de cohésion sociale. Rapport financier 2024. Approbation.

Madame la Conseillère communale Emeline PETIT sort de séance. Madame la Conseillère communale Marie-Christine MASURE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu les décrets des 21 et 22 novembre 2018 relatifs au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Considérant le plan de cohésion sociale 2020-2025 approuvé par le conseil communal en séance des 28 mai 2019 et 21 octobre 2019;

Considérant les conventions de partenariats conclues avec les ASBL LA MAISON DES FAMILLES, le SERVICE DE SANTÉ MENTALE DU TOURNAISIS et l'AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI, dans le cadre de l'article 19 du décret du 22 novembre 2018 et approuvées en séance du 29 juin 2020 par le conseil communal;

Considérant les conventions de partenariats conclues avec les ASBL ANAMA, LA RESSOURCERIE — LE CARRÉ, LE COMITÉ SAINT-JEAN et VIE FÉMININE, dans le cadre de l'article 20 du décret du 22 novembre 2018 et approuvées en séance du 29 juin 2020 par le conseil communal;

Considérant le courrier du 20 mars 2023 qui rappelle les dispositions du décret précité et qui l'informe que, pour l'année 2024, une subvention de 495.464,58 € lui a été accordée par voie d'arrêtés ministériels dans le cadre du plan de cohésion sociale d'une part et de 33.590,71 € dans le cadre de l'article 20 du décret, d'autre part;

Considérant qu'il n'y a pas de création ou modification d'action;

Considérant que des sanctions sont applicables en cas de non-respect des obligations inscrites dans le plan, dont, à titre d'exemple, la non-désignation du chef de projet (- 20 %), le non-respect de ses qualifications et de son temps de travail (- 10 %), la non-rentree des rapports d'activités et financiers dans les délais (- 5 %), la non-conformité des actions menées par rapport aux objectifs définis dans le plan approuvé (- 10 %)...

Considérant que les rapports d'activités et financiers ainsi que les ajouts et modifications apportées au plan doivent impérativement être soumis à l'approbation du conseil communal;

Considérant que la délibération du conseil communal sera également communiquée à la Région et que ce dossier sera transmis par voie électronique à

l'adresse comptabilite.cohesionsociale@spw.wallonie.be pour le 30 juin 2025;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les rapports financiers du plan de cohésion sociale relatifs à l'année 2024 dont les termes suivent, ainsi que d'autoriser l'envoi de l'ensemble de ces documents à la Région wallonne :

«

DES RAPPORTS FINANCIERS :**PRÉAMBULE**

Comme pour les exercices précédents, le Gouvernement wallon a décidé d'allouer un subside annuel pour le plan de cohésion sociale de la Ville de Tournai et un subside annuel supplémentaire, spécifiquement réservé aux ASBL, accordé dans le cadre de l'article 20 du décret du 21 novembre 2018.

Deux rapports sont donc à soumettre à l'approbation du conseil communal. Le premier, établi sur base de la fonction 84010 de la comptabilité communale, est relatif au plan proprement dit, tandis que le second se rapporte à l'article 20 du décret (fonction 84011).

Depuis le 1er janvier 2014, tous les documents utiles sont produits automatiquement via le module e-Comptes.

La comptabilité publique des pouvoirs locaux tenue par le directeur financier ayant valeur probante, toute dépense imputée sous un autre article budgétaire d'une autre fonction et ayant servi à l'accomplissement du plan ne peut être prise en considération que moyennant une facturation interne.

Dès lors, pour que la Ville puisse percevoir les subsides promis, la Région wallonne demande l'établissement par le directeur financier :

- de la balance budgétaire récapitulative par article budgétaire et groupes économiques des fonctions 84010 pour le plan de cohésion sociale et 84011 pour l'article 20;
- du grand livre budgétaire des recettes et des dépenses afférent aux mêmes fonctions;
- du rapport financier simplifié.

En cas d'investissement(s), les pouvoirs locaux produiront également la ou les fiche(s) des projets extraordinaires afférents à ces fonctions ainsi que le tableau de l'amortissement des biens concernés.

Il convient donc d'établir un rapport financier distinct pour chacun de ces deux subsides.

1. Le RAPPORT FINANCIER DU PLAN DE COHÉSION SOCIALE

Remarque préliminaire : Le décret précise que, pour bénéficier du subside, une participation financière obligatoire de 25 % est requise.

Le montant total des dépenses justifiées, relatives à l'exercice 2024, s'élève à la somme de 833.346,34 € et se répartit comme suit :

- Frais de personnel : 684.962,91 €
- Frais de fonctionnement : 81.254,50 €
- Frais d'investissement : 24.837,01 €
- Dépenses de transfert : 42.291,92 €.

Le montant total à déduire des dépenses justifiées s'élève à la somme **112.140,63 €** répartie comme suit :

- Montant APE affecté : 82.326,59 €
- Autres subventions (Maribel...) : 0,00 €
- Total des non-valeurs sur exercices antérieurs : 3.941,66 €
- Total des dépenses du 1er trimestre de l'exercice sur crédit reporté (-) : 25.872,38 €
- Notes de crédit et ristournes du service ordinaire : 0,00 €
- Produits et récupérations divers relatifs à la fonction : 0,00 €
- Récupération de charges de personnel payées indûment : 0,00 €.

Dès lors, le total des dépenses dûment justifiées et admissibles, s'élève à la somme de **721.205,71 €**.

Compte tenu de la participation financière obligatoire de 25 %, la subvention octroyée à la Ville s'élève à 495.464,58 €.

Une première tranche représentant 75 % du subside, soit un montant de 371.598,44 €, a déjà été versée à la Ville. Il lui reste donc à percevoir la deuxième tranche de la subvention, soit **123.866,14 €**.

2. Le RAPPORT FINANCIER 2024 relatif à l'article 20 du décret annexé et expliqué comme suit :

Initialement d'un montant de 26.596,45 €, le subside, accordé à la Ville dans le cadre de l'article 20 du décret, a été porté à la somme de 33.590,71 €.

Remarquons qu'en l'espèce, aucune participation financière n'est demandée à la Ville.

L'augmentation de 26,2977 %, équivalant à la somme de 6.994,26 €, a été répartie proportionnellement entre chacun des partenaires de la façon suivante :

- ASBL ANAMA : 6.314,89 €;
- ASBL COMITÉ SAINT-JEAN : 5.209,78 €;
- ASBL LA RESSOURCERIE : 10.225,63 €;
- ASBL VIE FÉMININE : 10.103,82 €.

Tous les partenaires n'ont pas perçu l'ensemble du subside, en effet l'ASBL COMITÉ SAINT-JEAN n'a pas réclamé son solde, car il n'était pas possible d'effectuer les dépenses de manière anticipées.

Donc, sur les 6.946,37 € du subside, celui-ci n'a justifié que 5.209,78 €, soit une différence de 1.736,59 €.

En conclusion, le montant total que l'Administration peut justifier est de 31.854,12 €.».

54. Agence de développement territorial (IDETA). Assemblée générale du 19 juin 2025. Ordre du jour. Approbation.

Madame la Conseillère communale Emeline PETIT rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Clément GLORIEUX** :

"Je souhaitais prendre la parole au nom de Madame la Conseillère communale Hélène LELEU et moi-même concernant ce point et le fait que nous souhaitons nous abstenir pour le vote. Nous allons nous exprimer à titre personnel. Nous tenons d'abord à souligner que notre abstention n'est en aucun cas une opposition à IDETA en tant qu'agence de développement territorial. Nous reconnaissons pleinement le rôle important que joue cette intercommunale pour l'économie de notre région, en particulier en matière de création d'emplois, d'accompagnement des entreprises et de transition énergétique. Ces missions sont essentielles pour le dynamisme de notre territoire et nous les soutenons dans leurs principes. Cependant, notre position est motivée par une préoccupation très concrète : celle de la disparition progressive des terres agricoles, souvent par le biais d'expropriation pour permettre l'aménagement ou l'extension de parcs d'activité économique. En tant qu'agriculteurs, nous vivons au quotidien les conséquences de cette pression foncière. Chaque parcelle soustraite à l'agriculture représente une perte pour notre autonomie alimentaire, pour l'équilibre de nos fermes, mais aussi, et cela est trop peu évoqué, pour la gestion de l'eau. Les terres agricoles jouent un rôle fondamental dans l'absorption des eaux pluviales. À mesure que ces surfaces disparaissent au profit des zones imperméabilisées, nous voyons se multiplier les problèmes de ruissellement et de saturation des sols. Les villages voisins de ces nouvelles zones d'activité se retrouvent fragilisés face à un risque accru d'inondations. De plus, les infrastructures pour capter ces eaux finissent par ne plus être adaptées aux nouvelles quantités à absorber. Il est important de réfléchir à l'impact cumulatif de ces décisions d'aménagement sur le long terme. La logique de développement ne peut ignorer les conséquences environnementales et agricoles locales. La conciliation entre développement économique et respect du territoire rural est possible, mais elle nécessite un dialogue équilibré dans lequel les agriculteurs sont véritablement considérés comme des partenaires à

part entière. D'autres points qui ont retenu notre attention, IDETA a exproprié 4 hectares pour y mettre du miscanthus afin d'avoir une zone tampon. Pourquoi faire cela et ne pas plutôt laisser l'opportunité à un agriculteur de le faire ? On voit par là une appropriation de notre rôle sur ce point. Il était également prévu une expropriation pour un champ de panneaux photovoltaïques. Bien que ce projet ait été abandonné, pourquoi ne pas mettre ces panneaux sur les toits des bâtiments plutôt que d'impacter un, voire plusieurs agriculteurs supplémentaires. En résumé, nous ne remettons pas en question les objectifs poursuivis par IDETA, notamment en matière d'emploi et de soutien à l'économie locale. Nous saluons ces avancées, mais nous tenons à ce que notre abstention exprime une forme de vigilance, une alerte sur la nécessité de préserver les sols agricoles et leur rôle dans l'équilibre environnemental de nos communes. Nous espérons que cette abstention contribuera à ouvrir à une réflexion plus large sur le modèle de développement que nous voulons collectivement pour notre territoire."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Merci pour votre intervention. Vous êtes dans la droite ligne de vos prédécesseurs et je peux tout à fait le comprendre."

Monsieur le Conseiller communal **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Oui, c'est une petite suggestion. Moi je pense que vous devriez peut-être faire un tête-à-tête avec la prochaine présidente d'IDETA et je suis persuadé que toute votre philosophie sera maintenant suivie."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Sachant que ce n'est pas moi qui ai établi l'ordre du jour."

Par 35 voix pour et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-11 à L1523-14;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supralocales et de leurs filiales, spécialement son article 89, alinéa 2;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Agence intercommunale de développement territorial (IDETA);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IDETA a été établie en séance du conseil communal du 27 janvier 2025;

Considérant que l'assemblée générale extraordinaire d'IDETA se tiendra le jeudi 19 juin 2025, à 11 heures, à la Ferme du Reposoir, chemin des Pilotes, 7540 Mont-Saint-Aubert;

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Rapport d'activités 2024
2. Comptes annuels au 31.12.2024
3. Affectation du résultat
4. Rapport du Commissaire-Réviseur
5. Décharge au Commissaire-Réviseur
6. Décharge aux Administrateurs

7. Rapport de Rémunération du Conseil d'administration de l'Intercommunale Ideta (Art. L6421-1 du CDLD)
8. Rapport du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta (Art. L1523-17 § 2)
9. Rapport spécifique sur les prises de participations CDLD 1512-5
10. Désignation de réviseurs pour Ideta et ses structures apparentées pour les exercices comptables 2025 à 2027
11. Liquidation de la SA Sibiom
12. W³ Western Wallonia Wind & Energy - Cession des participations
13. Démission d'office du Conseil d'Administration
14. Renouvellement du Conseil d'Administration
15. Divers;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver cet ordre du jour;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 35 voix pour (MM. P. ROBERT, P.-O. DELANNOIS, Mmes L. DEDONDER, S. LIETAR, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, Mme L. BARBAIX, MM. S. LECONTE, G. DINOIR, G. SANDERS, G. VANZEVEREN, V. DELRUE, L. AGACHE, Q. HUART, Mme M. DESONNIAUX, MM. P. MALICE, J. CHAJIA, Mmes M.-C. MASURE, J. BOUCAU, MM. A. MELLOUK, S. PETIT, Mmes E. PETIT, B. MOTTE, M. T. VANDEGHINSTE, Mme S. TOMME, MM. P. BAEGHE, BROTCORNE, Mme C. LADAVID, M. V. LUCAS, Mmes D. DELAUNOIS, C. MITRI, M. E. VANDECAVEYE, Mmes N. DUROISIN, H. RENARD, Mme M. C. MARGHEM, bourgmestre) et **4 abstentions** (Mme H. LELEU, M. C. GLORIEUX, Mmes E. VAN DEN BOGAERT, E. DELBECQ);

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Agence de développement territorial (IDETA) du 19 juin 2025 :

1. Rapport d'activités 2024
2. Comptes annuels au 31.12.2024
3. Affectation du résultat
4. Rapport du Commissaire-Réviseur
5. Décharge au Commissaire-Réviseur
6. Décharge aux Administrateurs
7. Rapport de Rémunération du Conseil d'administration de l'Intercommunale Ideta (Art. L6421-1 du CDLD)
8. Rapport du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta (Art. L1523-17 § 2)
9. Rapport spécifique sur les prises de participations CDLD 1512-5
10. Désignation de réviseurs pour Ideta et ses structures apparentées pour les exercices comptables 2025 à 2027
11. Liquidation de la SA Sibiom
12. W³ Western Wallonia Wind & Energy - Cession des participations
13. Démission d'office du Conseil d'Administration
14. Renouvellement du Conseil d'Administration
15. Divers.

La présente délibération sera transmise sans délai à l'intercommunale, laquelle en tiendra compte pour ce qui est de l'expression des votes.

55. Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Assemblée générale du 26 juin 2025. Ordre du jour. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) et, notamment, ses articles L1523-11 à L1523-14;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supralocales et de leurs filiales, spécialement son article 89, alinéa 2;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du conseil communal du 27 janvier 2025;

Considérant que l'assemblée générale d'IPALLE se tiendra le jeudi 26 juin 2025, à 9 heures 30, à la Ferme du Reposoir à Kain;

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du rapport de responsabilité sociétale et environnementale «finances et durabilité» 2024.
2. Comptes annuels statutaires au 31 décembre 2024 de la SC IPALLE :
 1. Présentation des comptes annuels par secteur d'activité, des comptes annuels de la SC IPALLE et de l'affectation du résultat
 2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)
 4. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat.
3. Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2024 de la SC IPALLE :
 1. Présentation des comptes annuels consolidés de la SC IPALLE et de l'affectation du résultat
 2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises).
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises) concernant les comptes annuels statutaires et consolidés.
6. Rapport de rémunération (art. 6421-1 du CDLD).
7. Autres documents requis par le CDLD.
8. Modifications statutaires.
9. Désignation d'un réviseur.
10. Installation du nouveau conseil d'administration;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver cet ordre du jour;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 26 juin 2025 :

1. Approbation du rapport de responsabilité sociétale et environnementale «finances et durabilité» 2024.
2. Comptes annuels statutaires au 31 décembre 2024 de la SC IPALLE :
 1. Présentation des comptes annuels par secteur d'activité, des comptes annuels de la SC IPALLE et de l'affectation du résultat
 2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)
 4. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat.
3. Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2024 de la SC IPALLE :
 1. Présentation des comptes annuels consolidés de la SC IPALLE et de l'affectation du résultat
 2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises).
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises) concernant les comptes annuels statutaires et consolidés.
6. Rapport de rémunération (art. 6421-1 du CDLD).
7. Autres documents requis par le CDLD.
8. Modifications statutaires.
9. Désignation d'un réviseur.
10. Installation du nouveau conseil d'administration.

La présente délibération sera transmise sans délai à l'intercommunale, laquelle en tiendra compte pour ce qui est de l'expression des votes.

56. Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO).
Assemblée générale du 10 juin 2025. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-11 à L1523-14;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supralocales et de leurs filiales, spécialement son article 89, alinéa 2;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) a été établie en séance du conseil communal du 27 janvier 2025;

Considérant que l'assemblée générale de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) aura lieu le mardi 10 juin 2025, à 18 heures, dans les locaux du Business Village Ecolys by Actibel sis avenue d'Ecolys, 2 à 5020 Suarlée (Namur);

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée est le suivant :

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'administration et approbation des comptes 2024;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes;
5. Démission d'office des administrateurs;

6. Règles de rémunération des administrateurs;

7. Renouvellement du Conseil d'administration;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver cet ordre du jour;

Considérant qu'une seconde assemblée générale ordinaire est dès à présent convoquée pour le mardi 24 juin 2025; que celle-ci délibérera valablement sur les objets figurant à l'ordre du jour, quelle que soit la représentation en application de l'article 28 des statuts;

Considérant que cette convocation sera rétractée si le quorum de présence est atteint lors de la première assemblée générale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) du 10 juin 2025 :

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'administration et approbation des comptes 2024;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes;
5. Démission d'office des administrateurs;
6. Règles de rémunération des administrateurs;
7. Renouvellement du Conseil d'administration.

La présente délibération sera transmise sans délai à l'intercommunale, laquelle en tiendra compte pour ce qui est de l'expression des votes.

57. Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES ASSETS) Assemblée générale du 12 juin 2025. Ordre du jour. Approbation.

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) et, notamment, ses articles L1523-11 à L1523-14;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supralocales et de leurs filiales, spécialement son article 89, alinéa 2;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES ASSETS);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'ORES ASSETS a été établie en séance du conseil communal du 27 janvier 2025;

Considérant que l'assemblée générale d'ORES ASSETS aura lieu le jeudi 12 juin 2025, à 10 heures 30, au Louvexpo à La Louvière;

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Présentation du rapport annuel 2024 – en ce compris le rapport de rémunération;
2. Transfert de réserves disponibles vers l'apport indisponible et modification statutaire ad hoc;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024;

4. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat pour l'année 2024;
5. Décharge au réviseur pour l'exercice de son mandat pour l'année 2024;
6. Nominations statutaires;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés

Considérant que le conseil communal est invité à approuver cet ordre du jour;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES ASSETS) :

1. Présentation du rapport annuel 2024 – en ce compris le rapport de rémunération;
2. Transfert de réserves disponibles vers l'apport indisponible et modification statutaire ad hoc;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024;
4. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat pour l'année 2024;
5. Décharge au réviseur pour l'exercice de son mandat pour l'année 2024;
6. Nominations statutaires;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés.

La présente délibération sera transmise sans délai à l'intercommunale, laquelle en tiendra compte pour ce qui est de l'expression des votes.

58. Opérateur de transport de Wallonie (OTW). Représentation 2024-2030.
Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (SRWT);

Considérant qu'en 2018, le Gouvernement wallon a voté la fusion de la SRWT et des 5 TEC pour former une entité unifiée sous la dénomination d'Opérateur du Transport de Wallonie (OTW) (le terme TEC restant la marque commerciale de l'entreprise);

Considérant que l'OTW a pour objet l'étude, la promotion, l'établissement et l'exploitation des services de transport public des personnes;

Considérant que le TEC - Hainaut regroupe toutes les communes du Hainaut;

Considérant que, suite aux élections communales du 13 octobre 2024, il convient de désigner la personne mandatée pour représenter la Ville au sein de l'assemblée générale des actionnaires de l'OTW;

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la désignation de Monsieur l'Échevin **Vincent LUCAS** pour représenter la Ville de Tournai au sein de l'assemblée générale des actionnaires de l'Opérateur de transport de Wallonie (OTW).

**59. Association internationale des villes amies de la marionnette (AVIAMA).
Représentation 2024-2030. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'adhésion de la Ville à l'Association internationale des villes amies de la marionnette (AVIAMA) ainsi que les statuts de l'association soumis pour approbation au conseil communal du 27 novembre 2017;

Considérant que l'association a pour objectif la promotion de l'art de la marionnette en Communauté française de Belgique et à l'étranger, en dehors de tout esprit de lucre comme de tout esprit d'appartenance politique, philosophique ou confessionnelle;

Considérant les statuts de l'association sans but lucratif (ASBL) ci-annexés;

Vu l'article 8 des statuts lequel stipule que "chaque membre ville ou gouvernement local désigne un représentant à l'Assemblée Générale et peut aussi désigner un suppléant. Les représentants de chaque membre ville ou gouvernement local et leurs suppléants détiennent un mandat politique provenant d'une autorité locale. Un suppléant ne dispose d'un droit de vote qu'en l'absence du membre titulaire.";

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, particulièrement l'article L1234-2 qui stipule que : "*Le conseil communal nomme les représentants de la commune dans les ASBL dont une commune ou plusieurs communes sont membres. Il peut retirer ces mandats. [...] Les délégués à l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, suivant un clivage majorité-opposition*";

Considérant que, suite aux élections communales d'octobre 2024, il convient de désigner le nouveau représentant au sein de cette ASBL;

Considérant que pour la législature 2024-2030, la répartition des sièges au sein de l'AVIAMA la suivante :

Liste	Majorité	Opposition
Nombre de sièges	22	17
Diviseur		
1	22	17
2	11	8,5
3	7,33333333	5,66666667
4	5,5	4,25
5	4,4	3,4
6	3,66666667	2,83333333
7	3,14285714	2,42857143

Majorité (MR, Les Engagés, Ecolo) : 1

Opposition (PS, PTB) : /;

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la désignation de son représentant auprès de l'Association internationale des villes amies de la marionnette (AVIAMA) :

1.	Coralie LADAVID
----	-----------------

60. ASBL Agence Locale pour l'emploi de Tournai (ALE). Représentation 2024-2030. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'affiliation de la Ville à l'ASBL Agence locale pour l'emploi (A.L.E.);
 Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
 Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, particulièrement l'article L1234-2 qui stipule que : *«Le conseil communal nomme les représentants de la commune dans les A.S.B.L. dont une commune ou plusieurs communes sont membres. Il peut retirer ces mandats. [...] Les délégués à l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, suivant un clivage majorité-opposition.»*;

Considérant que l'agence locale pour l'emploi est, en collaboration avec l'Office national de l'emploi, compétente pour l'organisation et le contrôle d'activités non rencontrées par les circuits de travail réguliers;

Considérant que l'association a pour but de favoriser l'insertion des demandeurs d'emploi inoccupés;

Considérant que, pour être reconnue, cette association sans but lucratif doit être composée paritairement, d'une part, de membres désignés par le conseil communal suivant la proportion entre la majorité et la minorité et, d'autre part, de membres représentant les organisations qui siègent au Conseil national du travail;

Considérant que les statuts de l'ASBL sont en cours d'approbation et de publication;

Considérant que, suite aux élections communales d'octobre 2024 et à la fusion entre l'ALE de Tournai et celle de Pecq, il convient de désigner de nouveaux représentants au sein de cette ASBL;

Considérant que, pour la législature 2024-2030, la répartition des sièges au sein de l'ASBL est la suivante :

Liste	Majorité	Opposition
Nombre de sièges	22	17
Diviseur		
1	22	17
2	11	8,5
3	7,33333333	5,66666667
4	5,5	4,25
5	4,4	3,4
6	3,66666667	2,83333333
7	3,14285714	2,42857143

Majorité (MR, Les Engagés, Ecolo) : 5

Opposition (PS, PTB) : 4;

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Sur proposition du collègue communal;

PREND ACTE

de la désignation de ses représentants auprès de l'ASBL Agence Locale pour l'Emploi de Tournai (A.L.E.) :

Majorité	1. Clément GLORIEUX (MR)
	2. Jean Louis VIEREN (MR)
	3. Alain LANDRÉ (MR)
	4. Catherine GALLETZ (Les Engagés)
	5. Mathieu WANDERPEPEN (Les Engagés)
Opposition	1.Éléonore VAN DEN BOGAERT (PTB)
	2. Christine DESIDE (PS)
	3. Bernard LEFEBVRE (PS)
	4. Dorothee DE RODDER (PS)

61. ASBL La Crèche Môm'en Chouette. Conseil d'administration.
Représentation 2024-2030. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'affiliation de la Ville à l'ASBL La Crèche Môm'en Chouette;

Considérant que l'association a pour but de proposer aux parents une solution de garde d'enfants qui accompagnera le tout-petit dans ses apprentissages tout en favorisant sa sociabilisation grâce au contact avec des enfants de son âge ainsi qu'avec d'autres adultes que ses parents;

Vu les statuts de l'association sans but lucratif (ASBL) ci-annexés;

Considérant la nouvelle représentation de la Ville au sein de l'assemblée générale de l'ASBL La Crèche Môm'en Chouette, établie par le conseil communal en séance du 27 janvier 2025 :

Majorité	1. Catherine GALLETZ (Les Engagés)
Opposition	1. Cindy JENDOUBI (PS)

Considérant que la Ville est invitée à désigner un représentant qui siègera au sein de l'organe d'administration de l'ASBL et qui sera élu lors l'assemblée générale de l'ASBL prévue le 12 juin 2025;

Vu l'article 25 des statuts relatif à l'organe d'administration qui stipule que l'association est administrée par un organe d'administration composé au maximum de 9 personnes dont 1 personne est désignée par la Ville de Tournai;

Considérant qu'un administrateur peut être un membre de l'assemblée générale mais ne doit pas nécessairement l'être;

Considérant l'article L1122-34,§ 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la désignation d'un représentant de la Ville qui siègera au sein de l'organe d'administration de l'ASBL La Crèche Môm'en Chouette :

1	Catherine GALLETZ (Les Engagés)
---	---------------------------------

**62. ASBL Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental (CLPS-Ho).
Représentation 2024-2030. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les statuts de l'association sans but lucratif (ASBL) Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental (CLPS-Ho) ci-annexés;

Considérant qu'en séance du conseil communal du 17 avril 2000, la Ville de Tournai a décidé d'adhérer à l'ASBL CENTRE LOCAL DE PROMOTION DE LA SANTÉ DU HAINAUT OCCIDENTAL;

Considérant que l'association a pour but, sans préjudice des initiatives existant déjà en la matière, conformément aux dispositions légales et réglementaires et à toutes autres mesures qui en découleront, l'organisation d'un partenariat pluraliste entre les membres de l'association, pour la mise en oeuvre, sur le plan local, de la promotion de la santé;

Considérant que l'association exerce ses activités sur le territoire des communes des arrondissements de Ath, Tournai, Mouscron et Comines, et est agréée comme Centre Local de Promotion de la Santé;

Vu l'article 6 des statuts de l'ASBL qui stipule que l'association est composée de membres effectifs. Le nombre de membres est illimité mais ne peut être inférieur à quatre. Les membres sont toute personne morale qui, sur le territoire sur lequel l'association exerce ses activités, oeuvre dans les secteurs social et de la santé ou dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention médico-sociale, pour autant qu'elle soit admise par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées;

Considérant que, suite aux élections communales d'octobre 2024, il convient de désigner le nouveau représentant au sein de l'ASBL Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental;

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la désignation de Monsieur l'Échevin Emmanuel VANDECAVEYE au sein de l'ASBL Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental (CLPS-Ho).

63. ASBL Tournai Logement. Représentation 2024-2030. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Alors, une petite modification. On avait communiqué la semaine passée deux noms MR : Alexis VALTER et Sandrina DESCARPENTRY. Et on souhaite enlever le nom de Sandrina DESCARPENTRY, étant donné que par ailleurs, il y aura d'autres désignations aussi auprès du CPAS et dans une optique de pluralisme, c'est Madame Caroline MITRI qui prendra cette place au vu de ses attributions dans le collège."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Grégory DINOIR** :

"Alors, je ne vais pas faire cocorico, mais bon, j'aime parfois avoir raison de temps en temps. Je ne demande pas qu'on me jette de lauriers. Mais je n'ai fait que lire attentivement le Décret wallon du logement, éplucher les statuts de Tournai Logement et suivi les documents de la tutelle via le fonds du logement. Rien de magique, juste de la lecture. Bon, 98 jours pour que les choses me donnent raison. C'est un peu long, un peu ballot, mais bon, c'est la vie. Il faut dire que dans la vie de tous les jours, je fais souvent le clown, je rigole, je chambre, mais assis à une table, que ce soit en affaires ou dans mes fonctions politiques, je vous rassure, je suis très sérieux. Friturier, c'est mon métier. Comédien, c'est ma passion. La politique, c'est mon équilibre."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Au mois de février, le point était à l'ordre du jour. Il a été retiré, il est revenu, il n'a pas été remis au mois de mars. Au mois d'avril, effectivement, Monsieur DINOIR est revenu sur le dossier. Et on avait suspecté, à un moment donné, le fait que vous jouiez effectivement la montre. Pour quelle raison ? Je n'en sais trop rien, si ce n'est qu'on vous avait quand même demandé de faire en sorte que ce ne soit pas de la politique politicienne. Quand j'entends maintenant Monsieur SANDERS intervenir en plein conseil pour dire, dans un élan de générosité, la personne MR va devenir une personne Écolo, voilà, on a, à mon avis, l'épilogue de cette saga qui dure depuis plusieurs mois. C'est quand même relativement regrettable. J'ai vu que dans la représentation des Engagés, il y avait Monsieur PETIT. Alors je voudrais quand même aussi m'adresser à lui. Madame MARGHEM, vous êtes bien évidemment, il ne faut pas nécessairement toujours suivre l'exemple de Madame MARGHEM. Madame MARGHEM s'est autoproclamée présidente d'IDETA, mais je pense qu'il y a des garanties relativement importantes. Par contre, je m'étonne quand même Monsieur PETIT, il doit encore y avoir un conseil d'administration au Logis tournaisien, qui doit seulement avoir une assemblée générale pour désigner le président du Logis tournaisien. Et quand on tape sur internet Monsieur Simon PETIT, moi, ça me gêne de voir dans autre mandat "président du Logis tournaisien". Mais pour qui vous prenez-vous ? Je pense qu'il y a encore des règles à respecter, des votes à faire, ce n'est pas moi qui vais taper sur le site des Engagés, ça je peux vous le garantir. Mais je trouve en tout cas cette manière de faire vraiment très désagréable et faites quand même attention parce qu'il y a toujours un vote et on ne sait jamais ce qui peut arriver. Si vous vouliez un mandat, il y avait moyen de faire autrement le 13 octobre."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je vais commencer par l'ASBL Tournai Logement et les remarques qui avaient été faites antérieurement par Monsieur DINOIR qui voulait que les choses se règlent rapidement. Nous avons reçu le courrier que nous attendions. Monsieur DINOIR, je vous le dis quand même, au moment où je vous parlais dans le précédent conseil communal, nous ne l'avions pas, raison pour laquelle nous avons reporté le point après le conseil communal d'avril. Et donc, évidemment, nous avons mis ce point au mois de mai, ayant reçu le courrier et nous avons déferé à ce qui était dit. Ça, c'est la tutelle. Par ailleurs, dans la précédente législature, pour une raison que je ne parviens pas à identifier, la désignation s'est faite non pas en avril, non pas en mai, mais en septembre. Et donc, vous apprécierez que sous votre impulsion, on n'en doute pas, les choses se soient passées plus rapidement et qu'on puisse faire cette désignation aujourd'hui au mois de mai. Alors, concernant l'intercommunale IDETA, petite incise, j'ai été désignée par ma formation politique. Évidemment tout le monde n'est pas heureux et je suis placée dans cette position qui fut la vôtre à la tête de l'intercommunale. Je vous ai d'ailleurs rappelé tout à l'heure que l'ordre du jour..."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je ne vous reproche pas de le devenir."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Non non, tout à fait, vous ne me le reprochez pas, mais je ne me suis pas autoproclamée. J'ai été désignée comme titulaire d'un maïorat d'une ville importante, a priori la ville la plus importante de Wallonie picarde. Tout ça n'est pas grave."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Il n'empêche qu'il y a quand même encore des structures à respecter avec des assemblées générales et des votes pour vous, il n'y a, à mon avis, aucun problème, la majorité est suffisamment forte. Mais que Monsieur PETIT le fasse, je pense qu'il doit peut-être d'abord calculer un tout petit peu, parce que ce n'est pas encore fait, moi je vous le garantis."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Oui je comprends l'idée."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Et je trouve que démocratiquement parlant, c'est une insulte. C'est dingue quoi sur le site des Engagés "président du Logis".

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"N'exagérez pas la proportion, avec des gens qui ne sont pas chevronnés comme nous le sommes. Je n'ai mis nulle part ce que tout le monde sait déjà puisqu'il y a eu de la publicité autour de la chose, puisque le 19 juin, l'assemblée générale d'IDETA aura lieu. Le Logis tournaisien, quant à lui, va se réunir le 30 mai prochain."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Le conseil d'administration le 30 mai 2025."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Ça je ne sais plus quelles sont les étapes. Vous connaissez ça mieux que moi."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"L'assemblée générale, c'est mi-juin. C'est mi-juin que sera désigné le président du Logis tournaisien. Je trouve très désagréable de voir sur internet que Monsieur PETIT est déjà président du Logis tournaisien. Je vous dis, c'est une insulte à la démocratie. Je pense qu'il y a aussi un certain respect à avoir et certaines corrections, ça s'appelle simplement de l'éducation."

Monsieur le Conseiller communal Les Engagés, **Simon PETIT** :

"Voilà, ça va être assez bref. Je veux simplement répondre que je ne suis pas quelqu'un de présomptueux du tout. Si je suis là aujourd'hui c'est vraiment pour agir pour les citoyens comme je l'ai toujours dit, durant les élections, ça c'est une première chose. Deuxième chose, je suis assez discret sur internet, malheureusement pour vous, et effectivement, il est noté, et vous me l'apprenez, Président du Logis sur le site des Engagés. C'est une maladresse de notre part et on va tout de suite retirer ça ce soir, il n'y a aucun souci. Ce n'est pas du tout une insulte. D'ailleurs, j'avais prévu d'aller vous rencontrer pour justement en parler et avoir un partage d'expérience. Je suis très ouvert. Encore une fois, je le fais pour les citoyens et je le fais dans une manière constructive. Maintenant m'accuser d'insulte, de chercher un mandat et cetera, si vous vous renseignez autour de vous sur mon compte, ce n'est pas du tout mon style. Vous pensez ce que vous voulez, mais en tout cas au plaisir de vous rencontrer et d'échanger sur ce sujet-là."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Je ne vais pas polémiquer sur le sujet, mais il ne faut pas toujours voir du jeu politique partout. Il est important dans une démocratie d'avoir du pluralisme. On est une majorité cohérente, trois partis sont représentés dans cette majorité : le MR, les Engagés et Écolo. Il s'avère qu'une échevine Écolo a dans ses compétences le logement et donc il nous paraît tout à fait logique de céder une place à l'échevine du logement. D'autre part, on aura un représentant dans une autre instance au CPAS à l'instar du PS et donc on pourra renforcer notre représentation au sein de l'AIS avec ce siège donné par le CPAS. Voilà, donc pas de jeu politique, pas de polémique, juste du pluralisme dans la démocratie."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"J'ai quand même un problème quand vous dites qu'il n'y a pas de tripotage politique. La clé d'Hondt, c'est quoi ? C'est simplement le résultat de ce que l'électeur a voulu. Et donc si dans la clé d'Hondt on ne retrouve pas d'Écolo, ce n'est pas parce que je n'ai pas envie de ne pas les retrouver. C'est parce que l'électeur a fait en sorte de ne pas les retrouver. Et donc quelque part, vous allez repêcher et vous faites en sorte de récupérer et je suis désolé, ça s'appelle du tripotage politique que vous le vouliez ou pas. Quant à Monsieur PETIT, j'entends, vous avez dit que vous n'étiez pas responsable et que c'était votre parti qui l'avait fait. Je dis souvent dans ces cas-là que faute avouée est à moitié pardonnée."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je ne suis pas d'accord du tout avec vous, Monsieur DELANNOIS, sur cette façon de voir les choses qui vous appartiennent. Je vous connais un peu. Et pour la bonne et simple raison que l'échevine de la stratégie immobilière, qui a également dans ses compétences tout ce qui concerne les permis de location et autres évidemment, est au premier chef concernée par l'assemblée qui est ici visée de l'agence immobilière sociale. Et c'est pour cette raison que le collège décide de l'y désigner et que c'est comme ça que nous avons trouvé un équilibre. Vous n'êtes pas d'accord, mais moi ce que je n'aime pas, c'est que vous pouvez très bien dire que vous n'êtes pas d'accord, mais vous commencez de nouveau à utiliser un langage salissant dans lequel vous dites que c'est du tripotage politique, vous vous adressez à vos électeurs en ces termes, mais pas aux nôtres. Donc moi je dis que ça ne va pas et que j'estime que c'est assez dérangeant pour rester tout à fait modéré d'entendre de tels mots qui ne correspondent pas à la réalité, c'est tout."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Grégory DINOIR** :

"Juste pour être clair, parce que demain j'ai conseil d'administration à l'AIS. C'est vrai que je vois que Madame Caroline MITRI est apparentée au MR. C'est vrai que je souligne aussi que c'est l'OA qui décide aussi, qui rentre que ça soit au conseil d'administration, au bureau. Il y a un OA, ça ne s'appelle plus CA mais OA. Et on verra la suite que donne l'associatif autour de la table. Le MR, les Engagés des autres communes, parce que je tiens à rappeler quand même niveau Engagés au sein de Tournai Logement pendant 6 ans, on a eu quand même des gens très très très pointilleux sur nos statuts. Affaire à suivre. N'est-ce pas, Monsieur BROTCORNE, vous le savez."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Mais Monsieur DINOIR, je ne suis pas d'accord avec vous. Je vous l'ai déjà dit, vous n'êtes pas d'accord non plus. Mais bon, je ne vous demande même pas d'être d'accord, ça fonctionne comme les intercommunales. Donc, les partis politiques qui sont concernés et qui font l'objet d'un calcul qui est vérifié par la tutelle, je vous l'ai expliqué, d'où la lettre de la tutelle sollicitée et obtenue en avril, envoient à l'organe d'administration telle et telle personne. Ce n'est pas l'organe d'administration qui prend une décision autonome puisqu'il est composé par les partis qui prennent une décision en fonction de la clé d'Hondt. C'est tout. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?"

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'affiliation de la Ville à l'ASBL Tournai Logement;
 Considérant que l'objet de cette association a pour but dans le respect du Code wallon de l'habitation durable et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013, de poursuivre l'ensemble des missions énoncées à l'article 193 du Code et ainsi d'agir comme intermédiaire entre les propriétaires bailleurs et les ménages à la recherche d'un logement; de conclure des contrats de gestion ou de location avec leurs propriétaires publics et privés et les mettre à disposition de ces ménages. Dans ce cadre, l'association contrôle le respect des parties en présence et joue le rôle de médiateur en cas de conflit; de garantir un accompagnement social de ces occupants;
 Vu les statuts de l'association sans but lucratif (ASBL) ci-annexés;
 Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, particulièrement l'article L1234-2 qui stipule que : "*Le conseil communal nomme les représentants de la commune dans les ASBL dont une commune ou plusieurs communes sont membres. Il peut retirer ces mandats. [...] suivant le clivage majorité-opposition*";
 Considérant l'article 7 desdits statuts qui énonce : "*Les CPAS, communes et représentants des locataires et propriétaires doivent obligatoirement désigner des représentants au sein des organes de gestion de l'AIS Tournai Logement. Le nombre de ces représentants s'établit comme suit : par commune : 1 représentant par tranche de 11.500 habitants de la commune*";
 Considérant que, suite aux élections communales d'octobre 2024, il convient de désigner six nouveaux représentants au sein de cette ASBL;
 Considérant le courrier de l'ASBL Tournai Logement daté du 18 avril 2025;
 Considérant que l'ASBL Tournai Logement, en tant qu'AIS pluri-communale, regroupe les communes de Tournai, de Rumes et de Brunehaut;

Considérant que huit sièges sont à désigner pour les représentants communaux, répartis comme suit :

- 6 sièges pour la commune de Tournai
- 1 siège pour la commune de Rumes
- 1 siège pour la commune de Brunehaut;

Considérant que le calcul, pour les représentants des trois communes, est le suivant :

Commune	Engagés	PS	MR	Ecolo	PTB	LLC WAPI
1	22	24	16	4	2	7
2	11	12	8	2	1	3,500
3	7,333	8	5,333	1,333	0,667	2,333
4	5,500	6	4	1	0,500	1,750
5	4,400	4,800	3,200	0,800	0,400	1,400
Siège	3	3	2			

Considérant que sur base de ces calculs, il convient de désigner :

- 3 représentants du groupe politique Les Engagés
- 3 représentants du groupe politique PS
- 2 représentants du groupe politique MR;

Considérant que les communes de Brunehaut et de Rumes ont déjà procédé à la désignation de leurs représentants et ont désigné respectivement 2 représentants du groupe politique Les Engagés;

Considérant que sur base de ces désignations, il convient de désigner pour la commune de Tournai :

- 3 membres représentant le groupe politique PS
- 2 membres représentant le groupe politique MR
- 1 membre représentant le groupe politique Les Engagés;

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la désignation de ses représentants au sein de l'assemblée générale auprès de l'ASBL Tournai Logement :

PS	Yvan BOULANT
PS	Virginie GLORIEUX
PS	Grégory DINOIR
MR	Alexis VALTER
MR	Caroline MITRI
Les Engagés	Simon PETIT

64. Conseil consultatif des piétons. Renouvellement. Désignation des membres issus de la société civile et des membres issus des groupes politiques représentés au conseil communal. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant sa délibération du 27 mars 2023 décidant, d'une part, d'approuver le mode de constitution et de fonctionnement par Règlement d'ordre intérieur (ROI) du conseil consultatif des piétons et, d'autre part, de solliciter auprès de chaque groupe politique représenté au sein du conseil communal de désigner un représentant pour participer au conseil consultatif des piétons;

Vu l'article 5 du Règlement d'ordre intérieur (ROI) définissant les conditions auxquelles doivent répondre les membres issus de la société civile — constituée de citoyens et de représentants d'associations — pour intégrer ledit conseil, à savoir :

- avoir fait preuve d'un intérêt particulier pour la mobilité piétonne dans son parcours professionnel ou personnel;
- être domicilié sur le territoire communal pour les citoyens non représentatifs d'association;
- développer des actions axées sur la mobilité piétonne sur le territoire de la commune pour les associations;
- être âgé de 15 ans au moins et jouir de ses droits civils et politiques;
- le nombre maximal de membres de cette catégorie est fixé à 20;
- chaque association peut envoyer au maximum deux membres;

Vu l'article 6 du Règlement d'ordre intérieur (ROI) stipulant que les «Les deux tiers au maximum des membres du conseil consultatif des piétons sont du même sexe.»;

Vu l'article 7 du Règlement d'ordre intérieur (ROI) stipulant que «Les membres issus de la société civile sont nommés par le collège communal, après un appel à candidatures.»;

Vu l'article 8 du Règlement d'ordre intérieur (ROI) du conseil consultatif des piétons stipulant que «le mandat au conseil consultatif des piétons est renouvelé tous les 6 ans jusqu'au plus tard un an après le renouvellement du collège communal.»;

Considérant la décision du collège communal du 20 février 2025 approuvant le renouvellement du mandat au conseil consultatif des piétons par la mise en place d'un nouvel appel à candidatures pour les membres issus de la société civile, conformément au Règlement d'ordre intérieur (ROI) dudit conseil;

Considérant l'appel à candidatures publié le 3 mars 2025 et clôturé le 15 avril 2025 en vue de recruter les membres issus de la société civile pour le renouvellement du conseil consultatif des piétons;

Considérant la réception dans le délai imparti de 21 candidatures, dont la liste est ci-jointe;

Considérant que, conformément à l'article 6 du Règlement d'ordre intérieur (ROI), deux tiers de ces candidatures concernent des personnes de sexe masculin (14/21) et un tiers des personnes de sexe féminin (7/21);

Considérant que, en exécution de l'article 5 et de l'article 6 du Règlement d'ordre intérieur (ROI), au moins une candidature devra être écartée, en l'occurrence celle d'une personne de sexe masculin;

Considérant que, nonobstant leur candidature, trois personnes n'apportent aucune preuve permettant d'apprécier leur intérêt particulier pour la mobilité piétonne dans leur parcours professionnel ou personnel;

Considérant que toutes les autres candidatures remplissent les conditions requises susmentionnées;

Considérant les difficultés relationnelles rencontrées, au cours du précédent mandat du conseil consultatif des piétons, avec [REDACTED], dont le comportement a été jugé inadapté, voire insultant envers d'autres membres du conseil consultatif des piétons, représentants de la fonction publique;

Considérant la décision du collège communal du 22 août 2024 de marquer son accord sur l'engagement d'une procédure permettant d'envisager l'exclusion de [REDACTED] du conseil consultatif des piétons en cas de récidive;

Considérant l'avis sans réserve du département mobilité pour les candidatures suivantes, soit au total 10 hommes (59 %) et 7 femmes (41 %) :

- Mickaël BRUGUIERE-FONTENILLE;
- Eddy CARPREAU;
- Élodie CATTEAU (représentante de l'auto-école FEU VERT à Tournai);
- Martin COUVREUR;
- Emmanuelle DEFFRANNES;
- Marc DEMULDER;
- Benoit DOCHY;
- Jonas HANSSENS;
- Rémy HUON (représentant de l'ASBL TOUS À PIED);
- Adeline MARQUI;
- Claude MINET (représentant de l'ASBL ALTEO);
- Dorothée PEETERS;
- Nicolas SEMAILLE;
- Matild STIPANOV;
- Patrick VANASSCHE;
- Catherine VANDEN BROECKE;
- Catherine VANDER MAREN;

Considérant l'avis avec réserve du département mobilité pour les candidatures suivantes :

- Sébastien COLBRANT (absence de motivation);
- Olivier CUVELIER (absence de motivation, deux fois excusés et trois fois absents sur les cinq derniers conseils consultatifs);
- Patrick GOUY (absence de motivation);
- [REDACTED] (voir ci-dessus);

Considérant l'article L1122-34, § 2/1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel stipule que lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

de désigner les candidats suivants, issus de la société civile, pour le nouveau mandat du conseil consultatif des piétons :

- Mickaël BRUGUIERE-FONTENILLE;
- Eddy CARPREAU;
- Elodie CATTEAU;
- Sébastien COLBRANT;
- Martin COUVREUR;
- Olivier CUVELIER;
- Emmanuelle DEFFRANNES;
- Marc DEMULDER;
- Benoit DOCHY;

- Patrick GOUY;
- Jonas HANSSENS;
- Rémy HUON;
- Adeline MARQUI;
- Claude MINET;
- Dorothée PEETERS;
- Nicolas SEMAILLE;
- Matild STIPANOV;
- Patrick VANASSCHE;
- Catherine VANDEN BROECKE;
- Catherine VANDER MAREN;

PREND ACTE

de la désignation d'un représentant auprès de chaque groupe politique représenté au sein du conseil communal pour participer au conseil consultatif des piétons :

MR	François OVAERE
Les Engagés	Sabine TOMME
Ecolo	Ingrid DELMOT
PS	Yvan BOULANT
PTB	Eléonore VAN DEN BOGAERT

65. Musée d'Histoire naturelle et Vivarium. Don d'ivoires et autres curiosités par un particulier. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la proposition de don de plusieurs ivoires et autres curiosités en provenance du Zaïre, formulée par un particulier au chargé de collections musée d'Histoire naturelle et Vivarium de la Ville de Tournai lors d'une visite en date du 16 juillet 2024;

Considérant que le don concerne un total de 39 pièces, dont :

- Une défense d'éléphant entière;
- Un peigne;
- Un couteau;
- 5 poils de la queue d'un éléphant;
- Une statuette;
- Un lot de 10 sculptures d'éléphants de petites tailles;
- Deux épines de porc-épic;
- Un lot de 8 griffes de mammifère indéterminé (probablement guépard ou léopard);
- 3 dents d'herbivore dont une sertie;
- 3 sculptures de crocodiles sur dents de phacochères;
- 4 dents de phacochères sculptées;

Considérant qu'après examen des pièces par le chargé de collections ainsi que par le préparateur/taxidermiste, il est pris la décision de conserver dans les collections l'entièreté du don;

Considérant que la Ville a investi cette année dans la présentation d'une nouvelle vitrine au musée, qui sensibilise le grand public aux problèmes de conservation des éléphants et au commerce illégal de l'ivoire;

Considérant que ce don permet d'enrichir la collection du musée en objets en ivoire qui peuvent être présentés au public dans cette vitrine;

Considérant qu'à l'heure actuelle, il n'est pas possible d'acquérir des objets et/ou des défenses complètes en ivoire autrement que par des dons volontaires de la part de particuliers;

Considérant que les spécimens seront nettoyés, préparés et placés dans les réserves du musée d'Histoire naturelle et Vivarium et/ou exposés en vitrine;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le don des objets mentionnés ci-après au musée d'Histoire naturelle et Vivarium, et leur mise en réserve au sein des collections et/ou exposés en vitrine :

- Une défense d'éléphant entière;
- Un peigne;
- Un couteau;
- 5 poils de la queue d'un éléphant;
- Une statuette;
- Un lot de 10 sculptures d'éléphants de petites tailles;
- Deux épines de porc-épic;
- Un lot de 8 griffes de mammifère indéterminé (probablement guépard ou léopard);
- 3 dents d'herbivore dont une sertie;
- 3 sculptures de crocodiles sur dents de phacochères;
- 4 dents de phacochères sculptées.

66. Musée d'Histoire naturelle et Vivarium. Don de plusieurs herbiers et ouvrages scientifiques dont certains en lien avec Tournai. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'un particulier a rencontré le chargé de collections au musée d'Histoire naturelle et Vivarium;

Considérant qu'un particulier souhaite faire un don de deux manuscrits scientifiques et de plusieurs herbiers;

Considérant que le don reprend :

- ouvrage 1 : Alain DELMOTTE (1970). Introduction à l'étude de la végétation du Tournaisis : la végétation des dalles calcaires des carrières abandonnées. Université Catholique de Louvain, mémoire de fin d'études Licence en botanique;
- ouvrage 2 : Alain DELMOTTE (1981). Comportement écophysique d'*Anabaena cylindrica* LEMM (Cyanobactérie) en présence de technétium 99 (polluant nucléaire). Université Catholique de Louvain, unité de physiologie végétale, thèse de doctorat;

- six caisses d'herbiers dont le contenu sera à inventorier méticuleusement;

Considérant l'avis favorable du chargé de collections au musée d'Histoire naturelle et Vivarium;

Considérant que les planches seront placées dans les réserves du musée d'Histoire naturelle et Vivarium;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le don des objets mentionnés ci-après au musée d'Histoire naturelle et Vivarium, et leur mise en réserve au sein des collections :

- ouvrage 1 : Alain DELMOTTE (1970). Introduction à l'étude de la végétation du Tournaisis : la végétation des dalles calcaires des carrières abandonnées. Université Catholique de Louvain, mémoire de fin d'études Licence en botanique;
- ouvrage 2 : Alain DELMOTTE (1981). Comportement écophysiological de *Anabaena cylindrica* LEMM (Cyanobactérie) en présence de technétium 99 (polluant nucléaire). Université Catholique de Louvain, unité de physiologie végétale, thèse de doctorat;
- six caisses d'herbiers dont le contenu sera à inventorier méticuleusement.

67. Musée d'Histoire naturelle et Vivarium. Don de spécimens naturalisés par un particulier. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le mail du donateur en date du 11 juillet 2024;

Considérant que d'après le donateur, la totalité des spécimens naturalisés a été collectée et/ou tirée par son père, qui les a lui-même naturalisés;

Considérant qu'après un examen minutieux des pièces au sein des ateliers du musée, le chargé de collection et le préparateur proposent de garder les spécimens suivants pour la collection :

- Buse variable — *Buteo buteo*;
- Butor étoilé — *Botaurus stellaris*;
- Bihoreau gris — *Nycticorax nycticorax*;
- Blaireau européen — *Meles meles*;
- Bécasse des bois — *Scolopax rusticola*;
- Blongios nain — *Ixobrychus minutus*;
- Foulque macroule — *Fulica atra*;
- deux pies grièches sur branches — *Lanius excubitor*;
- deux dents en ivoire (indéterminées);
- deux chasse-mouches en queue de buffle;
- deux armes de jet;
- Faucon indéterminé;
- Coucou gris — *Cuculus canorus*;
- Choucas des tours — *Coloeus monedula*;
- Casse-noix moucheté — *Nucifraga caryocatactes*;
- Accenteur mouchet — *Prunella modularis*;

Considérant que les spécimens seront nettoyés, préparés et placés dans les réserves du musée d'Histoire naturelle et Vivarium;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le don des objets mentionnés ci-après au musée d'Histoire naturelle et Vivarium, et leur mise en réserve au sein des collections :

- Buse variable — *Buteo buteo*;
- Butor étoilé — *Botaurus stellaris*;
- Bihoreau gris — *Nycticorax nycticorax*;
- Blaireau européen — *Meles meles*;
- Bécasse des bois — *Scolopax rusticola*;
- Blongios nain — *Ixobrychus minutus*;
- Foulque macroule — *Fulica atra*;
- deux pies grièches sur branches — *Lanius excubitor*;
- deux dents en ivoire (indéterminées);
- deux chasse-mouches en queue de buffle;
- deux armes de jet;
- Faucon indéterminé;
- Coucou gris — *Cuculus canoris*;
- Choucas des tours — *Coloeus monedula*;
- Casse-noix moucheté — *Nucifraga caryocatactes*;
- Accenteur mouchet — *Prunella modularis*.

68. Musée d'Histoire naturelle et Vivarium. Dons d'un coquillage en voie d'extinction et d'une défense en ivoire. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que les donateurs ont pris contact avec le Conservateur et le chargé de collections du musée d'Histoire naturelle et Vivarium à propos d'un don;

Considérant que le premier don représente une coquille de Grande Nacre *Pina nobilis*, espèce méditerranéenne en danger critique d'extinction;

Considérant que le coquillage est d'une taille remarquable;

Considérant qu'il s'agit d'une pièce d'intérêt scientifique et pédagogique;

Considérant que le deuxième don concerne une défense d'éléphant en ivoire, sculptée, représentant un troupeau d'éléphants;

Considérant que le donateur souhaiterait que la pièce soit représentée en vitrine du musée;

Considérant qu'il est envisagé de la présenter étant donné son aspect pédagogique lié à la nouvelle présentation des ivoires au musée se rapportant à la protection des éléphants et aux problèmes de conservation de ces animaux;

Considérant que cette défense provient du Congo belge dans les années 1952-1957;

Considérant qu'étant donné la valeur scientifique et pédagogique de ces deux dons, il est proposé de les rentrer dans les collections de la Ville;

Considérant les avis positifs de Monsieur le conservateur et du chargé de collections;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le don des pièces mentionnées ci-après au musée d'Histoire naturelle et Vivarium, et leur mise en réserve ou présentation au sein du musée :

- une coquille de Grande Nacre *Pina nobilis*, espèce méditerranéenne en danger critique d'extinction;
- une défense d'éléphant en ivoire, sculptée, représentant un troupeau d'éléphants.

69. Musée d'Histoire naturelle et Vivarium. Prêt de spécimens naturalisés à l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique (IRSNB) organisera une exposition intitulée « Challenge » qui sera ouverte au public d'octobre 2026 à août 2027;
Considérant le courrier 18 mars 2025 de la responsable du projet « Challenge », adressé au conservateur du musée d'Histoire naturelle et Vivarium de Tournai, sollicitant le prêt de plusieurs pièces dont le détail est le suivant :

- Dromadaire - *Camelus dromedarius* - M-VM5-1-0002 - [REDACTED]
- Bouquetin des Alpes - *Capra ibex* - R1-E10-C353-0008 - [REDACTED]
- Ornithorynque - *Ornithorhynchus anatinus* - M-VG5-1-0001 - [REDACTED]
- Taupe au nez étoilé - *Condylura cristata* - M-VG5-4-0011 - [REDACTED]
- Lagopède alpin - *Lagopus muta* - R1-E4-C86-0006 - [REDACTED]
- Baudroie - *Lophius piscatorius* - M-VG2-3-0008 - [REDACTED]
- Noctule - *Nyctalus noctula* - R1-E8-C296-0004 - [REDACTED]
- Guépard - *Acinonyx jubatus* - M-VM1-1-0002 - [REDACTED];

Considérant que le musée tournaisien dispose de ces spécimens ayant une valeur d'assurance totale de [REDACTED] €;

Considérant la demande officielle de prêt reprise en annexe;

Considérant que le conservateur ainsi que le chargé de collections du musée d'Histoire naturelle et Vivarium de la Ville de Tournai sont d'accord de prêter ces pièces;

Considérant que les frais d'emballage, de transport aller-retour et d'assurance « Tous risques » de type « clou à clou » des pièces prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant que les éventuelles restaurations de spécimens seraient également prises en charge par l'équipe de taxidermie de l'IRSNB;

Considérant que les documents d'assurances ainsi que les constats d'états signés devront être fournis par les bénéficiaires avant le départ des pièces;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le prêt des huit pièces mentionnées ci-après, d'une valeur totale de

[REDACTED] à l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique (IRSNB), dans le cadre de l'exposition « Challenge » organisée d'octobre 2026 à août 2027 :

- Dromadaire - *Camelus dromedarius* - M-VM5-1-0002 - [REDACTED]
- Bouquetin des Alpes - *Capra ibex* - R1-E10-C353-0008 - [REDACTED]
- Ornithorynque - *Ornithorhynchus anatinus* - M-VG5-1-0001 - [REDACTED]
- Taupe au nez étoilé - *Condylura cristata* - M-VG5-4-0011 - [REDACTED]
- Lagopède alpin - *Lagopus muta* - R1-E4-C86-0006 - [REDACTED]
- Baudroie - *Lophius piscatorius* - M-VG2-3-0008 - [REDACTED]
- Noctule - *Nyctalus noctula* - R1-E8-C296-0004 - [REDACTED]
- Guépard - *Acinonyx jubatus* - M-VM1-1-0002 - [REDACTED].

70. Musée des Beaux-Arts. Don d'une œuvre d'Auguste Oleffe présentant un portrait de Sander Pierron. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la proposition de don de [REDACTED] d'un dessin d'Auguste OLEFFE présentant un portrait de Sander Pierron;
 Considérant que ce don suscite l'intérêt du conservateur car il entre parfaitement en résonance avec la collection du musée des Beaux-Arts;
 Considérant que le musée des Beaux-Arts conserve déjà 25 oeuvres (peintures et dessins) de l'artiste Auguste OLEFFE;
 Considérant que le portrait est celui de Sander Pierron, critique d'art actif à la fin du 19e et au début du 20e siècle;
 Considérant que Sander Pierron côtoyait le mécène Henri Van Cutsem ainsi que de nombreux artistes que nous conservons dans nos collections;
 Considérant que Sander Pierron est l'auteur de l'ouvrage *Collection Van Cutsem. Catalogue descriptif par Sander Pierron* (Musée de Tournai, Paris, 1926), seul ouvrage rédigé par un contemporain et décrivant la collection du mécène dans son entièreté;
 Considérant que suite aux préconisations du conservateur, l'oeuvre sera livrée dans un nouvel encadrement (respectant les normes muséales) réalisé aux frais du donateur;
 Considérant que l'oeuvre sera apportée par le donateur, n'occasionnant aucun frais d'emballage ou de transport;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le don de [REDACTED] d'une oeuvre d'Auguste OLEFFE présentant un Portrait de Sander Pierron (Auguste Oleffe, *Portrait de Sander Pierron*, crayon sur papier, 22 x 26 cm).

71. Musée des Beaux-Arts. Prêt d'un pastel de Georgette Meunier pour le musée Rops (Namur). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le musée Rops (Namur) organise une exposition *Japoniaeries. Fantaisies japonaises au temps de Félicien Rops* qui se tiendra du 18 octobre 2025 au 15 février 2026;
 Considérant qu'à cette occasion l'organisateur sollicite le prêt du pastel de Georgette Meunier intitulé *Chinoiseries* (s.d., valeur d'assurance [REDACTED]);
 Considérant que le conservateur a remis un avis favorable;
 Considérant que l'exposition proposera un regard nouveau sur cette oeuvre du musée des Beaux-Arts;
 Considérant que les frais d'emballage, de transport, d'assurance et de convoiement de l'oeuvre seront totalement à la charge de l'emprunteur;
 Considérant que le convoiement sera réalisé par une personne de l'équipe scientifique du musée des Beaux-Arts de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le prêt du pastel de Georgette Meunier intitulé *Chinoiseries* (s.d., VA [REDACTED]) au musée Rops (Namur) pour son exposition *Japoniaiseries. Fantaisies japonaises au temps de Félicien Rops* qui se tiendra du 18 octobre 2025 au 15 février 2026.

72. Musée des Beaux-Arts. Prêt de trois gravures de Théodore Verstraete pour le musée de Gravelines. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le musée du Dessin et de l'Estampe originale (Gravelines) organise une exposition *Intimisme. Affinités graphiques franco-belges 1860-1900* qui se tiendra du 22 juin au 9 novembre 2025;

Considérant qu'à cette occasion l'organisateur sollicite le prêt de trois gravures de Théodore Verstraete :

- « *Barque accostée le long de la berge auprès de quelques arbres* », s.d. (valeur d'assurance [REDACTED]);
- « *Deux promeneurs sur un chemin bordé d'arbres le long de l'eau* », s.d. (VA [REDACTED]);
- « *Église et maison derrière des arbres* », s.d. (VA [REDACTED]);

Considérant que le conservateur du musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable;

Considérant que le propos de l'exposition compte parmi les préoccupations du musée des Beaux-Arts;

Considérant que les frais d'emballage, de transport, d'assurance et de convoiement de l'œuvre seront totalement à la charge de l'emprunteur;

Considérant que le convoiement sera réalisé par une personne de l'équipe scientifique du musée des Beaux-Arts de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le prêt de trois gravures de Théodore Verstraete au musée du Dessin et de l'estampe originale (Gravelines) pour son exposition *Intimisme. Affinités graphiques franco-belges 1860-1900* qui se tiendra du 22 juin au 9 novembre 2025.

Liste des trois œuvres :

- « *Barque accostée le long de la berge auprès de quelques arbres* », s.d. (VA [REDACTED]);
- « *Deux promeneurs sur un chemin bordé d'arbres le long de l'eau* », s.d. (VA [REDACTED]);
- « *Église et maison derrière des arbres* », s.d. ([REDACTED]).

73. Musée des Beaux-Arts. Mise en dépôt d'une œuvre de Henri Evenepoel par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'œuvre d'Henri Evenepoel (Nice, 1872 — Paris, 1899), esquisse *Au Bois de Boulogne* intègre les collections du musée;

Considérant qu'il s'agit d'une esquisse de l'œuvre *Le Bois de Boulogne* (conservée au musée de La Boverie à Liège) qui constitue le dernier chef-d'œuvre réalisé par l'artiste mort prématurément, à l'âge de 27 ans en 1899;

Considérant que l'œuvre appartenait à Louis Pion, artiste peintre tournaisien, ami du mécène Henri Van Cutsem, et premier conservateur du musée des Beaux-Arts de Tournai, et était restée dans la famille de l'artiste;

Considérant qu'Henri Van Cutsem, bien qu'ayant collectionné de nombreux artistes belges d'avant-garde, n'a pourtant pas acquis d'œuvre d'Henri Evenepoel;

Considérant qu'il serait judicieux de combler cette lacune par l'achat de cette œuvre;

Considérant qu'après des études à Saint-Josse-ten-Noode, Henri Evenepoel s'est installé à Paris et a développé une œuvre en lien avec la modernité parisienne en représentant jardins publics, théâtres, marchés...;

Considérant que cet artiste crée parfaitement le lien entre nos collections d'art belge et d'art français : là où Henri Van Cutsem a ramené Manet, parisien, peintre de la vie moderne, en Belgique, Evenepoel a exporté le savoir-faire belge dans la capitale;

Considérant que l'œuvre prendra place dans le parcours permanent d'exposition, s'harmonisant parfaitement avec les représentations parisiennes;

Considérant que l'œuvre a été acquise par la Fédération Wallonie-Bruxelles suite à l'avis favorable de sa Commission d'acquisition pour intégrer les collections du musée;

Considérant qu'elle y restera en dépôt;

Considérant qu'elle intégrera le parcours d'exposition dès son arrivée au musée;

Considérant qu'elle sera assurée «tous risques-expositions» par la Ville;

Considérant la convention de mise en dépôt de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver la convention avec la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la mise en dépôt de l'œuvre d'Henri Evenepoel (Nice, 1872 — Paris, 1899), esquisse *Au Bois de Boulogne* au musée des Beaux-Arts, dont les termes suivent :

« CONVENTION DE MISE EN DÉPÔT

1. Principes préliminaires

- 1.1. Le dépôt est la mise à disposition d'une œuvre propriété de la Communauté française/collection de la Fédération Wallonie-Bruxelles, destinée à être présentée au public dans une institution d'intérêt public ou une institution muséale pouvant l'abriter pour une durée de plus d'un an.
- 1.2. Le déposant est la Fédération Wallonie-Bruxelles représentée par le directeur général adjoint du service général du patrimoine, signataire de la convention particulière de dépôt, après autorisation délivrée par le ministre ayant la culture dans ses attributions.
- 1.3. Le dépositaire est une personne qui, au nom d'une institution d'intérêt public ou muséale, accepte en dépôt des objets appartenant à la collection, propriété de la Communauté française de Belgique et qui en est entièrement responsable pour toute la durée de la mise en dépôt.

2. Exclusion du champ d'application des conditions générales

- 2.1. Dans le respect du décret du 5 juin 1981 : Les œuvres sont mises en dépôt auprès de tout organisme déclaré d'intérêt public. Les dépenses exposées par le dépositaire ne peuvent être subventionnées à charge du budget de la Communauté française/Fédération Wallonie-Bruxelles.
- 2.2. Aucune mise en dépôt n'est accordée dans le cadre d'une manifestation poursuivant un but lucratif ni dans un lieu à vocation commerciale.

3. Conditions générales de sécurité et de conservation à charge du dépositaire

- 3.1. Chaque dépôt n'est consenti que pour un seul lieu. En aucun cas, le dépositaire ne pourra transférer l'œuvre mise en dépôt en un lieu autre que celui mentionné dans la convention de dépôt.
- 3.2. Le dépositaire ne pourra, à quelque titre et de quelque manière que ce soit (dépôt, sous dépôt, mise à la disposition temporaire...), transférer à un tiers le bien reçu en dépôt. Le dépositaire ne pourra en aucun cas faire usage de l'œuvre d'art qui lui a été consentie en dépôt dans un autre but que le dépôt mentionné.
- 3.3. Les demandes de prêt parvenant au musée dépositaire doivent être transmises à la direction du patrimoine culturel dans un délai de quatre mois avant la date de début d'exposition. La décision d'octroi du prêt revient à la direction du patrimoine culturel.
- 3.4. Le dépositaire s'engage à conserver l'œuvre dans un état irréprochable.
- 3.5. La mention suivante : «Collection de la Fédération Wallonie-Bruxelles» suivie du numéro d'inventaire devra figurer sur le cartel de l'œuvre.
- 3.6. Le dépositaire veillera tout particulièrement à ce que les mesures de sécurité nécessaires contre le vol et l'incendie soient prises dans le lieu de dépôt. Ces mêmes lieux doivent impérativement satisfaire aux normes climatiques de conservation reprises aux points 6.9. Si l'exposition ne répond plus à ces mêmes conditions pendant la durée de la mise en dépôt, le déposant se réserve le droit d'exiger la restitution ad nutum de l'œuvre lui appartenant.
- 3.7. La direction du patrimoine culturel a, en tout temps, le droit d'accès au lieu de dépôt, le droit de faire examiner l'œuvre et de faire procéder aux restaurations nécessaires. Le dépositaire ne pourra valablement retarder ou empêcher cet examen ou ces travaux.
- 3.8. En cas de violation des dispositions précédentes, et si le dépositaire ne donne pas suite aux demandes visées aux articles 3.6 et 3.7, le déposant a le droit de faire reprendre l'œuvre, sans autre obligation que la constatation par procès-verbal d'un huissier de l'identité et de l'état de l'œuvre, ceci aux frais du dépositaire.

4. Assurances

- 4.1. La Communauté française/Fédération Wallonie-Bruxelles exige une assurance de type «tous risques» clou à clou, pour le transport et durant toute la durée de la mise en dépôt. L'œuvre devra être assurée en valeur agréée par les soins et à charge du dépositaire, pour la valeur indiquée par le déposant.
- 4.2. L'assurance sera exempte de toute franchise ou limitation dans le chef de l'assureur.
- 4.3. Les clauses d'exclusion suivantes seront couvertes par l'assurance : les risques de simple disparition, la garantie grèves, émeutes, la garantie abandon de recours contre les transporteurs, emballeurs et le personnel du musée.
En cas de détérioration de l'œuvre, les frais de restauration ainsi que la perte de valeur de l'œuvre seront pris en charge par l'organisme assureur (dégradation de l'œuvre) ou le dépositaire en cas de sous-assurance.
L'œuvre, propriété de la Communauté française, est inaliénable.
- 4.4. La valeur d'assurance est fixée unilatéralement par le déposant.

- 4.5. L'assurance est contractée auprès d'une société d'assurance agréée par le déposant.
- 4.6. Une copie de la police d'assurance sera remise au déposant, avant le transport de l'œuvre.
- 4.7. La clause spéciale suivante doit être ajoutée à la police d'assurance : « La Compagnie d'assurance s'engage à accepter la valeur d'assurance comme valeur agréée, et en cas de vol ou de perte, de la payer net et sans frais au déposant ». Cette clause doit figurer sur l'attestation envoyée par la compagnie d'assurance au déposant avant la mise en dépôt.
- 4.8. Tout dommage, vol, disparition, perte ou autre irrégularité concernant l'œuvre reçue en dépôt doit être porté au plus vite à la connaissance du déposant par le dépositaire. En cas de vol, disparition ou perte, la date, le numéro du procès-verbal et l'adresse de l'autorité qui a dressé le procès-verbal doivent toujours être communiqués au déposant.
- 4.9. En cas de dommage, les dégâts sont constatés et évalués par le déposant ou par un spécialiste mandaté par lui, aux frais du dépositaire. Les deux parties reçoivent un rapport écrit. Le dépositaire peut éventuellement organiser une contre-expertise par un spécialiste de son choix. Ce second rapport écrit doit également être transmis aux deux parties.
- 4.10. Le choix de la personne qui effectuera la restauration est déterminé unilatéralement et sans contestation par le déposant. Le dépositaire s'engage à assumer tous les frais de restauration (y compris les frais de transport et autres frais éventuels y inhérents) dans les limites de la valeur d'assurance prescrite.
- 4.11. Le dépositaire s'engage à faire part de ces conditions à la Compagnie d'assurance.

5. Convoiment

- 5.1. L'œuvre est convoyée, par un agent de la direction du patrimoine culturel lors de tous les déplacements (retrait pour exposition, restauration, etc.) dans le cas où la direction du patrimoine l'estime nécessaire.
- 5.2. Le convoyeur réalisera le constat d'état en début et en fin de mise en dépôt. Le convoyeur peut prendre toute décision nécessaire à la bonne conservation des œuvres et doit veiller à l'exécution des mesures demandées.

6. État de l'œuvre d'art, conservation et restauration

- 6.1. L'œuvre d'art sera exposée dans l'état où elle se trouvait lors de la mise en dépôt.
- 6.2. Un constat d'état détaillé de l'œuvre d'art mise en dépôt sera réalisé avant le départ de l'œuvre et vérifié par le convoyeur lors du déballage de l'œuvre. Le constat d'état sera contresigné par le dépositaire.
- 6.3. Le dépositaire ne peut en aucun cas procéder à un traitement quelconque (nettoyage, restauration, vernissage, retouche, prélèvements, etc.).
- 6.4. Si le dépositaire constate qu'une œuvre mise en dépôt doit, en raison de son état, être soumise à un traitement quelconque, il est tenu d'en aviser immédiatement et par écrit le déposant.
- 6.5. Le déposant se réserve le droit, en tout temps, de faire examiner l'œuvre et de faire procéder aux restaurations nécessaires en cas de dommage, aux frais du dépositaire.
- 6.6. En cas de non-prise en charge des dégâts par l'organisme assureur, le dépositaire est tenu d'indemniser la Communauté française de Belgique pour tous les dommages que, même par cas fortuit, viendrait à subir l'œuvre qui lui est confiée.
- 6.7. En cas de dommages, les dégâts seront constatés et estimés par la direction du patrimoine culturel ou par un expert désigné par elle. Le dépositaire pourra faire procéder à une contre estimation.
- 6.8. La désignation du restaurateur qui effectuera les restaurations revient unilatéralement et sans contestation au déposant. Le dépositaire s'engage à assumer tous les frais de restauration (y compris les frais de transport et autres frais éventuels y inhérents) dans les limites de la valeur d'assurance prescrite.

6.9. Le lieu de dépôt de l'œuvre devra garantir un climat stable. Celui-ci devra satisfaire aux normes recommandées en conservation :

- température : 18°-21 °C;
- hygrométrie relative : 50 % HR (\pm 5 %);
- éclairage : L'œuvre ne peut être soumise à l'éclairage naturel. L'éclairage utilisé doit être un éclairage LED de haute qualité.

L'œuvre sera exposée dans un lieu non soumis aux courants d'air ou de climatisation, irradiation directe de source froide ou chaude.

Le déposant se réserve le droit de fixer toute autre condition climatique complémentaire, notamment en raison de la nature de l'œuvre ou si son état appelle des conditions de conservation particulières.

7. Droit de reproductions et enregistrements photographiques

- 7.1. La reproduction totale ou partielle de l'œuvre déposée par, pour ou au nom du dépositaire, par moyens photomécaniques ou électroniques, y compris par film, vidéo, T.V., CD-ROM, DVD ou par image artificielle, à l'usage d'une publication sous n'importe quelle forme que ce soit, ne peut se faire sans l'accord écrit du déposant. Le dépositaire est automatiquement responsable du respect de cette clause par des tiers.
- 7.2. Si le dépositaire désire disposer des photos afin de les reproduire et/ou de les publier, il doit introduire une demande à cet effet, le plus rapidement possible. Sauf dérogation exceptionnelle, c'est la direction du patrimoine culturel qui se charge des prises de vue photographiques. Les frais sont à charge de la Communauté française.
- 7.3. Les reproductions photographiques publiées doivent s'accompagner de la légende suivante : «*Collection de la Fédération Wallonie-Bruxelles*» suivie du numéro d'inventaire.

8. Résiliation de la convention de dépôt

La Fédération Wallonie-Bruxelles peut mettre fin à la présente mise en dépôt pour tout motif et sans justification, moyennant un préavis de six mois.

Après ce délai, le dépositaire s'engage à restituer l'œuvre en bon état. Si le dépositaire refuse de donner suite à cette demande, le déposant aura le droit de faire reprendre l'œuvre sans autre obligation que la constatation par procès-verbal d'huissier de l'identité et de l'état de l'œuvre, tout ceci aux frais du dépositaire.

En cas de manquement à l'une des conditions reprises dans la présente convention de mise en dépôt, la Fédération Wallonie-Bruxelles peut résilier sans préavis la présente mise en dépôt.

La résiliation se fait par lettre recommandée.

9. Juridiction compétente

Tout litige relève de la seule compétence des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, seul le droit belge étant applicable.

La présente convention concerne la mise en dépôt d'une œuvre au musée des beaux-arts de Tournai :

Henri Evenepoel, «Au bois de Boulogne» (esquisse), 1899, Huile sur carton marouflé sur panneau, 19 x 23,1 cm, APC 27415, [REDACTED].

Lu et approuvé en date du

Le dépositaire,

Pierre-Yves MAYSTADT Marie Christine MARGHEM
Directeur général Bourgmaster

Pour le déposant,

Jean-Louis BLANCHART
Directeur général adjoint
faisant fonction
Service général du patrimoine».

74. Musée des Beaux-Arts. Proposition de legs. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1221-1. § 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que par courriel du 21 février 2025 (ci-annexé) adressé par l'étude notariale Anne RUTTEN, l'Administration a pris connaissance du testament de feu [REDACTED], aux termes duquel celle-ci a désigné le musée Beaux-Arts de Tournai pour recueillir ses livres, gravures, cartes postales concernant la Ville de Tournai, ainsi qu'une gravure de l'artiste Louise HEGER;

Considérant qu'après consultation de l'étude notariale, les conditions du legs sont les suivantes :

- le musée peut accepter ou renoncer à la succession, mais ne peut pas sélectionner ce qu'il reçoit;
- les droits de succession sont assumés par la Fondation Roi Baudouin;
- le legs est net de droits (rien à payer en droit de succession);

Considérant que le musée est surtout intéressé par la gravure de Louise HEGER ainsi que par certaines vues de Tournai (gravures) qui pourraient intégrer ses collections;

Considérant que le musée est libre de remettre une partie des biens à d'autres institutions communales et musées;

Considérant que le musée de Folklore et des Imaginaires (MuFIm) est intéressé par certaines gravures;

Considérant que la bibliothèque communale est intéressée par la collection d'ouvrages relatifs à la Ville de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'accepter le legs de la défunte [REDACTED] composé de livres, gravures, cartes postales concernant la Ville de Tournai, ainsi que d'un dessin de Louise HEGER.

75. Musée des Beaux-Arts. Subvention accordée pour la numérisation du fonds pictural 19e siècle du musée des Beaux-Arts par la direction du patrimoine numérique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le musée des Beaux-Arts conserve près de 6.000 œuvres;

Considérant que moins du tiers de celles-ci ont été photographiées en qualité HD et muséale;

Considérant que la numérisation de notre patrimoine est d'une importance capitale tant dans le domaine scientifique (à des fins d'études ou de publications), de la connaissance (à des fins de partage au plus grand nombre) et de la communication (à des fins de promotion);

Considérant qu'il s'agit d'une étape dans le processus de mise en ligne participant à la diffusion et à la démocratisation de nos collections à l'échelle internationale;

Considérant que le musée des Beaux-Arts est reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles et en partie subventionnée par celle-ci;

Considérant que dans ce cadre, le musée des Beaux-Arts est éligible pour obtenir une subvention intégrée dans le plan nommé « Pep's » destiné à la numérisation d'une partie de la collection, à savoir le fond pictural 19e siècle comprenant près de 450 pièces;

Considérant qu'il s'agit d'un travail de grande ampleur dont le coût pourrait ainsi être pris en charge par la direction du patrimoine numérique de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que les clichés des œuvres numérisées seront offerts au musée des Beaux-Arts sans restriction d'utilisation;

Considérant qu'ils devront être accompagnés de la mention suivante : « Avec l'autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles »;

Considérant qu'une mise en ligne consécutive des images sur le portail de la Fédération Wallonie-Bruxelles contribuera à la visibilité et à la valorisation de notre collection;

Considérant qu'une convention doit être établie avec la direction du patrimoine numérique de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que le projet de convention ci-annexé a été soumis à l'approbation de la direction juridique de la Ville de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver la convention entre la Ville de Tournai et la direction du patrimoine numérique de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les termes suivants :

« ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

D'une part, la Communauté française de Belgique, établie boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles, représentée valablement par Madame Élisabeth DEGRYSE, ministre-présidente, en charge du *Budget*, de l'Enseignement supérieur, de la Culture et des Relations internationales et intrafrancophones, ci-après dénommée Communauté française,

Et

D'autre part, la Ville de Tournai, agissant pour le compte du musée des Beaux-Arts, lequel fait partie de ses services communaux, représentée par Madame Marie Christine MARGHEM, bourgmestre, et Monsieur Pierre-Yves MAYSTADT, directeur général

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 — Définitions

On entend par :

Direction du patrimoine numérique : la Direction en charge du Plan de préservation et d'exploitation des patrimoines du Ministère de la Communauté française.

Contenu : un objet physique ou numérique faisant partie du patrimoine culturel de la Communauté française, généralement détenu par le Fournisseur de données.

Métadonnées : l'information textuelle, hyperliens inclus, pouvant servir à identifier, découvrir, interpréter et/ou gérer du Contenu.

Guide d'utilisation des métadonnées : la version la plus récente du guide d'utilisation des métadonnées publiée par la Direction du patrimoine numérique et disponible sur le site <http://www.patrimoineculturel.cfwb.be/index.php?id=7450>.

Spécifications des métadonnées : la version la plus récente des spécifications des métadonnées publiée par la direction du patrimoine numérique et disponible sur le site <http://www.patrimoineculturel.cfwb.be/index.php?id=7450>.

Représentation : une représentation audio et/ou visuelle du contenu, sous la forme d'une ou plusieurs images, de fichiers de texte, de fichiers audio et/ou de fichiers d'images animées.

Article 2 — Fourniture des métadonnées et des représentations

1. Nonobstant les exigences des paragraphes 2, 3 et 4, le Fournisseur de données décide des métadonnées et des représentations qu'il fournit à la direction du patrimoine numérique.
2. Lorsque la numérisation des contenus d'un Fournisseur de données a été financée par la Communauté française, soit sous la forme d'une subvention dédiée à cet objet, soit en vertu d'une disposition idoine figurant dans le contrat-programme ou la convention liant le Fournisseur de données à la Communauté française, soit sous la forme d'un marché public passé par la Communauté française, le Fournisseur de données a l'obligation de fournir à la direction du patrimoine numérique les représentations et les métadonnées relatives à ces contenus.
3. Dans la mesure du possible, le Fournisseur de données fournit à la direction du patrimoine numérique des métadonnées encodées conformément au Guide d'utilisation des métadonnées. À cet effet, la direction du patrimoine numérique fournit au Fournisseur de données un schéma d'encodage sous la forme d'un tableur. S'il n'est pas possible pour le Fournisseur de données de fournir les métadonnées selon la structure et le format demandés, le Fournisseur de données fournit les métadonnées dans le format XML et selon un schéma de métadonnées le plus proche possible du schéma Dublin Core. La Communauté française s'engage à mettre en œuvre la transformation permettant de faire la correspondance entre le schéma fourni et le schéma XML de la spécification des métadonnées.
4. Le Fournisseur de données s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour fournir à la direction du patrimoine numérique des métadonnées correctes relatives aux droits de propriété intellectuelle sur le contenu et ses représentations.

Article 3 — Utilisation des métadonnées

1. La direction du patrimoine numérique incorpore les métadonnées fournies par le Fournisseur de données dans sa base de données et publie ces métadonnées en tant que partie intégrante de la base de données.
2. Dans le cas où les métadonnées font l'objet de droits de propriété intellectuelle, le Fournisseur de données concède à la Communauté française, qui accepte, aux clauses et conditions du présent article, les droits patrimoniaux sur les métadonnées, tels que définis au paragraphe 3 du présent article.
3. Les droits patrimoniaux cédés comprennent :

Droits primaires : reproduction et communication

- Le droit de fixer les métadonnées par toute technique et tout support, et notamment le support informatique en ligne (internet, intranet, bornes informatiques dans les lieux privés et/ou publics).
- Le droit de reproduire les métadonnées en un nombre illimité d'exemplaires de chaque support.
- Le droit de distribuer les métadonnées et de les communiquer au public par toute technique de communication, en ce compris internet et les réseaux informatiques.

Droits secondaires : traduction et adaptation

- Le droit de traduire ou de faire traduire les métadonnées dans toutes les langues.
 - Le droit d'adapter ou de faire adapter les métadonnées.
4. Ces droits patrimoniaux sont cédés à titre gracieux pour toute la durée de la présente convention et pour l'étendue géographique suivante : le monde entier.

5. En ce qui concerne les droits moraux, le Fournisseur de données autorise la Communauté française à procéder à des modifications raisonnables des métadonnées telles que notamment les modifications inhérentes à une traduction ou une adaptation. Il renonce expressément à invoquer son droit moral en vue de s'opposer à ces modifications, sauf s'il démontre que la modification en cause est préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.
6. Le Fournisseur de données garantit être le titulaire des droits d'auteur cédés et garantit la Communauté française contre toutes les prétentions que les tiers pourraient faire valoir en raison de l'utilisation des métadonnées par la Communauté française conformément à la présente convention.

En tout état de cause, le Fournisseur de données garantit expressément que les métadonnées ne comprennent aucun élément sur lequel un tiers pourrait faire valoir un droit d'auteur ou tout autre droit.

Le cas échéant, le Fournisseur de données garantit expressément avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour représenter et utiliser, comme prévu dans la présente convention, les métadonnées qu'il fournit. Le Fournisseur de données garantit la Communauté française contre tout recours qui serait intenté par le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ces métadonnées.

Article 4 — Utilisation des représentations

1. La direction du patrimoine numérique incorpore les représentations fournies par le Fournisseur de données dans sa base de données et publie ces représentations en tant que partie intégrante de la base de données.
2. Dans le cas où les représentations et/ou les contenus font l'objet de droits de propriété intellectuelle détenus par le Fournisseur de données, ce dernier concède à la Communauté française, qui accepte, aux clauses et conditions du présent article, les droits patrimoniaux sur les représentations, tels que définis au paragraphe 3 du présent article.
3. Les droits patrimoniaux cédés comprennent :

Droits primaires : reproduction et communication

- Le droit de fixer les représentations par toute technique et tout support, et notamment le support informatique en ligne (internet, intranet, bornes informatiques dans les lieux privés et/ou publics).
- Le droit de reproduire les représentations en un nombre illimité d'exemplaires de chaque support.
- Le droit de distribuer les représentations et de les communiquer au public par toute technique de communication, en ce compris internet et les réseaux informatiques.

Droits secondaires : traduction et adaptation

- Le droit de traduire ou de faire traduire les représentations dans toutes les langues.
 - Le droit d'adapter ou de faire adapter les représentations et de la modifier, notamment en reproduisant certains de ses éléments par toute technique (en ce compris toute technique informatique) ou en en modifiant des paramètres (tels que la couleur, la grandeur, le format...)
4. Ces droits patrimoniaux sont cédés à titre gracieux pour toute la durée de la présente convention et pour l'étendue géographique suivante : le monde entier.
 5. En ce qui concerne les droits moraux, le Fournisseur de données autorise la Communauté française à procéder à des modifications raisonnables des représentations telles que notamment les modifications inhérentes à une traduction, la réalisation de résumé, le fait de raccourcir l'œuvre, ou, pour les œuvres photographiques, l'agrandissement, la réduction, le changement de couleurs et de contrastes, etc. Il renonce expressément à invoquer son droit moral en vue de s'opposer à ces modifications, sauf s'il démontre que la modification en cause est préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

6. Le Fournisseur de données garantit être le titulaire des droits d’auteur cédés et garantit la Communauté française contre toutes les prétentions que les tiers pourraient faire valoir en raison de l’utilisation des représentations par la Communauté française conformément à la présente convention.
En tout état de cause, le Fournisseur de données garantit expressément que les représentations ne comprennent aucun élément sur lequel un tiers pourrait faire valoir un droit d’auteur ou tout autre droit.
Le cas échéant, le Fournisseur de données garantit expressément avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour représenter et utiliser comme prévu dans la présente convention les représentations qu’il fournit. Le Fournisseur de données garantit la Communauté française contre tout recours qui serait intenté par le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ces représentations.
Le cas échéant, le Fournisseur de données garantit expressément avoir obtenu des personnes représentées leur autorisation écrite de reproduire leur image et d’utiliser celle-ci conformément aux dispositions de la présente convention. Le Fournisseur de données garantit la Communauté française contre tout recours qui serait intenté par une personne représentée en raison de l’utilisation de l’œuvre par la Communauté française conformément à la présente convention.
7. Lorsque les représentations font l’objet de droits de propriété intellectuelle, la Communauté française accompagne la publication des représentations d’une mention « Communication réservée », qui renvoie via un hyperlien vers une page « Mentions légales » rédigée comme suit :
« Les reproductions iconographiques et photographiques des œuvres présentées dans ce site avec la mention “Communication réservée” sont protégées au titre du droit de la propriété intellectuelle. Pour toute question relative à la réutilisation de ces reproductions, veuillez contacter la direction du patrimoine numérique à l’adresse mail suivante peps@cfwb.be. »

Article 5 — Mise à disposition des fichiers

1. La Communauté française met gratuitement à la disposition de l’institution l’ensemble des fichiers produits lors de la campagne de numérisation. L’institution est autorisée à utiliser ces fichiers dans le cadre de ses missions culturelles, scientifiques et éducatives et de la promotion de ses activités.
2. Chaque utilisation des fichiers par l’institution doit obligatoirement être accompagnée de la mention suivante : « Avec l’autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles ».
3. L’institution peut diffuser les fichiers sur tout support de communication (exposition, publications, sites internet, réseaux sociaux, etc.) sous réserve du respect des présentes conditions.
4. L’institution est autorisée à diffuser une copie des fichiers à un tiers qui souhaite les utiliser à des fins culturelles, scientifiques et éducatives. L’institution ne peut pas faire payer à un tiers des droits de reproduction sur les images dont la Communauté française est propriétaire. Les tiers veilleront également à créditer la Communauté française par la mention « Avec l’autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles » lors de la diffusion des fichiers.
5. L’institution est autorisée à ajouter sur le site du musée des Beaux-Arts de Tournai un lien direct vers le Portail de « Numeriques.be » afin de renvoyer à ses propres collections.

Article 6 — Avertissement et retrait

1. Dans l'éventualité où l'application des articles 3 et 4 par la Communauté française constitue un acte présumé illégal vis-à-vis d'un tiers, la Communauté française appliquera la procédure de notification et de retrait prévue au paragraphe 2 de cet article.
2. Dans le cas où un tiers informe la Communauté française qu'elle commet un acte illégal envers quelque tiers que ce soit en appliquant les articles 3 et 4, la Communauté française est tenue de décider dans les 10 jours ouvrables si elle considère cet avertissement (a) sans fondement ou (b) raisonnablement fondé, auquel cas la Communauté française devra procéder comme suit :
 - a. Dans le cas où la Communauté française considère ledit avertissement sans fondement, elle en avertira la partie notificatrice.
 - b. Dans le cas où la Communauté française considère ledit avertissement raisonnablement fondé, elle prendra toutes les mesures qu'elle estime nécessaires pour mettre fin à la situation présumée illégale. La Communauté française informera la partie notificatrice et le Fournisseur de données de sa décision et entamera des discussions avec ces dernières.

Article 7 — Durée

1. La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée de trois ans.
2. La présente convention est automatiquement reconduite pour la même durée, à moins que l'une des parties n'y mette fin par écrit, l'autre partie devant recevoir le préavis de non-reconduction par lettre recommandée à la poste au plus tard trois mois avant la date d'expiration de la convention.
3. La présente convention prend fin en tout état de cause, à l'expiration de tous droits d'auteurs ou de propriété intellectuelle portant sur les métadonnées ou les représentations, la Communauté française obtenant alors automatiquement le droit d'exploiter pleinement celles-ci comme toute œuvre tombée dans le domaine public.

Article 8 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant écrit et approuvé par les deux parties.

Article 9 — Résiliation

1. Chaque partie peut, à tout moment, résilier la convention pour cause de violation substantielle ou de toute autre violation répétée par l'autre partie à n'importe laquelle de ses obligations en vertu de cet accord, en portant à la connaissance de l'autre partie une notification de la nature de la violation. La résiliation de l'accord sera effective dans un délai de trente jours après la notification par écrit, à moins que la partie défaillante ne remédie à la violation au cours dudit délai de trente jours.
2. Toute partie à la convention peut résilier cette dernière par écrit à l'autre partie lorsque l'autre partie devient insolvable ou fait faillite, lorsque le projet du Fournisseur de données se termine ou lorsque le Fournisseur de données se retire ou cesse son activité. La résiliation entre en vigueur trente jours après réception de l'avis écrit.
3. À la résiliation de la présente convention, la Communauté française a l'obligation de retirer toutes les métadonnées et toutes les représentations fournies par le Fournisseur de données lorsque ce dernier lui en fait la demande. Tout retrait aura lieu au plus tard dans les trente jours suivant réception de ladite demande par la Communauté française.
4. La résiliation de la présente convention n'affecte aucunement tout accord valable passé préalablement par chacune des parties avec des tiers.

Article 10 — Compétence juridictionnelle

En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents, le droit belge étant le seul d'application.

Fait en autant d'exemplaires que de parties,

Bruxelles, le

Pour la Communauté française de Belgique, Pour (l'institution),

.../...».

76. Enseignement fondamental. Repas scolaires. Grille des prix. Année scolaire 2025-2026. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Madame la Conseillère communale PS, **Emeline PETIT** :

"Oui effectivement on constate que chaque année, cette année encore, même si c'est une hausse légère c'est quand même une hausse et que les prix des repas chauds dans les écoles ne cessent d'augmenter. Pour des familles qui vivent des situations difficiles, il est parfois compliqué de couvrir de tels frais. Selon Unicef, la Belgique possède l'un des taux de pauvreté infantile les plus élevés. En Wallonie, c'est près d'un enfant sur quatre qui vit dans une situation précaire. Dans un tel contexte, est-il utile de rappeler le rôle crucial que joue une école, notamment en offrant à ses enfants la possibilité de manger un repas chaud par jour. Aussi Madame la Bourgmestre, Madame l'Échevine en charge de l'enseignement, je vous encourage à sensibiliser le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin qu'il puisse poursuivre le projet des cantines scolaires initié par le Ministre DAERDEN et dont certaines écoles de notre entité ont pu bénéficier."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Tout ça me paraît évidemment de bon sens. J'ajouterai quand même, et vous le savez assez bien, je crois qu'à partir de 11 heures dans toutes les écoles, tout un personnel s'active au réchauffement des plats. Et ça mobilise énormément d'énergie et donc de coûts qui eux, malheureusement, ne cessent d'augmenter. Dans le cadre de certaines écoles, il y a un soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour le remboursement des repas, ce qui permet à ces enfants, qui sont des enfants issus malheureusement pour eux de la très grande précarité, qui grâce à cette formule peuvent au moins, on en est sûr, avoir un repas chaud et équilibré par jour, de profiter de ce repas gratuitement. Au-delà, il faut continuer, vous avez raison, à faire des efforts et je ne doute pas que Madame l'Échevine de l'enseignement ira dans ce sens."

Par 22 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo), 2 voix contre (le groupe PTB) et 14 abstentions (le groupe PS), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1°, a) (procédure négociée sans publicité préalable) et 92 (marché de faible montant - inférieur à 30.000,00 € hors TVA) permettant la passation du marché par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00 € hors TVA);

Considérant sa décision du 16 décembre 2024 de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget ordinaire;

Considérant qu'en séance du 29 juin 2023, le collège communal a attribué le marché de service relatif à la confection et la livraison en liaison froide de repas sains et durables dans les cantines des écoles communales des entités de Tournai et Pecq, pour la période allant du 28 août 2023 au 3 juillet 2026, à la société API RESTAURATION SA, rue des Sandrinettes, 32 à 7033 Cuesmes;

Considérant les prix proposés par la société API RESTAURATION, pour l'année scolaire 2025-2026 :

	Prix TVA comprise 2025-2026 (€)	Droit de chaise (€)	Tarif du repas demandé aux parents en 2025-2026 (€)
Repas (maternel)	3,4151	0,25	3,70
Repas petits (primaire)	3,4485	0,25	3,80
Repas grands (primaire)	3,5819	0,25	3,90
Repas petits (primaire) + crudités	3,6153	0,25	3,90
Repas grands (primaire) + crudités	3,7043	0,25	4,00
Repas (adultes)	3,8823		4,00
Potage (litre)	1,7354		
Potage (bol)			0,40

Considérant l'historique des tarifs des repas scolaires demandés aux parents repris dans le tableau ci-dessous :

[illegible]

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14/04/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 Par 22 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo), 2 voix contre (le groupe PTB) et 14 abstentions (le groupe PS);

DÉCIDE

d'approuver la grille de tarif des repas scolaires auprès de la firme API RESTAURATION, pour l'année académique 2025-2026;

	Prix TVA comprise 2025-2026 (€)	Droit de chaise (€)	Tarif du repas demandé aux parents en 2025-2026 (€)
Repas (maternel)	3,4151	0,25	3,70
Repas petits (primaire)	3,4485	0,25	3,80
Repas grands (primaire)	3,5819	0,25	3,90
Repas petits (primaire) + crudités	3,6153	0,25	3,90
Repas grands (primaire) + crudités	3,7043	0,25	4,00
Repas (adultes)	3,8823		4,00
Potage (litre)	1,7354		
Potage (bol)			0,40

77. Enseignement fondamental. Règlement d'ordre intérieur. Modification. Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX rentre en séance.

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Nous allons nous abstenir sur ce point. Bien que nous voyons le sens de la difficulté de gérer les téléphones portables dans les écoles secondaires, nous allons suivre la ligne que nous avons défendue à d'autres niveaux de pouvoir à savoir que, pour nous, cette réforme a été décidée sans avoir une réelle concertation du secteur et une réelle concertation des jeunes qui sont concernés pour écrire le texte qui a été proposé à la Région wallonne et qui maintenant donne la suite ici au niveau communal. Donc nous nous abstiendrons sur ce point."

Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;
 Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives ;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 23 novembre 1998, relatif à la fréquentation scolaire;
 Vu la circulaire 2327 du 2 juin 2008 de la Communauté française relative aux dispositions communes en matière de faits graves devant figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement subventionné ou organisé par la communauté française;
 Vu le décret du 3 mai 2019, portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et mettant en place le tronc commun;
 Considérant que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a approuvé, en mars dernier, le décret interdisant l'usage récréatif des téléphones portables et de tout autre équipement terminal de communications électroniques à l'école. Concrètement, ce décret impose aux pouvoirs organisateurs d'insérer intégralement dans les règlements d'ordre intérieur de leurs écoles, pour le 25 août 2025, le texte du nouvel article 1.7.12-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, interdisant l'usage récréatif des téléphones portables;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/05/2025 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
 Sur proposition du collège communal;
 Par 37 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PS) et 2 abstentions (le groupe PTB);

DÉCIDE

d'approuver l'ajout au point «XIII. Bien-être des élèves à l'école» du Règlement d'ordre intérieur (ROI) qui entrera en application le 25 août 2025 pour tous les élèves de l'enseignement fondamental communal de Tournai des termes suivants :

6. *Interdiction de l'usage récréatif des téléphones portables et de tout autre équipement terminal de communications électroniques à l'école*

(Art. 1.7.12-1.) § 1er. L'utilisation d'un téléphone portable ou de tout autre équipement terminal de communications électroniques par un élève est interdite sauf à des fins pédagogiques ainsi que dans les limites fixées dans le règlement d'ordre intérieur dans tous les établissements de l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française. Cette interdiction est d'application pendant le temps scolaire dans l'enceinte de l'école ainsi que durant le temps d'interruption visé à l'article 2.2.1-1 lorsque l'élève passe ce temps dans l'enceinte de l'école et pendant toute activité liée à l'enseignement qui se déroule à l'extérieur de l'enceinte de l'école.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, les élèves présentant un handicap ou un trouble de santé nécessitant l'utilisation d'équipements terminaux de communications électroniques sont autorisés à les utiliser. Ces équipements sont, le cas échéant, définis dans le protocole d'intégration permanente totale de l'élève visé à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, dans le protocole d'intégration permanente partielle ou d'intégration temporaire partielle visé à l'article 152 du même décret ou dans le protocole d'aménagements raisonnables visé à l'article 1.7.8-1, § 4, alinéa 6.

77.1. Point complémentaire de Madame la Conseillère communale Éléonore VAN DEN BOGAERT. Opposition officielle à la venue de l'ambassadrice d'Israël à Tournai dans le cadre de la cérémonie d'hommage aux Justes parmi les Nations. Approbation.

Madame la Conseillère communale PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Nous avons décidé de maintenir cette proposition de délibération, même après l'annonce du désistement de l'ambassadrice d'Israël. Et ce pour une raison fondamentale : cette invitation n'a pas été retirée par la Ville. Elle a simplement été déclinée par la représentante d'un État actuellement accusé de crimes contre l'humanité. Si l'ambassadrice décide de revenir sur sa décision, elle sera accueillie au nom de la Ville. Et d'autre part, la question politique reste entière. Il est évident que nous devons honorer ces Tournaisiennes et Tournaisiens qui, dans l'ombre, ont pris tous les risques pour sauver des enfants juifs de la barbarie nazie. Ces héros ordinaires ont choisi l'humanité contre la peur, la solidarité contre la haine, la désobéissance civile contre l'ordre injuste. Mais peut-on à Tournai, honorer la mémoire de ces justes tout en accueillant officiellement la représentante d'un État accusé par la Cour pénale internationale de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'un possible génocide ? Un État dont l'armée en quelques mois, a causé la mort de plus de 60.000 civils, dont des milliers d'enfants, et impose une famine organisée à un peuple enfermé. Cette nuit encore, une école a été bombardée avec des familles qui ont été brûlées vives. Si nous voulons vraiment honorer la mémoire des justes, alors nous devons être cohérents. Les justes n'ont pas été neutres. Ils n'ont pas dit : "ce n'est pas de notre ressort". Ils ont résisté, ils ont dit non. Non à l'horreur, non à l'indifférence, non à l'inacceptable.

Madame MARGHEM, vous nous dites que ce serait confondre le passé et le présent. Mais c'est précisément parce que nous ne les confondons pas que nous devons refuser les amalgames. Il ne s'agit pas ici d'une critique du peuple israélien ni du principe du titre de juste. Il s'agit de savoir si dans ce contexte diplomatique particulier, la Ville de Tournai peut légitimement offrir une tribune officielle à une représentante d'un gouvernement qui justifie aujourd'hui des actes massivement dénoncés par les ONG, les institutions internationales et une grande partie de la population belge. On nous dit que ce serait logique dans la continuité du processus initié par le précédent collège. Mais l'histoire n'est pas un protocole administratif figé. Une logique peut être rompue quand l'éthique s'impose.

Monsieur BROTCORNE dit être d'accord sur le fond, mais pas sur la manière. Justement, en démocratie, la manière est le fond. Quand on s'associe officiellement à une présence diplomatique, on envoie un message. Et aujourd'hui, ce message est la validation d'actes d'une grande cruauté et d'une violence inouïe. Nous pensons que l'honneur de Tournai a été sali par cette invitation, que ce geste a choqué, que la confusion qu'il a générée a profondément blessé de nombreuses citoyennes et citoyens de notre ville, ainsi que le monde associatif engagé pour la paix et les droits humains.

Notre proposition est simple et digne. Nous demandons que le conseil communal vote le retrait officiel de cette invitation afin de marquer clairement que la Ville ne cautionne ni de près, ni de loin la politique du gouvernement israélien, que jamais elle n'aurait dû envisager une telle officialisation et qu'elle ne le fera pas. Ce vote est une manière de restaurer la dignité de notre ville. Une manière de dire que pour Tournai, la mémoire des justes ne peut pas être instrumentalisée par un État qui viole aujourd'hui les principes mêmes qu'ils ont défendus au péril de leur vie. Ce vote est aussi une réponse à toutes celles et ceux qui se sont mobilisés depuis 2 semaines. Les associations, les syndicats, les citoyens et citoyennes et qui

ont fait entendre un message fort. Tournai ne veut pas se rendre complice, même symboliquement, d'un régime d'apartheid. Enfin, ce vote peut marquer le début d'un positionnement plus clair de la Ville en solidarité avec le peuple palestinien. Nous comptons sur les 4 élus Écolo pour aller jusqu'au bout de la défense de leurs valeurs. Et nous sommes convaincus que des élus MR et Engagés ici présents partagent notre indignation et leur refus que la Ville invite des représentants d'Israël dans le contexte actuel, et ce en notre nom. Nous vous appelons à voter cette proposition avec lucidité, avec responsabilité et à poser un acte fort, digne et cohérent. Car le devoir de mémoire, ce n'est pas seulement se souvenir, c'est aussi aujourd'hui encore choisir de quel côté de l'histoire on se tient."

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"Effectivement, aujourd'hui le sujet, il est que cette invitation, étant donné qu'elle n'a pas été envoyée de manière officielle par la Ville, donc c'est difficile de l'enlever et que l'ambassadrice a annoncé qu'elle ne viendrait pas, le point nous semble aujourd'hui caduc. Ça, c'est sur la forme. Sur le fond, pour autant, je pense qu'il faut être clair et très ferme et je vais prendre le temps de le faire ici aujourd'hui. Parce que si elle n'avait pas annulé sa visite, et que vous aviez maintenu ce point, c'est clair, ça a été dit par la Locale Écolo et on est tous unis sur cette question, nous aurions soutenu ce point.

Aujourd'hui, ce que nous on sait dire, c'est tout simplement que ce n'est pas en notre nom. Et qu'ici à Tournai, ce ne sera pas non plus au nom de notre Ville. Pour nous, toute invitation d'un représentant de l'État israélien tant que son chef de gouvernement sera poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité sera non avenu, impossible, inacceptable. Et c'est une affirmation ferme que le groupe Écolo vous donne aujourd'hui. On ne transigera jamais, jamais, jamais avec l'extrême droite.

Dans le même ordre d'idées finalement, on refuse les amalgames parce qu'on pourrait se dire que cette décision, c'est une décision qui est prise contre les Israéliens. Pas du tout. Ce n'est pas une décision qui est prise contre les Israéliens. C'est une décision qui est prise contre le gouvernement d'extrême droite d'Israël. Un gouvernement qui, vous l'avez dit, est poursuivi par l'ONU pour crimes de guerre. Un gouvernement où on a des organisations comme Amnesty International qui pose des constats de génocide. Pour nous, c'est tout simplement impossible à envisager. C'est impossible à envisager hier, on a pris position au niveau du groupe Écolo, c'est inenvisageable aujourd'hui et c'est inenvisageable demain. Voilà. Le combat institutionnel qu'on a mené ici au niveau politique, c'est de ne pas donner de crédit aux extrémistes israéliens tout simplement et Tournai a montré que ce soit par la position de notre groupe, par la position d'autres groupes, mais aussi par la mobilisation citoyenne, les pétitions, les nombreuses personnes qui ont envoyé des lettres à l'ambassadrice. J'ai même connaissance qu'on a un conseiller communal qui a envoyé une lettre. Mais on a des citoyens, on a des associations, la BP qui a envoyé aussi des lettres à l'ambassadrice. Et donc finalement aujourd'hui, Tournai a montré qu'elle était du bon côté de l'histoire et personnellement j'en suis fier."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"J'ai prévu une intervention, mais avant de faire mon intervention, je ne sais pas si j'ai bien compris. Donc c'est caduc parce que le collègue n'a jamais rien envoyé ? C'est ce que vous avez dit ? Monsieur CHAJIA vient de dire : "c'est caduc parce que le collègue n'a jamais rien envoyé" ?"

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"C'est caduc pour deux raisons. Un, le point qui était proposé, c'était de dire que rien ne serait organisé pour la visite de l'ambassadrice. Mais l'ambassadrice a annoncé qu'elle ne viendrait pas. Et deux, il n'y a pas eu d'invitation officielle envoyée de la part du conseil communal. Je n'étais pas au collège. Ce que je sais c'est qu'au conseil communal, il n'y a aucune décision qui a été prise et dès qu'on a entendu que cette ambassadrice comptait venir, nous nous sommes positionnés de manière ferme. Et aujourd'hui, ce point est caduc, tout simplement parce qu'elle a décidé de son propre chef de ne pas venir."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"C'est encore pire que ce que j'espérais avoir. Mais quand on dit elle est caduque, non, elle n'est pas caduque du tout. Nous sommes aujourd'hui le 26 mai et vous savez très bien, parce que vous en avez fait la publicité à droite et à gauche, que cette manifestation est prévue plus tard. Qu'est-ce qui ferait en sorte que demain, l'ambassadrice se dit : "bah tout compte fait, ça s'est un peu calmé à Tournai et je débarque". Je suis tout à fait la proposition du PTB. On doit marquer aujourd'hui au conseil communal si oui ou non, nous souhaitons qu'elle vienne. Alors je peux comprendre que vous êtes un peu gêné aux entournures, mais je vous invite peut-être en tant que conseiller communal, vous pouvez avoir accès aux décisions du collège communal et si vous lisez, je ne vais pas tout vous lire le procès-verbal du 8 mai du collège, je peux vous garantir que ça fait froid dans le dos : "considérant que la police locale a fortement insisté pour que, au vu des personnalités présentes à la cérémonie d'inauguration, celle-ci se déroule un dimanche ou jour férié pour pouvoir plus facilement sécuriser le quartier; considérant que la police locale invite le collège et l'administration communale à respecter un embargo, concernant la venue de son excellence..."

Madame l'Échevine Écolo, **Coralie LADAVI**D :

"On s'est opposés justement. Vous nous reprochez quelque chose où on s'est opposés."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Non non je n'ai pas reproché. Monsieur CHAJIA dit qu'il n'y a pas eu d'invitation qui a été lancée. Moi, je vois que des décisions ont été prises. Il y avait même un petit repas qui était pris ensuite dans un restaurant bien connu de Tournai avec une dizaine de personnes. Donc tout ça a été bien envoyé à l'ambassadrice. Il y a donc eu une invitation officielle de la Ville de Tournai faite par le collège.

Et donc, ce n'est pas du tout caduc, parce que du jour au lendemain, si effectivement nous avons eu une autre publicité ou en tout cas, un autre point de vue, à savoir le collège intervient et dit : "non, nous avons entendu toute une série de choses. Nous allons demander à Madame l'Ambassadrice de ne pas venir." Mais non. Celle qui sort grandie à la limite de l'histoire, c'est encore l'ambassadrice qui dit : "je ne viendrai pas". Mais ce n'est pas le collège qui a dit : "ne venez pas". Et donc là, pour moi, c'est problématique parce que demain, pour demain, elle pourrait très bien dire : "je débarque". Et là, nous n'aurons plus de conseil communal et vous ne pourrez plus rien faire. Donc ceci c'était pour répondre à ce que vous aviez dit.

Maintenant je vais faire mon intervention que j'avais prévue. Mesdames et Messieurs les membres du collège. Que dire ? Que dire de la gestion de ce dossier ? Je n'irai pas par quatre chemins, vous avez été lamentables. En premier lieu, Madame la Bourgmestre, j'ai envie de vous demander : "mais qu'est-ce qui vous a pris ?" Car que ce soit délibéré ou involontaire, votre attitude est tout bonnement incompréhensible. La situation sent le soufre et vous vous plaisez à jeter de l'essence. Ce n'est pas une erreur stratégique, c'est une faute politique. Que les choses soient claires et je le dis à chacune de mes interventions sur ce sujet délicat, mais c'est toujours nécessaire de le rappeler à chaque fois. J'ai beaucoup d'estime pour le peuple juif et je le dissocie toujours dans mes propos du gouvernement israélien coupable à mes yeux d'organiser un véritable génocide. J'ai beaucoup d'estime pour le peuple palestinien que je ne veux en aucun cas assimiler au Hamas, organisation terroriste.

Voici plus de deux décennies par deux fois, je me suis rendu en Israël, en Palestine, à Gaza. Une seule fois à Gaza, car ensuite, il n'était plus possible de pénétrer dans cette prison à ciel ouvert. J'ai rencontré des Israéliens et des Palestiniens extraordinaires. Des pères et des mères des deux camps qui, malgré qu'ils avaient perdu un ou plusieurs enfants dans le conflit, souhaitaient la paix avec l'autre. Cette paix que de nombreuses personnes chérissent, mais hélas, les armes ne se sont jamais tues. Mais l'âge d'or sans cesse est remis aux calendes. Les dieux ont toujours soif, n'en ont jamais assez et c'est la mort, la mort toujours recommencée. Courons pour des idées d'accord, mais de mort lente, d'accord mais de mort lente, chantait Brassens.

Madame la Bourgmestre, vous n'êtes pas obligée de me croire. Mais quand on revient de ce genre de voyage, on n'est plus le même homme. 20 ans après, j'ai encore certains regards en tête. Je pensais à l'époque y avoir découvert l'horreur et n'espérais qu'une chose à savoir qu'un jour, la paix puisse régner sur cette magnifique région. À l'époque, une phrase choc nous avait été adressée par les Palestiniens et cette phrase me revient fréquemment à l'esprit quand je vois l'actualité. Cette phrase c'était : "Vous les Européens, vous nous avez volé l'espoir." Je pensais avoir découvert l'horreur il y a 20 ans, mais ce n'était encore rien par rapport à aujourd'hui. Hier, c'était l'horreur, aujourd'hui, c'est l'enfer.

Madame la Bourgmestre, je me répète : en invitant l'ambassadrice d'Israël, vous avez commis une lourde faute politique. Le premier ministre israélien, quand il aura fini sa boucherie, devra rendre des comptes à la justice. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ce voyou a intérêt personnellement à continuer sa guerre pour éviter qu'il ne vole en taule. Madame la Bourgmestre, avez-vous vu ces enfants qui crient famine ? Avez-vous vu le désespoir de ces femmes et de ces hommes ? On voudrait les jeter dans les bras des terroristes qu'on n'agirait pas autrement.

Je voudrais néanmoins, Madame la Bourgmestre, casser les pattes à un canard. Vous avez subtilement rappelé que ce projet est un projet de l'ancienne majorité. Vous avez raison et je pourrais même dire que c'est un projet que j'ai construit et défendu de A à Z. C'est quasi du 100 % Polo. En soulignant ce fait, vous espérez secrètement alimenter l'idée que tout ce brouhaha n'est en fait qu'une conséquence de mon travail. Et vous avez insinué que c'était une obligation d'inviter l'ambassade puisqu'il était question de mettre en lumière des justes parmi les justes. Quand vous étiez ministre, j'avais parfois détourné vos initiales MCM "Mentir, c'est maladif". Madame la Bourgmestre, s'il vous plaît, ne rejouez pas la même pièce dans cette enceinte. Il n'y a aucune obligation à faire appel à l'ambassade, puisque les justes parmi les justes, qu'on met ici en évidence, ont déjà reçu cette distinction et cette appellation, pour certains, date même de plus de 20 ans.

Inviter l'ambassadrice d'Israël est donc une initiative exclusive du collège de Tournai. Si vous voulez rehausser cette manifestation par la présence de certaines personnes, je le comprendrai parfaitement. Mais alors faites appel à des personnalités symboliques. Je pense à Simone SUSSKIND, élue femme de l'année en 1991, et qui prône depuis toujours le dialogue entre Israël et les Palestiniens. Si vous voulez une personnalité moins notée politiquement, faites appel à la fondation Auschwitz ou aux responsables de la caserne Dossin.

Cependant, Madame la Bourgmestre, vous n'êtes pas la seule à avoir alimenté cette controverse. Monsieur BROTCORNE et sa famille politique sont tout autant responsables que vous. Vous ayant écouté Monsieur BROTCORNE, je dois bien avouer que je n'ai pas compris grand-chose, ni à vos arguments, ni à vos explications. Vous êtes à Tournai responsable d'un mouvement "Les engagés". Mais dites-moi, engagés pour quoi ? Engagés pour qui ? Engagés pour quelle cause ? Engagés uniquement pour de la pierre ? À Tournai, en Belgique, dans le monde, il est aussi indispensable de s'engager pour l'être humain. Hier, vous étiez CDH. Dois-je vous rappeler ce que signifiait le H. Vous savez certainement que j'ai une passion pour le cyclisme. En termes d'image, je vous dirais que vous êtes le "Joop Zoetemelk de la politique". Vous êtes peut-être trop jeune pour l'avoir connu. C'était l'éternel second qui, comme on le disait à l'époque, suçait la roue de son adversaire, le grand Eddy. Cependant, c'était le grand Eddy. Si j'ai un conseil à vous donner, ce serait peut-être d'exister un peu de par vous-même, car les moutons de panurge ont tous connu le même épilogue. Si j'ai encore un conseil à vous donner, c'est de faire vôtre cette phrase : "J'ai le sentiment personnel que la violation des droits humains ne fait aucun doute". "J'ai le sentiment personnel que la violation des droits humains ne fait aucun doute." Cette phrase a été prononcée, voici une dizaine de jours par un certain Maxime PRÉVOT. Je ne vous ferai pas l'injure de vous dire qui il est. Concernant la famille Écolo, permettez-moi de vous dire Madame LADAVID, que votre passage à NoTélé a été pathétique. Dans ce contexte lourd, je me permettrai néanmoins un trait d'humour. J'ai toujours apprécié le théâtre des boulevards. Quand j'étais jeune, ce n'est pas hier, ces spectacles passaient tous les vendredis à la télé. Parmi les pièces jouées, il y avait souvent du Feydeau, du Labiche. La trame de ces Vaudeville était systématiquement la même. Il y a un couple, un amant et dans tout ménage à trois, il y a un cocu. Tout le monde sait qui est le cocu sauf bien évidemment le cocu lui-même. Je suppose que vous aurez compris Madame LADAVID, quel rôle j'estime que vous jouez dans ce collège. Sur l'antenne de Notélé, vous avez refusé de dire aux téléspectateurs ce que Les Engagés avaient voté. Il serait peut-être temps Madame LADAVID, d'arrêter de nous prendre pour des idiots. Nous savons compter jusqu'à 9. Nous savons que la majorité au collège est de 5. Dois-je vous faire une démonstration mathématique du style "les maths pour les nuls". Toujours sur l'antenne de Notélé, vous avez fait appel à la population pour contrer la décision du collège. On touche ici au paroxysme de l'hypocrisie. Venez tous manifester quand l'ambassadrice sera là, mais je ne vous dis pas ni où ni quand pour des raisons de sécurité. Et pendant ce temps, des membres de votre parti font le tour des associations pour donner les renseignements. Il est heureux que l'ambassadrice ait renoncé à venir. C'est une prise de décision personnelle qui l'a grandie et nullement parce que le collège l'a décidé. Cependant, Madame LADAVID, avez-vous pris la mesure de vos responsabilités si celle-ci était venue ? Tous les manifestants ici présents sont des personnes que nous connaissons tous et personnellement, je n'ai jamais craint aucun débordement de leur part. Mais en lançant un appel public comme vous l'avez fait, vous avez joué avec le feu près du bidon d'essence. Étiez-vous certaine du côté pacifique des personnes qui seraient venues en dehors de notre région ? Je pense que vous avez été irresponsable, car vous n'avez jamais voulu prendre en considération l'aspect de la sécurité et ce n'est pas la première fois. Quant à votre posture de participe-opposition, je vous rappellerai que cette majorité, c'est vous qui l'avez voulue, parce qu'ici, vous seriez respectée comme si vous ne l'aviez pas été précédemment. Arrêtez votre jeu hypocrite, personne n'est dupe. Rappelez-vous peut-être les propos de Jean-Pierre Chevènement qui avait une certaine conception du sens de l'État : "un ministre, ça démissionne ou ça ferme sa gueule". Heureusement, pourrait-on conclure, vous n'êtes pas ministre. Il n'en demeure pas moins que votre saga collégiale a donné une très mauvaise image de la ville. Quand le collège de Tournai sème le vent, c'est la ville qui récolte la tempête. Je trouve vraiment dommage que ce monument dédié à la paix, à cause de vos tergiversations et de vos querelles internes, soit devenu un monument sujet à polémique."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Je tiens tout d'abord à signaler au niveau personnel que la situation, qu'on vit, est quand même assez triste. Ça devait être un projet fédérateur dans l'intégralité de la société civile et entre partis politiques et c'est dommage d'arriver à ce genre de débat. On organise ici une commémoration orientée vers une période très sombre de l'histoire lors de laquelle il y a certaines personnes, certains courageux Tournaisiens qui ont entretenu une lumière pour sauver pas mal de gens. Et personnellement, je trouve qu'on doit avoir honte d'occulter en partie ces actes de courage avec les différentes interventions qu'on a tous prises tous partis confondus.

Au niveau de mon intervention maintenant. Sur le fond, je pense que le sujet appelle vraiment une double lecture : une dans un cadre international et l'autre au niveau de notre responsabilité locale en tant qu'élus communaux. Je tiens à dire clairement que nous condamnons sans aucune ambiguïté les atrocités commises à Gaza. Tout comme nous condamnons les actes de barbarie perpétrés par les terroristes du Hamas. Ce conflit est complexe et profondément dramatique. Et s'il ne nous appartient pas d'en trancher les responsabilités ici, nous avons le devoir d'exprimer notre solidarité humaine envers toutes les victimes. Les sanctions, et il devra nécessairement y en avoir bien évidemment, relèvent du niveau européen et international, certainement pas tournaisien. Elles passeront peut-être par une révision des accords entre l'UE et Israël, à la lumière des atteintes aux droits humains dont nous ne pouvons témoigner. Mais à notre échelle, ce que nous pourrons faire, c'est de soutenir l'aide humanitaire, comme le fait le gouvernement fédéral. Sur le plan local maintenant, l'invitation envoyée par la Ville aux autorités israéliennes s'inscrivait dans un cadre historique bien précis et c'est très important de le souligner. Celui d'un hommage aux héros tournaisiens méconnus de 40-45, à celles et ceux qui ont sauvé des vies, parfois au péril de la leur. Il se limitait donc exclusivement à ce contexte très précis. Il s'agissait d'un geste de mémoire, absolument pas d'un acte diplomatique, absolument pas d'une visite protocolaire et encore moins d'un soutien à la politique actuelle du gouvernement israélien. Cette invitation ne signifie en rien une tolérance vis-à-vis des violences en cours. Ces actes devront être jugés par la communauté internationale. Quand j'entends complicité à demi-mot de la majorité dans la bouche du PTB, je trouve ça quand même extrêmement choquant. Il faut se concentrer sur l'objectif de cette cérémonie. Comme je l'ai signalé au début de mon intervention, on se détourne trop de cet objectif dans cette polémique et dans tous ces débats, objectif qui reste unanimement inchangé : honorer la mémoire, rappeler les valeurs de paix et de courage. Et c'est cela qui doit rester notre boussole dans ce dossier. Cela dit, puisque l'ambassadrice d'Israël a fait officiellement part de son absence à l'occasion de l'inauguration et elle ne reviendra pas sur cette décision, on en est toutes et tous conscients, notamment peut-être au vu de l'intensification des exactions récentes commises à Gaza, le point est devenu sans objet, comme souligné par plusieurs de mes collègues ici. Dès lors, le groupe MR s'abstiendra. Par respect pour toutes les opinions exprimées, mais aussi parce que rien ne justifie un vote sur ce point qui concrètement, n'existe plus."

Monsieur le Premier Échevin **Benjamin BROTCORNE** :

"J'avais préparé un petit texte comme tout le monde dans lequel j'allais sagement tenter de répondre et de participer à cet argumentaire qui s'égrène ici et qui offre un bien piètre spectacle à nos concitoyens. Je dis bien piètre spectacle parce que nos concitoyens sont en train d'assister à une caricature de la politique. Une caricature de la politique qui consiste à chacun de jouer un rôle bien défini dans ce grand cirque que nous lui donnons l'impression de constituer. Je suis vraiment triste pour nos concitoyens qu'ils doivent assister à ce spectacle. Pourquoi je suis triste ? Mais parce que chacun d'entre nous prend la parole pour se faire le défenseur d'une cause en mettant des sanglots dans la voix, en y mettant toute sa pugnacité et toujours en montrant du doigt l'autre, l'adversaire, l'autre partie qui doit endosser tous les maux du monde, tous péchés, quels termes employer. Je crois que nos concitoyens doivent être particulièrement lassés d'assister à un si triste spectacle.

Monsieur DELANNOIS, vous vous êtes appliqué avec beaucoup de talent qu'on vous connaît à distribuer les bonnes et surtout les mauvaises notes à chacun de vos collègues ici rassemblés au conseil communal. Vous l'avez fait avec un objectif déclaré "défendre la cause des opprimés dans ce bas monde". Mais je ne suis pas dupe. Vous aviez surtout un ennemi. L'ennemi, c'est la majorité. C'est cet adversaire politique qu'il faut absolument abîmer, qu'il faut attaquer, qu'il faut abattre. Et ça, vous l'avez fait avec une grande application. Je vous reconnais bien là.

Mais est-ce qu'on a réellement, ce soir, fait avancer la cause des véritables opprimés dont on parle énormément ce soir, mais à propos desquels je ne suis pas sûr qu'il y ait grand monde qui soit vraiment sincèrement, en tout cas d'après ce que j'ai entendu dans la bouche de certains, je ne suis pas du tout convaincu de votre sincérité. En tout cas, je pense que si vous devez être sincèrement touché par le drame, la boucherie, pour reprendre les termes de Monsieur DELANNOIS, que vivent ces populations civiles. Mais clairement, votre objectif principal, ce n'est pas celui-là. C'est celui de plaider votre cause politique pour ne pas dire politicienne.

Et moi, je vis cela avec beaucoup de douleur. Parce que quand il y a 7 ans, je me suis proposé de servir mes concitoyens, je ne pensais pas tomber aussi bas ce soir à devoir discuter de choses qui sont finalement si éloignées des intérêts de mes concitoyens. Je vous rappelle, mais vous le saviez déjà, que le 9 juin, nous mettons à l'honneur 20 justes parmi les Nations. C'est un très beau projet, Monsieur DELANNOIS que vous aviez là monté. Effectivement 20 justes parmi les Nations ont été reconnus comme tels par Yad Vashem c'est-à-dire par l'État d'Israël. Lorsque l'organisation de l'inauguration de ce mémorial a été discutée au collège, l'invitation de l'ambassadrice avait déjà été semble-t-il lancée et la question s'est posée de savoir quelle symbolique, dans quel contexte, elle allait être invitée ? Je vous ai rappelé, Yad Vashem, État d'Israël, bien. Il paraît logique qu'une autorité israélienne soit présente pour une telle cérémonie. Faut-il lui donner une tribune comme vous dites ? Non, il n'était pas du tout question d'accorder à cette ambassadrice la moindre tribune pour évoquer la politique actuelle menée par le gouvernement d'Israël à Gaza. Nous étions d'ailleurs tout à fait inquiets par rapport à cela et nous avons demandé que cela ne puisse pas intervenir en ce sens. Et les choses auraient pu en rester là. Il se fait que toujours avec ce côté très sensationnaliste, le débat a explosé sur la voie publique et nous nous sommes retrouvés dans une situation où il n'y avait plus de sérénité possible. Où il était évident que cette ambassadrice ne pouvait plus venir à Tournai avec la sérénité qui s'impose. Et donc dans ce cadre-là, Les Engagés de Tournai se rangent alors à l'idée qu'il n'est plus raisonnable que cette ambassadrice vienne à Tournai.

Toutefois, il ne m'apparaît pas que nous devions aujourd'hui voter favorablement le point qui est soumis au vote par le PTB puisque cette ambassadrice a décliné. Alors, elle ne viendra pas, c'est officiel, elle l'a dit. Je ne vois d'ailleurs pas comment il faudrait encore aller voter contre sa venue dès lors qu'elle ne viendra pas. Voilà ce que je pouvais dire.

Monsieur DELANNOIS, vous lancez dans de grandes tirades pour dire Les Engagés, vous n'avez pas de coeur ou alors un coeur de pierre, vous voyez la petite pique à ceux qui aiment les vieilles pierres. Soit, si ça vous amuse. Les Engagés, c'est un parti de la nuance, c'est un parti rassembleur, c'est un parti qui est à l'écoute des autres. Ce n'est pas, et peut-être que ça vous chagrine, mais c'est comme ça, ce n'est pas un parti qui aime montrer du doigt l'autre, qui aime dire à ses clients, à ses gens, à ses électeurs, vous êtes parfaits, vous êtes les meilleurs, ce sont les autres les méchants. On n'est pas comme ça. On essaie de faire la synthèse. C'est un travail qui implique de la nuance, qui implique d'expliquer un peu plus longtemps les choses. Et c'est un effort intellectuel que tout le monde n'a pas envie de faire. C'est facile de montrer la personne de l'autre côté de la rue et dire à l'autre "c'est ta faute" si tout ne fonctionne pas comme vous voudriez. Et bien non, ce n'est pas notre philosophie, ce n'est pas notre façon d'être. Et oui, nous sommes un parti profondément humain et cette nuance nous a amenés à adopter une position nuancée par rapport à la venue de cette ambassadrice à Tournai. Elle ne viendra pas. Le PTB demande qu'on vote quand même contre sa venue. Je n'y comprends plus rien. Pour moi, elle ne viendra pas donc ce point n'a plus lieu d'être. Nous allons donc nous abstenir."

Madame l'Échevine Écolo, **Coralie LADAVI** :

"Je vais essayer de rester calme parce qu'après avoir entendu toutes ces malhonnêtetés intellectuelles, c'est quand même bien difficile. Au fur et à mesure des mois, je découvre le vrai visage de Monsieur DELANNOIS avec qui j'ai collaboré pendant 6 ans et où je ne le connaissais pas comme ça. Les attaques personnelles, c'est le quotidien, que ça soit sur votre page Facebook, où vous parlez de moi, au conseil, les attaques personnelles, c'est tout le temps. Oui, oui, non, je ne rêve pas. Et ce que vous faites, c'est quotidiennement propager la haine. Et bien, c'est justement contre ça que nous, on veut se mobiliser. Vous dites en plus une chose et son contraire parce que vous faites de la politique politicienne. Vous me reprochez d'avoir dit que l'ambassadrice était invitée par le collège pour une manifestation sans avoir nommé la manifestation et vous me le reprochez. Et en même temps comment les associations et la population auraient pu donner son avis sur cette venue si on ne l'avait pas dit ? Pour nous, il est clair que se taire, c'était être complice. On avait exprimé notre désaccord au niveau du collège communal. On avait demandé que ça soit bien inscrit dans le procès-verbal puisqu'on était en désaccord avec cette venue. Et ne rien en dire, pour nous, c'était être complice. Voilà pourquoi on l'a fait. Alors j'ai envie de vous dire : "s'il vous plaît, arrêtez de distribuer les points, arrêtez de donner comme ça des points à chaque personne". Une fois c'est Simon PETIT, une fois c'est Jennifer BOUCAU, une fois c'est Benjamin BROTCORNE, une fois c'est moi, on en prend tous pour notre grade. Et à chaque fois vous avez besoin, comme ça, de pointer des personnes et de distribuer les points. Restez cohérent et ça fera du bien à tout le monde. Moi, jamais je n'attaque les personnes parce que j'ai du respect pour l'humain. La cause palestinienne, vous savez très bien que c'est quelque chose qui me tient à coeur depuis longtemps. Quand on était encore au collège ensemble, vous savez que c'est quelque chose que j'ai défendu tout le temps. J'étais la première à vouloir aussi soutenir les associations et les mobilisations qui se faisaient à ce sujet-là. Et vous, vous étiez plutôt mitigé. Alors arrêtez de dire que je fais de l'esbroufe et que j'ai besoin d'aller pleurnicher. Parce que c'est ce que vous avez dit : "j'ai besoin d'aller pleurnicher sur le plateau de NoTélé". C'est quelque chose au niveau d'Écolo, qui nous tient à coeur depuis longtemps à tous les niveaux de pouvoir. On défend la cause palestinienne. Et donc aujourd'hui, quand on sait qu'une ambassadrice d'Israël vient à Tournai, c'était insupportable pour nous. Et donc oui, on s'est démarqué par rapport à la majorité. On a eu des discussions très sereines au sein du collège et pour nous, l'incident est clos."

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"Tout simplement par rapport aux interventions de Monsieur DELANNOIS. C'est vrai que ça fait un peu mal de recevoir des leçons de quelqu'un qui défend la Palestine du bout des doigts. Et ça a été encore dit aujourd'hui par notre échevine. Vous vous mettez en grand défenseur de la Palestine, mais on ne vous entend jamais sur ces questions-là. Et je ne vais pas vous laisser mentir sur ces questions-là. Je vous répète ce qu'on a dit. Nous nous sommes opposés à sa venue hier, on s'oppose à sa venue aujourd'hui et on s'opposera à sa venue demain. Voilà, c'est quand même simple, vous pouvez l'entendre. Alors vous pouvez retourner ça dans tous les sens, mais c'est clair, c'est net. Et la lutte contre l'extrême droite, c'est quelque chose qui est fondamentalement à l'intérieur de nos tripes. Et vous le verrez de la plus belle des manières lors du point sur la motion pour faire de cette ville une commune antifasciste."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Contrairement à vous et à mon habitude, je n'ai pas préparé de texte plein d'émotion, plein de sentences, de choses odieuses aussi comme vous savez le faire. Parce que Madame Coralie LADAVID l'a expliqué tout à l'heure, elle apprend à vous connaître, bien qu'elle ait travaillé avec vous pendant 6 ans. Mais moi je vous connais. Et je vous connais très bien. Et je vous ai déjà reproché à plusieurs reprises d'être incapable de vous exprimer sur un sujet sans attaquer les personnes. Ça, vous ne savez pas faire. Il faut nécessairement que vous attaquiez les personnes, sinon ça ne va pas. Je ne sais pas comment c'est possible, mais il y a une configuration mentale chez vous qui fait cela.

Et quand j'entends Madame LADAVID et Monsieur CHAJIA dire qu'effectivement vous défendez à géométrie variable, parce que c'est ça qu'il faut savoir, la Palestine, un temps du bout des doigts, un autre temps avec emphase et passion comme ce soir. Figurez-vous que je suis tombée sur un extrait du Soir de 2021. En 2021, nous étions dans le même conseil communal, vous et moi et il y avait une motion qui avait été déposée par Madame Béatriz DEI CAS sur les Ouïghours et toute une intervention au sein du conseil communal qui concernait toutes ces situations où des populations se trouvent sous la férule de gouvernements antidémocratiques.

Quand on relit les débats de ce jour-là, on voit que tous les partis démocratiques de l'enceinte, même si on n'en était pas en égalité d'identité de majorité au conseil communal par rapport à d'autres niveaux de pouvoir, puisque le MR se trouvait à un niveau de pouvoir, mais était dans l'opposition ici au conseil communal, en fait, donc moi-même en tant que chef de groupe, j'ai expliqué ce que je pourrais expliquer aujourd'hui. Et qui a toujours été ma ligne, qui était de dire "Écoutez, nous condamnons la violence d'où qu'elle vienne, nous sommes proches des victimes partout où elles sont et ces questions-là concernent le gouvernement fédéral, en priorité, et le gouvernement wallon qui avait pris position, et j'imagine également en Flandre, qui avait pris position en cette matière. Le débat d'ailleurs, faisait rage au Parlement fédéral à cette époque.

Qu'est-ce qu'on voit dans le Soir de 2021 de cette époque ? A Tournai, le Bourgmestre PS, Paul-Olivier DELANNOIS, s'est abstenu lors du vote concernant les Ouïghours et même sur celui concernant le conflit israélo-palestinien. Pourtant, une question qui lui tient à cœur.

Ouvrez les guillemets, je cite ce que vous avez dit : "Je ne dis pas que ces sujets ne sont pas importants, que du contraire. Mais j'estime que ce n'est pas l'endroit pour en discuter. Au conseil communal, on doit traiter des sujets de la commune. Ne me dites pas qu'il n'existe pas d'autres endroits pour délibérer de la question. Il y a un jeu politique derrière ces motions", dites-vous. "C'est une politique politicienne pour embêter une majorité présente à un niveau de pouvoir et pas un autre. Ce n'est pas cela qui va redonner confiance aux citoyens si on importe ce genre de sujet aux conseils communaux. Si les communes doivent s'immiscer dans tous les conflits internationaux, on n'est pas sorti de l'auberge", fin de citation.

Alors, je ne fais que commencer un objet du temps. Vous avez eu votre temps, je continue jusqu'au bout. Alors, que s'est-il passé dans ce dossier ? J'ai l'habitude d'être cash, donc je vais vous raconter les choses comme elles se sont passées. En 2021, m'a-t-on dit, et je suppose que c'est vrai, vous l'avez expliqué tout à l'heure, puisque vous êtes à la suite de votre délégation à la fonction maïorale dans la précédente mandature, vous êtes bourgmestre de plein exercice, vous vous demandez comment vous allez inscrire dans l'environnement physique de Tournai un mémorial qui va rendre justice. Donc c'est toujours le même sujet et ça, c'est un sujet qui est quand même d'une pureté sans tache, rendre justice aux 20 justes tournaisiens qui ont obtenu une distinction de la part du mémorial Yad Vashem, qui donne ce type de distinction au nom de l'État d'Israël. Ça ne se fait pas par hasard, en dehors d'un contexte, ils ont sauvé des enfants juifs, puis l'État d'Israël a été constitué et cette distinction est donnée au nom de l'État d'Israël.

Alors l'idée fait son chemin, on propose à juste titre, et on les a remerciés pour cela, vous étiez présent, je crois le 19 mai dernier, je ne suis plus sûre, vous n'étiez pas là, et bien le 19 mai dernier, je vous apprendrais sauf si vous l'avez vu dans la presse. Nous avons profité évidemment de la présence des étudiants de l'école de l'horticulture qui, ont à 2 reprises, fait un concours entre eux, dans la septième année qualifiante de parcs et jardins. Pour, dans un premier temps, établir un lieu, établir la manière dont on allait le configurer et puis qui ont répondu à une demande complémentaire que vous avez faite, qui vous a été suggérée par Monsieur de Turc, qui est le président national de la Confédération des vétérans de guerre et des anciens combattants, dit inscrire le monument figurant la paix ou en tout cas exprimant la paix, qu'il a commencé à proposer à des villes un peu partout, spécifiquement en Belgique, mais aussi à l'étranger, au moment ou après l'invasion par la Russie de l'Ukraine.

L'idée c'était aussi d'y ajouter, pour que cela forme un tout cohérent, le mémorial d'Anne Frank, qui lui est l'objet d'un travail qui a été fait par l'école du Château à tout le moins et qui se trouve d'ailleurs en bordure de l'école du Château. A l'endroit où aujourd'hui prend naissance et concrétisation le jardin des justes et le monument de la paix. Alors, le dossier suit son cours et en 2022-2023, donc tout ça se met en place. Mais alors que vous vouliez inaugurer ça en mai 2024, pour une raison qui est liée en partie au timing des écoles, en partie à l'achat des matériaux et à des problèmes budgétaires qui se résoudront au fil du temps, il y a commande de tout ce qui est nécessaire. Et comme on ne plante pas des arbres, des buissons à n'importe quel moment dans l'année, le fait de mettre tout ça en état avec tous ces plants a commencé en novembre 2024. Novembre 2024, le temps que ça se fasse, on est évidemment passé dans une autre législature et on se retrouve avec ce dossier. Alors, in tempore non suspecto, c'est-à-dire quelques semaines avant que le conflit fasse rage avec la force et la violence que nous connaissons et que nous pouvons tous condamner, nous le répétons, nous le disons, je l'ai dit lorsque cette motion en 2021 est venue, je l'ai déjà dit avant, je l'ai dit constamment et d'autres le disent parce que personne, aucun être humain ne peut supporter de telles violences et trouver que c'est normal et ne pas être en empathie avec les victimes d'où qu'elles viennent.

Et donc, mon chef de cabinet répond à une sollicitation de l'administration qui poursuit son travail qui est entamé depuis plusieurs années. Mon chef de cabinet me dit voilà "Yad Vashem ne sait pas venir, on leur a écrit, mais acceptez-vous que l'ambassadrice d'Israël soit présente pour cette cérémonie ?" dans le cadre qui est lié à la remémoration de la distinction qu'ils ont obtenue et qui fait qu'il faut un point de rattachement à l'égard de l'État d'Israël puisque cette distinction est octroyée dans un cadre qui est celui de l'État d'Israël.

Alors j'ai reçu le maire de Bethléem, qui est arrivé tout seul comme un grand ici à l'hôtel de ville en décembre. Je n'ai aucune exclusive à l'égard de quiconque. Je suis quelqu'un de profondément égalitaire et j'ai reçu également l'ambassadeur de Chine. Je parle à ces gens et je préfère leur parler plutôt que de me lancer dans des considérations géopolitiques qui ne sont pas ici à Tournai, il faut le répéter, de notre ressort. Certes, nous avons ce débat, c'est un débat humain, je suis tout à fait d'accord d'y entrer, mais je réponds positivement à mon chef de cabinet et je n'ai pas pour habitude, Monsieur DELANNOIS et personne ici, de me cacher derrière l'administration ou mon chef de cabinet pour dire ce n'est pas moi, c'est lui. J'assume complètement les choses jusqu'au bout. Et c'est ce que j'ai dit précisément. Ils peuvent vous le raconter au collège en long, en large et en travers. Donc, à partir du moment où j'ai posé ces éléments, où j'ai dit voilà, cette cérémonie d'abord, elle vient, nous en héritons et qui sommes-nous pour ne pas faire honneur aux 20 justes tournaisiens qui ont au péril de leur vie, poser des actes héroïques pour lutter contre ce qui apparaîtra aux yeux du monde, à la face du monde, quelques années plus tard, à l'ouverture des camps de concentration pour lutter contre l'extermination de 6.000.000 de juifs.

Nous allons donc faire ce dossier qui vient de la précédente mandature et nous allons honorer ces personnes et nous allons poursuivre ce dossier. Voilà, c'est le traitement administratif d'un dossier. Alors peut-être ai-je commis une erreur d'appréciation. Certainement. Si j'ai blessé par cette erreur d'appréciation parce que j'estime que je ne vais pas me défausser, que je ne vais pas commencer à m'affaiblir en disant "ah non, peut-être que, et cetera", non. Vous me connaissez suffisamment bien. Mais ce qui s'est passé, c'est que d'abord, nous avons eu un débat au sein du collège. Ce débat était très ouvert et très serein. Aussi bien Madame MITRI que Madame LADAVID nous ont expliqué leurs points de vue. Et nous avons finalement reporté le dossier à huitaine. 8 jours plus tard, nous avons de nouveau eu le même débat et là, elles nous ont vraiment dit que ce n'était pas possible et elles nous ont dit qu'elles allaient s'exprimer. C'est tout. Et donc, moi, je suis tout à fait d'accord pour qu'on s'exprime. Je n'ai pas de problème, contrairement à vous, à l'expression de points de vue divergents, y compris dans une majorité. Je suis pour la liberté et je suis pour l'égalité. Et donc elles ont fait cette expression. Ce que je leur ai reproché, vous pouvez le savoir, ce sont les conséquences en termes de sécurité, parce qu'un bourgmestre doit, c'est sa fonction, assurer la sécurité sur son territoire. Et donc ça effectivement, je n'ai pas l'impression qu'elles en avaient mesuré les conséquences potentielles. Donc, nous avons eu une discussion, nous nous réunissons chaque semaine en kern et nous avons eu une discussion franche à ce sujet. Mais la discussion de notre kern, franche à ce sujet, elle suivait le coup de téléphone de l'ambassadrice qui m'avait indiqué qu'en raison de, donc elle m'a dit de manière autonome, personnelle et libre, "je décide ne pas venir". Ça n'a rien à voir avec les écrits qu'elle aurait pu recevoir par mail ou autrement. Ça a peut-être à voir, elle ne me l'a pas dit avec ce qu'elle a vu de la situation tournaisienne, mais ne nous gaussons pas d'importance, s'il vous plaît. Nous avons affaire à une ambassadrice, quelqu'un qui a un certain niveau, qui parle forcément à un gouvernement fédéral et à personne d'autre.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas un gouvernement fédéral qui a décidé de rompre les liens d'ambassade avec cette ambassadrice, point un. Point deux, vous aurez remarqué que dans la nuit de lundi à mardi, entre le 19 mai et le 20 mai, le gouvernement fédéral, qui lui aussi a eu des débats dont nous avons pu profiter et avec des accents tout à fait différents au sein du gouvernement, a trouvé une unité de décision en disant voilà : "Nous allons resserrer la vis vis-à-vis du gouvernement israélien. Nous allons nous manifester au niveau européen et demander à la Commission européenne de réagir". Laquelle Commission européenne avait déjà décidé d'envisager la réforme de l'article 2 de l'accord entre l'Union européenne et l'État d'Israël, qui est un accord qui date de 1995, je vous le rappelle, et qui a décidé aussi de faire des couloirs humanitaires, de mettre si nécessaire, la force armée de notre pays. Vous me corrigerez si je me trompe dans les détails, mais je ne crois pas trahir le sens général et vous donnerai des détails complémentaires, Madame DEDONDER je n'en doute pas. Vous êtes au Parlement fédéral, vous suivez ces dossiers au jour le jour et donc qui a décidé de prendre cette position plus ferme qu'à l'habitude et je crois que tout ça a un lien, bien qu'elle ne me l'ait pas dit.

Seulement elle a insisté sur un élément, un seul élément. Elle m'a dit "écoutez, je ne veux pas d'instrumentalisation politique de cette situation. J'ai vraiment l'intention et je vous le demande" et je l'ai accepté et je l'ai déjà fait "je vous demande de dire et de répéter que c'est moi qui prends la décision. Et que je ne changerai pas d'avis. C'est moi. Et donc, je ne veux pas être instrumentalisée par des débats politiques qui feraient que je sois un objet entre les mains des débatteurs. C'est une décision que je prends en tant qu'ambassadrice d'Israël en Belgique". Donc voilà le fin mot de cette histoire. Alors évidemment après il y a toutes les expressions sur Facebook, des uns et des autres, les sentiments des uns et des autres et cetera. Tout ça c'est très bien, mais il y a d'ailleurs maintes personnes qui s'expriment du loin de leurs communes éloignées, du loin de leurs pays éloignés. Forcément Facebook, c'est un réseau mondial, donc forcément, on voit apparaître toutes sortes d'éléments d'intervention qui ne connaissent pas le détail de notre situation ici à Tournai et tout le cheminement qui nous a mené à cette situation d'aujourd'hui.

En tout cas, une chose est certaine, c'est que techniquement et même politiquement la question supplémentaire, ce n'est pas une motion. La question supplémentaire qui est déposée par Madame VAN DEN BOGAERT est recevable mais non fondée. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a plus d'objet. Ça fonctionne également en matière de justice de la même manière. Vous saisissez un tribunal, l'objet dont vous saisissez le tribunal n'existe plus, il n'y a plus de procédure. Et bien, c'est exactement comme ça. Alors quand vous venez inventer, pour vous tirer d'épaisseur et commencer à broder dans votre raisonnement sur le fait qu'elle pourrait très bien débarquer le jour de la cérémonie, et que ferions-nous alors dès lors, il faut voter comme un seul homme, bien entendu, pour les questions humaines que vous avez développées avec force en donnant des bons points à vous et des mauvais points à tous les autres. Donc, je ne crois pas que vous ayez raison. Votre raisonnement est un raisonnement inversé, c'est un raisonnement forcé et ce n'est pas un raisonnement exact. Cette dame a décidé de ne pas venir, elle ne viendra donc pas. Et je peux vous faire savoir que les invitations qui ont été lancées à toute personne intéressée par cette cérémonie et au premier chef évidemment aux personnes qui vont y être mises à l'honneur, qui ont d'ailleurs été interrogées à ce sujet, parce que j'ai fait en sorte de les interroger à ce sujet, ne comportent évidemment pas la présence dans le déroulé protocolaire de l'invitation de l'ambassadrice. Ce qui fait aussi que les mesures de sécurité qui vont être prises sont tout à fait différentes dans l'intérêt du portefeuille de la Ville et de la zone de police, évidemment puisque de grandes mesures de sécurité emportent de grands coûts. De moindres mesures de sécurité diminuent les coûts. Donc ça, c'est aussi quelque chose d'important avec une sérénité, je dirais et une simplification qui vont probablement rendre à cette cérémonie dont c'est vraiment l'objet principal unique et exclusif. La sérénité, donc lui

donner la sérénité et l'environnement voulu pour pouvoir mettre à l'honneur cette fois-ci après des années, puisque c'était demandé depuis longtemps, tous ces justes qui vont venir parfois de très loin, qui avaient pris leurs billets d'avion et pour lesquels il n'était pas question de modifier, d'annuler ou de reporter cette cérémonie qui attend depuis trop longtemps d'être menée. Donc, voilà l'histoire toute crue, toute nette, toute factuelle, toute précise qui a été celle de ce dossier.

Donc aujourd'hui évidemment il y a des expressions sur lesquelles il y a des expressions politiques. Je ne vais pas être désagréable et parler comme vous de récupération politique quand vous étiez à ma place, n'est-ce pas ? Mais ça, je ne l'ai pas inventé. Je vous connais, je vois donc que vous êtes à géométrie variable et quand vous attaquez les autres, essayez quand même de ne pas monter au mât avec un trou dans votre pantalon. Je vous remercie."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Au départ, je n'avais pas l'intention d'intervenir parce que j'avais vu les interventions des uns et des autres. Mais après ce que j'ai entendu, je pense que je ne peux pas me taire. Je voudrais en fait recentrer le débat. Je vois qu'il y a des collègues qui n'assument pas, qui bottent en touche. On nous parle de politique. Mais il y a des moments dans l'histoire où le silence n'est plus une neutralité. On a du mal peut-être à le concevoir, mais ici c'est vraiment une complicité. Pourquoi ? Parce que quand on détourne le regard, mais c'est valider l'horreur. Aujourd'hui, face à la souffrance du peuple palestinien, nous sommes à ce carrefour. Et ici, qu'est-ce qu'on fait ? On est en train de discuter de l'invitation d'une ambassadrice. L'ambassadrice d'un gouvernement qui bombarde des civils. Pendant que des enfants meurent dans les décombres. Et que disons-nous quand des voix nous supplient d'écouter ? Moi, je parle aux Palestiniens qui sont ici réfugiés. Ils me supplient de les écouter. Et que choisissons-nous : "de voir ou de ne pas voir ?". Et surtout que choisissons-nous de taire ? J'ai plein de récits de Palestiniens. C'est tellement insupportable que je ne voulais pas les citer. Mais il y a des humanitaires, des humanitaires de terrain, des médecins, des témoins directs qui parlent d'un peuple affamé, qui est soigné sans médicaments, et qui est enterré sans larmes. Oui, parce qu'ils n'ont même pas le temps d'enterrer leurs morts. Ceux-là, ils ne parlent pas politique, ils parlent humanité. Alors, j'ai bien entendu que nous ne pouvons pas tout faire. Oui, certes mais nous ne pouvons pas ne rien faire. Et surtout nous ne pouvons pas faire comme si cela n'existait pas. Alors pour moi, rester neutre, c'est prendre parti. Se taire, c'est permettre que cela continue et que cela recommence. Parce que moi je pense sérieusement que l'histoire nous jugera. Et nos enfants nous demanderont qu'est-ce qu'on a fait quand l'horreur était là."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Tout d'abord, je peux vous garantir que lorsque vous mettez en doute mon combat palestinien qui serait à géométrie variable, je vous le dis tout de go à tous, je le prends véritablement pour une insulte, mais ce n'est pas grave."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Vous n'êtes pas en retard d'insultes non plus cher ami."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Mais si vous pouviez peut-être me laisser parler parce que systématiquement vous me coupez. Et je comprends pourquoi vous me coupez."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Non pas du tout, vous m'avez coupé tout à l'heure aussi."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je ne vous ai pas coupée une seule fois. Donc si je peux parler, ce serait bien."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Vous mentez, c'est faux, vous m'avez coupée. Allez-y."

Monsieur le Conseiller communal **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Mentir, c'est maladif."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Non, pas du tout. C'est vous qui mentez tout le temps, sans arrêt."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Paul-Olivier DELANNOIS** :

"Je vous répète que douter de ma sincérité par rapport à ce combat-là, je le prends véritablement pour une insulte. Je vous le dis à vous, je vous le dis également aux membres d'Écolo et bien évidemment à Monsieur BROTCORNE. On va bientôt me reprocher mes émotions.

Je voudrais quand même revenir sur ce que vous avez essayé de faire passer à savoir que je me suis abstenu sur la motion en Palestine, je me suis abstenu sur les Ouïghours, pour la bonne et simple raison que je me suis abstenu sur toutes les motions. Mais vous l'avez certainement oublié. Il fut un temps au conseil communal, à un moment donné, nous avions des motions chaque mois. Et j'ai demandé et je l'ai dit qu'à un moment donné, c'était quand même assez surréaliste parce que nous avions ici au conseil communal, les mêmes débats qui se faisaient aux différents parlements. Et donc, on jouait, me semble-t-il, un peu dans un cirque comme l'a dit Monsieur BROTCORNE tantôt. Et donc c'était uniquement et exclusivement pour ce genre de choses en disant "mais est-ce que vous ne pensez pas que nous sommes ici en train de dévier ?" Et à partir de ce moment-là, les uns et les autres ont tous joué le jeu. Vous avez joué le jeu, le PTB de Madame MARTIN a joué le jeu, Les Engagés qui étaient dans l'opposition ont joué le jeu et bien entendu la majorité. Et nous ne sommes plus venus avec des motions qui systématiquement n'avaient pas de lien avec la commune. Et c'est la raison pour laquelle j'avais dit, à partir de maintenant, toutes les motions qui viendront de l'extérieur, quand bien même, notamment par rapport à la Palestine, je les soutiens, je m'abstiendrai. Et après ça s'est plus ou moins calmé, il y a eu beaucoup moins de motions.

Ici, c'est différent. D'abord, qui met le feu ? Ce n'est pas moi. On va bientôt faire mon procès. Alors avoir trois partis sur le dos, ne vous inquiétez pas, non seulement ça ne me fait pas peur, mais ce n'est pas nouveau. Et donc, lorsque vous lancez cette invitation à l'ambadrice, vous commettez me semble-t-il une faute politique. Par contre, je vais au moins vous donner un bon point vu qu'apparemment je distribue les points, les bons et les mauvais points. C'est que vous, vous avez le courage d'assumer. Ce qui n'est déjà pas le cas de votre voisin, vu qu'il était déjà en train de revenir. Qu'est-ce que je reproche à Écolo ? Ce n'est pas nécessairement d'avoir mis le débat sur la voie publique. C'est qu'à un moment donné, et là, je le reproche et vous l'avez dit également, et je l'ai noté en trois fois, c'est le terme sécurité.

C'est que Madame LADAVID n'a pas seulement dit qu'il fallait s'y opposer. Elle a aussi dit il faut se manifester. Et ça, bien évidemment, en tant que bourgmestre, je n'aurais, comme vous, jamais accepté qu'on puisse jouer avec la sécurité. D'autant que dans la décision du collège, la police avait demandé un embargo sur l'information. Et ce même embargo sur l'information à peine Madame LADAVID s'était exprimée sur les antennes de NoTélé que certaines personnes du même parti allaient dire à droite et à gauche ce qu'il fallait faire pour manifester. Et donc oui, je pense que vous avez joué avec des allumettes près du bidon d'essence. Et donc, moi, je n'instrumentalise personne. Je rappelle simplement que si le débat est parmi nous aujourd'hui, ce n'est pas moi qui l'ai mis, c'est vous. Et vous, pourquoi ? Parce que vous avez pris cette décision et invité une ambassadrice, ce n'est pas n'importe quoi. Ce n'est pas inviter la copine du coin. L'ambassadrice, effectivement représente quelque chose. Et dans ce cas-ci, elle représente un gouvernement de voyous qui commet un génocide. Et là, je pense que vous, vous n'avez pas perçu et ça effectivement je vais revenir.

Alors, Monsieur BROTCORNE, j'ai entendu ce que vous avez raconté, mais j'ai parfois envie de pleurer. C'est vrai que quand je vous écoute, j'ai vraiment envie de pleurer. Vous êtes triste. Oui, j'entends bien, mais vous n'avez pas envie d'être triste par rapport à ce qui se passe là-bas ? Vous parlez d'un cirque ici au conseil communal, mais ce cirque qui l'a mis en place ? Est-ce que c'est nous, l'opposition ? C'est vous qui vous battez comme des chiens et qui mettez ça sur la place publique. Ce n'est pas moi qui ai sorti quoi que ce soit. Ce n'est pas moi qui ai invité l'ambassadrice d'Israël qui est un pays actuellement avec un gouvernement qui fait tout et n'importe quoi. Et après, vous allez venir me le reprocher à moi. Mais attendez, c'est qui les clowns dans l'histoire ? Ah oui, c'est un cirque, mais je ne suis pas sûr que je suis vraiment le clown.

Alors, vous parlez que jamais on n'est tombé aussi bas pour de pareilles choses, mais vous vous imaginez de quoi on parle ici ? Est-ce que vous vous imaginez ? Je n'en suis pas certain du tout. Et effectivement, quand on parle de diplomatie, on ne parle pas à la personne, à la commerçante du coin. Elle représente quelque chose la diplomatie. Et lorsque vous dites qu'il fallait inviter quelqu'un lors de cette cérémonie, vous ne m'avez peut-être pas entendu dans mon premier discours. Je vous ai dit que je comprenais parfaitement que vous invitiez quelqu'un ce jour-là, mais il y avait d'autres personnes, que ce soit la fondation Auschwitz, que ce soit la caserne Dossin, que ce soit éventuellement une "bonne femme" comme Simone SUSSKIND qui est quelqu'un de remarquable. Je la connais bien donc je peux dire "bonne femme". Et donc c'est assez surréaliste qu'à un moment donné, vous essayiez de dévier le débat en disant c'est Polo qui donne des mauvais points, ce méchant garçon qui propage la haine, c'est quand même surréaliste. Cette personne qui fait en sorte de toujours opposer les uns et les autres, vous allez bientôt dire que je suis aussi fort que Georges-Louis BOUCHEZ. S'il vous plaît, non, pas d'insulte quand même. Mais quand vous dites que j'utilise une tribune, mais qui a mis ça sur la place publique ? Ce n'est pas moi. C'est vous. Pardon ? Je n'ai pas été à NoTélé. Non ce n'est pas moi c'est Madame LADAVID."

Madame la Bourgmestre Marie Christine MARGHEM :

"Essayons de nous recentrer s'il vous plaît sur le débat."

Monsieur le Conseiller communal PS, Paul-Olivier DELANNOIS :

"Je n'ai pas été interviewé par NoTélé. Monsieur de NoTélé ici, vous pouvez lui demander son avis. Maintenant, vous ne voulez plus faire passer le point au vote parce qu'à mon avis, vous êtes gênés aux entournures. J'entends bien très honnêtement, je m'en fiche mais venir dire que l'ambassadrice nous a dit qu'elle ne venait pas et donc il ne faut pas voter. Oui, on est obligé de vous croire en fait. Est-ce que vous avez un écrit de l'ambassadrice qui dit "je ne viendrai pas" ? Non. On est obligé de vous croire et moi je suis désolé, je ne vous crois pas sur parole."

Madame la Conseillère communal PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Je pense que c'est important de bien recentrer le débat. Je ne l'ai pas lancé pour que ça se lance des pics dans tous les sens. Mon intérêt, c'était vraiment à la fois de montrer notre soutien au peuple palestinien. Bonne nouvelle apparemment, tous partis confondus et tant mieux et heureusement soutiennent ce peuple palestinien et c'est bon à savoir pour la suite d'ailleurs de notre vie politique locale puisqu'il y a probablement des choses à faire aussi localement pour soutenir ce peuple. Donc ça, c'est une première chose. Ce point qu'on a amené au conseil communal, c'est aussi pour porter la parole des citoyens qui ont été choqués de lire effectivement ou d'apprendre que cette ambassadrice pouvait venir. On ne l'a pas amené pour faire de la politique de spectacle, pour faire du cirque ou autre chose. On l'a amené parce que ça a touché des citoyens. Et on ne remet évidemment pas du tout en cause cette commémoration qui nous semble tout à fait juste et que effectivement il faut maintenir et faire correctement parce que nous sommes bien sûr reconnaissants de tous ces justes. Ceci dit, la question reste quand même là. Est-ce que oui ou non, l'invitation à l'ambassadrice israélienne a été retirée ? Parce que vous dites que notre point est caduc. Ce qu'on demande, c'est de retirer l'invitation qui a été proposée à l'ambassadrice d'Israël. Qu'elle était portée par une personne ou par le collège, pour nous, peu importe. Ce qu'on veut, c'est que cette invitation soit retirée. Donc le point n'est pas caduc puisqu'à ce que je sache, vous n'avez pas retiré votre invitation auprès de l'ambassadrice. Mais non, elle s'est désistée, mais vous n'avez pas retiré votre invitation."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Mais c'est du verbiage. Écoutez, elle ne vient pas. C'est votre point de vue que je respecte mais je ne suis pas d'accord."

Madame la Conseillère communal PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Ce n'est pas la même chose quelqu'un qui décide ne pas venir ou celui en face qui décide ne plus l'inviter. Ce n'est pas la même chose. Elle ne vient pas, ok, tant mieux pour tout le monde, mais en soi, ce n'est pas suffisant. Nous, on veut que l'invitation soit retirée. Ce point, c'est ça qu'il contient. C'est le retrait de l'invitation. Donc jusqu'ici, il n'est pas caduc et je ne vois pas pourquoi il ne pourrait pas être voté puisque l'invitation n'a pas été retirée et que c'est ça qu'on demande dans le point. D'autre part, je tiens ici quand même à souligner qu'effectivement, nous, on salue la sortie d'Écolo d'avoir dit que cette ambassadrice est invitée et cetera parce que c'est comme ça que c'est venu dans la sphère publique. Ça nous semble important que ce type d'information arrive dans la sphère publique parce que les citoyens de Tournai ont quelque chose à dire sur leur ville, ont quelque chose à dire sur les invitations qui seront faites au nom de leur ville. Et ici de nouveau inviter une ambassadrice israélienne qui vient à Tournai, c'est fait au nom des Tournaisiens, même si c'est vous qui l'invitez au final. Elle vient dans notre ville, à nous, qui appartient à tous les Tournaisiens et Tournaisiennes. Donc, heureusement qu'on a été mis au courant, que l'entière des citoyens a été mise au courant. Il y a d'ailleurs eu tout ce mouvement citoyen qu'on vient relayer ici. Donc j'entends bien ce que vous disiez tout à l'heure Monsieur CHAJIA, que le point est caduc. Je reviens dessus, mais il ne l'est pas. L'invitation est toujours en cours. On va lui faire confiance et se

dire qu'elle ne vient pas. On peut partir sur ce principe-là. Alors, j'ai quand même beaucoup de mal à faire confiance à une représentante de l'État d'Israël vu l'actualité du gouvernement israélien, ça me semble un peu difficile. Ceci dit ok, en attendant, on n'a pas pris de position politique de la Ville de Tournai vis-à-vis d'un représentant d'un gouvernement qui commet un génocide actuellement. C'est ça qu'on demande en retirant l'invitation. Et là, je regarde effectivement nos 4 collègues Écolo parce que je suis convaincue que ce n'est pas de la politique de spectacle et d'avoir discuté avec l'un et l'autre d'entre vous. Je sais que ça vous tient réellement à cœur que ce que le soutien du peuple palestinien et le désaccord total avec ce gouvernement israélien. Si on vote ce point, c'est une manière de montrer que Tournai soutient ce peuple et refuse cette forme de génocide qui se passe pour le moment, le fait qu'on est dans une situation où ce peuple palestinien, on leur a coupé l'accès à l'eau potable. Il y a des choses au niveau de l'aide humanitaire qui se dégagent, enfin, mais Israël ne permettait pas le passage de tous ces camions. Maintenant on le permet de manière tellement petite que franchement, c'est une goutte d'eau dans tous les besoins qu'a réellement ce peuple. Donc je compte sur vous. Je comprends l'abstention tactique du MR. Mais voilà, je pense que si vous voulez vraiment défendre vos valeurs et on le voit au niveau national que ce sont effectivement les valeurs d'Écolo. Nationalement, vous les défendez aussi. Allez vraiment jusqu'au bout et votez ce point. Au final, on demande juste le retrait de l'invitation. Ça ne vous mouille entre guillemets que de prendre une position politique de la Ville de Tournai qui refuse de s'associer à un État comme celui d'Israël en faisant venir une de ses représentantes."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Je crois que nous avons bien compris."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Gwenaël VANZEVEREN** :

"Avant d'entendre Madame VAN DEN BOGAERT, je ne suis pas sûr que la cause palestinienne en sortira beaucoup grandie aujourd'hui. Et je ne souhaite pas revenir sur les éléments déjà débattus ce soir qui montrent clairement que compte tenu des pratiques actuelles du gouvernement israélien, il est incompréhensible et inacceptable d'inviter sa représentante officielle. Cependant, je tiens à remercier et féliciter vivement les personnes qui se sont rapidement mobilisées pour exprimer leurs désaccords. Leurs actions montrent que les Tournaisiens ne vous suivaient pas dans vos démarches et que la mobilisation citoyenne reste une arme redoutable pour faire changer les choses. À titre d'exemple, l'association citoyenne Solidarité Tournai Gaza a recueilli plus de 1.600 signatures en quelques jours grâce à une pétition en ligne. De même, l'association Belgique Palestine Wapi a eu le souhait de publier une carte blanche s'opposant à cette invitation et à solliciter le soutien de personnalités politiques, sociales, culturelles et associatives. En deux jours, plusieurs centaines de réponses ont été reçues, incluant des citoyens, mais aussi des organisations syndicales, éducatives, de jeunesse et bien d'autres. Cette mobilisation constitue une lueur d'espoir en ces temps difficiles. Elle démontre que les Tournaisiens sont prêts à se dresser contre les situations qu'ils jugent inadmissibles. Toutefois, il convient de rappeler que si le renoncement de la visite de l'ambassadrice constitue une victoire symbolique, une véritable victoire durable ne pourra être obtenue que par la reconnaissance effective des droits des Palestiniens, notamment leurs droits en un État. Et là, j'espère que tout le monde sera d'accord."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Alors, je vais regarder ça tout de suite. Je lis le point : décide ne pas accueillir officiellement Madame l'ambassadrice d'Israël dans le cadre de la cérémonie d'hommage aux justes parmi les Nations afin de garantir que cet hommage demeure un moment de mémoire respectueux, sans récupération diplomatique dans un contexte de conflit armé; de demander au collège communal de retirer tout soutien logistique, protocolaire ou symbolique de la ville à cette venue diplomatique, sans remettre en cause l'organisation de la cérémonie, ni l'importance de l'hommage aux justes; de charger le collège communal de notifier cette décision aux organisateurs de la cérémonie, ainsi qu'à l'ambassade d'Israël en Belgique, de réaffirmer son attachement aux valeurs de paix, de justice, de respect du droit international humanitaire et des droits fondamentaux et s'engage à continuer de veiller à la cohérence des actes symboliques de la ville avec ses critiques."

Par 17 voix pour (les groupes PS, PTB) et 22 abstentions (les groupes MR, Les Engagés, Écolo), le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-24, alinéa 3 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulant que : «Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil [...]. Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil [...].»;

Vu le règlement d'ordre intérieur du conseil communal approuvé le 29 avril 2019 et modifié en séance du 6 mars 2023 et du 17 février 2025, notamment l'article 12, énonçant que : «Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points complémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil, étant entendu que :

- a) toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;
- b) elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;
- c) si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;
- d) il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté;
- e) l'auteur de la proposition présente le point sollicité lors de la réunion du conseil communal.

En l'absence de l'auteur de la proposition, ledit point ne sera pas examiné.»;

Considérant qu'un point complémentaire relative à l'opposition officielle à la venue de l'ambassadrice d'Israël à Tournai déposée par Madame la Conseillère communale Éléonore VAN DEN BOGAERT (PTB), a été réceptionné par Madame la Bourgmestre, Marie Christine MARGHEM, le 19 mai 2025;

Considérant qu'il est accompagné d'une note explicative et d'un projet de délibération;

Considérant les termes du point complémentaire :

Opposition officielle à la venue de l'ambassadrice d'Israël à Tournai dans le cadre de la cérémonie d'hommage aux Justes parmi les Nations

Le Conseil communal,

Vu l'organisation prochaine d'une cérémonie d'hommage aux Tournaisiens reconnus Justes parmi les Nations pour avoir sauvé des enfants juifs durant la Seconde Guerre mondiale;

Vu que cette cérémonie a été initiée sous la précédente mandature et que la Ville de Tournai y est aujourd'hui impliquée;

Vu que l'ambassadrice d'Israël en Belgique, Madame Idit Rosenzweig-Abu, y est annoncée en tant qu'invitée officielle;

Vu qu'aucune disposition légale ni obligation diplomatique ne conditionne l'attribution de cette distinction à la présence d'un représentant officiel de l'État d'Israël;

Vu que Madame Idit Rosenzweig-Abu a récemment défendu publiquement, en Belgique, les actions militaires du gouvernement israélien à Gaza, y compris après la rupture du cessez-le-feu, affirmant que l'armée israélienne faisait tout pour éviter les pertes civiles, une position largement contestée par des partis politiques et de nombreuses organisations de la société civile belge;

Considérant que la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé en novembre 2024 une demande de mandats d'arrêt visant notamment le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris pour famine comme méthode de guerre et attaques délibérées contre des civils dans la bande de Gaza;

Considérant que, selon plusieurs sources indépendantes et agences internationales, les opérations militaires israéliennes depuis octobre 2023 ont causé la mort de plus de 60 000 Palestiniens, dont des milliers d'enfants, et entraîné un blocus total de la bande de Gaza, privant la population de besoins fondamentaux tels que l'eau, la nourriture, l'électricité et les soins médicaux;

Considérant que le respect des droits humains, du droit international humanitaire et de la mémoire des résistances au génocide impose un devoir éthique de cohérence : les Justes parmi les Nations ne peuvent être honorés dans une cérémonie marquée par la présence officielle de représentants d'un État accusé de crimes contre l'humanité dans un autre contexte historique;

Considérant que plusieurs villes et communes belges ont adopté des motions de solidarité avec le peuple palestinien, suspendu leurs relations officielles avec l'État d'Israël ou dénoncé l'impunité dont jouissent certains États dans les conflits armés contemporains;

Considérant que les autorités locales, même si elles n'ont pas de compétence directe en politique étrangère, sont moralement et politiquement responsables des choix qu'elles posent dans l'espace public, notamment lorsqu'elles s'associent à des cérémonies symboliques ou protocolaires;

Considérant que les pouvoirs locaux ont une obligation de cohérence avec les valeurs de la démocratie locale, des droits humains, de la paix et de la solidarité internationale, telles qu'inscrites notamment dans la Déclaration du millénaire des Nations unies, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les statuts de la Fédération des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) qui encouragent les communes à promouvoir la paix et la coopération internationale;

Considérant en outre l'article 162 de la Constitution belge, qui consacre l'autonomie communale, permettant aux conseils communaux de prendre position sur des enjeux internationaux dès lors qu'ils ont un retentissement éthique, symbolique ou pratique sur la vie locale;

Sur proposition de Madame la Conseillère communale Éléonore VAN DEN BOGAERT (PTB);

Par 17 voix pour (les groupes PS, PTB) et 22 abstentions (les groupes MR, Les Engagés, Écolo);

DÉCIDE :

- de ne pas accueillir officiellement Madame l'ambassadrice d'Israël dans le cadre de la cérémonie d'hommage aux Justes parmi les Nations, afin de garantir que cet hommage demeure un moment de mémoire respectueux, sans récupération diplomatique dans un contexte de conflit armé;
- de demander au Collège communal de retirer tout soutien logistique, protocolaire ou symbolique de la Ville à cette venue diplomatique, sans remettre en cause l'organisation de la cérémonie ni l'importance de l'hommage aux Justes;
- de charger le collège communal de notifier cette décision aux organisateurs de la cérémonie ainsi qu'à l'ambassade d'Israël en Belgique;
- de réaffirmer son attachement aux valeurs de paix, de justice, de respect du droit international humanitaire et des droits fondamentaux, et s'engage à continuer de veiller à la cohérence des actes symboliques de la Ville avec ces principes.

<p><u>77.2. Point complémentaire de Madame la Conseillère communale Ludivine DEDONDER. Motion concernant la création d'un centre de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) à Tournai. Approbation.</u></p>

Messieurs les Conseillers communaux Vincent BRAECKELAERE et Quentin HUART sortent de séance.

Madame la Conseillère communale PS, **Ludivine DEDONDER** :

"Pour introduire ce point, les statistiques font froid dans le dos puisque 64 % des Belges âgés de 16 à 69 ans déclarent avoir subi une forme de violence sexuelle. 19 % des femmes et 5 % des hommes déclarent avoir été violés. Et pourtant, d'après une étude qui date de 2021, seulement 7 % des victimes sont allées chercher une aide professionnelle. Aujourd'hui et sous le gouvernement précédent, c'est une bonne chose, des centres de prise en charge des violences sexuelles ont été mis en place. Ce sont des dispositifs qui sont essentiels dans l'accompagnement des victimes, puisqu'ils centralisent en un même lieu, à la fois l'accueil, à la fois l'écoute psychologique, les soins médicaux, l'expertise médico-légale et la possibilité de déposer plainte. Ces centres, les CPVS, comme on les appelle, sont des centres de proximité qui permettent une intervention plus rapide, une meilleure collecte des preuves et qu'ils réduisent ainsi le risque de classement sans suite pour raisons techniques. Alors si j'en parle ici, c'est parce qu'il n'existe aucun centre de ce type actuellement en Wallonie picarde. Nous sommes dans une véritable zone blanche en matière de prise en charge des violences sexuelles. Et si les victimes souhaitent être accueillies en langue française, aujourd'hui, elles doivent aller jusqu'à Charleroi. C'est-à-dire plus d'une heure de route. Ce qui un, constitue des conditions inacceptables au vu de leur état physique et émotionnel, et deux, mobilise les services de police locale qui doivent accompagner les victimes sur de longues distances, bloquant parfois les équipes d'intervention durant plusieurs heures, alors qu'elles sont nécessaires sur le terrain pour d'autres missions de sécurité publique.

La bonne nouvelle, c'est que treize nouvelles conventions vont être conclues. La norme qui a été retenue prévoit un centre par arrondissement judiciaire et l'arrondissement de Mons, dont fait partie la Wallonie picarde, accueillera un nouveau CPVS d'ici 2026. Cela m'a été confirmé par le Ministre VANDENBROUCKE que j'ai interrogé à plusieurs reprises à ce sujet. Le CHwapi à Tournai se portera candidat dans le cadre de l'appel qui sera donc prochainement lancé par l'INAMI. Et là, je pense qu'on a vraiment de sérieux arguments à avancer. D'abord, la qualité de la prise en charge que nous pouvons apporter. Mais aussi, d'insister pour que la couverture géographique du prochain réseau de CPVS soit un critère déterminant dans la sélection des hôpitaux candidats. Ce pourquoi, je vous propose de voter cette motion et d'ainsi mettre toutes et tous notre force de persuasion au profit des victimes. Mais aussi au profit des forces de police, des professionnels de la santé et des magistrats qui travaillent déjà en réseau dans notre arrondissement judiciaire."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Madame la Conseillère communale, j'étais à peine en charge avec la zone de police qu'immédiatement, Monsieur le Commissaire divisionnaire m'a fait part de cette possibilité. Pour les raisons que vous avez évoquées, il est évident que la Province de Hainaut, qui est la plus grande province de Belgique, chacun le sait, et qui d'ailleurs dans son organisation judiciaire, compte une exception magistrale en termes de présence du parquet. Au lieu d'avoir un seul parquet par province, comme dans toutes les autres provinces, nous en avons deux. Et d'une part, donc l'un à Charleroi, où se trouve actuellement un centre de prévention. Vous l'avez cité contre les violences sexuelles. Et deux, un parquet à Tournai-Mons, qui fait que le Procureur du Roi siège indifféremment à Tournai ou à Mons. L'idée est donc venue depuis un certain temps puisqu'il y avait un appel à projets. Mais qu'on relance cet appel à projets, vous venez de le dire. Je me suis immédiatement mise en chemin pour concrétiser la possibilité de faire venir ce centre ici à Tournai, chef-lieu de Wallonie picarde, à l'extrême de la province du Hainaut par rapport à Charleroi. J'ai donc pris contact avec le directeur du CHwapi, Monsieur Didier DELVAL. Nous avons pu en parler à plusieurs reprises avec le Commissaire divisionnaire et Monsieur le Directeur du CHwapi. J'ai eu l'occasion d'en parler également avec Monsieur le Ministre COPPIETERS. J'en ai également parlé à Madame la Ministre de la Régie des bâtiments. J'ai l'intention rapidement d'en parler à la Ministre de la Justice puisque le cadre me paraît un cadre de santé. C'est un centre pluridisciplinaire qui offre aux victimes en une fois la possibilité, non seulement, d'être conseillées, de déposer plainte, mais de recevoir un accompagnement médical et psychologique. Et bien sûr, tout le monde est bien conscient et bien d'accord que si l'on avait ce type de centre ici à Tournai dans le cadre du nouvel appel à projets, cela éviterait que un, les policiers doivent faire la route jusqu'à Charleroi avec les victimes et que surtout les victimes elles-mêmes soient obligées de se déplacer si loin. Si loin donc de leurs racines et obligées dans certains cas de répéter ce que l'on veut éviter les détails de la plainte qu'elles ont déposée en ayant le courage au fond, parce que c'est ça, en ayant le courage de se plaindre contre un auteur de violences sexuelles. Ceci pour vous dire que, bien entendu, nous allons voter cette motion et que nous étions déjà au travail en la matière, ce qui ne peut que vous satisfaire puisque vous voyez que nous sommes tout à fait sur la même longueur d'onde. C'est parfait."

Madame la Conseillère communale PS, **Ludivine DEDONDER** :

"Puisque vous êtes sur la balle depuis longtemps, allez là où il faut appuyer. Ça dépend maintenant de l'INAMI et donc ça ne sert à rien d'aller voir Pierre Paul Jacques. Contactez le Ministre VANDENBROUCKE comme je l'ai fait."

Madame la Bourgmestre **Marie Christine MARGHEM** :

"Mais, allez voir l'INAMI aussi puisque vous pouvez le faire. Nous serons toutes les deux à nous occuper de ce dossier très important et je ne doute pas qu'avec nos forces réunies, nous y parvenions sans aucun doute."

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Laurent AGACHE** :

"Notre groupe évidemment va soutenir la motion puisque la prise en charge des victimes de violences sexuelles est et restera une priorité des écologistes. À cet égard, il faut quand même souligner l'action volontariste de nos ex-secrétaires d'État à l'égalité des genres, l'égalité des chances et la diversité, Sarah SCHLITZ et puis Marie-Colline LEROY. Lors de la mandature fédérale précédente, elles ont entre autres mené à bien la loi "Stop féminicide" et cette loi pérennisant les centres de prise en charge des violences sexuelles. Et donc, bien sûr, la candidature du CHwapi est tout à fait pertinente puisqu'effectivement Tournai héberge à la fois un hôpital, une instance judiciaire et la police, donc les acteurs principaux sont réunis. Donc, c'est intéressant. Mais la candidature du CHwapi s'inscrira dans un cadre légal, un dépôt de candidature et un traitement par l'administration selon les critères objectifs. Mais évidemment, nous faisons confiance dans la qualité de ce dossier puisque nous rassemblons pas mal d'avantages pour pouvoir l'accueillir ici. Ceci dit, il ne faut pas non plus oublier des enjeux connexes par rapport à cette thématique. Vous avez souligné comme exemple le fait de véhiculer les victimes via la police. C'est effectivement un problème puisque ça monopolise des forces de police. On pourrait former des personnes pour véhiculer et qui seraient formées à l'accompagnement de ces victimes. Et aussi renforcer le soutien à la première ligne, les maisons médicales, entre autres du soutien psychologue, et également renforcer les associations locales qui travaillent sur ces thématiques. Comme ici à Tournai, nous avons "La violence, c'est pas tendance" qui est une très chouette association et qui vient en aide à ces victimes."

Madame la Conseillère communale MR, **Hélène LELEU** :

"Comme vous l'avez dit, le groupe MR tient à exprimer son soutien à cette motion. Il est inacceptable qu'en 2025, les victimes de violences sexuelles de notre région doivent parcourir plus d'une heure pour bénéficier d'un accompagnement adapté. À plusieurs reprises, la zone de police nous a alertés, en conseil de police, sur l'augmentation significative des violences intrafamiliales et sexuelles depuis la période Covid. Une aide professionnelle serait dès lors un véritable soulagement pour nos équipes d'intervention locale souvent mobilisées au détriment de leur présence sur le terrain. Et via cette intervention, nous souhaitons aussi remercier les associations locales qui aident déjà les victimes. Le CHwapi dispose de l'expertise et des infrastructures nécessaires pour accueillir ce centre de prise en charge des violences sexuelles, ce qui permettra de désengorger les services de police et d'offrir aux victimes un accompagnement humain rapide et adapté à leurs besoins. Nous soutenons cette motion sans réserve dans l'intérêt de toutes et tous."

Madame la Conseillère communale Les Engagés, **Jennifer BOUCAU** :

"Au nom du groupe des Engagés, je souhaite aujourd'hui exprimer notre soutien à la motion déposée par Madame DEDONDER concernant la création d'un centre de prise en charge des violences sexuelles en Wallonie picarde. L'initiative de Madame DEDONDER nous tient particulièrement à coeur. Elle répond à un besoin urgent et nécessaire de nos concitoyens. La prise en charge des violences sexuelles constitue un enjeu majeur de société que nous ne pouvons plus ignorer. Nous soutenons pleinement cette motion car elle propose une solution concrète à cette injustice territoriale. La création d'un CPVS en Wallonie picarde permettrait enfin à nos citoyens d'accéder à un accompagnement de proximité humain et professionnel. C'est une question de justice sociale, d'égalité d'accès aux soins. Nos victimes méritent d'être accompagnées dignement près de chez elles, sans avoir à subir des contraintes supplémentaires dans des moments déjà difficiles. Nous espérons sincèrement que cette motion recevra le soutien qu'elle mérite et que nous pourrons enfin offrir à nos concitoyens les plus vulnérables l'accompagnement qu'ils sont en droit d'attendre."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-24, alinéa 3 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulant que : «Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil [...]. Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil [...].»;

Vu le règlement d'ordre intérieur du conseil communal approuvé le 29 avril 2019 et modifié en séance du 6 mars 2023 et du 17 février 2025, notamment l'article 12, énonçant que : «Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points complémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil;

Considérant que la motion concernant la création d'un centre de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) à Tournai, déposée par Madame la Conseillère communale Ludivine DEDONDER (PS), a été réceptionnée par Madame la Bourgmestre, Marie Christine MARGHEM, le 19 mai 2025;

Considérant qu'elle est accompagnée d'une note explicative et d'un projet de délibération;

Considérant les termes de la motion :

" **MOTION déposée par Ludivine Dedonder au nom du groupe PS**
Création d'un Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS) en
Wallonie picarde

Vu la loi du 18 avril 2024 consacrant les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS) comme dispositifs essentiels de l'accompagnement des victimes;

Vu la décision du gouvernement fédéral de transférer la gestion des CPVS à l'INAMI à partir du 1er janvier 2026, avec la conclusion de 13 nouvelles conventions CPVS (une par arrondissement judiciaire);

Considérant que les CPVS assurent une prise en charge pluridisciplinaire, humaine et rapide des victimes de violences sexuelles, en centralisant en un même lieu l'accueil, l'écoute psychologique, les soins médicaux, l'expertise médico-légale et la possibilité de déposer plainte;

Considérant les chiffres alarmants en Belgique :

- Environ 64 % des Belges âgés de 16 à 69 ans déclarent avoir subi une forme de violence sexuelle,
- 19 % des femmes et 5 % des hommes déclarent avoir été violés,
- Pourtant, d'après une étude de 2021, seules 7 % des victimes cherchent une aide professionnelle;

Considérant que l'existence d'un CPVS de proximité permet une intervention plus rapide, une meilleure collecte des preuves, et réduit le risque de classement sans suite pour raisons techniques;

Considérant qu'il n'existe aucun CPVS actuellement en Wallonie picarde et que la zone constitue une véritable zone blanche en matière de prise en charge des violences sexuelles;

Considérant que si elles souhaitent être accueillies en langue française, les victimes de Wallonie Picarde doivent aujourd'hui être conduites jusqu'à Charleroi, soit plus d'une heure de route. Ce que constituent des conditions inacceptables au vu de leur état physique et émotionnel;

Considérant que ces déplacements mobilisent également les services de police locale, qui doivent accompagner les victimes sur de longues distances, bloquant parfois des équipes d'intervention durant plusieurs heures alors qu'elles sont nécessaires sur le terrain pour d'autres missions de sécurité publique;

Considérant que la norme retenue prévoit un CPVS par arrondissement judiciaire, et que l'arrondissement de Mons dont fait partie la Wallonie picarde devra accueillir un nouveau CPVS d'ici 2026;

Considérant que plusieurs établissements hospitaliers au sein de l'arrondissement judiciaire de Mons (dont le CHwapi à Tournai) sont susceptibles de se porter candidats dans le cadre de l'appel à candidatures qui sera prochainement lancé par l'INAMI;

Considérant qu'en matière de justice sociale, de santé publique et d'égalité d'accès aux soins, l'ancrage géographique du futur CPVS doit impérativement couvrir notre zone qui est éloignées des centres actuels (Charleroi, Liège, Bruxelles) et répondre aux besoins de terrain;

Considérant enfin que l'ouverture d'un CPVS à Tournai permettrait non seulement de mieux accompagner les victimes, mais aussi de soutenir les forces de police, les professionnels de santé et les magistrats, qui travaillent déjà en réseau dans notre arrondissement judiciaire";

Sur proposition de Madame la Conseillère communale Ludivine DEDONDER (PS);

À l'unanimité;

DÉCIDE :

- d'affirmer l'urgence de doter la Wallonie picarde d'un CPVS accessible à l'ensemble de sa population;
- de soutenir la candidature du CHwapi à l'appel à projets pour la création d'un CPVS dans le cadre du futur maillage INAMI;
- de demander que la couverture géographique du futur réseau CPVS soit un critère déterminant dans la sélection des hôpitaux candidats;
- souhaite que le gouvernement fédéral et l'INAMI garantissent un accès rapide, humain et de proximité à la prise en charge des violences sexuelles pour toutes les victimes, quel que soit leur lieu de résidence;
- se dit prêt à collaborer avec les autorités sanitaires, judiciaires et sociales pour faciliter la mise en place du CPVS à Tournai et assurer une sensibilisation locale à sa mission;
- d'adopter la motion en faveur de la création d'un CPVS à Tournai, dans le cadre de l'extension du réseau prévu par l'INAMI en 2026;
- de demander la transmission de la présente motion à :

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Monsieur le Ministre de l'Égalité des chances,

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Monsieur l'Administrateur général de l'INAMI,

Monsieur le Ministre-Président de la Wallonie,

Madame la Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

77.3. Point complémentaire de Monsieur le Conseiller communal Johakim CHAJIA.
Motion « Tournai : commune "antifasciste" ». Approbation.

Messieurs les Conseillers communaux Vincent BRAECKELAERE et Quentin HUART rentrent en séance.

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"Vous l'avez vu, je vous ai transmis la motion qui vise à faire de Tournai une commune antifasciste. Tout d'abord rappeler quand même la méthodologie de travail qu'on a mise en place puisqu'avec les autres chefs de groupe, j'ai envoyé la motion avant de la présenter au secteur associatif et avant de la présenter dans les mains du Directeur général et de la Bourgmestre parce que le souhait de mon groupe au niveau des Écolo, c'était vraiment d'avoir une unanimité sur cette motion et de réaffirmer haut et fort la lutte contre les idées d'extrême droite et la lutte contre le fascisme.

Je pense que c'est une responsabilité finalement que, chacun des démocrates, nous avons. Je ne vais pas relire toute la motion, ça nous fera gagner un petit peu de temps et puis ce sera peut-être un petit peu plus digeste pour tout le monde. Mais néanmoins, je vais revenir sur les éléments principaux de cette motion.

En premier lieu, rappeler d'où viennent ces valeurs de lutte contre le fascisme et contre l'extrême droite. Elles viennent tout simplement de la déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule dans son article premier, donc c'est vraiment un des fondamentaux de cette déclaration, que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. On considère aussi que le fascisme, par nature, ça nie finalement ces principes fondamentaux d'égalité en prônant la hiérarchie entre les êtres humains. On a vu dans l'histoire les malheurs finalement que cette idéologie peut créer.

Pour être tout à fait honnête, la montée du racisme et de l'extrême droite en Europe nous interpelle. Et personnellement, mon engagement politique vient aussi de là. En juin, lorsque j'ai vu la montée de l'extrême droite partout en Europe, que ça soit en France, que ça soit en Autriche, que ça soit en Pologne, que ce soit en Roumanie, que ce soit en Flandre, et bien il y a vraiment matière à s'inquiéter. Je l'ai dit, l'histoire nous montre les conséquences dramatiques du fascisme et ce que ça peut donner quand on laisse libre cours à la barbarie de l'être humain. Une phrase que j'apprécie tout particulièrement dit que : "Qui ne connaît pas l'histoire est condamné à reproduire les erreurs du passé". Et je suis convaincu que cette connaissance de l'histoire et ce rappel finalement de ce que peut donner le pire de ce qu'il y a dans l'être humain doit nous positionner en tant que démocrate de manière forte pour refuser toutes ces idées d'extrême droite.

Peut-être rappeler aussi parce qu'on pourrait se dire oui mais qu'est-ce que cette motion commune antifasciste a à voir avec Tournai ? Ce n'est pas à Tournai de prendre ces décisions-là. Ça se passe ailleurs, c'est en Europe et cetera. Mais non. En fait, dans le Code la démocratie locale et de la décentralisation, il est bien précisé qu'un des rôles fondamentaux des collectivités locales, c'est justement la promotion de la paix, de la tolérance, de la solidarité.

Je vous l'ai dit, cette motion, elle s'est voulue participative et pour mener cette motion à bien, j'ai contacté l'ensemble des différents chefs de groupe, mais j'ai également contacté le réseau associatif Tournaisien parce que je trouvais que c'était important que, bien sûr, le conseil communal prenne une position forte sur les questions d'extrême droite, mais qu'on aille plus loin et qu'on puisse permettre aussi à l'associatif de nous rejoindre dans ces combats pour l'égalité des chances et pour la tolérance.

Cette motion est donc déposée en partenariat avec plusieurs associations que je vais me permettre de citer. Elle est déposée en partenariat avec Canal J, avec les maisons de jeunes "Port'Ouverte" et "Masure 14", avec les équipes populaires, avec SORALIA Mons Wallonie picarde, avec les jeunes organisés combatifs, avec la maison de la culture, avec SOLIDARIS Mons Wallonie picarde, avec la CSC, avec la FGTB, avec AGORA CITE, avec CONTES A REBOURS. Vous voyez des associations qui se battent finalement au quotidien pour les valeurs dont on a parlé. Rappelez enfin que cette motion a vraiment tout son sens à Tournai parce que de nombreux concitoyens et concitoyennes vivent au quotidien des discriminations, que ce soit des discriminations dues à leur orientation philosophique, religieuse, que ça soit des discriminations dues à leurs origines, que ça soit des discriminations dues à leur orientation sexuelle ou à leur genre. Et, je pense qu'on a tendance à oublier ces discriminations qui sont vécues par nos concitoyens en se disant que finalement la société a évolué et que tout ça n'existe pas. Non, non, tout ça est bien présent et il suffit d'aller se balader dans notre ville et de discuter avec les Tournaisiennes et les Tournaisiens pour s'en rendre compte.

Alors très concrètement, qu'est-ce que cette motion propose ? Plusieurs choses. Un, bien sûr, d'empêcher tous les moyens légaux de diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme et cetera. Deux, de rappeler le cordon sanitaire médiatique essentiel quand on parle de ces questions-là. On ne laissera aucune place, pas un centimètre à l'extrême droite. Que ce soit dans nos lieux, ici à l'administration communale, mais que ce soit aussi sur les réseaux sociaux gérés par la Ville. Et donc la modération sur les réseaux sociaux sera renforcée. Trois, un canal de communication privilégié sera mis afin que le réseau associatif puisse informer les forces de l'ordre sur ces questions-là. On va bien sûr soutenir et promouvoir toutes les initiatives qui seront mises en place par le réseau associatif. On va impliquer la jeunesse en lien avec la commission devoir de mémoire. Et puis enfin, on va améliorer les formations données à nos travailleurs pour qu'ils puissent exercer en toutes circonstances finalement de manière juste et égalitaire leur travail vis-à-vis de toutes et tous. Enfin, on va soutenir activement le travail de mémoire et d'éducation, comme ce qui a été réalisé à l'occasion du 8 mai. On va soutenir la demande du réseau associatif à ce que le 8 mai redevienne un jour férié.

Voilà, j'ai fini la présentation de cette motion. J'espère vraiment pouvoir compter sur l'unanimité et finalement l'implication de toutes et tous pour faire barrage à ces idées et permettre encore une fois de mettre Tournai du bon côté de l'histoire."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Notre histoire, marquée par les horreurs du fascisme et du nazisme, nous oblige à rester vigilants. La mémoire des résistants, des victimes de la Shoah, des luttes anticoloniales ou encore les luttes pour les droits civiques doit continuer à éclairer nos choix politiques. Tournai a connu la guerre, l'occupation, mais aussi la résistance. Durant la seconde guerre mondiale, de nombreux Tournaisiens ont pris part à ce combat pour la liberté. Ce passé nous engage, oui Mesdames et Messieurs, il nous engage, il nous rappelle que les idéologies fascistes et xénophobes ne sont jamais loin et qu'elles peuvent ressurgir à tout moment, surtout quand on baisse la garde.

Aujourd'hui, en Belgique, comme ailleurs en Europe, les idées d'extrême droite pullulent, progressent. Elles s'infiltreront et s'installent dans les urnes, dans les médias et parfois même dans la rue et avec elles, les acteurs racistes, antisémites, islamophobes, sexistes, homophobes et j'en passe, se multiplient. La situation devient d'autant plus alarmante quand certains responsables politiques reprennent sans scrupule les codes de l'extrême droite. Ils le font pour flatter les instincts les plus réactionnaires, pour séduire un électorat tenté par le repli identitaire. En se faisant, ils ne s'opposent plus à l'extrême droite, ils l'imitent. En reprenant ses mots, ses peurs, ses ennemis désignés, ils ne la combattent plus, ils la légitiment. Tournai n'est évidemment pas à l'abri. Les discours de haine, la désinformation, la stigmatisation s'infiltreront.

Des groupes d'extrême droite tentent de s'implanter, de banaliser leurs idées. Et c'est précisément pour cela que les communes ont un rôle essentiel à jouer. Elles sont, somme toute, les premiers remparts de la démocratie. Se déclarer territoire antifasciste, ce n'est pas un geste symbolique. C'est une charte de vigilance démocratique. C'est dire haut et fort, ici, la haine n'a pas sa place, elle n'en aura jamais. Depuis plusieurs années, Tournai s'illustre par son engagement humanitaire. De nombreuses associations tournaisiennes s'engagent chaque jour pour faire vivre la solidarité. Elles offrent des repas, des vêtements, un accompagnement administratif, un soutien psychologique et bien plus encore. Cet engagement ne concerne pas qu'une catégorie de personnes. Il s'adresse à toutes et tous sans distinction. Ces structures dont les Tournaisiens peuvent être fiers, sont le reflet vivant des valeurs, de nos valeurs communes. Elles incarnent au quotidien ce que cette motion entend défendre : la solidarité, la dignité, la fraternité. Elle montre que la cohésion sociale n'est pas un concept abstrait, mais une réalité concrète, portée par des citoyens investis, des associations dévouées et une ville qui fait le pari de l'humain. C'est une réalité que j'ai pu observer de près.

Grâce à l'appui de l'ancien Bourgmestre, Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, j'ai eu l'honneur de participer à la cellule de pilotage mise en place lors de l'ouverture du centre d'accueil de la Croix Rouge qui, vous le savez, accueille des réfugiés. Cette cellule a permis de coordonner les acteurs de terrain, services communaux, CPAS, associations, Croix Rouge, citoyens, ceci pour assurer une réponse cohérente et humaine. Elle a permis de suivre de près les enjeux de cohabitation, d'anticiper l'obtention, de créer des espaces de dialogue. Elle a aussi soutenu activement les initiatives d'intégration.

Alors oui, vous l'avez bien compris, nous allons soutenir cette motion parce qu'elle affirme que Tournai est, et restera une ville ouverte, solidaire, démocratique : parce qu'elle protège nos espaces publics contre les discours de haine. Et parce qu'elle soutient celles et ceux qui oeuvrent au quotidien pour l'inclusion et la paix sociale. Pour conclure, laissez-moi vous offrir les mots d'AVERROES. Ce philosophe dont la sagesse traverse les siècles et éclaire encore notre époque, des mots simples mais puissants qui résonnent comme une vérité ancienne, hélas, toujours brûlante. Je le cite : "L'ignorance mène à la peur. La peur mène à la haine. La haine conduit à la violence". Mais à Tournai, Mesdames et Messieurs, nous connaissons déjà ce chemin. Car depuis longtemps, nous avons choisi la lumière contre l'obscurité, la parole contre le silence, la solidarité contre l'exclusion. Cette motion n'est pas un point de départ, c'est une étape de plus. Elle prolonge un engagement ancien, vécu, partagé. Elle donne un nom à ce que nous faisons déjà : accueillir protéger, rassembler. Et en l'adoptant, nous affirmons que ce travail continue et qu'il ne s'arrêtera point."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Merci à Johakim CHAJIA pour le travail sur cette motion qui est bien évidemment essentielle. Je crois que les différents partis présents au sein de cette enceinte ont pu en discuter amplement lors des dernières semaines. Je vous remercie aussi d'avoir communiqué relativement tôt la motion aux différents chefs de groupe. Maintenant, je crois que tous les groupes politiques ont des impératifs en termes de calendrier par rapport à l'organisation de leurs instances internes lors desquelles on discute ce genre de points, raison pour laquelle on a pu formuler des commentaires un peu sur le tard.

Alors, j'aborderai deux points dans mon intervention. Donc un premier qui vise un commentaire et un deuxième qui vise une demande de modification ou d'adaptation d'un terme bien précis. Alors, je vais tout d'abord le dire sans ambiguïté : nous nous joignons pleinement au combat contre l'extrême droite qui est visé dans la motion de Monsieur CHAJIA. C'est un combat qui est essentiel, que toutes les forces démocratiques ici présentes doivent mener ensemble. Le parti libéral a toujours été à l'avant-garde de cette lutte. Je pense notamment à l'affrontement historique qu'il y a eu entre un ancien président du parti libéral et Léon DEGRELLE. Mais ce combat ne peut pas se limiter à l'extrême droite. En tant que libéraux, nous nous devons de l'étendre à toutes les formes d'extrémisme.

En concentrant ce type de texte uniquement sur un bord, on risque de créer une complaisance, voire une indulgence envers un autre bord. Raison pour laquelle nous souhaitons souligner ce point essentiel. Au niveau politique dans notre région, on a pu constater lors des dernières élections de 2024 que 12 % des électeurs se sont tournés vers l'extrême gauche contre environ 3 % pour l'extrême droite. Cela doit aussi nous interpeller car l'histoire nous a aussi montré les dérives de ces régimes. Nous ne pouvons accepter aucun extrémisme qu'il soit de gauche, de droite, religieux ou idéologique.

Le deuxième point vise une demande d'adaptation de cette motion. Il touche un des points fondamentaux de notre idéologie libérale : la liberté d'expression. La motion évoque la nécessité de limiter la diffusion de propos haineux ou discriminants, ce que nous comprenons et soutenons pleinement dans le cadre strict de l'application de la loi. Les discours racistes, antisémites, sexistes ou appelant à la haine sont des délits et ils doivent être sévèrement punis. Mais il est aussi question d'islamophobie dans le cadre de la motion de Monsieur CHAJIA. Un terme qui est vraiment délicat dans sa compréhension et possiblement sujet à diverses interprétations. Alors je vais être vraiment très clair. On ne vise ici absolument pas la haine contre les musulmans ou l'Islam. On vise ici la critique de la religion. Ainsi, la critique d'une religion, quelle qu'elle soit, n'est pas un délit dans un état de droit et nous sommes dans un état de droit. La religion relève du domaine privé. Elle peut être débattue, critiquée, caricaturée et cela même si cela peut offenser certains. Interdire l'islamophobie dans le sens où je l'ai décrit, n'a pas davantage de sens juridique. Interdire la christianophobie, la judéophobie ou encore la critique d'une idéologie politique, ce serait une atteinte directe à la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Des personnes ont donné leur vie pour cette liberté d'expression, pas plus tard qu'il y a une dizaine d'années. Et on a tous encore en mémoire les terribles événements du 7 janvier 2015 au sein de la rédaction de Charlie Hebdo. En tant que libéraux, nous sommes attachés à toutes les valeurs fondamentales, y compris cette liberté d'expression. Et c'est justement parce que nous y tenons que nous avons souhaité modifier cette motion pour biffer les différentes références à l'islamophobie en précisant et j'insiste à nouveau, ce que nous entendons par ces termes, soit une critique de la religion et absolument pas une haine contre les musulmans ou contre l'Islam. Nous ne sommes pas contre le principe d'une motion antifasciste, bien au contraire. Mais elle doit être équilibrée et ne pas glisser vers une forme de censure idéologique. C'est pourquoi nous voterons pour, même si je le répète clairement, nous condamnons fermement et sans réserve toute forme d'extrémisme, qu'il soit politique, religieux ou autre."

Madame la Conseillère communal PTB, **Eléonore VAN DEN BOGAERT** :

"Nous soutenons bien entendu cette motion. Face à la montée de l'extrême droite, aux violences fascistes, avec encore un exemple récent à Molenbeek ou Jette et aux attaques contre les droits fondamentaux. Il est essentiel que des communes comme Tournai prennent position clairement. Mais nous tenons aussi à dire ceci, une telle déclaration aussi importante soit-elle, aurait mérité un processus plus large, plus démocratique et plus participatif. Les associations de terrain, les syndicats, les collectifs de lutte contre le racisme, le sexisme, l'homophobie ou encore les organisations de jeunesse auraient dû être associés dès le départ à la rédaction de cette motion. Nous avons besoin de plus qu'un texte. Nous attendons de la Ville des actions concrètes, un réel soutien logistique, institutionnel et politique aux associations antifascistes locales ainsi qu'un suivi régulier et transparent des engagements pris aujourd'hui. Déclarer Tournai, ville antifasciste, c'est un premier pas. Mais ce qui comptera, c'est la suite. Et nous serons là pour le rappeler, construire et, si nécessaire, interpeller."

Madame l'Échevine Les Engagés, **Natacha DUROISIN** :

"Je tiens tout d'abord à saluer l'esprit de vigilance et de responsabilité qui anime la motion que vous proposez. Et en plus, elle est appuyée par de nombreuses associations et institutions de jeunesse, ce qui est d'autant plus appréciable. Alors, cette motion, en plus de comporter ce que vous avez mentionné, comporte les valeurs universelles qui la sous-tendent, à savoir la dignité humaine, la liberté, l'égalité et la démocratie. Ces valeurs sont réellement le socle de notre société et doivent impérativement être défendues, notamment face aux idéologies qui les remettent en cause, comme le fascisme et l'extrême droite. Alors, en tant qu'échevine du devoir de mémoire et de l'enseignement, il m'importe tout particulièrement de souligner combien le travail de mémoire, la transmission des valeurs démocratiques et la sensibilisation citoyenne sont essentiels pour bâtir une société respectueuse de la dignité de chacune et de chacun. Notre commune doit effectivement être un rempart contre toute forme de haine, de discrimination et d'intolérance. Nous partageons l'objectif de protéger nos citoyens et citoyennes contre toute forme de haine, de discrimination et d'intolérance contre les discours et les actes qui nourrissent le rejet de l'autre et la division, et ce à travers des actions concrètes. Et là, je vous rejoins, Madame VAN DEN BOGAERT, au niveau local, que ce soit notamment un focus plus particulier sur la surveillance des propos haineux, l'encadrement de certaines manifestations ou via l'éducation des enfants et des jeunes. Cela dit, en tant que représentante du parti Les Engagés, je tiens à rappeler que notre vigilance doit s'exercer contre toute forme d'extrémisme, qu'elle soit de droite comme de gauche, car le cordon sanitaire dont vous avez parlé s'applique aussi à l'extrême gauche. La démocratie est fragilisée à chaque fois que des idéologies totalitaires ont tenté d'imposer une vision, qu'elle vienne de la droite ou de la gauche radicale. Nous voterons donc cette motion en antifascisme avec conviction tout en appelant à la cohérence politique. Lorsque la motion visant à condamner les extrêmes gauches sera présentée nous espérons pouvoir y apporter le même soutien. La défense de la démocratie, des droits humains et du vivre ensemble ne peut se faire à sens unique. Toutes les formes de radicalisme doivent être combattues avec la même fermeté pour garantir la paix sociale et la cohésion dans notre ville. Enfin, je souligne l'importance du devoir de mémoire, de l'éducation et de la sensibilisation des jeunes, des enfants qui sont nos meilleurs remparts contre les idéologies haineuses. C'est en faisant vivre ces valeurs au quotidien, sans artifice, sans arrière-pensée, sans politique spectacle, comme malheureusement aujourd'hui, on a été le témoin, mais plutôt en réalisant un travail de fond dans nos écoles, dans les maisons de quartiers, à travers des actions concrètes et non dans des discours stériles qui n'intéressent que ceux qui les écoutent et y répondent, que nous ferons reculer l'extrémisme sous toutes ses formes."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Amine MELLOUK** :

"Juste une petite intervention par rapport à ce que vous avez dit Monsieur SANDERS. Je comprends ce que vous avez dit et je suis tout à fait d'accord qu'on doit garder la liberté de critiquer une religion quelle qu'elle soit. Ma copine ici à côté a été chercher ce que les Nations Unies disent de l'islamophobie. Alors je cite : "L'islamophobie se définit par la peur, les préjugés, la haine envers les musulmans, c'est tout". Ce n'est rien d'autre, on ne demande pas de voter une motion qui condamne la critique de religion. Et ça, c'est la définition des Nations Unies. Je trouve que ça serait dommage qu'on se divise sur la même chose. Voilà, j'entends bien la définition."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Guillaume SANDERS** :

"Il y en a plusieurs au niveau de l'islamophobie. Alors, on peut laisser le terme mais par contre, j'aimerais bien qu'on le précise pour qu'on puisse voter cette motion et que ça ne vise pas notre principe fondamental de liberté d'expression. A côté d'islamophobie, si vous voulez tous bien, c'est d'indiquer, je reprends juste mon texte. Donc dans le texte, à côté islamophobie, entre parenthèses, on vise par ce terme du coup, la haine contre les musulmans ou l'islam et comme ça on le précise, on le fait dans l'autre sens et je crois que sur cette base-là, on pourra avoir un consensus. Je pense que ça permettrait de contenter tout le monde."

Monsieur le Conseiller communal Écolo, **Johakim CHAJIA** :

"On a la preuve par l'exemple aujourd'hui, Messieurs MELLOUK et SANDERS, que lorsqu'on échange, lorsqu'on débat, il y a moyen de se retrouver autour de valeurs. Et honnêtement, ce sera sans doute la plus belle victoire que je ressortirai aujourd'hui de ce conseil communal. C'était la première motion que je déposais et elle est vraiment porteuse d'espoir et porteuse de symboles. C'est avec un véritable honneur que j'accueille cette unanimité. Peut-être juste pour répondre à Madame VAN DEN BOGAERT. Je comprends tout à fait l'envie finalement d'associer les associations et c'est pour ça que j'ai mis en place ces contacts avec le réseau associatif. Je pense qu'en tant que mandataire politique, on a un devoir de mettre aussi une direction et de donner un cap à notre société. Et ce geste politique qu'on a mis c'est dans ce sens-là. Maintenant, c'est sûr que si ça s'arrête à ça, on sera tous un peu déçus. Et de la même manière que j'ai communiqué aux associations, je vous propose dès demain de transmettre la bonne nouvelle de l'unanimité à l'ensemble des associations et de proposer aux chefs de groupe d'organiser une rencontre avec ces associations signataires. Et à partir de là, de voir comment ensemble, politique et associatif, on peut avancer pour protéger, défendre ces valeurs de tolérance, d'égalité des chances et finalement de progrès. Merci à tous pour vos échanges. Je vais dire qu'avec la discussion qu'on a eue un petit peu avant sur la Palestine et Israël, ça me rassure finalement sur les volontés et les motivations de chacun."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-24, alinéa 3 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulant que : «Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil [...]. Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil [...].»;

Vu le règlement d'ordre intérieur du conseil communal approuvé le 29 avril 2019 et modifié en séance du 6 mars 2023 et du 17 février 2025, notamment l'article 12, énonçant que : «Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points complémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil, étant entendu que :

- a) toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;
- b) elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;

- c) si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;
- d) il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté;
- e) l'auteur de la proposition présente le point sollicité lors de la réunion du conseil communal.

En l'absence de l'auteur de la proposition, ledit point ne sera pas examiné.»;

Considérant que la motion « Tournai : commune "antifasciste" » est déposée par Monsieur le Conseiller communal Johakim CHAJIA (Écolo), a été réceptionnée par Madame la Bourgmestre, Marie Christine MARGHEM, le 20 mai 2025;

Considérant qu'elle est accompagnée d'une note explicative et d'un projet de délibération;

Considérant les termes de la motion :

Motion Tournai : commune antifasciste

Le conseil communal de Tournai,

Considérant que le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 affirme que « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde »;

Considérant que l'article 1er de la Déclaration universelle des droits de l'Homme stipule que : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits »;

Considérant que le fascisme, par nature, nie ces principes fondamentaux en prônant la hiérarchie entre les êtres humains, la violence politique, la haine de l'autre et le rejet de la démocratie;

Considérant que l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE) établit que : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités »;

Considérant que notre commune, en tant qu'échelon démocratique de proximité, se doit d'incarner, promouvoir et défendre ces valeurs fondamentales face à toute idéologie ou mouvement politique qui les remet en cause;

Vu la montée inquiétante des discours et actes d'extrême droite en Europe et dans notre pays, marquée notamment par des attaques contre les droits fondamentaux, les minorités, les journalistes et les institutions démocratiques;

Vu la recrudescence des actes de haine raciste, antisémite, islamophobie (en entendant que cela concerne la lutte contre toutes formes de haine due à l'orientation religieuse), sexiste, homophobe et transphobe, souvent justifiés ou attisés par des idéologies d'extrême droite;

Vu l'histoire européenne et les conséquences dramatiques du fascisme et du nazisme au XXe siècle, qui ont mené à des guerres, à des régimes autoritaires et à des génocides;

Vu le rôle fondamental des collectivités locales dans la promotion de la paix, de la tolérance, de la solidarité, et de la démocratie à l'échelle locale;

Vu les violences fascistes survenues à Molenbeek et Jette le 4 mai 2025, où des groupes d'extrême droite ont attaqué des habitants et commerces par des agressions physiques, menaces, vandalisme, semant la terreur dans l'espace public, considérant que ces actes odieux se répètent à travers notre pays et l'Europe;

Vu l'importance de faire obstacle à toute tentative d'implantation idéologique ou politique de l'extrême droite dans nos institutions ou sur notre territoire communal;

Vu les commémorations ayant eu lieu dans la commune de Tournai à l'occasion du 8 mai;

Vu le soutien d'associations actives à Tournai dont notamment : Canal J, Port'Ouverte, Masure 14, Les Equipes Populaires, Soralia Mons Wallonie Picarde, Les Jeunes Organisés et Combatifs, La Maison de la Laïcité, Solidaris Mons Walllonie Picarde, La CSC, la FGTB, La Maison de la Culture de Tournai, Agora Cité et Contes à rebours;

Vu les nombreuses discriminations vécues par les Tournaisiennes et Tournaisiens dues notamment à leurs origines ou leur orientation religieuse ou sexuelle;
 Sur proposition de Monsieur le Conseiller communal Johakim CHAJIA (Écolo);
 À l'unanimité;

DÉCIDE

que notre commune est une commune ouverte au monde. Les idées d'extrême-droite n'y ont pas leur place. Tournai se constitue comme étant une ville antifasciste en appliquant les mesures suivantes :

- empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie (haine dirigée contre l'islam et les musulmans), à la discrimination relative à l'orientation sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement fascistes et xénophobes, sur le territoire de Tournai;
- appliquer par conséquent, en toute communication, le principe du « cordon sanitaire médiatique », en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique à l'extrême droite, à ses propos ou à ses représentants en ce compris sur les réseaux sociaux;
- engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie (haine dirigée contre l'islam et les musulmans), aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes et engager, tout en respectant le cadre juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Tournai;
- établir un canal de communication privilégié afin que le réseau associatif puisse informer les forces de l'ordre de l'organisation et de la tenue de tout événement susceptible d'inciter à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie (haine dirigée contre l'islam et les musulmans), aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fasciste et xénophobe, sur le territoire de Tournai;
- s'engager à interdire ce type d'événement par arrêté motivé de la ou du bourgmestre;
- soutenir et promouvoir les initiatives prises par le réseau associatif et de la société civile dans le cadre du devoir de mémoire de la résistance face à l'Allemagne nazie, au fascisme et à l'extrême droite;
- impliquer la jeunesse en lien avec la commission du devoir de mémoire en la sensibilisant aux dangers de l'extrême droite, à l'histoire des migrations afin de promouvoir le vivre ensemble, par des actions citoyennes dans les écoles où la commune est le pouvoir organisateur, et ce en partenariat avec les associations culturelles, citoyennes et patriotique de la Ville de Tournai;
- insister auprès des opérateurs de formation sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste et égalitaire, vis-à-vis de tou·te·s les citoyen·ne·s, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, de statut de séjour... Les pensées d'extrême droite n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services publics. Par ailleurs, la formation continue des agents communaux doit également être assurée en la matière;
- soutenir activement les actions de mémoire et d'éducation, comme les initiatives liées à la Résistance et au 8 mai, et demander que ce jour redevienne férié en Belgique".

78. Questions

Madame la Conseillère communale Eléonore VAN DEN BOGAERT quitte la séance.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, conformément aux articles 70, 72 et 73 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal, la **Bourgmestre** invite le conseiller communal à poser sa question.

Monsieur le Conseiller communal PS, Philippe ROBERT relative à l'état d'avancement de trois des projets de la Politique Intégrée des Villes

"J'aimerais que les membres du conseil communal connaissent l'état d'avancement de trois projets qui concernent la Politique Intégrée des Villes. Il s'agit des trois parcs communaux. Commençons par le parc de la plaine des manœuvres. Ce que j'en sais, c'est que la clôture d'enquête a été organisée le 26 mai. Au-delà de cela, peu de changement significatif par rapport au projet que l'ancienne majorité a laissé. Toutefois, comme les riverains de la rue des Bergers, je m'inquiète de la sortie de cette rue vers l'avenue Montgomery et de son rond-point que nous avions imaginé. En effet sans celui-ci, il faudra faire un grand détour pour rejoindre le centre-ville. Avez-vous des informations à nous donner à ce sujet ? Allez-vous utiliser la voirie exigée par les pompiers en attendant la réalisation de ce rond-point ?

A l'opposé, à l'avenue De Gaulle, j'ai constaté que vous alliez planter un arbre sur le territoire de la Région wallonne, alors que jusque maintenant, depuis de nombreuses années, le travail des services des espaces verts était mis en évidence avec les plantations qui formaient la tour des Tournaisiens. Pensez-vous pouvoir encore modifier le projet d'une part et sinon avez-vous l'autorisation écrite de ce pouvoir de décision ? Je rappelle que cet espace est hors périmètre du projet.

En ce qui concerne le parc George Brassens, pouvez-vous nous donner les différents changements du projet, en dehors bien sûr de l'enlèvement de la statue du gorille qui restait le symbole de ce parc, et dont l'Agence wallonne du patrimoine avait donné son accord ? Je terminerai en vous demandant de nous expliquer le dernier projet, à savoir le Square Marie-Louise.

Où en sommes-nous avec ces trois parcs, poumons verts du quartier prioritaire ? Aurez-vous terminé dans les temps, en sachant qu'aucun des trois projets n'est actuellement attribué, que les cahiers des charges sont en cours de réalisation. Qu'il faudra un délai pour la réalisation et que tout doit être terminé, facturé et payé avant le 31 décembre 2026. Je rappelle que dans le cas contraire, il faudrait rembourser les subventions reçues et que les montants sont très importants."

Monsieur le Premier Échevin **Benjamin BROTCORNE** répond en ces termes :

"Je vous remercie pour votre question concernant l'avancement de ces trois projets importants de la politique intégrée des villes. Ces poumons verts du quartier prioritaire font effectivement l'objet d'un suivi attentif de notre part.

Concernant le parc de la plaine des Manœuvres, vous aurez effectivement noté que l'enquête publique s'est clôturée aujourd'hui. J'ai d'ailleurs eu le plaisir de vous accueillir dans les locaux du service public, du service urbanisme ainsi que huit autres citoyens concernés par ce projet. La procédure voirie suit son cours normal. Ce projet, dont le processus participatif citoyen s'est achevé en février 2021, a franchi plusieurs étapes importantes : concours d'architecture organisé avec la cellule d'architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles, désignation de l'auteur de projets en février 2023 et validation de l'esquisse par le collège en décembre 2023.

Vous n'ignorez pas que le SPW mobilité et infrastructure nous a donné un avis favorable conditionnel le 24 mai 2024 mais en refusant l'accès automobile sur l'avenue Montgomery. Cette position, que vous connaissez parfaitement, complique effectivement la question du giratoire que vous évoquez. Nous poursuivons néanmoins un dialogue actif avec le service public de Wallonie sur cette question cruciale. Cette infrastructure reste objectivée par une étude de mobilité et devient d'autant plus nécessaire qu'une dernière phase de construction de nouveaux appartements va parachever l'urbanisation de ce secteur situé le long de l'avenue Montgomery. En attendant une solution définitive sur l'accès à l'avenue Montgomery qui pourrait être celle d'un rond-point définitif, voire provisoire, nous étudions d'autres solutions transitoires pour éviter les désagréments que vous évoquez et qui n'ont aucun secret pour vous puisque vous avez élaboré le projet et ses contraintes dès sa genèse. Notre objectif reste de proposer le marché de travaux ainsi que l'autorisation de voirie au conseil communal de juin pour une délivrance de permis d'urbanisme espérée pour novembre prochain.

Quant aux plantations projetées à la porte de Lille, il va de soi que nous nous efforçons de déplacer le blason végétalisé en fonction de l'aménagement de la future entrée du parc. Il reste de la place. Et si un arbre devait être planté à un endroit que la Région wallonne refuserait, ce dont je doute, nous nous adapterons. Là n'est pas l'essentiel, vous en conviendrez.

Pour le parc Georges Brassens. Ce projet a démarré plus tardivement avec la désignation d'IDETA comme assistance à maîtrise d'ouvrage en mai 2022 et du bureau JNC International comme auteur de projets en octobre 2023. Vous vous souviendrez que les avant-projets ont été validés par le précédent collège en mars 2024, mais que nous avons été confrontés à des difficultés avec des réunions patrimoines annulées à deux reprises en mai et septembre 2024, car l'auteur de projets n'avait pas envoyé les documents dans les temps. Heureusement, la deuxième réunion patrimoine finale s'est quant à elle bien tenue le 30 janvier 2025. J'y ai assisté en présence de la Bourgmestre. Le certificat de patrimoine vient de nous être notifié, il y a quelques jours. Nous prévoyons le dépôt de la demande de permis d'urbanisme en juin 2025. Tout ne peut être financé en cette période de prudence budgétaire. L'accent sera mis sur la réfection de ce qu'on appelle l'hippodrome, cet anneau qui entoure le kiosque à musique, et ce, afin de privilégier l'aménagement donnant le plus de résultats pour réenchanter ce parc cher aux Tournaisiens. Les autres aspects du programme seront proposés à titre d'option afin de nous donner toute latitude quant au programme des travaux en cours de chantier.

Je note au passage que votre question mentionne encore la disparition de la statue du gorille courant décembre dernier. Je ne vous cache pas ma consternation. Vous avez été échevin de l'urbanisme et du patrimoine durant la dernière mandature. À ce titre, vous avez été le garant du respect des règles en matière d'urbanisme et de patrimoine classé. Le parc communal, le parc Georges Brassens est classé. Vous le savez pertinemment. Tout aménagement du parc, en ce compris la pose du gorille nécessite, et j'énumère l'accord écrit de l'AWAP, au terme d'un certificat de patrimoine. Vous ne l'aviez pas. Un permis d'urbanisme intégrant cet aménagement comme tout le reste des aménagements dudit parc, vous ne l'aviez pas. Une décision de collège pour installer la statue, même cela, vous ne l'aviez pas. On a vérifié. La statue du gorille ne pouvait dans ces conditions demeurer, sauf à me rendre complice d'une infraction urbanistique. Je vous apprécie, mais tout de même. Plus cocasse, c'est la mine soulagée que nos interlocuteurs de l'AWAP ont arborée lorsqu'ils ont appris que le parc allait être libéré de cette identité musicale certes sympathique, mais totalement parachutée par rapport à son histoire et ses caractéristiques patrimoniales. En tout cas, en guise de prise de contact avec l'AWAP en tant qu'échevin, j'aurais espéré meilleure entrée en matière que ce contexte de coups de force patrimoniale de la part d'une autorité censée, pourtant, faire respecter les règles auprès de nos concitoyens.

Enfin, quant au square Marie-Louise, il s'agit du plus avancé des trois projets. La demande de permis d'urbanisme a été déposée en avril 2024. L'enquête publique s'est terminée le 27 mai 2024. Le conseil communal a donné son accord dans le cadre de la procédure voirie le 24 juin 2024 et le permis d'urbanisme a été octroyé en novembre 2024. Ce projet peut donc démarrer dès l'attribution du marché. Peu ou pas de modification pour ce parc depuis votre départ de l'urbanisme. Le projet consiste essentiellement à rassembler deux espaces verts pour n'en former qu'un seul, plus agréable et accueillant pour les riverains de ce quartier prioritaire. Concernant vos préoccupations sur le respect de l'échéance, elles sont d'autant plus justifiées que nous avons bénéficié d'une prolongation via la circulaire du gouvernement wallon du 19 décembre 2024. La deadline pour l'attribution des marchés a été reportée du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025 et celle pour clôturer le programme PIV du 30 septembre 2026 au 31 décembre 2026. Cependant, il faut impérativement terminer les travaux au plus tard en octobre 2026 pour récolter les pièces justificatives nécessaires au rapport final. Notre planning prévoit la proposition des marchés de travaux au conseil de juin, une mise en adjudication immédiate avec un début des travaux dans la foulée. Nous maintenons un suivi hebdomadaire de l'avancement car les montants en jeu sont effectivement importants et le risque de remboursement des subventions reste présent en cas de non-respect des délais. Le passage au conseil communal de juin sera donc déterminant pour le lancement effectif de ces trois projets structurants pour notre quartier prioritaire."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Philippe ROBERT** :

"Je vous remercie pour les différentes réponses. Il y a quand même quelque chose qui n'est pas correct dans votre énumération du planning pour le premier dossier, étant donné qu'on ne peut pas déposer le permis d'urbanisme en juin puisqu'on va seulement avoir le décret voirie en juin. Or, il faudra qu'une fois que le décret voirie soit adopté par le conseil communal, donc ce sera fin juin, il faut encore laisser à mon avis 15 jours à la tutelle. Et puis c'est seulement quand la tutelle aura répondu qu'on pourra débloquer la deadline et qu'on pourra reprendre ainsi le permis d'urbanisme. Donc le permis d'urbanisme qu'on pourrait voir éventuellement dans le courant du mois de septembre. Je serais étonné qu'on fasse un conseil communal en juillet ou en août. Mais ceci dit, le permis d'urbanisme ne doit pas passer au conseil communal. Donc en effet, il pourra peut-être passer au collège communal pendant les vacances.

Pour revenir sur le parc Georges Brassens, on avait quand même tous les accords de l'AWAP. En ce qui concerne le fameux gorille et que n'en déplaise, il ne fallait pas nécessairement parce que c'était dans le permis bien sûr, on a peut-être avancé, je veux dire les choses, mais on avait un accord de la part de l'AWAP puisqu'il y a eu cette première réunion de patrimoine. Et en ce qui concerne le fait de refaire uniquement l'hippodrome, on est assez d'accord sur le projet parce qu'on doit faire des choix et je trouve aussi que mettre plus d'argent dans le square Marie-Louise est plus important que dans le parc Georges Brassens. Parce que le parc Georges Brassens, il est déjà bien fait, en plus comme vous l'avez bien répété, il est classé. Et ce qu'on peut faire, c'est améliorer les différentes rigoles, mais de toute manière, c'est un travail qui sera démonté dans les années qui vont venir parce que les racines des arbres vont continuer à mettre un peu de désordre là-dedans. Ce n'est pas vraiment le plus important. Par contre, le square Marie-Louise, c'est le plus important à réaliser parce qu'il y a beaucoup de niveaux qui sont différents pour les personnes à mobilité réduite. C'est un problème. Et pouvoir remettre les deux parcs en un seul, c'est quand même une des volontés d'avoir un coin pour la jeunesse. Donc, j'entends bien et je suis, je ne vais pas dire rassuré, mais en tout cas, je vois qu'on continue à suivre ces trois dossiers qui nous tiennent à cœur et on va tenir ça vraiment à l'oeil.

Et je terminerai mon intervention sur la plaine des Manoeuvres où vraiment le problème de mobilité est criant. On a entendu, les riverains n'étaient que 8, mais ils représentaient 96 logements et même plus puisqu'il y avait une dame qui en représentait presque 200 du côté BESIX et donc MATEXI. Tandis que de l'autre côté, donc il y en a 96 logements qui sont eux avec la grande copropriété. Donc vraiment le problème de ce rond-point est crucial et si pas, il faudrait que le collège puisse à ce moment-là prendre une décision ou peut-être soit que par une modification des plans, mais ce n'est peut-être pas à votre niveau qu'il faut le faire, c'est peut-être au niveau du fonctionnaire délégué, lui il peut l'exiger par contre. Pour qu'on puisse modifier les plans pour que pendant, jusqu'au moment où ce rond-point sera réalisé temporairement ou de façon définitive et qu'on puisse quand même encore sortir par l'avenue des Frères Rimbaud. Parce que sinon ça veut dire qu'actuellement, on doit avoir le double sens. On va repartir vers l'extérieur de la ville pour arriver au centre-ville, c'est-à-dire partir vers la chaussée de Douai, Jean Cousin et revenir par la chaussée de Willemeau pour pouvoir rentrer à l'intérieur de la ville. Et ça, c'est un problème criant depuis des années. Il faut être clair, mais il va être accentué par le fait que maintenant, on ne pourra plus sortir vers la rue des Frères Rimbaud."

<u>78.1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</u>
--

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 22 avril 2025 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Madame la **Bourgmestre** clôture la séance publique à 01 heures 02, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 23 juin 2025.